



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 49979 7



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1914-1915

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES
HAUTES-ALPES

QUINZIÈME ANNÉE
DEUXIÈME SÉRIE. — N° 17.

1^{er} Trimestre 1896



GAP
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

—
1896

DC
611
.A553
58

GAP, JOUGLARD, imprimeur de la *Société d'Études*.

20

Dunning
Nihoff
10-21-26
13603

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

au 1^{er} Janvier 1896

(Articles 6 et 7 des Statuts)

BUREAU

Président : M. GAUTIER, ✱, directeur des postes et télégraphes, en retraite, à Gap.

Vice-présidents : M. DUMAS, inspecteur des contributions directes, en retraite, à Gap.

— M. PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.

Secrétaire : M. NICOLLET, ☉, agrégé de l'Université, professeur au Lycée, à Gap.

Secrétaire-adjoint : M. PERRIN, conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

Trésorier : M. JEAN (Jules), négociant, 32, rue Carnot, à Gap.

COMITÉ D'ADMINISTRATION

MM. JOUGLARD (Ferdinand), ☉, notaire, ancien conseiller général, à Gap.

GUILLAUME (abbé P.), I. ☉, archiviste départemental, à Gap.

WILHELM, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. DUMAS (Alfred), ☉, agrégé de l'Université, professeur au Lycée, à Gap,

MARTIN (David), ☉, professeur en retraite, conservateur du musée départemental, à Gap.

ROCHE (Célestin), ingénieur civil, à Gap.

ROMAN (Joseph), I. ☉, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique.

ROMIEU, ☉, professeur chargé de la direction de l'école normale d'instituteurs, à Gap.

SIBOUR (Ernest), rentier, route de Veynes, à Gap.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES
AU 1^{er} JANVIER 1896.

Membres d'Honneur.

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.
MGR L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.
M. LE GÉNÉRAL commandant la subdivision.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres fondateurs.

MESSIEURS,

ARNAUD (François), licencié en droit, notaire à Barcelonnette (Basses-Alpes).
BLANC (Xavier), sénateur, président du Conseil général, rue de Fleurus, 1, à Paris.
BLANCHARD-CHANCEL (Le Dr Raphaël), ✱, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris, membre de l'Académie de médecine, rue du Luxembourg, 32, à Paris.
BLANCHARD (Zéphirin), chanoine, vicaire général, ancien supérieur du Grand-Séminaire, président honoraire de la *Société d'Études*, à Gap.
CLAPIER, propriétaire, à Chabestan.
DUPONT-DELPORTE (le baron), ingénieur des chemins de fer P.-L.-M., à Grenoble.
FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des Affaires étrangères, député des Hautes-Alpes, rue de la Pompe, à Paris.
LAURENCON (Léon), député des Hautes-Alpes, à Paris.
LAVALETTE (Mlle Fanny de), à Guillestre.
PALLAS (Honoré), ancien conseiller général des Hautes-Alpes, rue Centrale, 31, à Lyon.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre,
près Genève (Suisse).

SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet, rue de Grenelle, 35,
à Paris.

Membres fondateurs décédés.

MESSIEURS,

AMAT, ✱, ancien conseiller général, président honoraire
de la *Société d'Études* ; † 1895.

BERTHELOT, ancien vice-président du Conseil général des
Hautes-Alpes ; † 26 avril 1882.

CHANCEL (Evariste), ✱, ancien député ; † 11 juillet 1882.

GOUZOT (Mgr), ✱, ancien évêque de Gap, archevêque
d'Auch ; † 1895.

GUILBERT (S. Em. le cardinal), O. ✱, ancien évêque de
Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux ; † 15 août
1889 (à Gap).

JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap et d'Amiens
(Somme) ; † 1^{er} mars 1892.

LAVALETTE (A. de), C. ✱, ancien intendant militaire ;
† 16 décembre 1888.

MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur ; † 16 décembre 1887, à
Paris.

TEISSIER, ancien avocat à Gap ; † 25 août 1883.

Membres honoraires.

MESSIEURS,

BERLUC-PERUSSIS (L. de), ancien président de l'*Académie
d'Aix*, rue Cardinal, à Aix.

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à
Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire
naturelle*, à Lyon.

CHEVALIER (Ulysse), correspondant de l'Institut, à
Romans (Drôme).

DAMAS, I. ☉, principal du collège de Gap en retraite, rue
Marceau, 8, Grenoble.

VI

- DELISLE (Léopold), C. ✱, membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, à Paris.
- FÉRAUD (l'abbé), président d'honneur de la *Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, à Sièyes, près Digne.
- GUIGUES, O, receveur des finances en retraite, à Embrun.
- JESSÉ-CHARLEVAL (le marquis de), président du conseil d'administration de la *Revue de Marseille et de Provence*, rue Breteuil, 10, à Marseille.
- ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), lieutenant-colonel, administrateur de l'École Polytechnique, à Paris.
- ROZIÈRE (E. de), O. ✱, membre de l'Institut, sénateur, ancien inspecteur général des archives, rue Lincoln, 8, à Paris.
- TAMISEY DE LARROQUE (Phil.), correspondant de l'Institut, à Gontaud (Haute-Garonne).

Membres titulaires.

MESDAMES,

- ABEL DE CHEVALLET (d'), boul. Malesherbes, 157, Paris.
- CHANCEL (Evariste), rentière, à Briançon.
- CHANCEL (Marius), au château de Saint-Léon, à Cannes.
- FERRARY-JULIEN (Amélie), à Embrun.
- GAIGNAIRE, rentière, rue de Provence, à Gap.
- JAUBERT, rentière, à Remollon.
- LA MAZELIÈRE (marquise de), rue Barbey-de-Jouy, 40, à Paris.

MESSIEURS,

- AGOSTINI, agent-voyer d'arrondissement, à Serres.
- ALBERT (Aristide), receveur municipal en retraite, à Grenoble.
- ALBRAND, agent-voyer, à Tenès (Algérie).
- ALLEMANI (l'abbé), curé de Jarjayes.
- ALLIER, C. ✱, contrôleur de 1^{re} classe de l'administration de l'armée, en retraite, rue Élisée, 1 bis, à Gap.

VII

- ALLUIN, ✱, capitaine en retraite, rue Carnot, 57, à Gap.
ANTOINE, ancien député de Metz, trésorier-payeur général,
à Limoges.
ARDUIN (Auguste), ☪, pharmacien, à Embrun.
ARMAND (l'abbé), curé, à Châteauroux-les-Alpes.
AUBERT (Clément), ingénieur des chemins de fer de
Bône-Guelma, à Bône.
AUGIER (l'abbé Ernest), vicaire à Embrun.
AUDOYER, ✱, ☪, directeur de l'usine Sainte-Catherine, à
Briançon.
AYASSE, ☪, docteur-médecin, place Ladoucette, 6, à Gap.
AYMAR DE CHATEAURENARD (marquis d'), rue de Varenne,
65, à Paris.
BAILLE, ✱, chef de bataillon au 75^e, à Romans (Drôme).
BARBARIN (Emmanuel de), rue de Rome, 68, à Marseille.
BARDE, négociant, avenue de la Gare, à Gap.
BERAUD, juge au tribunal, rue de la Terrasse, 1, à Gap.
BERGE (baron), G. O. ✱, ancien gouverneur militaire de
Lyon, au château de la Malle, par Reims (Marne).
BERTRAND (Ferdinand), ☪, notaire, conseiller d'arrondis-
sement, rue Carnot, 26, à Gap.
BERTRAND (Léon), notaire, rue de France, 5, à Gap.
BÉTHOUX (l'abbé), curé de Saint-Michel-en-Beaumont, par
Corps (Isère).
BIBLIOTHÈQUE des Archives de l'Isère, à Grenoble.
BIBLIOTHÈQUE de la Ville, à Grenoble.
BLANC (l'abbé Irénée), curé-archiprêtre, à Chorges.
BONNIARD, (Victor), ☪, banquier, conseiller général à
Embrun.
BONNIOT (V. de), chan. tit., rue de Rennes, à Paris.
BONNIOT (Aug. de), chanoine honoraire de Gap, curé de
St-Denis-la-Chapelle, à Paris.
BOREL (l'abbé Henri), curé, à Montdauphin.
BOREL, ✱, vétérinaire militaire en retraite, à Gap.
BOUCHIÉ DE BELLE, ancien conseiller général des Hautes-
Alpes, avocat au Conseil d'État, rue de Miromesnil,
16, à Paris.
BOUFFIER (Amédée de), rue Fornerie, 17, à Valence (Drôme).

VIII

- BOYER (l'abbé), curé, à St-Disdier-en-Dévoluy.
- BRACHET, instituteur, à Val-des-Prés.
- BRUN, contrôleur, 1^{er} commis des contr. directes, à Gap.
- BRUN-HODOUL, avocat à Embrun.
- BUÈS (l'abbé), curé des Alberts, par Briançon.
- BURLE, inspecteur des contributions directes, à Chambéry.
- BURLE (Jules), fabricant de draps, place du Collège, à Vienne (Isère).
- BURLE (Joseph), notaire, à Tallard.
- BUTLER (William Ellison), docteur de l'Université d'Oxford, 69 bis, chemin des Rosiers, à Maupas, Lausanne (Suisse).
- CADORET, ~~et~~, professeur départemental d'agriculture, rue Carnot, 28, à Gap.
- CAFFAREL (l'abbé), chanoine honoraire, supérieur du grand séminaire, à Gap.
- CAIS DE PIERLAS (comte), via della Roca, 13, à Turin.
- CARLIER, directeur des contributions directes, à Gap.
- CASTELLI (Charles), banquier, rue Carnot, 26, à Gap.
- CATUSSE, trésorier-payeur général, 1 rue de Valserres, à Gap.
- CERCLE de Gap, 25, rue Carnot.
- CHABRAND, docteur en médecine, rue Abbé de la Salle, 16, à Grenoble.
- CHABRAND (Valentin), négociant, conseiller général, rue Carnot, 3, à Gap.
- CHANCEL (Alphonse), ~~et~~, conseiller général des Hautes-Alpes, à Briançon.
- CHANCEL (Edmond), boulevard Malesherbes, 162, à Paris.
- CHAUVEY (Joseph), docteur en droit, avocat, rue Bayard, 2, à Grenoble.
- CHEVALIER, docteur en médecine, place Saint-Michel, 3, à Marseille.
- CLAVEL, ancien directeur des établissements de santé, rue du Temple, Gap.
- COLLOT (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Dijon (Côte-d'Or).

IX

CONTIER, ✱, chef de bataillon en retraite, quai Perrière,
10, à Grenoble.

COOLIDGE (Rev. W.-A.-B.), à Oxford (Angleterre).

CORRÉARD (Hippolyte), ✱, colonel du 25^e de ligne, en
retraite, à Veynes.

COURTIL (Marius), directeur de travaux, 44, rue du Coq, à
Marseille.

CROZET (Ernest de), homme de lettres, à Oraison (Basses-
Alpes).

DAVIN (l'abbé), aumônier de la Providence, à Gap.

DAVIN (Martial), chef de bureau adjoint au ministère de la
marine, 105, avenue de Neuilly, à Neuilly (Seine).

DELAFONT (Octave-Auguste), au ministère des finances,
dette inscrite, corridor du nord, Paris.

DEVÈZE, ✱, colonel en retraite, à Grenoble.

DISDIER DE ROUSSET (Henri), avocat, à Bonne, Gap.

DORCHE, percepteur à Gap.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève pensionnaire de
l'École des Chartes, à Séez (Orne).

DUHAMEL (Henri), vice-président de la section du *Club
Alpin Français* de l'Isère, à Gières, près Grenoble.

DUMAS, inspecteur des contributions directes, en retraite,
rue Carnot, 63, à Gap.

DUMAS (Alfred), ☿, professeur au Lycée, faubourg Sainte-
Colombe, 1, à Gap.

DUPUIS (G.), chef de bureau à la préfecture, à Gap.

ÉBERLIN, pharmacien, 1, boul. la Madeleine, à Marseille.

ESCALE (Hippolyte), notaire, à Briançon.

ESPIÉ, ☿, directeur de l'enregistrement, à Privas (Ardèche).

ESTACHY, architecte à Cavaillon (Vaucluse).

ESPITALIER (Marius), négociant, avenue de Grenoble, à
Gap.

EYRIER (Oswald), rédacteur à la *Dépêche Algérienne*,
(Algérie).

EYSSERIC (St-Marcel), ancien magistrat, à Sisteron.

EUZIÈRE, ✱, ☿, avocat, conseiller général, maire de Gap,
député des Hautes-Alpes, à Paris.

FABRE, notaire, à Guilleville.

X

- FALQUE (Chaffrey), 8, cité d'Hauteville, à Paris.
- FAURE (Ernest), négociant, rue Bab-Azoun, à Alger.
- FAURE-GEORS (l'abbé), curé, à la Saulce.
- FAURE, , pharmacien, ancien maire de la ville de Briançon.
- FAZY (l'abbé), curé, à Sigottier.
- FERRAND (Henri), avocat, 7, rue Ste-Claire, à Grenoble.
- FIARD, , capitaine en retraite, rue Villars, 2, à Gap.
- FIKELSCHERER, docteur en médecine, à Briançon.
- FILLET (l'abbé), curé à Allex (Drôme).
- FLEURY (Pierre), négociant, place Raspail, 1, à Lyon.
- FORTOUL, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Tallard.
- GAIGNAIRE, fils, licencié en droit, Gap.
- GANDOULF, principal du collège, à Narbonne.
- GAP (Lucien), instituteur public, membre de plusieurs sociétés savantes, à Mérendol (Vaucluse).
- GARNIER (Aug.), négociant, place St-Nizier, à Lyon.
- GARNIER (Jules), agent-voyer cantonal à Gap.
- GASSIER, , ancien député, conseiller général des Basses-Alpes, à Paris.
- GAUTIER, , directeur des postes et télégr., en retraite, place St-Arnoux, 3 bis, à Gap.
- GIVAUDAN (Ferdinand), à Cordoba (République Argentine).
- GONNET (Aimé), avocat près la Cour d'Appel, rue Bayard, 17, à Grenoble.
- GONZALÈS (Édouard), buffet de la gare, à Mâcon.
- GORLIER, conseiller d'arrondissement, rue des Archives, 19, à Paris.
- GRANDIDIER, , , ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Nevers.
- GRIMAUD (E.), conseiller à la Cour d'appel de Grenoble, en retraite, à Serres.
- GRIMAUD, , , ancien député, président de la Commission départementale des Hautes-Alpes, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.
- GUÉRIN (l'abbé), chan. hon., curé-archiprêtre à Embrun.
- GUEYDAN, membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Orcières.

XI

GUILLAUME (Frédéric), employé au service de la voirie, rue de Bonnel, 50, à Lyon.

GUILLAUME (Paul), I. , chan. hon., correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUILLEMIN (Paul), , inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, 30, rue Théodore, à Billancourt (Seine).

GUILLIBERT Hippolyte (baron), avocat à la Cour d'Aix.

HIRSCH, peintre verrier, rue Gauthey, 26, à Paris.

HUGUES, avocat, rue Carnot, 39, à Gap.

HUOT, architecte en chef de la ville de Marseille, célibre majoral.

IMBARD (François), conducteur principal des ponts et chaussées, en retraite, à Laragne.

IMBARD-SARRAZIN, propriétaire-rentier, à Yssingaux (Haute Loire).

IMBERT, licencié en droit, notaire à Embrun.

ITIER (Jules), ancien conseiller général des Hautes-Alpes, avocat à Montpellier (Hérault).

JACOB, , architecte du Gouvernement, 7, rue Gay-Lussac, à Paris.

JAUSSAUD (François), banquier, à St-Bonnet-en-Champsaur.

JEAN (Jules), directeur du *Comptoir Agricole des Alpes*, 36, rue Carnot.

JEAN (Louis), libraire, place Jean-Marcellin, à Gap.

JOUBERT, vicaire général hon. de Gap, de Sens et d'Amiens, à la Trappe d'Aiguebelle, près Grignan (Drôme).

JOUFFRAY, chef d'escadron d'artillerie, adjoint à la manufacture d'armes de Saint-Etienne.

JOUGLARD (Eugène), imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, à Gap.

JOUGLARD (Sosthène), président du tribunal civil de Tarbes (Hautes-Pyrénées).

JOUGLARD (Ferdinand), , ancien conseiller général, notaire, à Gap.

JOURDAN (Camille), propriétaire, au Serre-de-la-Croix, par Aspres sur-Buëch.

XII

- JULIANY (Joseph), négociant, à Manosque (Basses-Alpes).
JULLIEN, sous-inspecteur de l'enregistrement à Thizy (Ain).
LADOUCETTE (le baron Étienne de) ✱, ancien député, place Vendôme, 8, à Paris.
LAFONT (de), ✱, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en retraite, à Bourges.
LAGIER (Auguste), instituteur public, à Serres.
LAMBERT, agent-voyer cantonal, à Veynes.
LANNES, capitaine des douanes, en retraite, à Briançon.
LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.
LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'état-major, à Gap.
LEMAITRE, C. ✱, I. ☉, intendant militaire en retraite, président honoraire de la *Société d'Études*, à Gap.
LÉOUFFRE (Louis), propriétaire, à Gap.
LÉOTIER, I. ☉, inspecteur de l'enseignement primaire, en retraite, maire, à Embrun.
LÉPINE, ☉, chanoine, vicaire général honoraire, rue de l'Odéon, 4, à Gap.
LESBROS (l'abbé), curé, à Bruis.
LIOTARD (Alfred), avoué, ancien conseiller général des Basses-Alpes, rue Carnot, 63 bis, à Gap.
LORDEREAU, ✱, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Chartres.
LURION DE L'ÉGOUTAIL (Roger de), avocat, rue du Perron, 24, à Besançon (Doubs).
MAGALLON (Xavier de), avocat, 4, cours du Chapitre, à Marseille.
MANGAREL, ✱, ☉, chef de division honoraire de la Préfecture, rue de Valserres, 22, à Gap.
MARCELLOF, rentier, à Ribiers.
MARCHAND, ☉, pasteur de l'Eglise Réformée, à Aspres-sur-Buëch.
MARENTHIER (François), chez MM. Isnard, frères, 26, boul. Longchamps, à Marseille.
MARIN-TABOURET, chanoine honoraire, directeur au grand Séminaire, à Gap.
MARROU (Ferdinand), ✱, maître ès-arts pour l'architecture en métaux repoussés, rue St-Nicolas, 59, à Rouen.

XIII

- MARTIN (David), , professeur en retraite, conservateur du Musée, boulevard de la Liberté, 26, à Gap.
- MARTIN (Gabriel), pharmacien de 1^{re} classe, 35, rue des Amandiers, à Paris.
- MARTIN, curé-archiprêtre, à St-Etienne-en-Dévoluy.
- MASIMBERT, secrétaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, rue Bayard, 2, à Grenoble.
- MATHIEU, receveur des Cont. Indir., à Gignac (Hérault).
- MAX-COHEN et SOHN, libraires, Kaiserplatz, 18, à Bonn (Allemagne).
- MEIFFRE (A.), cité d'Hauteville, 8, à Paris.
- MEIFFRE (Chaffrey), négociant, cité d'Hauteville, 8, à Paris.
- MEUNIER, négociant, ancien président du Tribunal de commerce, rue Élysée prolongée, 4, à Gap.
- MICHEL, greffier de la justice de paix, à Gap.
- MONDET (Émile), principal du collège, à Avesnes (Nord).
- MONDET, pharmacien, rue du Mazel, 16, à Gap.
- MONNIER, ingénieur civil, directeur de la fabrique de produits céramiques, à Fontreine, Gap.
- MOURRE, percepteur des contributions directes, à Ribiers.
- NEL, agent-voyer cantonal, à Château-Queyras.
- NICOLLET, professeur au Lycée de Carcassonne (Aude).
- PARIS, , ingénieur en chef honoraire des ponts et chaussées, 82, rue Curiol, à Marseille.
- PAUCHON-TAIX (le docteur), professeur à la Faculté des sciences, à Marseille.
- PAVIE, , , conseiller général, maire, à Savines.
- PELLOUX (Auguste), notaire, à Ventavon.
- PERRIN (Félix), 1, place St-Laurent, Grenoble.
- PERRIN, conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
- PEYROT, de l'Imprimerie Jouglard, à Gap.
- PICHOU (Polycarpe), conducteur des travaux des chemins de fer P.-L.-M., en gare, à Carnoule (Var).
- PIFFARD (Bernard), Wil. House, Redbourn Road, Hemel Hempsted, Hertz (Angleterre).
- PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, rue Carnot, 25, à Gap.
- PINET DE MANTEYER (Georges), conservateur adjoint à la bibliothèque de la ville de Paris, 3, rue de Fleurus, à Paris.

XIV

- PIRROSSIN (l'abbé L.), curé en retraite, à Embrun.
- PLUNKETT, ✱, colonel, commandant le 99^e, boulevard de la Liberté, 43, à Gap.
- PROVANA DI COLLEGNO (le comte François-Xavier), rue Bogino, 16, à Turin (Italie).
- PROVANSAL (Alfred), ✱, conseiller général, président du tribunal civil, à Embrun.
- PRUNIÈRES (comte de), conseiller général des Htes-Alpes, 26, rue Lesdiguières, à Grenoble.
- QUEYRAS, ✱, ✱, conseiller général, à la Roche-de-Rame.
- REY (le Père), supérieur des Chapelains de N.-D. de Pontmain, par Landivy (Mayenne).
- REYNAUD, commis des contributions indirectes, à Gap.
- REYNAUD, professeur à l'École normale, à Privas.
- RICHAUD, imprimeur-libraire, directeur de l'*Annonciateur*, à Gap.
- RISPAUD, ✱, chef d'État-Major du Gouvernement Militaire, quai de Bondy, 17, à Lyon.
- ROBERT-BLANC (Léon), négociant, rue de Provence, à Gap.
- ROBERT-BLANC (Henry), rue de Provence, à Gap.
- ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, place St-Arnoux, à Gap.
- ROCHE (Célestin) ingénieur civil, place St-Arnoux, à Gap.
- ROMAN, I. ✱, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, au château de Picomtal, près Embrun.
- ROMIEU, ✱, professeur à l'École normale, rue d'Abon, 4, à Gap.
- ROSE, inspecteur des forêts à Fraize (Vosges).
- ROUX, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Briançon.
- RUEILE, ingénieur, rue d'Amsterdam, 71, à Paris.
- SARRAZIN (Jean), homme de lettres, 41, rue Salla, à Lyon.
- SAUVEBOIS (l'abbé), directeur au grand séminaire, à Gap.
- SENTIS (Henri), professeur de physique au Lycée, place Ste-Claire, 14, à Grenoble.
- SERRE (l'abbé), ancien professeur de philosophie, curé-archiprêtre de Ribiers.
- SIBOUR (Ernest), rentier, à Gap.

XV

SIGNORET (Jules), , juge de paix, à Savines.

SUPÉRIEUR (le) du petit Séminaire, à Embrun.

TAPIOT (Louis), conducteur des ponts et chaussées, rue Bon-Hôtel, 8, à Gap.

TAVERNIER, , ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Gap.

TEISSIER, docteur en droit, avocat, rue Élisée, 1 bis, à Gap.

TEMPLIER (l'abbé), professeur de philosophie au petit Séminaire, à Embrun.

THOUARD, licencié en droit, avoué, à Embrun.

THOMAZOU, , intendant, chef du service des subsistances militaires, à Madagascar.

TIVOLIER, commis des postes et télégraphes, recette principale, à Lyon.

TOUR-DU-PIN LA CHARCE, (comte de la), au château de Bezonville, par Sermaise (Loiret).

TOURRÈS (Auguste), conseiller d'arrondissement, à Gap.

TOY-RIONT (Marius), conseiller général des Hautes-Alpes, rue Nationale, 51, à Marseille.

TURCAN, agent-voyer d'arrondissement, à Briançon.

TURLIN (E.), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

VAGNAT, docteur en médecine, conseiller général, maire de Briançon.

VALLENTIN (Ludovic), juge, vice-président de la *Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme*, à Montélimar (Drôme).

VALLON, rentier, maison Castelli, à Gap.

VENTAVON (Edouard de), ancien juge à St-Étienne (Loire).

VÉSIGNÉ (Louis), lieutenant d'artillerie, à Versailles.

VILLARD (Henry), 127, rue Thomas, à Marseille.

WILHELM, ingénieur des ponts et chaussées, 3, rue de l'Hôpital, à Gap.

XVI

Bibliothèques abonnées.

Bibliothèque de l'Ecole normale des filles, à Gap.
Bibliothèque du grand Séminaire de Gap.
Bibliothèque scolaire de la Bâtie-Vieille.
Bibliothèque de l'École communale d'Aspres-sur-Buëch.
Bibliothèque du 150^e régiment, à Briançon.
Bibliothèque du Couvent de St-Joseph, à Gap.
Bibliothèques communales : Embrun et Sigoyer.
Bibliothèques paroissiales : Abriès, Châteauroux-Saint-Irénée.
Bibliothèques pédagogiques : Aiguilles, l'Argentière, Aspres-sur-Buëch, Barillonnette, La Bâtie-Neuve, Briançon, Chorges, Embrun, Gap, Guillestre, La Grave, Laragne, Le Monétier-les-Bains, Orcières, Orpierre, Ribiers, Rosans, St-Bonnet, St-Etienne-en-Dévoluy, St-Firmin, Savines, Serres, Tallard et Veynes.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Comité des travaux historiques (cinq exemplaires).

Comité de la société des Beaux-Arts des départements.

- AIX. Académie des sciences, arts et belles-lettres.
ALAIS. Société scientifique et littéraire.
ALBI. Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
ANNECY. Société Florimontane.
AUTUN. Société d'histoire naturelle.
— Société Éduenne.
AUXERRE. Société des sciences historiques de l'Yonne.
AVIGNON. Académie de Vaucluse.
BEAUNE. Société archéologique.
BELFORT. Société belfortaine d'émulation.
BESANÇON. Académie des sciences, belles-lettres et arts; r. Moncey, 5.
— Société d'émulation du Doubs, rue St-Vincent, 37.
BÉZIERS. Société archéologique, scientifique et littéraire.
BONE. Académie d'Hippone.
BOURGES. Société historique, artistique et scientifique.
— Société des antiquaires du Centre.
CAEN. Académie de Caen.
CAMBRAI. Société d'émulation.
CARCASSONNE. Société des arts et des sciences.
CHALON-SUR-SAONE. Société d'histoire et d'archéologie.
— Société des sciences naturelles de Saône-et-Loire.
CHAMBÉRY. Académie de Savoie.
— Société savoisonne d'histoire et d'archéologie.
CLERMONT-FERRAND. Société d'émulation de l'Auvergne.
COMPIÈGNE. Société historique.
— Société française d'archéologie.
CONSTANTINE. Société archéologique.
DAX. (Landes). Société de *Borda*.
DIGNE. Société scientifique et littéraire.
DIJON. Académie des sciences, arts et belles lettres.
— Société Bourguignonne de géographie et d'histoire.
DRAGUIGNAN. Société d'études scientifiques et archéologiques.
ELBEUF. Société des sciences naturelles.
ÉPINAL. Société d'émulation du département des Vosges.
ÉVREUX. Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres.

XVIII

GRENOBLE. Académie Delphinale.

- Société des sciences naturelles du Sud-Est.
- Société statistique, des sciences naturelles et des arts industriel de l'Isère.
- Société des Touristes du Dauphiné, rue Montorge, 11.

LANGRES. Société historique et archéologique.

LE POY. Société d'agriculture, sciences et arts.

- Société agricole et scientifique.

LIMOGES. Société archéologique et historique du Limousin.

LONS-LE-SAULNIER. Société d'émulation du Jura.

LYON. Académie des lettres, sciences et arts.

MACON. Académie des sciences, arts et belles-lettres.

MARSEILLE. Académie des sciences, lettres et arts.

- Société de géographie.

MENDE. Société d'Agriculture, industrie, sciences et arts.

MONTAUBAN. Société archéologique du Tarn-et-Garonne.

MONTBRISON. La *Diana*, Société historique et archéologique du Forez.

MONTPELLIER. Académie des sciences et lettres.

- Société languedocienne de géographie.
- Société pour l'étude des langues romanes.

NANTES. Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure.

- Société archéologique.
- Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France.

NARBONNE. Commission archéologique.

NEVERS. Société nivernaise des sciences, lettres et arts.

NICE. Société niçoise des sciences naturelles et historiques.

- Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.

NIMES. Académie du Gard.

- Société d'histoire naturelle.

NIORT. Revue poitevine et saintongeaise.

ORAN. Société de géographie et d'archéologie.

ORLÉANS. Société archéologique et historique de l'Orléannais.

PARIS. Club-Alpin français, rue du Bac, 20.

- Feuille des jeunes naturalistes, 35, rue Pierre Charron.
- L'ami des monuments parisiens.
- *Polybiblion*, 2 et 5, rue St-Simon, boulevard Saint-Germain.
- Revue Félibréenne, rue Richempanse, 9.
- Société de topographie de France, rue Visconti, 18.
- Société de l'histoire de France.
- Société des Études historiques, carrefour de l'Odéon, 2.
- Société historique et archéologique du Gâtinais, 54, rue St-Placide.
- Société nationale des antiquaires de France, au Louvre.
- Revue mensuelle du Monde latin, 19, boulevard Montmartre.
- Annales de philosophie chrétienne.
- Magasin pittoresque (MM. Juvet et Cie, éditeurs), 5, rue Palatine.

PÉRIGUEUX. Société historique et archéologique de Périgord.

XIX

- PERPIGNAN. Société agricole, scientifique et littéraire.
POITIERS. Société des antiquaires de l'Ouest.
ROCHECHOUARD. Société des amis des arts.
ROMANS. Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuse.
ROUBAIX (Nord). Société d'émulation.
SAINTES. Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
SAINT-ÉTIENNE. Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres de la Loire.
ST-JEAN-DE-MAURIENNE. Société d'histoire et d'archéologie.
SENS. Société archéologique.
SOISSONS. Société archéologique, historique et scientifique.
TOULON. Académie du Var.
TOULOUSE. Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
— Société archéologique du midi de la France.
TUNIS. Société de géographie.
VALENCE. Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.
VENDÔME. Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois.

JOURNAUX

- HAUTES-ALPES. Journal *La Durance*, à Embrun.
— — *Les Alpes Républicaines*, à Gap.
— — *Le Courrier des Alpes*, à Gap.
HÉRAULT. — *Félibrige Latin* (M. A. Roque-Ferrier, directeur), à Montpellier.
ISÈRE. — *Le Dauphiné*, à Grenoble.
— — *Grenoble-Revue*, librairie Baratier et Dardelct, à Grenoble.
— — *Le Sylphe*, rue de la Gare, à Voiron.
SEINE. — *Le gérant des Études religieuses*, rue Monsieur, 15, à Paris.
— — *Journal des cultivateurs* (M. A. de Lavalette, directeur), 53, rue de Bourgogne.
VAUCLUSE. — *L'Aioli* (M. Foulque de Barroncelli, directeur), Palais du Roure, Avignon.

ÉTRANGER

- ITALIE. Reale academia delle scienze di Torino, à Turin.
— Regia deputazione di storie patria, Piazza Castello, 12, Turin.
— Revista storica italiana, rue Massena, 31, Turin.
— Société d'histoire vaudoise, à Torre-Pellice.
— Società Lombarda di storia patria, à Milan.
SUISSE. Institut national genevois, à Genève.
— Société neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel
SUÈDE. Académie of historie och antiquitets, à Stockholm.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

*Assemblée générale annuelle du 5 décembre 1895.
Procès-verbal de la séance.*

L'Assemblée générale des membres de la *Société d'Études* a eu lieu le jeudi 5 décembre à 4 heures 1/2, dans le local ordinaire des réunions (hôtel de la Préfecture), sous la présidence de M. GAUTIER, vice-président.

Étaient présents : MM. l'abbé ALLEMAND ; A. DUMAS, professeur ; J. DUMAS, inspecteur des Contributions en retraite ; GAUTIER ; PERRIN, conducteur des ponts et chaussées ; Eugène JOUGLARD ; MARCHAL ; PEYROT ; J. JEAN ; NICOLLET ; A. ROCHE ; C. ROCHE ; ROMAN ; E. SIBOUR ; PINET DE MANTEYER ; D. MARTIN et TEISSIER.

M. le Président expose qu'il y a lieu de procéder à l'élection du tiers des Membres du Conseil de direction soumis au renouvellement. Les cinq membres sortants sont MM. DUMAS, inspecteur, GRANDIDIER, PINET DE MANTEYER, JOUGLARD F., C. ROCHE. Pour se conformer à la délibération de l'Assemblée générale du 17 décembre 1894, une circulaire a été envoyée à MM. les membres non résidants à Gap, pour les inviter à envoyer leur bulletin de vote. Cette mesure a paru plaire beaucoup aux membres non résidants qui ont répondu en grand nombre à cet appel. Ont pris part au vote par correspondance, les 62 membres suivants : MM. Agostini, Albert, Antoine, Béthoux, A. de Bonniot, V. de Bonniot, Armand, Blanc Xavier, Dr Blanchard, Dr Chevalier, Dumas, Dupont-Delporte, Brachet, Dr Chabrand, Edmond Chancel, Contier, Martial Davin, Dorche, Éberlin, Escalle, Espié, Eysséric (St-Marcel), Fabre, Faure, l'abbé Fazy, Ferraud, Feraud, Fortoul, Gandouff, Lucien Gap, Guigues, Frédéric Guillaume, l'abbé Guillaume, Imbard, Imbard-Sarrazin, Itier, Jacob, S. Jouglard, C. Jourdan, Juliany, de Lafont, Lau-

rençon, Léotier, l'abbé Lesbros, Marceloff, Marenthier, Mourre, Pallias, Pavie, Félix Perrin, abbé Pirossin, Provansal, Rose, Jean Sarrazin, le Supérieur du petit Séminaire, Tamizey de Larroque, Thouard, Tivollier, Toy-Riont, Vagnat, Lagier. Quatre de ces bulletins sont arrivés trop tard pour qu'il en fût tenu compte.

Nombre de suffrages exprimés.....	79
Bulletins blancs ou non classés.....	11
Reste à compter.....	68
Majorité absolue.....	35

Ont obtenu : MM. l'abbé GUILLAUME, 51 voix, Célestin ROCHE, 40 voix, PINET DE MANTEYER, 38 voix; MM. DUMAS et JOUGLARD, chacun 35 voix; en conséquence, ces Messieurs, ayant réuni la majorité absolue des suffrages, sont proclamés membres du Conseil d'administration.

Sur la proposition de MM. NICOLLET, D. MARTIN et PERRIN, l'Assemblée propose l'admission dans la Société de MM. TAVERNIER, ingénieur en chef des ponts et chaussées; le D^r PAUCHON, professeur à la faculté des sciences de Marseille; Henri ROBERT-BLANC, TOURRÈS, conseiller d'arrondissement; PEYROT; CLAVEL, ancien inspecteur des établissements hospitaliers, rue du Temple; VALLON, rentier, (maison Castelli); REYNAUD, commis des Contributions indirectes à Gap; JAUSSAUD, banquier à St-Bonnet.

M. le Président présente une lettre de M. l'abbé GUILLAUME, archiviste, qui, en envoyant son bulletin de vote, s'excuse de ne pouvoir assister à la réunion et propose l'admission, comme membre de la Société, de M. Henry VILLARD, artiste et amateur, 127, rue Thomas, à Marseille. M. GUILLAUME présente en outre à la Société, de la part de Mgr l'Evêque de Gap, deux exemplaires d'une brochure intitulée : « *Nouvelle Cathédrale de Gap, consécration et inauguration* ».

M. le Trésorier présente les comptes financiers de l'année 1895 qui sont adoptés, puis un projet de budget pour 1896 qui est également adopté; l'Assemblée prend

acte d'une déclaration de M. Eugène JOUGLARD qui consent à faire une réduction de 5 p % sur les prix actuels d'impression du Bulletin de la Société.

M. le Président fait part d'une lettre de la ville de Dôle qui demande une souscription pour l'érection d'un monument à la mémoire de Pasteur. L'Assemblée regrette que le défaut de ressources ne lui permette pas de participer à cette œuvre. Même réponse pour une demande semblable ayant pour but d'ériger, à Aix-en-Provence, un monument à Peiresec.

M. le Président annonce qu'à la suite des démarches faites par la *Société d'Études*, le Conseil municipal de Sigottier a pris une délibération, en date du 24 novembre, accordant exclusivement à la Société le droit de faire des fouilles dans les grottes situées sur le territoire de cette commune. L'Assemblée décide que des remerciements seront envoyés au Conseil municipal de Sigottier.

M. le Secrétaire donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique annonçant que le congrès des Sociétés savantes des départements est fixé au mardi de Pâques 7 avril prochain et jours suivants et soumet à MM. les Membres présents le programme de ce Congrès.

Il donne également lecture d'une autre circulaire concernant la réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements.

Au sujet de la délibération prise par le Conseil municipal de Sigottier, M. D. MARTIN dit qu'il y a lieu de prendre des mesures pour continuer les fouilles et les mener à bonne fin. Il a écrit pour obtenir des fonds soit sur le legs Girard, soit de la part de l'Association pour l'avancement des sciences. Il prie la Société de voter une somme qui permettra de reprendre immédiatement les fouilles. Une demande pourra en outre être adressée à la Commission départementale et à M. le Ministre de l'Instruction publique. En attendant, l'Assemblée met à la disposition de M. D. Martin, outre la somme de 50 fr. précédemment votée, une nouvelle somme de 70 francs.

XXIII

Sur la demande de divers membres les nouveaux statuts adoptés en Assemblée générale du 1^{er} décembre 1892, en vue de la reconnaissance de la Société comme d'utilité publique, seront imprimés in-extenso dans le prochain Bulletin.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 6. h.

Le Secrétaire,

Signé : NICOLLET.

Le Président,

Signé : A. GAUTIER

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

AU 30 DÉCEMBRE 1895.

COMPTE DE L'EXERCICE 1895.

1° RECETTES.

Produit des cotisations.....	1.900	»
— — Arriérées	80	»
Bibliothèques abonnées.....	120	»
Subvention départementale.....	150	»
Rente 3 % et intérêts des fonds en banque....	124	40
Fonds libres des exercices précédents.....	51	11
Retrait sur fonds en banque.....	175	60
TOTAL.....	2.601	11

2° DÉPENSES.

Impression du bulletin y compris les frais de gravure.....	1.917	35
Frais d'envoi du bulletin.....	98	45
Frais de recouvrement.....	46	80
Indemnité au commis et dépenses du Secrétaire	174	30
Entretien, chauffage et éclairage de la salle des réunions	46	50
Subvention pour la publication des chartes....	250	»
TOTAL.....	2.533	40

RÉCAPITULATION.

Recettes	2.601	11
Dépenses.....	2.533	40
Excédent des recettes.....	67	71

SITUATION DES FONDS.

122 francs rente 3 % qui ont coûté.....	3.335	30
Fonds en banque ou en caisse.....	239	36
TOTAL.....	3.574	66

Présenté par le Trésorier,
JEAN JULES.

PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE 1896.

*(Du 1^{er} décembre 1895 au 1^{er} décembre 1896).*1^o RECETTES.

Fonds libres des exercices précédents.....	239 36
Produit des cotisations des membres.....	2.000 »
Bibliothèques abonnées.....	40 »
Bibliothèques pédagogiques.....	120 »
Subvention départementale.....	150 »
Rentes 3 % et intérêts des fonds en banque....	120 »
Reste à recouvrer.....	150 »
TOTAL.....	<u>2.819 36</u>

2^o DÉPENSES.

Impression des quatre bulletins y compris les frais de gravure et une table des dix premiè- res années.....	1.900 »
Frais d'envoi du bulletin.....	100 »
Frais de recouvrement.....	50 »
Dépenses du secrétariat y compris l'indemnité au commis.....	150 »
Entretien, chauffage et éclairage de la salle des réunions.....	30 »
Entretien du matériel.....	10 »
Subvention pour la publication des chartes de Durbon (dernière annuité).....	280 65
Dépenses diverses et imprévus.....	150 »
TOTAL.....	<u>2.670 65</u>

RÉCAPITULATION.

Recettes.....	2.819 36
Dépenses.....	<u>2.670 65</u>
Excédent des recettes.....	<u>148 71</u>

Présenté par le Trésorier,

JEAN JULES.

STATUTS
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Délibérés et adoptés en assemblée générale du 1^{er} décembre 1892,
en vue d'obtenir la reconnaissance d'utilité publique

TITRE I^{er}.

But de la Société.

ARTICLE 1^{er}. — L'Association dite *Société d'Études des Hautes-Alpes*, fondée en 1881, a pour objet de favoriser, par tous les moyens en son pouvoir, la connaissance et l'expansion de tout ce qui intéresse ou touche le département des Hautes-Alpes et la région dont il fait partie, au point de vue historique, scientifique, artistique et littéraire; de rechercher et collectionner les objets se rapportant à ces différentes branches. Elle a son siège social à Gap.

TITRE II.

Composition de la Société.

ART. 2. — L'Association se compose :

1^o De *membres honoraires*, dont font partie de droit : le Préfet du département; l'Évêque du diocèse; le Général résidant à Gap ; le Maire de la ville de Gap.

2^o De *membres fondateurs, donateurs ou bienfaiteurs*.

3^o De *membres titulaires*.

ART. 3. — Pour être *membre titulaire*, il faut : —

1^o Être présenté par deux membres de l'association et agréé par le *Conseil d'administration* ; — 2^o Payer une

XXVIII

cotisation annuelle dont le minimum est de **dix** francs. Cette cotisation est due depuis le 1^{er} janvier de l'année d'admission quelle qu'en soit la date.

ART. 4. — On devient *membre fondateur* en versant une somme au moins égale à dix fois le montant du minimum de la cotisation annuelle.

ART. 5. — Le titre de *donateur* peut être conféré aux membres qui ont versé une somme de **deux cents** francs au moins, et celui de *bienfaiteur*, aux personnes qui ont enrichi les collections de la Société par des dons importants.

TITRE III.

Administration de la Société.

ART. 6. — L'Association est administrée et dirigée par un *Conseil d'administration* composé de membres élus pour trois ans par l'assemblée générale.

ART. 7. — Le Conseil d'administration choisit, parmi ses membres, un bureau composé d'un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et un secrétaire-adjoint ; le bureau est élu pour un an.

ART. 8. — Le Conseil d'administration se réunit, autant que possible, tous les deux mois et chaque fois qu'il est convoqué par le Président ou sur la demande du quart de ses membres.

ART. 9. — En cas de vacance, le Conseil d'administration pourvoit au remplacement de ses membres, sauf ratification par la plus prochaine assemblée générale.

ART. 10. — Le renouvellement du Conseil d'administration a lieu tous les ans par tiers ; les membres sortants sont rééligibles.

ART. 11. — La présence de la moitié des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des élections.

ART. 12. — Il est tenu procès-verbal des séances ; les

XXIX

procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

ART. 13. — Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions et échanges d'immeubles sont soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14. — Les délibérations relatives aux aliénations, constitutions d'hypothèques, baux à longs termes et emprunts, ne sont valables qu'après l'approbation de l'assemblée générale.

ART. 15. — Le Président représente l'Association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ART. 16. — Toutes les fonctions de l'Association sont gratuites.

TITRE IV.

Ressources et patrimoine de la Société.

ART. 17. — Les ressources de l'Association se composent : 1° des cotisations et souscriptions de ses membres ; — 2° des dons et legs dont l'acceptation aura été autorisée par le Gouvernement ; — 3° du produit des ressources créées, à titre exceptionnel, avec l'autorisation du Gouvernement ; — 4° des subventions qui pourront lui être accordées ; — 5° enfin des revenus de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 18. — Le fonds de réserve comprend : 1° le dixième des cotisations ; — 2° les sommes versées par les membres fondateurs et donateurs ; — 3° la moitié des libéralités autorisées sans emploi.

ART. 19. — Le fonds est inaliénable ; ses revenus peuvent être appliqués aux dépenses courantes.

ART. 20. — Les fonds disponibles seront placés en rentes nominatives 3 % sur l'État, ou en obligations nominatives de chemins de fer dont le minimum d'intérêt est garanti par l'État.

XXX

TITRE V.

Moyens d'action de la Société.

ART. 21. — Les moyens d'action de la Société sont : son bulletin ; les publications faites sous son patronage ; sa bibliothèque ; des conférences ; son musée et des prix ou récompenses.

ART. 22. — Aucune publication ne peut être faite, au nom de l'Association, sans l'examen préalable et l'approbation du Bureau.

ART. 23. — Toutes discussions politiques ou religieuses, écrites ou orales, sont formellement interdites.

TITRE VI.

Assemblée générale.

ART. 24. — L'assemblée générale des membres de l'Association se réunit au moins une fois par an.

ART. 25. — Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration ; son bureau est celui du Conseil.

ART. 26. — Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation pécuniaire et morale de l'Association ; elle approuve les comptes de l'exercice clos ; vote le budget de l'exercice suivant et pourvoit au renouvellement du Conseil d'administration.

ART. 27. — Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année, à tous les membres, au Préfet du département et au Ministre de l'Intérieur.

TITRE VII.

Devoirs et droits des membres.

ART. 28. — La qualité de membre de l'Association se perd : 1^o par la démission ou par le refus de payer la cotisation annuelle ; — 2^o par la radiation prononcée pour des motifs graves, par l'Assemblée générale, à la majorité

XXXI

des deux tiers des membres présents, sur le rapport du Conseil d'Administration, et le membre intéressé dûment appelé à fournir ses explications.

ART. 29. — Tous les membres ont le droit d'assister aux réunions; ils y ont voix délibérative et peuvent y faire des communications verbales ou écrites, intéressant la Société ou conformes à son objet.

ART. 30. — Tous les membres ont droit à un exemplaire de toutes les publications faites aux frais de la Société.

TITRE VIII.

Dissolution de la Société.

ART. 31. — La dissolution de la Société ne peut être prononcée que par une Assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, et comprenant, au moins, la moitié plus un des membres inscrits résidant à Gap.

ART. 32. — Cette résolution doit être prise à la majorité des deux tiers des membres présents et soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 33. — Toutefois, la dissolution ne sera définitive qu'après un délai de cinq ans. Pendant ce temps, l'actif de la Société sera confié à une commission choisie parmi les membres de la Société, en attendant la constitution éventuelle d'une nouvelle Société.

ART. 34. — En cas de dissolution, l'actif de l'Association, les collections de toute nature, les archives et la bibliothèque reviendront au département des Hautes-Alpes, à condition que tous les objets et collections seront conservés dans les musées ou bibliothèques de Gap.

TITRE IX.

Dispositions générales.

ART. 35. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou de vingt-

XXXII

cing membres, soumise au Bureau au moins un mois avant la séance. L'Assemblée extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents et doit comprendre le quart au moins des membres inscrits résidant à Gap. La délibération de l'Assemblée est soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 36. — Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale, arrête les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts. Il peut toujours être modifié dans la même forme.

Fait et délibéré en Assemblée générale le 1^{er} décembre 1892.

Le Secrétaire,

Signé : A. DUMAS.

Le Président,

Signé : GRANDIDIER.

GROTTES DE SIGOTTIER

APERÇU SOMMAIRE.

Au nord de Serres, dans la cluse du même nom, s'ouvre le petit vallon de Sigottier creusé dans les assises verticales du crétacé inférieur qui portent, au sud et au nord, sur les calcaires compactes du jurassique supérieur.

Ces calcaires rigides forment les abrupts des crêtes de Jardanne et d'Agnielles qui limitent le vallon.

Et c'est dans ces calcaires que s'ouvrent, entre les cluses de Sigottier et du Buëch, onze grottes intéressantes par leur position et par les vestiges des âges passés qu'elles recèlent. Neuf de ces grottes forment le groupe de Sigottier et sont distribuées sur un espace de 747 mètres, vers la base ensoleillée des escarpements ; elles dominent la route, de Serres à Sigottier, de 240 mètres environ.

1^o GROTTÉ DU VIVIER¹. — Cette grotte, à 30 minutes du village, est située dans les rochers du premier béal ou ravin qui descend de la montagne, au-dessus d'un abri visible du village ; elle a 27^m de longueur, une hauteur de 1^m60 et une largeur de 2^m80 en moyenne.

2^o GROTTÉ DE L'ESCALIER. — Plus à l'Est, en tête de la première croupe d'éboulis, s'ouvre la grotte de l'Escalier, ainsi nommée parce que, dès son ouverture, part une série de marches taillées dans le roc.

Cette grotte d'une longueur accessible de 22 mètres se prolonge par une salle basse et vaseuse de 4 mètres de largeur sur moins de 0^m50 de hauteur. Les dimensions moyennes de cette grotte sont 1^m02 de hauteur et 2^m37 de largeur.

3^o GROTTÉ DE LA CAVE OU DE LA CHÈVRE. — A 80 mètres plus à l'Est s'ouvre, par une belle terrasse abritée, de 7 mètres de longueur, une salle de 5 mètres de longueur

¹ C'est M. Lesbros, aubergiste, qui nous a fait connaître cette grotte.

sur 1^m60 de hauteur et 3^m60 de largeur ; un couloir bien accessible de 14 mètres de longueur avec une pente moyenne de 19° termine la grotte.

4° GROTTÉ MARCEL. — A quelques pas au-dessus de la Cave s'ouvre une grotte pour laquelle nous proposons le nom de Marcel, si on ne lui découvre pas de nom plus ancien. Cette grotte, de 32 mètres de longueur, a des salles courtes reliées par de longs couloirs tortueux et bas avec une pente de 18°.

5° GROTTÉ DE GRAPELET. — A 175 mètres plus à l'Est se trouve, au-dessus de deux noyers, la Tuna de Grapelet. A quelques pas de l'entrée, obstruée par des éboulis, est une belle salle de 15 mètres de longueur avec une largeur de 3 mètres. Puis elle s'élargit, tourne à l'ouest, devient pentueuse et aboutit, par un à pic de 1^m20 à une vaste salle de 14 mètres de diamètre et 6 à 7 mètres de hauteur : longueur totale 43 mètres.

Sur la gauche, une ouverture basse donne accès dans un couloir latéral accessible, de 11 mètres de longueur.

6° TUNNEL DES PORTELETS. — A 22 mètres plus à l'Est, au-dessus de quelques rocailles, est un tunnel de 20 mètres de longueur s'ouvrant à chaque extrémité par une belle porte en arceau de 4 mètres d'ouverture.

7° GRANDE GABORNE. — A 60 mètres, dans les rochers, au-dessus des Portelels, est l'abri de la *Grande-Gaborne* dont l'immense ouverture, arrondie et jaunâtre, se voit depuis Serres. Cette grotte est peu profonde et son sol pentueux.

8° GROTTÉ DE JOSEPH LOMBARD. — Sur le sentier, à 222 mètres de Grapelet, un ravinement récent des éboulis a mis à jour la roche sous-jacente sous laquelle un de mes ouvriers, Joseph Lombard, remarqua un petit trou dans lequel son bâton tournait aisément. Une tranchée, pratiquée dans les éboulis, mit à jour une grotte de 8 mètres de profondeur avec deux salles latérales, l'une de 2^m50 et l'autre circulaire de 5 mètres de diamètre. Nous proposons d'appeler cette petite grotte la *Grotte Lombard*, du nom de son inventeur.

9^e GROTTÉ DE ROUMET OU DE JOUBERT. — A 70 mètres de la grotte Lombard, on voit une vaste baume ou abri, large de 11 mètres, haut en moyenne de 1^m20 et profond de 5 mètres.

Cet abri, remarquable et parfaitement sec, se prolonge latéralement à l'Est par une galerie en couloir de 11 mètres avec une rampe continue de 20° se terminant à une cheminée obstruée par un éboulement.

GROUPE DU BUECH.

M. Félicien Lombard nous avait signalé deux grottes, situées un peu plus à l'Est, sur le versant du Buëch : la grotte des BERGERS et celle du VOLEUR ou des RAISINS. Sur notre prière, M. Savin Gautier a bien voulu explorer les lieux ; et, sous la conduite d'un berger, il y a également trouvé deux grottes avec traces de fouilles récentes, la grotte de BLAYE et la grotte de la TREILLE. Sans des recherches spéciales, il serait difficile d'identifier les unes avec les autres. Nous avons nous-même visité, dans ces parages, en 1890, une grotte divisée en deux chambres dont la première avait un plancher de stalagmite plein de promesses.

En amont de Sigottier, vers la Piarre, se trouve également la grotte de la MANCHE et plus haut, dans le massif de l'Aup-du-Duffre, on signale quelques *arens* désignés dans le pays sous le nom de SORGUES.

ORIGINE DE CES GROTTES. — Une foule d'autres cavités étroites donnent souvent aux calcaires compacts du Jurassique l'aspect d'un fromage carié. La formation de ces conduits naturels paraît trouver, dans la stratigraphie des lieux, une explication assez vraisemblable. La tranche des assises calcaires inclinées au sud de 75 à 90°, constitue la crête de la montagne. Or les eaux pluviales, ou de fusion des neiges, en s'insinuant entre les lits de couche et les diaclases, ont dû exercer des pressions considérables proportionnées à la hauteur de la colonne d'eau, et des fissures ont dû se produire sur les points de plus grande pression et de moindre résistance, c'est-à-dire à la

base des escarpements et immédiatement au-dessus des croupes crétacées qui étayaient les falaises jurassiques.

HISTORIQUE. — Nous n'avons pu trouver aucune mention relative aux grottes de Sigottier. De Ladoucette qui signale si volontiers les curiosités naturelles dans son histoire des Hautes-Alpes, paraît avoir ignoré leur existence. Il en est de même de M. A. Lucante qui cite cependant le TROU DE SIGAUD et LAUB-JUBÉO¹ dans son « *Essai de Catalogue des Cavernes de France et de l'Étranger* ».

Les grottes de Sigottier sont cependant bien connues des habitants du voisinage qui, toutefois, les visitent peu par suite de certaines légendes qui les donnent comme le séjour d'un mythe, Grapelet, qui pour les uns est le Diable et pour les autres la Mort. Grapelet a, en effet, des procédés dont la pensée seule donne le frisson.

Un soir, un habitant attardé, obligé, pour rentrer chez lui, de suivre le sentier qui passe sous les grottes, voulut, pour se donner courage, narguer l'habitant mystérieux des lieux et cria : « Eh ! Grapelet, as-tu fait ta soupe ? » Le châtiment ne se fit pas attendre, l'imprudent sentit aussitôt sur sa joue, en guise de soufflet, un souffle léger.

C'est M. Davin, ancien curé de Sigottier, qui nous a fait connaître ces cavernes. Nous les explorâmes pour la première fois en 1890 en compagnie de MM. Ripert et Henri Lamorte. Un sondage pratiqué dans Grapelet nous révéla, avec l'importance de ces grottes au point de vue préhistorique, les ravages que des fouilles antérieures y avaient produits en en bouleversant les divers niveaux et en détruisant les sépultures. La *Société d'Études* voulut bien alors encourager de plus amples recherches ; mais nous étions lié par des convenances vis à vis de M. Lamorte qui nous a rendu, cette année, notre parole.

Vers la fin octobre nous avons donc repris nos investigations ; d'abord avec MM. Félicien Lombard et Ripert, et surtout avec le concours généreux de M. Henri Vésignié

¹ La grotte de Laub-Jubéo du col situé entre Savournon et St-Genis, due à une faille, nous a également donné des ossements humains.

qui a bien voulu fournir des ouvriers. Nous avons pu aussi, grâce à l'intervention de la *Société d'Études*, poursuivre ces recherches du 20 au 24 novembre, aidé de quatre ouvriers.

Ces diverses recherches nous ont permis d'établir que les grottes de Sigottier sont une *station de l'âge de la pierre*.

OBJETS RECUEILLIS DANS CES GROTTES. — Nos investigations nous ont permis de constater jusqu'ici :

1° Que les grottes de Sigottier ont été fréquentées par les hommes à une époque reculée ;

2° Que les grottes à sépulture sont surtout celles qui ont une ouverture basse ou difficile d'accès ;

3° Que les morts ont été simplement déposés sur le sol.

CARACTÈRES DES OSSEMENTS. — Nous n'avons pu recueillir aucun fragment de crâne assez important pour pouvoir en déduire les caractères de la race. Toutefois les os crâniens sont assez minces en général et la mandibule inférieure semble indiquer des types brachycéphales ; les ossements des membres annoncent une taille d'au moins 1^m75. Le développement remarquable de l'apophyse interne de la première phalange du gros orteil semble montrer que ces hommes marchaient pieds nus. M. Vésignié nous a fait observer l'énergie des empreintes musculaires sur les os dont les cannelures et les crêtes sont très accusées.

L'état des dents indique des personnes d'âge et de sexe différents. Il y a des dents usées jusqu'à la racine et des dents de lait ; une de celles-ci porte encore une petite portion d'os de la mâchoire qu'elle n'a pu traverser complètement.

MOBILIER. — Nous avons recueilli :

1° 50 pointes, de flèche en silex blond, blanc ou noir, étranger au pays ; ces pointes finement retouchées sur leurs deux faces, ont leurs bords très régulièrement découpés en scie ; les plus nombreuses ont la forme de feuilles, d'autres celle de losange et deux affectent la forme d'une hallebarde.

2° 2 pointes de lance dont l'une a 0^m225¹.

3° Un burin, 5 racloirs, un cas à boire en coquille de grand gastéropode des mers orientales.

4° Une perle de collier, une pointe triangulaire d'ambre.

5° Des débris de poinçons en bois, en os, en bois de cervidé.

6° Des poteries noires à éclats blancs de calcite, sans vernis ou à enduit argileux rouge.

7° Un os percé en appeau, un fragment de lien en bois appelé *liaire* ou *tacoule* dans le pays où il est encore employé au bout d'une corde.

8° Quelques fragments de sanguine dont deux portent encore la trace de l'usage ; ainsi qu'un bout d'os encore rempli de cette matière.

9° Une petite pointe de couteau en bronze et un clou en fer très oxydé. Le pêle-mêle de ces divers objets, d'âges si différents, s'explique aisément par les fouilles nombreuses qui ont été opérées dans la grotte de Grapelet où ces deux derniers objets ont été rencontrés.

FAUNE. — Deux mollaires de *boridé*, 4 mollaires et des fragments de bois de *cervidé* dont l'un est peut-être la base d'un andouiller de jeune *renne*.

Une phalange, 2 molaires, de *sanglier* ; ainsi que la partie extérieure d'une défense droite d'un sujet âgé dont l'arc extérieur a 0^m08 de corde et 0^m034 de flèche. Des coprolithes de carnassier.

Une mandibule de *musaraigne*, des dents de *petits rongeurs* et des ossements d'*oiseaux*.

Les *helix nemoralis* Lin.², *lapicida* Lin., *rotundata* Müll., *nitens* Gmel, et une grande *hyalina* ; *Bulimus detritus*, Stud., *pupa cinerea* Drap³, un *testacella haliolidea* (?) et de très nombreuses coquilles internes de *limaciens* qui indiquent un climat humide.

¹ M. F. Lombard qui avait trouvé, lors de nos recherches en commun, cette belle pièce, a bien voulu la céder au Musée de Gap.

² L'h. *nemoralis* n'habite plus que le fond de la vallée.

³ Le p. *cinerea* a reculé vers le sud de 300 mètres d'altitude.

FLORE. — On sait combien il est difficile d'établir la flore ancienne des grottes; toutefois nous avons constaté la présence du *chêne*, de noyaux de mérisier, du cerisier spontané du pays, de griottes, de prunes, et dans le sol le plus sec nous avons recueilli un capitule de centaurée très voisine du bleuet.

C'est dans la grotte de l'Escalier que la plupart de ces objets ont été exhumés de la couche meuble superficielle formée d'humus et surtout d'éclats de calcaire d'une épaisseur générale de dix centimètres sauf sur certains points. A la base d'une paroi, une couche de stalagmite englobait les ossements et les silex.

La couche meuble porte sur une couche épaisse d'argile tenace et lourde¹ d'un rouge jaunâtre dans laquelle une tranchée poussée à 1^m50 n'a révélé aucune trace de débris quaternaires.

La grotte du VIVIER a, sur une longueur de 13^m50, un sol horizontal vierge de toute fouille dans lequel nous avons pratiqué une petite tranchée. Le sol meuble, à 4^m de l'entrée, a 0^m40 de profondeur maximum; sur les 0^m30 du fond, sont de nombreux ossements d'homme; tous ces ossements sont de couleur noire, comme calcinés, complètement brisés et réduits en petits éclats; beaucoup très altérés passent à la turquoise et présentent de belles teintes bleues. On dirait que ces débris sont les restes de festins d'anthropophages.

Dans la couche superficielle les ossements sont très rares, et ne sont pas calcinés.

AGE DE LA STATION.

Par leurs formes soignées les silex de Sigottier se rattachent à la période de *Solutrée*; mais ils ont, peut-être, des retouches plus délicates encore, avec un fini plus achevé, d'une symétrie parfaite; les uns finement et régulièrement dentés sur les bords, les autres à contour

¹ Quelques menus filons, prolongement de la mine de zinc de la rive droite d'Aiguebelle, se remarquent dans les calcaires autour de la grotte de l'Escalier.

continu tranchant. La perfection de la facture de ces pointes de flèche, la présence de débris de poterie, de perles de collier, rappellent la période néolithique et cependant nous n'avons encore pu recueillir aucune hache polie.

Nous nous trouvons certainement ici en présence des traces des premiers hommes qui se sont aventurés dans les profondes vallées de la Durance. De nouvelles fouilles révéleront mieux, surtout par la découverte de quelque sépulture intacte, ce que furent nos aïeux au point de vue ethnique et nous donneront de plus amples détails sur leur industrie, leurs mœurs, leur civilisation, leurs croyances, ainsi que sur la faune, la flore et le climat de leur époque.

Ces études, en jetant un rayon de lumière à travers les âges passés, feront mieux connaître notre pays. Les grottes de Sigottier, par leur superbe exposition, leur importance, leur histoire, leurs curiosités naturelles, et par leur proximité de la gare de Serres (4 kilomètres) méritent de devenir un but d'excursion pour nos concitoyens et pour les étrangers.

Pendant le cours de nos explorations nous avons appelé l'attention de la *Société d'Études* sur l'importance de ces grottes et sur la nécessité qu'il y aurait à empêcher que des fouilles imprudentes en altèrent l'intérêt et en disséminent les objets.

Ces démarches ont eu un plein succès. Sur la demande de la *Société d'Études* et sur la proposition de M. Debelley, maire de Sigottier, le Conseil municipal, dans sa séance régulière du 24 novembre dernier, a accordé à la *Société d'Études* le droit exclusif de faire des fouilles dans les grottes de Sigottier.

Malheureusement, les ressources de la Société ne permettront pas, de longtemps, sans le concours de personnes généreuses, les recherches que demanderait l'importance de ces grottes.

Gap, le 3 décembre 1895.

DAVID MARTIN.

UN NOËL DE SIGOTTIER

Du XVIII^e Siècle.

Pendant les quelques jours, de la fin de novembre, que nous avons passés à Sigottier pour y explorer les grottes de la montagne d'Agniellès, la petite auberge qui nous servait de gîte devint vite le rendez-vous des habitants du village. Ces braves gens venaient curieusement admirer nos trouvailles de la journée et écouter ce que nous savons sur la préhistoire. A notre tour, nous profitions de la présence des anciens et des coureurs de montagne pour recueillir des renseignements sur le pays, sur les traditions, les mœurs, les coutumes locales.

Nous avons gardé de ces *veillées* un agréable souvenir, et particulièrement de M. Gautier, instituteur, et du vénérable M. Jean Debelley, maire de la commune, qui, après nous avoir charmé par ses souvenirs précis, exprimés en un langage châtié, bien passé de mode aujourd'hui, nous chanta, accompagné par les voix entraînantes des femmes et des enfants, un Noël local du siècle dernier.

M. Savin Gautier, ancien élève de l'école normale et notre aimable compagnon des grottes, a bien voulu recueillir pour nous les paroles de ce Noël qui ont été comparées à l'original conservé à la cure de Sigottier, par M. l'abbé Davin.

Ce Noël fut composé par l'abbé Pouillard, né vers 1707 et mort en 1782. L'abbé Pouillard qui fut curé de Sigottier de 1733 à 1782, était poète à ses heures dans le genre de l'abbé Jaussaud, le vénéré et mémorable curé de Saint-Étienne-en-Dévoluy.

Des 57 familles nommées dans ce Noël trois ou quatre ont disparu de Sigottier. Quant aux autres, elles ont, pour la plupart, non seulement conservé leurs surnoms, mais on

retrouve encore dans chaque famille les mêmes prénoms de 1750.

Bien que la plupart des couplets de ce Noël soient encore dans toutes les mémoires, on ne le chante plus à Sigottier que dans la famille.

Nous constatons avec regret qu'à peu près partout dans nos Alpes on a abandonné les vieux chants. Ils plaisaient cependant au peuple parce qu'ils étaient les chants des aïeux et qu'ils étaient d'ailleurs d'une phraséologie simple et facile à retenir. Ces chants répétés en chœur par les mille voix d'un peuple produisaient une impression inoubliable.

On leur a imprudemment substitué des compositions musicales à solos, plus savantes mais plus légères aussi, et dans lesquelles le peuple, au lieu d'être acteur, demeure étranger.

D. MARTIN.

Décembre 1895.

NOËL DE SIGOTTIER

Par l'abbé POUILLARD (1707-1782).

I.

Vous qui dans la montagne,
 Dormez tranquillement,
 Quittez cette campagne
 Descendez promptement,
 Avec tous vos voisins,
 Jusque dedans la plaine.
 Mettez-vous en chemin,
 Soudain,
 Vous verrez un enfant
 Charmant,
 La chose est très certaine.

II.

Qui es alleng à la pouerto
 Qué ven nous éveillar ?
 Iou men vaou crier man fouerto
 Et moun chin assissar :
 Tei ! tei ! Chi Garréou,
 Pillo aqu'esto gusaillo.
 Vénoun enmé la néou,
 Béléou,
 Per nous espouvanter,
 Ou far
 Quoouqué tout dé canaillo.

III.

Isabéou, créou qué rêves,
 Qué mé dises aqui,
 Qui vouères que sei trève,
 Oum' aqu'est temps eici,
 Ourien ben paouq à far
 Lei gens an aqu'est'ouero,
 De venir tabasar
 Tant tard,
 De menar tant de brut...
 Mes chut !
 Semblo que caoucu plouro.

IV.

François, duerbé l'oureillo,
 Escouto douçament,
 Que caoucu nous réveillo...
 Vénoun incessamment.
 Couniença à voui levar
 Et voiré qui tabasa,
 Noui vénoun assoumar,
 Ou tuar.
 A quo nés de voulurs ;
 Ségur,
 N'an chascun lour espasa.

V.

N'ayez, ma bonne femme,
 Ni crainte, ni frayeur,
 Je n'en suis, sur mon âme,
 Ni coquin, ni voleur.
 Je viens vous annoncer
 Une chose très belle,
 Non pas vous chagriner,
 Vous tuer ;
 Ainsi ne tremblez pas,
 Je vas
 Vous dire la nouvelle.

VI.

Moussur, voste lengagi
 Noui rassura d'abord.
 N'en paressé trop sagi
 Par faire caouque tort.
 Ah ! disé-noui dounq léou,
 N'en seria ti un angi ?
 N'avé d'aras d'ousséou,
 Béléou,
 Sia un esprit de Diéou,
 Ou véou,
 Qué chanta sei louangi.

VII.

Je suis, comme vous dites,
 Un messenger de Dieu.
 Je suis venu fort vite
 Jusque dedans ce lieu,
 Pour vous dire d'aller
 Adorer votre Maître
 Qui, pour vous racheter,
 Sauver,
 Délivrer du tyran
 Satan,
 Cette nuit vient de naître.

VIII.

Il est dans une crèche
 Très pauvrement couché,
 Dessus la paille fraîche,
 N'ayant à son côté,
 Que deux vils animaux
 Qui sont sa compagne,
 Dessous de vieux drapeaux
 De peaux,
 N'ayant point d'autre appui,
 Pour lui,
 Que Joseph et Marie.

IX.

Isabéou, crié toun fraîré,
 Di li de se lever,
 Et que tarzi peigaire :
 Fai lou bien despeichar.
 Iou vaou querre l'agnéou,
 Qu'aguérien hier ou sero ;
 Quoique siégué nouvéou
 Ei béou ;
 L'anaren présenter,
 Dounar,
 Ou Dicou que nous espéro.

X.

Per estre bien de mounde
 Foudré les eiveillar,
 Afin qué dengu groundé
 Embé noui lei menar.
 Anaren sen façoun
 De dedin lour meisoun, veiré
 Douphina, Garagnou,
 Oddou,
 Jean Antoni Turquais,
 Amaïs,
 Martin Gros lou teysseiré.

XI.

Reynaoud, Bitrou la véousa,
 Et soun garçon Louis ;
 Lei dous Jouvés périoussa
 Oumé lei dous Flouris.
 Anaren embé nous,
 Per li faîré ouffrando ;
 L'assaren ei Michous,
 Et tous
 Pendren Piarre Chabaout,
 Reynaoud,
 Loumbard, par faîré bando.

XII.

Descendren ou villagè.
 Criaren Piarre Souvet.
 Lou Gris, Bournéou lou sagé,
 Embé Gaspar, Basset,
 Louis dou Chapelier
 Guillien de la Roumetto,
 Jacque dou couturier,
 Bouhyer,
 Amaïs Jousé Payan,
 Toino Blanc,
 Lagier, Piarre de Bretto.

XIII.

Poursuivren la coumuno
 Pendren l'Avoucassou,
 Louis Jean de Fourtuno,
 Paché et soun garçou,
 Baréty, l'y anaré,
 Jean Debelley, sa maîré,
 Et piel lou Bayle André
 Vendré,
 Embé lou manéchaout
 Magaout,
 Piouzi, Mabrian lou paîré.

XIV.

N'en passaren lei Rochés
 A l'haméou dou Fourrier,
 N'en mettren dou voyagé,
 Lei Massot, les Gouthier,
 Et lou Tintou Melou,
 L'avoucat et Rabassa
 Chabaout et lou Dragou,
 Oddou.
 N'appelaren dou Buëch
 De nuëch
 Blagasso et sa grand' raça.

XV.

A qui din la valleio,
 Marcheren toutes près
 Rengeas coum'una arméio,
 N'en prendren es Fourests,
 Grabiou, Massot et Viaou,
 Jean Fié, Cournand et Faouré
 Arnaoud, Chagnard, Marchou,
 Bégou.
 Enfn Jacque Boubier,
 Bouffler
 Louba, Poulou lou paouré.

XVI.

Après qué la paroisso
 Sarren touch assemblas
 N'anaren coum'à noços,
 Se tenen soui lou bras ;
 Pendren de tambouris,
 D'oubados, de troumpétos ;
 Rempliren les chamis,
 De cris,
 Et faren retentir,
 Bruir,
 Chascu nostes musettos.

XVII.

Et li diren : Bel Angi,
 Lei gens de Sigouttier
 Soun partis en louangi
 Voui vèire les premiers.
 Nous en di qu'éria maou,
 Sian vengus sens attendré
 Voui secourir un paou
 Si faou ;
 Un présent vous pourtar,
 Dounar,
 Grand Diéou, denia lou prendré

FIN.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS

DES HAUTES-ALPES

I. — SES ORIGINES.

Le 9 brumaire an III, (30 octobre 1794), la Convention nationale créait l'Ecole normale de Paris par un décret, dont voici l'article 1^{er} : « Il sera établi à Paris une École normale où seront appelés, de toutes les parties de la République, des citoyens déjà instruits dans les sciences utiles pour apprendre, sous les professeurs les plus habiles dans tous les genres, l'art d'enseigner ».

Lakanal, rapporteur du projet de loi, s'exprimait ainsi sur le but de l'institution : « Ce n'est pas les sciences qu'on enseignera dans cette école, mais l'art de les enseigner ».

Et en effet, l'expérience et la raison démontrent que pour avoir de bons maîtres, habiles et instruits, versés dans la connaissance et la pratique des meilleures méthodes, il faut les avoir préparés dans des écoles spéciales à la pratique de leur profession. C'est le sentiment de cette vérité qui a présidé à la création de l'Ecole normale supérieure d'où sortent les professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur ; c'est lui aussi qui a présidé à la fondation des Écoles normales primaires destinées à fournir à la France de bons et habiles instituteurs. « Autant vaut le maître autant vaut l'École elle-même », disait Guizot dans son remarquable exposé des motifs du projet de loi présenté à la Chambre des Députés le 2 janvier 1833, loi qui fut votée le 28 juin suivant, et dont l'article 11 astreint chaque département à entretenir une école normale primaire.

La première école normale primaire fondée fut, dit-on,

celle de Strasbourg en 1811¹. Mais le département du Bas-Rhin aurait été devancé par celui des Hautes-Alpes, si l'on s'en rapporte à ce qui est écrit dans un annuaire de l'an XIII (1804-1805) rédigé par Farnaud, secrétaire général à la Préfecture de Gap. Voici ce qu'on y lit à la page 150 sous le titre « Écoles primaires » :

« Le directeur et les professeurs de l'école secondaire de Briançon² se sont constitués en espèce d'école normale, à l'effet de donner, le jeudi et le dimanche, des leçons aux personnes qui se destinent à enseigner la lecture, l'écriture, les premiers éléments d'arithmétique et le calcul décimal. Les jurys d'instruction publique se sont beaucoup occupés de l'examen de ces personnes et plusieurs communes sont déjà pourvues de bons instituteurs primaires ».

Il faut d'ailleurs reconnaître avec le D^r Chabrand³, Aristide Albert⁴ et M. Nicollet, professeur au Lycée de Gap⁵ que l'instruction primaire dans le Briançonnais a été de tout temps plus répandue et plus en honneur que dans la plupart des contrées voisines. Ce pays fournissait des maîtres d'école jusque dans la Provence et le Comtat-Venaissin. On a si souvent dépeint la façon dont ils se présentaient pour louer leurs services, que je crois inutile de le rapporter ici.

Toutefois le cours normal formé à Briançon en l'an XIII ne paraît pas avoir eu une longue durée et ce n'est qu'en 1832 que fut créé celui de Gap.

Le procès-verbal de la séance du Conseil général des Hautes-Alpes du 4 juin de l'année **1832** porte la phrase suivante :

¹ Rapport au Roi concernant les écoles normales fait par Guizot, le 2 mars 1833.

² Le gouvernement avait accordé des écoles secondaires aux trois villes principales du département ; celle de Briançon fut la première formée. Le directeur était alors Bérard, dit l'Aveugle, un des hommes remarquables du Briançonnais.

³ Etat de l'enseignement primaire dans le Briançonnais avant 1790 par le docteur Chabrand ; *Bulletin de l'Académie delphinale*, 3^e série tome 16, pp. 252 à 280.

⁴ Le maître d'école briançonnais. Grenoble, Allier, imprimeur, 1874.

⁵ Etat de l'enseignement primaire dans les Hautes-Alpes en 1789, à Gap, imp. Jouglard, 1894.

« *La proposition d'une somme de 3.000 fr. pour créer une Ecole normale* et pour accorder une indemnité aux élèves qui y seront admis a été unanimement accueillie par le Conseil qui en a voté l'allocation : un établissement de ce genre doit nécessairement influer avantageusement sur l'instruction primaire trop négligée faute d'instituteurs »¹.

De qui était cette proposition dont parle le rédacteur du procès-verbal ? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, M. Raynaud, alors préfet de Gap, ouvrit le 1^{er} septembre 1832, le premier cours normal d'instituteurs dont il soit fait mention pour les Hautes-Alpes. La direction en fut confiée à M. Farnaud, secrétaire général de la Préfecture.

Voici ce que disait le *Préfet* dans un *rapport* non daté, mais qui fut fait *au Conseil général* pour la première session de l'année **1833**, laquelle eut lieu en janvier et février.

« Messieurs, conformément au vœu que vous avez exprimé l'année dernière, je me suis appliqué à propager par tous les moyens mis à ma disposition l'instruction primaire dans le département. L'établissement d'une école normale pour lequel vous aviez voté une somme de 3.000 francs a été l'objet principal de mes soins, et je me félicite d'avoir obtenu, du Ministre, la promesse d'une allocation supplémentaire pour le traitement des professeurs.

« L'ouverture de l'école a eu lieu au moment de l'année où les instituteurs ne sont pas retenus dans leur commune par l'exercice de leur profession. Ceux que l'Inspecteur d'académie avait désignés pour en faire partie se sont exactement rendus à son appel et ont montré un zèle que leur inspirait le choix des professeurs et l'utilité constatée de l'institution.

« La direction de l'école confiée à un homme essentiellement dévoué aux intérêts du pays a été aussi une excellente garantie du succès.

¹ Archives de la Préfecture de Gap. Registre des procès-verbaux des séances du Conseil général.

« L'enseignement que reçoivent les élèves à l'école normale est proportionné à leur degré d'instruction antérieure et surtout au besoin du département. On ne saurait appliquer ici toutes les dispositions du règlement arrêté par le Conseil Royal de l'Instruction publique. Ce règlement suppose un enseignement beaucoup trop élevé pour des communes comme celles des Hautes-Alpes où l'instruction la plus élémentaire est la seule qu'on puisse propager avec fruit. Donner aux élèves-maitres des connaissances aussi étendues serait les mettre dans le cas de diriger un enseignement supérieur. Or il n'est dans ce département que trois localités susceptibles de le recevoir. Se trouvant capables d'utiliser ailleurs leurs connaissances, il serait à craindre que les instituteurs n'abandonnassent le département où ils ne se trouveraient pas assez rétribués, et le but de l'école normale serait alors tout à fait manqué.

« Si le cours de l'école normale embrassait deux années entières nous ne saurions y appeler les instituteurs en fonction. Très peu d'entre eux consentiraient à abandonner leurs écoles pendant un temps aussi long et nous perdriions l'avantage précieux d'obtenir des résultats immédiats et incontestables.

« Ainsi, Messieurs, vous approuverez sans doute que l'enseignement normal ne s'écarte pas trop des limites où il a été renfermé l'année dernière.

« L'enseignement mutuel n'a pas été introduit dans l'école. La crainte qu'il ne fût pas possible de l'organiser dans la plupart des communes en raison du petit nombre des élèves, nous a mis dans l'obligation de n'employer que l'enseignement simultané.

« Du reste, Messieurs, en vous faisant connaître le rapport présenté par M. Farnaud sur les méthodes enseignées à l'école normale et sur les succès obtenus cette année, en mettant sous vos yeux les divers exercices auxquels se sont livrés les élèves à différentes époques, les compositions qu'ils ont faites au commencement et à la fin du cours, j'ai l'assurance de vous faire apprécier leurs progrès et de fortifier en vous la conviction du bien que nous avons lieu d'espérer pour l'avenir.

« Les élèves-maitres qui ont été admis en 1832, depuis le 1^{er} septembre jusqu'au 1^{er} novembre, seront rappelés pour le cours de cette année, et j'espère qu'à leur sortie leur instruction sera aussi complète que l'exigent les besoins du département ».

Il résulte d'une note trouvée aux archives de l'inspection académique que le nombre de ces premiers élèves-maitres de l'École fut de douze, et qu'ils étaient nourris et entretenus aux frais du département. Ces élèves étaient externes.

La durée du cours fut de deux mois seulement, ainsi que le montre le rapport ci-dessus, et il dut se continuer de la même façon l'année suivante pour les mêmes élèves.

Voici ce que porte d'autre part le registre des *délibérations du Conseil général de 1833, première session. Séance du 31 janvier*. « L'article 5 contenant la proposition de 3.000 fr. pour la création d'une école normale et pour indemnités aux élèves a été votée par acclamation comme la plus belle et la plus bienfaisante institution qu'on puisse établir. Le Conseil supplie M. le Ministre de l'instruction publique de vouloir bien favoriser cet établissement avec une bienveillance particulière ».

Séance du 1^{er} février. « L'un des premiers besoins du pays qui a fixé toute l'attention du Conseil, c'est que l'École normale établie à Gap fut favorisée de manière à ce qu'elle puisse recevoir le plus grand nombre d'élèves possible. Les faibles ressources du département ne permettant pas au Conseil d'appliquer à cette précieuse institution tous les fonds qu'il désirerait, il supplie M. le Ministre de l'instruction publique de venir au secours de cet établissement. M. le Préfet est prié de joindre ses sollicitations à celles du Conseil ».

Dans un autre *rapport fait à l'occasion de la deuxième session du Conseil général de 1833*, le Préfet s'exprimait ainsi :

« L'article 11 de la loi du 28 juin dernier astreint chaque département à entretenir une école normale primaire ».

soit par lui-même soit en se réunissant à un ou plusieurs départements ¹.

« Déjà, avec votre concours, un établissement de ce genre, spécial au département, a été créé. Il paraît dès lors superflu de songer à la réunion dont il est parlé dans la loi. Le rapport qui vous a été présenté dans votre dernière session vous a fait connaître les moyens qui furent employés pour assurer le succès de cet établissement et la méthode mise en pratique afin de procurer aux instituteurs une instruction proportionnée aux besoins du pays. La même marche sera suivie pour l'avenir, toutefois en la modifiant d'après les prescriptions de la Loi.

« J'ai l'honneur de vous proposer de voter la somme de 3.000 fr. portée à l'article 4 du budget ».

Il convient de noter encore ce qui fut dit dans la *séance du 2 août* de la même année :

« Le besoin de répandre l'instruction dans le département généralement senti et particulièrement apprécié par le Conseil général, a motivé le vote de 3.000 francs proposé à l'article 4 pour la création d'une école normale. En discutant cet article, le Conseil a émis l'opinion unanime de *conserver l'établissement d'une école normale dans le département sans qu'il puisse jamais être question de se réunir à un département voisin* pour ne profiter que d'une faible partie des avantages de cette précieuse institution ».

Enfin, dans ses séances des 2, 3 et 4 août 1833, le Conseil général votait une imposition de 2 centimes pour l'instruction primaire.

Ainsi qu'il est établi par ce qui précède, l'École normale d'instituteurs des Hautes-Alpes aurait pour origine les cours établis à Gap le 1^{er} septembre 1832, par le préfet Raynaud, au moyen d'une allocation de 3.000 francs du Conseil général. Ces cours étaient faits à des instituteurs choisis par l'Inspecteur d'académie et duraient du 1^{er} sep-

¹ Ce sont les paroles même de l'art. 11 de la loi présentée par Guizot et qui fut votée le 28 juin 1833.

tembre au 1^{er} novembre, c'est-à-dire deux mois. Il n'y eut ainsi, pendant les années 1832 et 1833, que douze instituteurs élèves préparés par l'établissement. Le régime était l'externat.

II. — 1834 à 1841.

En 1834 et 1835, des sommes plus importantes furent allouées pour l'École normale. On put appeler un plus grand nombre d'instituteurs et augmenter de trois mois la durée des cours qui fut ainsi portée à cinq mois.

Dans le registre des délibérations du *Conseil général pour l'année 1834* on trouve, à la date du 18 juillet le vote des dépenses extraordinaires suivantes :

1 ^o pour achat d'instruments.....	100 fr.
2 ^o pour effets mobiliers relatifs à l'École normale.....	150 »
3 ^o indemnités aux instituteurs fréquentant les cours.....	6.000 »
4 ^o , 5 ^o , 6 ^o , 7 ^o pour divers services de l'enseignement.....	900 »

TOTAL..... 7.150 fr.

Pendant les *sessions de l'année 1835* il n'est rien dit de particulier relativement à l'École normale, mais dans le procès-verbal de la séance du 30 août de l'année 1836 on trouve des documents très intéressants sur cet établissement :

« Le Conseil général regrette que l'exiguité des ressources ne lui ait permis de voter que 2 centimes qu'il offre comme le denier de la veuve pour l'instruction primaire.

« Il a donné une attention sérieuse au rapport de M. le Préfet concernant l'École normale et d'où il résulte que le Ministre fait une obligation impérative de donner aux cours de cette école une durée annuelle et de l'organiser en internat.

« M. le Préfet a fait connaître au Ministre l'impuissance où il était de trouver à Gap un local propre à l'établissement qu'il désire.

.....
 « Il propose les deux pavillons de la pépinière départementale entre lesquels on ferait une construction évaluée à 34.000 francs.

« Le Conseil reconnaît que rien n'est plus propre pour les progrès de la civilisation que l'établissement d'une école normale dans chaque département ; mais il craint qu'il ne soit pas possible de réunir assez de ressources pour satisfaire aux exigences exorbitantes et aux superfétations qu'on demande pour cette école.....

« Les trois villes principales du département sont déjà accablées sous le fardeau des dépenses que leur imposent leurs collèges'.....

« Où prendra-t-on de nouvelles charges ?.....

« Depuis quatre ans l'École normale est établie dans les Hautes-Alpes ; à la formation on voulait aussi du grandiose, de l'éclat ; on voulait que les instituteurs élèves, les boursiers, fussent renfermés dans un seul local, nourris, couchés, entretenus par un gérant ou économe chargé de la manutention de l'établissement.....

« On se borna à ce qui fut possible.

« Les élèves furent appelés ; on les plaça chez un particulier qui leur donna, moyennant 28 francs de pension par mois, la nourriture et le couchage. Sept francs leur furent réservés pour leur blanchissage, l'encre, plumes, papier ; la bourse fut donc de 35 fr. Préfet, directeur, professeurs, boursiers, tout le monde rivalisa de zèle et les progrès furent inouïs.

« Tel est l'ordre de chose qui existe encore aujourd'hui. Les élèves sortant de leur pension ne perdent pas une minute, ils rentrent dans la salle qui leur est destinée et les intervalles des leçons sont remplis par des études fructueuses.

« L'instruction normale, qui est l'objet unique qu'on se propose, étant ainsi assurée, elle n'a donc rien à gagner aux superfluités et aux folles dépenses que l'on demande aux départements ».

— Ici le procès-verbal contient une longue tirade contre

les exigences demandées. Puis il continue de la façon suivante :

« N'aurait-on suscité tant de difficultés que pour forcer les petits départements à renoncer aux bienfaits de leur école normale, et à demander sa réunion à celle du chef-lieu de leur division ?

« Serait-ce là de la justice distributive, et M. le Ministre se déciderait-il à dépouiller ainsi les départements pauvres des droits qu'ils ont à la bienveillance et aux faveurs du gouvernement, lorsqu'il lui est si facile de se convaincre qu'en ceci, comme en tant d'autres choses, une exception en leur faveur est indispensable?... »

« Le Conseil général toutefois applaudit à l'idée de donner aux cours de l'école normale une durée annuelle, c'est-à-dire de dix mois... »

Mais il ne reconnaît pas l'utilité de la construction d'un local, lors même que la dépense resterait tout entière à la charge du Gouvernement. Il s'oppose surtout à une construction entre les deux pavillons de la Pépinière, et donne diverses raisons à l'appui, entre autres, que le pavillon de droite a été accordé à la Société d'agriculture....

« Le système de M. le Préfet, dit-il, se recommande surtout par sa simplicité. Un professeur recommandable aux yeux de toute la ville, M. Lambert¹, se chargerait de nourrir les boursiers et de les loger comme dans un internat. Ils trouveraient chez lui peut-être encore des salles d'études ; à défaut, les élèves continueraient à se rendre dans celle qui leur a servi jusqu'à présent ».

Dans la même séance le Conseil s'occupa de la création d'une école normale de filles.

Dans les procès-verbaux du Conseil général pour l'année **1837** on trouve fort peu de choses relativement à l'école normale d'instituteurs. Il est seulement parlé, dans la séance du 28 août, de la nécessité d'une allocation de 6.000 francs pour cet établissement.

De 1835 à 1837, les cours de l'école ne duraient que 5

M. Lambert était directeur d'une école primaire supérieure à Gap.

mois. Pendant cette période, l'école normale fournit 35 sujets dont :

- 11 étaient placés dans le département en 1848 ;
- 4 étaient dans d'autres départements ;
- 4 avaient suivi une autre carrière ;
- 13 étaient sans emploi et 3 étaient décédés¹.

L'année 1838, dans la séance du 27 août, le Conseil général émet le vœu que, quoiqu'il fût à désirer qu'il n'y eût que des élèves internes à l'école normale, néanmoins le peu d'aisance du pays exige *que des élèves externes puissent également être admis aux études qui s'y font*².

« Nourris avec la plus grande économie, au moyen de partie d'aliments en nature que leur font passer leurs parents, il serait impossible que les non-boursiers pussent solder la pension de 400 francs que l'on exigerait d'eux. Il est donc nécessaire, en se bornant à l'entretien des élèves boursiers, d'admettre les externes qui trouvent à se nourrir en ville chez des parents ou des amis à bien moindres frais qu'à l'école.

« En conséquence, le Conseil général approuvant les dispositions prises pour l'agrandissement des locaux de l'école normale, émet le vœu que la condition actuelle de cette école soit définitivement approuvée par M. le Ministre de l'Instruction publique ».

Le Conseil votait, d'autre part, une subvention de 6.000 francs, pour pourvoir en partie au payement des dépenses de l'école normale.

Voici le *tableau des directeur et maîtres-adjoints de l'école normale de Gap en août 1838*³.

Esmenjaud, directeur et en même temps conseiller de préfecture, attaché à l'école depuis le 1^{er} juin 1833, nomination approuvée le 1^{er} décembre 1834, chargé de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des actes de l'état-civil ; né à Barcelonnette le 11 mars 1799, marié,

¹ Archives de l'Inspection académique de Gap.

² C'est le système actuel des auditeurs libres.

³ Archives de l'Inspection académique de Gap.

quatre enfants, juge de paix à Embrun de 1831 à 1833, membre du Conseil de préfecture depuis cette époque.

Faure, bachelier ès-sciences, professeur au collège de Gap, attaché à l'école depuis le 1^{er} juin 1833, nomination approuvée le 1^{er} décembre 1834, chargé des mathématiques, des sciences physiques, de la mécanique et du dessin ; né à Chabottes le 13 avril 1795, veuf, un enfant, professeur au collège d'Embrun ou de Gap, depuis 1823.

Lambert, directeur d'école primaire supérieure, attaché à l'école depuis le 1^{er} juin 1833, nomination approuvée le 17 décembre 1834, chargé de l'enseignement de la lecture, de l'écriture, de la grammaire et de la pédagogie ; né à Veynes le 31 octobre 1796, veuf, deux enfants, servant dans l'instruction publique depuis environ 22 ans.

James, prêtre, vicaire à Gap, nommé le 27 janvier 1837 pour enseigner l'instruction religieuse et la morale ; né à Veynes le 30 août 1803.

En **1839**, dans sa séance du 31 août, le Conseil général émettait le vœu que le traitement des instituteurs, qui était fixé à 200 francs, fût augmenté. Il formulait en outre le vœu que l'établissement de l'école normale fût placé hors de Gap, afin d'y trouver plus d'espace et de pouvoir y loger le Directeur. Il désirait néanmoins que l'école fût assez rapprochée de la ville pour la facilité des approvisionnements.

Il demandait encore que les directeurs des écoles normales fussent désormais nommés au concours.

D'autre part, M. le Préfet demandait la création d'une école normale pour les personnes du sexe qui se voueraient à l'instruction.

Il est dit en outre ceci : « l'expérience des années précédentes a prouvé que les cours de l'école normale bornés à deux ans sont d'une insuffisance notable pour que les élèves y trouvent le degré d'instruction qui doit leur permettre de remplir les fonctions d'instituteur avec tout le succès désirable. Dans les derniers examens, 5 élèves seulement ont été jugés dignes d'obtenir leur brevet de capacité.....

« Donner trois ans à l'étendue du cours, paraît au Conseil le moyen le plus efficace pour arriver à avoir des instituteurs instruits ».

Par décision ministérielle, notifiée le 4 décembre 1839, la durée du cours d'étude à l'école normale primaire de Gap fut fixée à 3 ans. Néanmoins, les effets de cette mesure ne se firent pas immédiatement sentir, car, dans un rapport au Ministre, en date du 7 décembre de l'année suivante, M. le Recteur se plaint de la faiblesse des cours, soit à l'école normale, soit au collège de Gap qu'il a visités. Il enjoint au directeur d'habiter l'école au plus tard dans 15 jours ou 3 semaines¹, et conclut qu'il « espère que l'école en sortant du provisoire où elle s'est trouvé placée jusqu'à ce jour par la force des circonstances, prendra enfin tout le développement dont elle est susceptible ».

EN 1840, le 28 août, le Conseil général vote une somme de 900 francs pour 3 bourses à l'école normale de filles qui a été confiée à la surveillance de M^{me} Charbonnel ; il espère que le Gouvernement voudra bien accorder 5 autres bourses. Il est dit ensuite que dans l'impossibilité où l'on est de louer hors de Gap un local convenable pour l'école normale de garçons, le Conseil donne son adhésion au bail passé sur le pied de 1.200 francs avec le sieur Pascal. On ajoute qu'il y a lieu de maintenir à 3 ans la durée des études, et qu'il serait utile de créer deux bourses et quatre demi-bourses nouvelles.

On renouvelle aussi le vœu que le directeur soit nommé au concours ; et l'on donne des éloges à l'institution de M^{me} Charbonnel et à celle des sœurs de la Providence. Enfin, on vote 2 centimes pour l'instruction primaire.

Voici un *extrait du budget des recettes et des dépenses* de l'école normale d'instituteurs pour l'année 1840².

¹ Le directeur objectait l'état frais du local qu'on venait de réparer. Ce local était la maison Pascal, rue du Palais de Justice. Cette maison, aujourd'hui à M. Pascal Goudet, avait été louée pour l'école normale, et le bail ne devait expirer qu'en 1846.

² Archives de l'Inspection académique de Gap.

20 bourses entières à 360 francs l'une, 7.200 francs.

Fractions de bourses, aucune.

Pensionnaires libres, aucun.

Quotité payée aux instituteurs en fonctions et qui suivent les cours, 60 francs.

Professeurs	Traitement	Enseignement
COUTTOLENC (dr),	1.500 fr.	Histoire et géographie.
FAURE (m ^e -ad ^t),	800 »	Mathématiques et sciences.
LAMBERT (m ^e -ad),	800 »	Lecture, écriture, morale.
JAMES (aumon ^r),	600 »	Instruction morale, religieuse.
VAGNAT (surveill ^t),	700 »	

Ce budget est accompagné d'une lettre de M. Villemain, ministre de l'Instruction publique, adressée au Recteur et dont voici un extrait :

« Prenant en considération les avantages qui doivent résulter pour l'instruction primaire de l'extension des cours d'études de cette école, j'ai décidé que la durée de ce cours est et demeure fixée à 3 années.....

« J'ajoute que, si, appréciant enfin l'intérêt que le département aurait à se rendre propriétaire du local dans lequel serait placée l'école normale, au lieu d'affecter chaque année une somme de 1.200 francs au paiement d'un loyer, le Conseil général consentait à acheter ou à construire un bâtiment pour cette destination, j'allouerais sur les fonds de l'État, une subvention égale au quart de la dépense ; mais il faudrait que ce Conseil votât trois autres quarts sur les ressources départementales autres que le produit de l'imposition de 2 centimes ».....

Voici encore à titre de renseignement un *extrait d'une note explicative de la Commission de surveillance de l'école normale* à propos du budget de 1840.

« Pour faire cesser la position précaire de l'école qui se trouve exposée, après le bail, à être expulsée du local qu'elle occupe, la Commission reconnaît qu'il serait important pour la stabilité d'un établissement aussi émi-

nemment utile, que le département en fit l'acquisition ainsi que de ses dépendances appartenant au même propriétaire, moyennant quelques additions que celui-ci ferait au bâtiment pour une salle d'infirmierie et le logement du directeur ; elle espère que la dépense, au moyen d'un secours qui serait accordé par M. le Ministre, ne serait point onéreuse pour le département dont pourtant on apprécie les faibles ressources.

« Dans le cas où le Conseil général ne voudrait ou ne pourrait faire la dépense de l'acquisition, la Commission a estimé qu'il fallait prendre pour un long bail ce local et ses dépendances avec les additions des bâtiments susmentionnés. Elle a constaté par l'expérience que les élèves internes font des progrès plus rapides que les externes, lesquels apportent souvent du dehors la dissipation dans l'école. Elle pense également comme MM. les Inspecteurs généraux et M. le Recteur qu'il est urgent que le directeur soit logé au milieu de ses élèves, les bons résultats n'en sauraient être douteux, sa présence incessante dans l'établissement serait une garantie nécessaire pour l'observation de l'ordre et de la discipline et préparerait ainsi les instituteurs à cette habitude de subordination qu'ils doivent eux-mêmes plus tard maintenir dans les écoles qu'ils vont diriger. . . »

De **1837** à **1841**, les élèves-maitres ne contractaient qu'un engagement triennal vis-à-vis de l'État pour le service de l'Instruction primaire. Pendant cette période, l'école fournit 47 sujets, dont 20 étaient instituteurs dans le département en 1848, 8 étaient dans d'autres départements, 2 dirigeaient des écoles privées, 2 étaient maitres-adjoints, 11 étaient rentrés dans d'autres carrières, 1 était malade et 3 décédés¹.

III. — De 1841 à 1848.

A partir de l'année **1841**, les élèves de l'école normale contractent un engagement décennal ; c'est à cette

¹ Archives de l'Inspection académique de Gap.

époque seulement que remontent les registres de l'école destinés à constater l'entrée et la sortie des élèves-maitres, boursiers et pensionnaires.

Le **28 août 1841**, en séance du Conseil général, un membre fait observer que la mesure adoptée, il y a deux ans, de porter à 3 années au lieu de 2 la durée des études de l'école normale, paraît ne point avoir rempli le but que l'on espérait, et qu'il résulte de documents mis sous les yeux du Conseil que, pour occuper les élèves pendant 3 ans, on est obligé d'avoir recours à des études qui sont complètement en dehors du programme... Ce membre demande que les cours soient réduits à 2 ans, et le Conseil appuie cette demande. L'administration n'y fit pas droit, car, dans la séance du **11 septembre 1842**, le rapporteur du Conseil général, après avoir exposé « que l'école normale, malgré quelques critiques bien fondées, mais qui s'adressent plutôt au programme fourni par l'Université qu'à l'établissement lui-même, remplit le but de son institution et a déjà fourni à nos écoles les maitres les plus capables que nous possédions » ; ajoute : « certains cours sont inutiles » (il ne dit pas lesquels) ; et l'on réclame de nouveau la réduction à 2 ans au lieu de 3, de la durée des études pour « supprimer ces cours et obtenir plus d'élèves avec le même argent ».

D'autre part, le rapporteur appelle l'attention du Conseil sur la lettre du 3 septembre par laquelle *M. le Ministre propose de voter la suppression de l'école normale et sa réunion à celle de Grenoble*, M. le Ministre invoque des motifs d'économie et l'avantage qu'il y aurait à réunir les élèves au point de vue du zèle et de l'émulation.

M. le Rapporteur fait observer que l'économie est contestable, si l'on considère que les élèves autres que les boursiers qui suivent sans frais les cours de l'école, seraient obligés de renoncer à cet avantage. Il se demande si la suppression de cet établissement, qui vient d'être installé avec un certain appareil, ne nuirait point à la confiance que les masses doivent avoir dans la stabilité

des vues de l'administration... Il propose de voter le maintien de l'école normale à Gap.

« Le Conseil, considérant que le département a fait de grands frais pour l'établissement de son école normale, qu'il est douteux qu'il y eût pour lui économie à envoyer ses instituteurs à l'école de Grenoble, que d'ailleurs y eût-il économie, ce motif ne serait pas suffisant pour supprimer l'école normale de Gap, qu'en effet, les instituteurs qui auraient passé deux ou trois années dans la ville de Grenoble y auraient contracté des habitudes peu en harmonie avec la position que le département des Hautes-Alpes peut leur offrir, et ne reviendraient qu'avec dégoût et découragement dans ses pauvres communes rurales, que les conditions de l'enseignement ne sont pas d'ailleurs parfaitement les mêmes dans ces deux départements, et que ces établissements n'atteindront complètement leur but que lorsque l'instruction y sera mesurée en vue des localités auxquelles les instituteurs sont destinés, adoptant au surplus les considérations exprimées dans le rapport, est d'avis que l'école normale de Gap doit être maintenue ».

Le Conseil exprime de nouveau le vœu que la durée du cours soit réduite à deux ans, sauf à faire une exception pour deux ou trois élèves qui montreraient une intelligence supérieure et qui, par cette considération, obtiendraient de rester une troisième année dans l'établissement.

L'année suivante, **en 1843**, le Conseil renouvelle ce même vœu, quoique le rapport du Préfet constate que plusieurs modifications ont été introduites dans le programme d'enseignement qui est rentré dans des limites plus convenables. Le budget des dépenses ordinaires de l'École normale pour 1843 s'élève à 16.060 fr. Il y a en outre 600 fr. comme les années précédentes pour le cours de perfectionnement, c'est-à-dire pour indemnités aux instituteurs qui voudraient fréquenter les cours faits pour eux à l'École normale.

En 1844, le Préfet trouve qu'on enseigne trop de choses aux instituteurs. « Nous envoyons tous les jours dans les communes, dit-il dans son rapport, des jeunes

gens saturés de science. A quoi bon ? S'ils n'étaient liés par un engagement on n'en retiendrait pas un seul dans le département, tant leur position est peu en rapport avec les études qu'ils ont faites ».

Si l'on consulte les programmes de l'époque on peut voir que les paroles du Préfet étaient fort peu justifiées.

Le Conseil général renouvelle le vœu que les cours de l'École normale n'aient qu'une durée de deux ans et vote pour le budget des dépenses de cet établissement la somme de 17.345 francs.

En 1845, le Préfet se plaint de nouveau. Il dit que les bienfaits de la loi de 1833 et des institutions qui en ont été la suite ne se font sentir que faiblement pour le département, et que quelque chose de plus humble serait plus efficace.

L'année suivante il donne pourtant des éloges à M. Chautard qui, dit-il, « dirige l'École normale avec une sollicitude active et intelligente ».

M. Chautard avait été nommé directeur le 15 janvier 1846.

Voici quelle était la *répartition des cours pendant l'année scolaire 1846-47* :

M. *Chautard*, directeur, enseignait la grammaire (10 heures environ par semaine), la pédagogie (3 heures) la composition littéraire (3 heures), l'État civil.

M. *Faure*, enseignait l'arithmétique (9 heures par semaine), le dessin linéaire (2 heures), la géométrie et ses principales applications (4 heures), des notions de sciences physiques et naturelles appliquées aux usages de la vie (5 heures).

M. *Lambert*, enseignait l'histoire et la géographie (4 heures par semaine), l'écriture (5 heures) et la lecture (3 heures).

L'abbé *Gérard* donnait l'instruction morale et religieuse (6 heures).

N... enseignait le chant (7 heures).

Le lever était à 4 heures 1/2 du matin et le coucher à 9 heures du soir ; une demie heure était consacrée à

chacun de ces actes en y comprenant le temps de la prière. En outre, une demie heure était consacrée à la messe le jeudi et 1 heure 1/2 pour ce même exercice le dimanche. Il y avait encore les vêpres le dimanche de 3 heures à 4 heures.

L'École avait alors un surveillant qui était M. Vagnat, professeur au collège, et qui fut chargé de remplacer M. Faure pendant un congé qui lui fut accordé pour deux mois à la fin de 1846. Henri Chautard, fils du directeur, fut chargé de remplacer M. Vagnat comme surveillant¹.

Le 3 septembre 1847, le Conseil général donne son adhésion à la proposition, faite par M. le Préfet, de décider que les remboursements dus quelquefois par des élèves de l'École normale qui ne tiennent pas leur engagement, seront perçus au profit de l'école et non du département.

L'année 1848, M. le Préfet (Giraud-Teulon), dans son rapport, parle du vœu émis par M. Gérard, inspecteur, dans le but de donner aux cours de perfectionnement établis à l'école normale en faveur des instituteurs, une utilité plus marquée. « Le projet de l'Inspecteur consisterait à admettre à ce cours et à l'époque des vacances, 30 instituteurs au lieu de 10. Ces instituteurs recevraient des soins spéciaux de professeurs uniquement occupés de ce service, dont la durée serait limitée du 10 septembre au 10 octobre ». A cet effet, le Préfet propose d'élever de 600 fr. à 1.200 fr. l'allocation accordée aux instituteurs admis à fréquenter ces cours. Le Conseil les accorde.

De 1841 à 1848, l'école normale de Gap fournit trente-huit sujets dont : trente exerçaient l'année suivante dans les Hautes-Alpes, un dans un autre département, un était employé à l'école, un enseignait en Afrique, deux étaient entrés dans d'autres carrières, deux étaient sans emploi et un était décédé.

Voici, à titre de renseignement, l'état du personnel des maîtres de l'École normale de Gap en octobre 1848.

Chautard, né à Toulon, le 22 mars 1797, bachelier

¹ Archives de l'Inspection académique de Gap.

ès-lettres, marié, deux enfants, nommé le 15 janvier 1846, directeur ; avait été maître de pension quatre ans, régent de collège ou principal seize ans ; inspecteur primaire dix ans ; il enseignait la grammaire, la lecture et la pédagogie

Faure (Ambroise), né à Chabottes le 13 avril 1795, bachelier ès-sciences, veuf, un enfant ; à l'école depuis le 1^{er} juin 1833 ; nomination approuvée le 17 décembre 1834 ; chargé des mathématiques, du dessin, de la mécanique ; il était en même temps régent de mathématiques et physique au collège depuis onze ans.

Vagnat, né à Briançon, 17 septembre 1817, bachelier ès-lettres, célibataire ; nommé le 15 juillet 1848, chargé d'enseigner la géographie, les sciences physiques et naturelles, l'état-civil ; avait été instituteur un an ; surveillant à l'école pendant 10 ans ; suppléant à la chaire de mathématiques du collège de Gap dix-huit mois.

Gérard (abbé), né à Vallouise, 13 juillet 1809, prêtre, nommé le 13 janvier 1841 ; chargé de l'enseignement religieux ; de 1830 à 32 il avait été chargé de la quatrième au collège de Gap ; de 1836 à 40 il fut professeur de philosophie au séminaire d'Embrun ; de 1840 à 1842, aumônier au collège de Gap.

Guérin, né à Paris, 26 floréal 1796, marié, quatre enfants ; professant le chant et la musique.

Marchand, né à Laye, 24 mai 1823, célibataire, nommé le 15 juillet 1848 ; enseignant l'écriture ; instituteur primaire depuis six ans.

IV. — De 1849 à 1861

En 1849, la question de la suppression de l'école normale est de nouveau présentée, et le Préfet des Hautes-Alpes, dans son rapport au Conseil général de cette même année, s'exprimait de la façon suivante :

« Cette question du maintien ou de la suppression des écoles normales est, en un mot, sérieusement agitée de nos jours. Heureusement, Messieurs, que l'école normale de Gap et les élèves-maitres qu'elle a formés ont eu le

bon sens de se maintenir dans la sphère limitée, et cependant étendue si l'on mesure le but à atteindre, de leurs attributions respectives. L'école normale continue, en effet, à mériter votre estime et votre intérêt ; elle a déjà rendu d'incontestables services, et comme elle est d'ailleurs le seul recrutement rationnel, pratique, des instituteurs dans ce pays, je pense que, quelle que soit votre opinion sur la controverse qui s'est élevée récemment, vous persévererez à l'entourer de vos sympathies ».

D'autre part, le rapporteur pour l'instruction primaire, faisant probablement allusion à la pauvreté du département, s'exprimait ainsi : « Le pauvre, dans une large proportion, supporte les charges de l'État. A lui, les travaux pénibles ; à lui, les angoisses de la misère ; à ses enfants, l'impôt du sang. Il est donc de toute justice qu'en retour on lui donne cette instruction primaire qui, bien dirigée, adoucira ses souffrances, vaincra les intérêts mauvais qui germent au cœur de tous les hommes et les rendra respectables à ses yeux en lui apprenant ses devoirs en même temps que ses droits.

« A ce sujet, Messieurs, revient naturellement la question des écoles normales, de ces écoles que quelques hommes, qui voudraient arriver au monopole par la liberté, ont pris à tâche depuis quelque temps de décrier et qu'on voudrait faire disparaître...

« Quant à l'école normale établie à Gap, vous avez compris les services immenses qu'elle a rendus au département. Aussi, en vous demandant de voter les allocations que réclame le service de l'école normale des Hautes-Alpes, la Commission vous propose d'exprimer le vœu énergique pour le maintien de l'institution des écoles normales en général ». Ce vœu fut adopté ainsi que les vœux anciens qui n'avaient pas reçu satisfaction.

A la session suivante du Conseil général, c'est-à-dire **en 1850**, le Préfet rappelle que l'année précédente, dans les prévisions que l'existence de l'école normale pourrait être tranchée par un vote de l'Assemblée nationale, le Conseil a émis un vote énergique pour sa conservation,

et qu'en effet, ces écoles ont été consacrées dans la nouvelle loi. Le Conseil, très satisfait de l'école normale et des progrès de l'enseignement primaire dans le département, dit qu'il soutiendra de tous ses efforts cet établissement.

Le rapport du Préfet à l'occasion de l'ouverture de la session du Conseil général, le **26 août 1851**, est très élogieux pour l'école normale. Il dit notamment :

« Votre Commission d'instruction primaire reconnaissait dans le rapport qu'elle vous présentait, à votre dernière session, que l'école normale d'instituteurs s'est placée, en quelques années, au 1^{er} rang des écoles normales de France et que son enseignement, habilement dirigé, a obtenu sur tous les points, et en particulier sur les matières les plus difficiles et les plus importantes, des résultats qui se trouvent signalés avec les plus grands éloges dans le travail des inspecteurs généraux de l'Université ».

Plus loin, M. le Préfet rappelle que la petite vérole qui sévissait dernièrement dans la ville de Gap, avait pris à l'école normale un caractère alarmant. Un élève mourut de cette maladie. Un autre était décédé de la fièvre typhoïde.

Ayant reconnu que le local, renfermant les élèves de l'école normale, laissait beaucoup à désirer au point de vue de l'hygiène, et d'autre part, le bail de location expirant le 31 décembre, le préfet décide le transfèrement dans la maison qui est en face de la cour de la caserne, près de la propriété du couvent du Sacré-Cœur.

Ce bâtiment, est-il dit dans le rapport, se trouve dans les meilleures conditions de salubrité ; il offre, avec le vaste enclos qui en dépend, une surface de 2.076 mètres, tandis que l'ancienne école ne présentait, même en tenant oompte de l'agrandissement qu'elle devait recevoir, que 1483 mètres de superficie.

Le propriétaire du nouveau local prenait l'engagement d'y exécuter tous les changements indiqués par l'administration, et consentait à laisser la jouissance gratuite de

son immeuble jusqu'au 1^{er} janvier, époque à laquelle finissait le bail avec le propriétaire du local précédemment occupé.

Les élèves firent leur entrée dans cette nouvelle maison à la fin des vacances, c'est-à-dire en octobre 1851. Le Directeur, en remerciant le Préfet, disait que rien ne manquait à la nouvelle installation : chapelle, salle d'étude, salle de récréation, salles pour les classes, dortoir, vestiaire, infirmerie, cour, jardin, etc.

« Ainsi l'institution, ajoute le directeur, va se transformer, devenir, dans la plus salubre étendue de ce mot, une famille ayant ses chefs, ses guides vivant constamment au milieu de leurs enfants d'adoption, leur donnant à chaque instant et par tous les moyens, la précieuse initiation de tout ce qui constitue l'homme éclairé, l'homme vertueux, l'homme utile, le chrétien, le citoyen, en un mot, l'instituteur ».

Le rapport du Préfet sur la question des écoles normales et en particulier de celle de Gap, se termine par des considérations d'un ordre élevé, très intéressantes, auxquelles nous renvoyons le lecteur¹.

En août 1851, M. Dumouchel, recteur de l'académie de Gap, dans un rapport au Conseil académique sur la situation de l'académie, disait :

« L'école normale primaire, est parfaitement dirigée. M. Chautard y déploie toute son activité et toute cette énergie que vous lui connaissez et qui semble croître avec le temps. J'ai demandé au Ministre un **avancement** bien mérité pour ce fonctionnaire qui compte 35 ans de service dans l'instruction. Je désire qu'il soit nommé inspecteur d'académie ; je vous prierai, Messieurs, d'appuyer cette demande par une délibération spéciale et un avis favorable. Ne croyez pas, Messieurs, que cette demande nuise en rien au bien du service. Il se trouve à l'école normale un fonctionnaire modeste, mais d'un

¹ Extrait des séances du Conseil général, année 1851. Rapport du préfet P. LXXV et LXXVI. Gap, impr. Jouglard, 1851.

caractère grave, d'une capacité incontestable, d'un dévouement reconnu, M. Dusserre. Je recommande cet excellent fonctionnaire à toute votre bienveillance. Si la direction de l'Ecole normale lui était confiée, le bien que produit cet établissement se continuerait ».

Les désirs de M. Dumouchel, que le gouvernement venait de nommer recteur de la Haute-Saône, tandis qu'il était remplacé à Gap par M. Topin, ne furent point réalisés. En effet, **en 1852**, M. Escoffier était nommé directeur de l'école normale de Gap en remplacement de M. Chautard, décédé. Pendant cette année le personnel enseignant de l'école était ainsi composé :

Escoffier, directeur, chargé d'enseigner la langue française; *Dusserre*, qui remplaçait M. Faure pour les mathématiques, les sciences et l'industrie; *Templier*, aumônier; *Marchand*, qui enseignait l'histoire, la géographie, l'arpentage, le dessin, la gymnastique; enfin *Guérin*, qui était professeur de chant.

A cette époque la présentation à l'approbation de M. le Ministre d'un professeur à l'école normale, donnait lieu quelquefois à des discussions fort intéressantes au sein du Conseil Académique des Hautes-Alpes¹.

Les actes du Conseil général de 1852 ne mentionnent, relativement à l'école normale, qu'une demande d'indemnité faite par MM. Xavier Blanc et Pascal, propriétaires de l'ancien local, à raison des changements préjudiciels apportés à leur immeuble pendant qu'il était occupé par l'école. Mais on peut lire dans le registre des séances du Conseil académique l'éloge que consacre M. le Recteur à cet établissement.

En 1853, le Préfet constate que cette école est « parfaitement tenue et dirigée, et qu'elle justifie pleinement le but de sa création ».

A partir de cette époque l'école normale, arrivée à un certain degré de développement, et n'étant plus sous le coup de continuelles menaces de suppression, fonctionne

¹ Registre des séances du Conseil Académique, 7 novembre 1850.

de la manière la plus régulière et la plus satisfaisante, contribuant puissamment aux progrès de l'enseignement primaire dans les Hautes-Alpes, et même dans les départements limitrophes, ainsi qu'en témoignent les divers rapports où il est question de cet établissement.

Son budget des dépenses ordinaires ne dépasse guère 14.000 fr. par an, jusqu'en 1864, où nous le voyons porté à 14.757 fr. 78.

Son recrutement se fait sans peine.

En 1854, le Préfet dit que le personnel de l'école normale fournit des maîtres moraux, intelligents, imbus de saines doctrines.

Le budget des dépenses était alors de....	14.095 fr. 64
En 1855 il est de.....	13.900 85
En 1856 —	14.146 48
En 1857 —	14.387 87

En 1858 on ajoute à l'ancien programme du brevet des notions d'agriculture et d'hygiène, et l'on complète les exercices de plain-chant de l'école par ceux de l'accompagnement sur l'orgue.

En 1859 le Rapporteur de la Commission d'instruction primaire au Conseil général s'exprimait de la façon suivante : « Votre école normale fonctionne de la manière la plus satisfaisante, et, si les candidats n'y arrivent pas toujours assez préparés, ils en sortent après de solides et consciencieuses études qui pourraient les mettre à même, nous ne craignons pas de le dire, de lutter sans désavantage avec les instituteurs des autres écoles normales de France ».

Elle continue ainsi, les années suivantes, à fonctionner dans d'excellentes conditions. « Ce résultat, dit le rapport de 1861 au Conseil général, est dû à l'érudition et à la haute intelligence des maîtres ».

Les élèves portaient alors comme uniforme un habit noir avec redingote longue et chapeau de soie, plus connu sous le nom de gibbus. Élevés, pour la plupart, à la campagne, ils avaient un air emprunté sous cet accoutre-

ment bourgeois, et le public, je ne sais pourquoi, les appelait normands et même gourmands (nom que leur donnaient les gamins de Gap, auxquels ils faisaient la classe à l'école d'application de la ville). Pourtant leur nourriture était alors fort médiocre, si on la compare à celle dont jouissent actuellement leurs successeurs; et on ne tolérât aucun fruit, aucune provision dans les malles. M. Chabert, alors inspecteur d'académie, était très sévère sur ce point et peu s'en fallut qu'un élève fût mis à la porte pour un saucisson trouvé dans une malle. Le saucisson fut envoyé à l'hospice.

Voici le *tableau du personnel enseignant* à l'école normale de Gap en 1862 :

Escoffier (J.-B.), licencié; né à Aix-en-Provence, le 22 février 1810, nommé directeur de l'école normale de Gap, le 13 février 1852, en remplacement de M. Chautard, décédé; veuf, cinq enfants; bon, intelligent et dévoué. — avait été régent de sixième et septième au collège de Castellane en 1832, à celui de Grasse pour les mathématiques et la physique, de 1833 à 1836; sous-directeur chargé des sciences physiques à l'école normale d'Aix-en-Provence en même temps qu'au collège de cette ville de 1837 à 1850; directeur de l'école normale de Barcelonnette (Basses-Alpes), de 1850 à 1852.

Faure (Ambroise), professeur à l'école normale depuis 1833, d'une manière presque continue; nommé maître-adjoint le 2 décembre 1853; avait été régent de mathématiques au collège d'Embrun en 1823 et de celui de Gap en 1826, puis principal du même collège en 1849; régent du collège de Castelnau dary en 1850; secrétaire de l'académie des Hautes-Alpes en 1851. Auteur de plusieurs ouvrages de mathématiques.

Templier (abbé), né à St-Jacques (Hautes-Alpes), le 16 mars 1816; prêtre-desservant pendant neuf ans; nommé aumônier à l'école normale en avril 1850, en remplacement de l'abbé Gérard.

Roustan, né à l'Epine (Hautes-Alpes), le 9 août 1827;

marié, deux enfants ; nommé maître-adjoint le 27 octobre 1858 ; avait été instituteur pendant 10 ans.

Rinck, né à Souilly-sous-Forêts (Bas-Rhin), le 14 juillet 1830 ; marié, trois enfants ; nommé le 1^{er} janvier 1854, professeur de chant à l'école normale ; démissionnaire le 25 juin 1862.

Le médecin de l'École était à cette époque le docteur *Eugène Blanc*, le père du très sympathique docteur *Balthazar Blanc*, aussi médecin de l'école, actuellement.

C. ROMIEU.

(*A suivre*).

DE LA VALEUR HISTORIQUE

DE LA

CHRONIQUE DE LA NOVALAISE

Au point de vue de l'Histoire des Alpes

Il ne sera peut-être pas inutile d'étudier de près un document connu depuis fort longtemps, mais que nos historiens des Alpes n'ont utilisé que récemment ; je veux parler de la *Chronique de la Novalaise*. Il est bon de discuter sa valeur et le degré de confiance qu'on lui peut accorder.

Composée au commencement du XI^e siècle en cinq livres, dont deux ne subsistent plus qu'à l'état fragmentaire, cette chronique, publiée d'abord par André Duchesne¹, puis par Muratori², en troisième lieu par les éditeurs des *Monumenta historiarum patriarum*³, a trouvé en dernier lieu un bon éditeur dans Bethmann⁴. Ce n'est pas qu'il n'y ait des fautes dans cette dernière édition ; je possède l'exemplaire qui a appartenu à Julien Havet, sur lequel ce savant regretté en a signalé un certain nombre, néanmoins l'édition de Bethmann est très supérieure aux précédentes.

Duchesne a fait dans le texte qu'il a publié de nombreuses coupures, supprimant les passages où la vérité historique lui a paru trop visiblement altérée. Muratori s'exprime dans son avant-propos à peu près dans ces

¹ *Scriptores historiarum Franc.* II, p. 233 ; III, p. 635.

² *Scriptores rerum Italic.* II, 2^e part. p. 697.

³ *Script.* III, p. 49.

⁴ *Monumenta germaniarum historica. Script.* VII, p. 79.

termes : « Le cœur m'a manqué quand j'ai parcouru les fragments de cette chronique laissés de côté par Duchesne, j'étais plutôt tenté de gémir que de me réjouir de ma découverte. Bon Dieu ! Car à quoi bon le nier ? que de fables et de sottises a ramassées ce brave homme ; lisez et vous ne pourrez vous empêcher de rire. Pas la moindre notion de chronologie ; il embrasse des deux mains ce que le sot vulgaire raconte de la Novalaise ; il amplifie les faits pour réhausser la gloire de ce monastère. Le début surtout, regorge de fables ; il fait d'Abbon un patrice, etc.¹ ».

Bethmann reconnaît que les erreurs abondent dans notre chronique, mais il plaide les circonstances atténuantes : « Il s'est trompé souvent, écrit-il, mais il n'est jamais de mauvaise foi² ». Il importe peu au point de vue de l'histoire, qu'un écrivain soit de bonne ou de mauvaise foi dans les erreurs qu'il commet, la méfiance qu'il doit inspirer est la même dans les deux cas. Nous ne tarderons pas à voir, du reste, ce qu'il faut penser de la bonne foi du chroniqueur de la Novalaise.

Le meilleur moyen pour juger de la valeur et de l'autorité de cette chronique est d'en donner des extraits ; voici ceux qui concernent notre région, je les traduis fidèlement en français pour la plus grande commodité du lecteur. J'y joins les notes dont les divers éditeurs l'ont enrichie.

« Au temps où l'on conservait encore l'ancienne coutume des Romains, que ceux qui payaient le cens à Rome donnaient par tête une pièce de monnaie³, ceux qui venaient des contrées lointaines périssaient quelquefois dans les fleuves, d'autres étaient tués par les brigands ou dépouillés, d'autres enfin succombaient à la seule fatigue

¹ *Script.. rerum Italic.* II, 2^e part. p. 699.

² *Mon. Ger. hist.* VII, p. 76.

³ Le temps où l'on payait le cens à Rome était nécessairement antérieur aux invasions burgondes (480) qui interrompirent les relations de la Gaule avec Rome. Le chroniqueur recule donc de près de trois siècles la fondation de la Novalaise puisqu'il la place avant 480 au lieu de la placer en 726, date véritable.

du voyage. Et, comme Abbon résidait dans la cité de Suze, dans la terre dite Viennoise¹, dans cette vallée de la Novalaise, il fonda un monastère en l'honneur de saint Pierre pour le repos de l'âme de ses parents et à cause de la perte qu'il avait faite de son fils², et il ordonna que le cens qui était porté des Gaules à Rome y fut porté³... Et il fit son testament qu'il fit contresigner par Valchin, archevêque d'Embrun⁴, dont il était le neveu, et écrire par le clerc Cudebert⁵. Et comme régnait Théodoric, non le roi des Francs qui fut fils de la reine Brunehaut⁶, qui chassa le bienheureux Colomban de Luxeil, mais ce roi des Gots qui tua deux sénateurs illustres et anciens consuls, Symmaque et Boèce, qui mourut subitement cinquante-huit jours après le pape Jean⁷, qui, empêché d'aller à Rome, alla à Constantinople, fut reçu honorablement par l'empereur Zénon, honoré par lui d'une statue équestre en or et fut fait roi d'Italie ; qui vint et combattit près de Vérone contre Odoacre, le tua à Ravenne et fut fait roi ; la

¹ Suze fut annexée à la province ecclésiastique viennoise après l'année 574, autre date inconciliable avec la précédente et avec l'époque où vivait Abbon qui testa en 739.

² La phrase depuis *l'âme de ses parents* jusqu'à *y fut porté* est ajoutée par le chroniqueur à la charte de fondation de la Novalaise qui ne la contient pas (Beth.)

³ Le chroniqueur attribue ici à Abbon un pouvoir qui eût pu à peine appartenir à Charlemagne, puisqu'il le suppose assez puissant pour décider de l'emploi de l'impôt des Gaules. Sa mauvaise foi est évidente et son but est d'augmenter les revenus de son abbaye.

⁴ Au VIII^e siècle il n'y avait aucun archevêque mais seulement un évêque à Embrun.

⁵ Dans la copie qui subsiste du testament d'Abbon rien n'indique que Valchin l'ait contresigné ; quant au scribe, il est nommé Hytbert.

⁶ Thierry II n'était pas fils, mais petit-fils de Brunehaut. Au surplus ce n'est pas sous le règne de ce prince mort en 613, mais sous celui de Thierry IV, mort en 737 que fut fondée la Novalaise. Le chroniqueur ne peut écrire un mot sans prouver sa profonde ignorance de la chronologie.

⁷ Jean I, pape, mourut non cinquante-huit jours, mais cent-quatre jours avant Théodoric-le-Grand (18 mai — 30 août).

cinquième année de son règne, Abbon construisit le monastère de la Novalaise mit à sa tête l'abbé Godon¹.

« On raconte qu'une religieuse étant allée des Gaules à Rome, après de longues prières et des jeûnes dans l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul, obtint miraculeusement à l'insu des cardinaux, leurs gardiens, un morceau des os sacrés de saint Pierre ; elle le reçut avec respect et le cacha, je ne sais comment, sous sa mâchoire, priant ardemment Dieu qu'il lui fut accordé de pouvoir emporter cette parcelle d'un si grand saint. Comme elle arriva dans la vallée de Suze, où maintenant est le lieu nommé la Novalaise, la nuit venant, elle se reposa, et y ayant demeuré quelques jours à cause de sa grande lassitude, elle y resta seule et en silence dans une hutte. Cependant un certain seigneur gaulois allait à Rome avec une nombreuse suite de serviteurs, et ayant perdu son chemin en cet endroit, il ordonna à l'un des siens de monter sur un arbre élevé pour explorer des yeux le pays environnant. Ayant aperçu de la fumée, il se dirigea vers elle et trouva cette religieuse dans sa hutte. Lui ayant amené son maître, comme elle eut montré ses vénérables reliques et que le seigneur élevait des doutes sur leur authenticité, elle ordonna que l'on apportât deux vases, l'un plein de vin, l'autre plein d'eau², et elle changea subitement ce dernier en vin, au contact des reliques. On raconte que

¹ Les détails circonstanciés que donne ici le chroniqueur, montrent bien que pour lui la Novalaise n'a pas été fondée sous Thierry de Chelles en 726, mais la cinquième année du règne de Théodoric, roi des Goths, c'est-à-dire en 498 de Jésus-Christ. Il ne connaît même pas Thierry de Chelles, puisqu'il le confond avec Thierry II, petit-fils de Brunchaut, mort en 613, comme nous venons de le voir. C'est une erreur de deux cent vingt-huit ans sur l'époque de la fondation de la Novalaise, et la troisième date inconciliable que nous trouvons dans cette chronique à propos de cette fondation.

² Pourquoi ces deux verres, à moins que celui de vin ne dut servir de terme de comparaison à la réussite du miracle.

ce seigneur était Abbon, patrice des Romains, qui fut le fondateur de la Novalaise¹...

« Ce monastère fut d'abord détruit par les chefs Lombards Amon, Zaban et Rodanus²; en second lieu quand fut tué un moine très pieux nommé Arnoul; en troisième [quand] les moines vinrent de cet endroit habiter la ville de Turin. Les Lombards étant donc entrés en Italie s'emparèrent de Rome et détruisirent le Mont-Cassin jusqu'au niveau du sol. Cette destruction eut lieu sous l'abbé Bonicius, qui fut le cinquième après saint Benoît, et ce lieu de lumière demeura sans habitation humaine cent dix ans. Donc sept ans après que les Lombards eurent emporté Rome de force³, les trois chefs susdits étant entrés dans les Gaules pour piller, Amon et Zaban passèrent le Mont Genève; Rodanus, prenant au contraire une route différente, alla avec les siens à Grenoble en traversant le Mont Cenis. Etant arrivé à la Novalaise, il tua un grand nombre de moines; les uns n'hésitèrent pas à mourir pour Dieu, d'autres se sauvèrent par les portes ou les fenêtres dans

¹ Tous ces détails si complaisamment racontés ne sont que de pures inventions destinées à entourer la fondation de la Novalaise d'une auréole de merveilleux. Ils ont été l'origine d'une légende étrange augmentée de siècle en siècle et d'après laquelle Priscille, parente de Néron, se serait retirée, pendant les persécutions, dans la solitude de la Novalaise; saint Pierre serait même venu l'y visiter. On peut en lire tous les détails dans Rochex (*la Gloire de la Novalaise*), duquel Bethmann écrit qu'on ne sait s'il est plus insipide ou plus stupide *utrum ineptiorem dicas an lepidiorem* (pp. 79-80). L'histoire de cette religieuse me paraît être une contrefaçon du récit de la fondation de l'évêché de Maurienne tel qu'on peut le lire dans Grégoire de Tours (*Gloria martyrum*. V. Ch. XII).

² Cette invasion des Lombards dans les Gaules est connue par Grégoire de Tours; elle eut lieu en 574 ou 575, c'est-à-dire cent cinquante-deux ans avant la fondation de la Novalaise (726).

³ Le chroniqueur se piquant de précision place la destruction de la Novalaise sept ans après celle de Rome, c'est-à-dire en 553, ou cent soixante-treize ans avant sa fondation. Cette date est non seulement fausse mais inconciliable avec celle de l'invasion lombarde de 574 comme on peut le voir dans la note ci-dessus. Il n'y a presque aucune date exacte dans cette chronique.

les défilés des montagnes et des rochers. Le monastère fut détruit et brûlé ; deux enfants seulement, cachés sous le voile de l'autel furent miraculeusement sauvés¹

« On voit [dans la vallée du Monétier-de-Briançon] des bains chauds construits anciennement en pierre et en chaux² et quatre églises élevées par les moines [de la Novalaise] : l'une en l'honneur de la mère de Dieu, l'autre en l'honneur de saint Pierre, la troisième en l'honneur de saint André, la quatrième en l'honneur de saint Martin, le glorieux confesseur.

« Cette vallée est bonne pour la chasse et la pêche, mais le bourg est infesté de serpents. Ces moines, dont je viens de parler, allèrent trouver Elderade et lui racontèrent tous les ennuis que leur causaient ces animaux, lui disant : « Seigneur, nous ne pouvons plus rester dans cet endroit où nous sommes actuellement, à cause de la masse des serpents qui y sont ». Il leur répondit : « N'ayez crainte, mais retournez-y et travaillez cette terre suivant la coutume. Bientôt je vous suivrai ». Ils s'en retournèrent et le vénérable abbé les suivit avec quelques autres frères. Il vint

¹ Tous ces détails sur les diverses destructions de la Novalaise ne sont que d'insignes faussetés. C'est ainsi par exemple que le chroniqueur parle d'un Arnoul, moine, tué, dit-il, par les lombards, tandis que ce personnage était un moine d'Oulx tué, au dixième siècle, pendant les invasions sarrazines, et dont le tombeau existait encore au dix-septième siècle. Le chroniqueur avait donc vu ce tombeau mais n'avait pu ou voulu en comprendre l'inscription. Les auteurs qui l'ont suivi et entre autre, l'inepte Rochex, vont plus loin ; ils font détruire la Novalaise par Attila qui y tue trois cents moines ; par les Vandales, etc. (Beth. pp. 79-80). Ce récit mensonger a produit un curieux résultat ; ne pouvant concilier ces prétendus événements avec la charte de fondation du monastère datée de 726, on est arrivé à dédoubler la personnalité d'Abbon, le fondateur, et à en faire deux Abbon différents, l'un fondateur de la Novalaise en 498, l'autre son restaurateur en 726. *Duplicem Abbonem somniavit*, écrit Muratori (p. 697).

² Les bains du Monétier-de-Briançon sont fort anciennement connus, mais la mention qu'en fait notre chroniqueur est la plus ancienne. Cependant il faut remarquer que le Géographe de Ravenne nomme la station du Monétier *Sanatio*, c'est-à-dire *guérison*. Dans les autres itinéraires elle est nommée *Stabatio*.

donc dans ce bourg et après en avoir fait le tour en priant, tenant dans la main une baguette, il marchait devant lui, rassemblant la foule des serpents ; il les réunit dans un endroit un peu creux et leur ordonna d'y rester toujours, leur disant : « Si par hasard il arrivait à l'un de vous de sortir, je vous défends au nom de Dieu de nuire à aucun homme ». Depuis lors jusqu'à aujourd'hui ils ont tous obéi à cet ordre de l'abbé ; seulement quand le froid les force à se réchauffer, on les voit circuler un peu par le bourg, entrer dans les maisons et s'avancer vers le feu ; quelquefois on les trouve couchés dans un lit entre deux personnes, d'autres fois dans le berceau des enfants roulés sur leur figure, sans leur faire de mal. L'endroit où ils se retirent est étroit, ils logent dans les trous des rochers ; cet endroit est situé près de la rivière de la Guisane¹

« [Abbon] craignant qu'après quelques années ce monastère ne fut dévasté par quelque peuple (ce qui hélas ! est arrivé trois fois, comme nous l'avons lu), ordonna qu'on construisit un arc de triomphe d'une grande beauté et d'une grande hauteur, avec des marbres très blancs et des pierres de diverses sortes, joint par dehors aux murs de la ville de Suze ; la voie qui conduisait à l'aqueduc devant le château Viennois, passait jadis sous lui. Il y fit inscrire sur les deux faces tous les biens qu'il avait donné à saint Pierre, son héritier, dans cette ville et dans toute la contrée, afin que si ce monastère était détruit à l'instigation du diable, les moines qui en reconstruiraient un autre pour l'habiter, pussent, en lisant, retrouver les possessions qui leur appartenaient dans tout le pays², . . .

¹ Si j'ai cité ce morceau étrange, c'est pour montrer par un exemple à quel degré d'ineptie en arrive parfois le chroniqueur de la Novalaise. C'est le cas de répéter avec Muratori: *Lege et risum continere interdum nequeas* (p. 697).

² Tout à l'heure nous avons vu notre chroniqueur lisant sur le tombeau du moine Arnoul, mort au onzième siècle, qu'il était mort au sixième ; maintenant énormité plus surprenante encore, il veut nous faire considérer l'arc de triomphe antique de Suze, élevé par le roi Cottius en l'honneur d'Auguste dans la première moitié du premier

Le roi [Charle magne], conduisant son immense armée arriva au mont Geminus¹ qu'on peut dire la porte du royaume d'Italie. Là autrefois s'élevait un temple en l'honneur d'un faux dieu nommé Jupiter, construit avec une grande beauté de pierres carrées réunies par du fer et du plomb². Sur ce mont deux sources naissent, l'une d'un côté, l'autre de l'autre, et descendant, dans leurs circuits, peu à peu elles croissent et deviennent deux grands fleuves. L'un, nommé la Doire, se dirige vers l'Italie, toujours trouble, peu poissonneux et ne perd son nom que lorsqu'il se jette dans le grand fleuve de l'Héridan. L'autre court dans la province des Gaules, très poissonneux et limpide jusqu'au moment où il se jette dans le fleuve du Rhône³. Lorsque Charles fut descendu de cette montagne, il trouva sur la pente même du mont une tour sous laquelle passait la route, où demeurait un voleur nommé Ebrard avec ses compagnons. Faisant un mal infini dans le pays, il ne permettait à personne d'y passer intact ; il volait, frappait ou tuait les voyageurs et le sang innocent coulait en abondance. Charles assiégea ce voleur, le prit, le tua et détruisit la tour⁴ ».

siècle de notre ère. comme érigé par Abbon au huitième. Il veut que la liste des peuples soumis à Cottius, inscrite deux fois sur ce monument, soit celle des possessions de l'abbaye de la Novalaise. Cependant l'inscription, encore très visible aujourd'hui, l'était sans doute bien mieux au onzième siècle. Si le chroniqueur l'a lue, il est donc de mauvaise foi ; s'il ne l'a pas lue, pourquoi en donner une interprétation, et dès lors que valent ses affirmations ?

¹ Le Mont-Genèvre. Cette expédition eut lieu en 773, mais Charlemagne, loin de traverser le Mont-Genèvre, concentra son armée à Genève et la fit entrer en Italie par le mont Saint-Bernard et le Mont-Cenis ; lui-même passa le Mont-Cenis ainsi que nous le conte son historien, Eginhard.

² Ceci est exact et les substructions de ce temple ont reparu plusieurs fois dans les travaux de viabilité faits sur le Mont-Genèvre.

³ On ne reconnaîtra ni la Doire ni la Durance dans cette peinture ; du reste la Doire, rivière limpide et poissonneuse, quoiqu'en dise le chroniqueur, ne prend pas sa source sur le Mont-Genèvre mais sur le Mont-Cenis

⁴ Toute cette histoire de voleur est un conte, produit de la trop féconde imagination du chroniqueur.

Voilà les récits de fantaisie dont se compose presque exclusivement la chronique de la Novalaise; j'aurais pu citer dix autres passages tout aussi décisifs que les précédents, mais ceux-ci suffiront. J'y joindrai cependant le relevé de quelques-unes des erreurs reprochées à notre auteur par les précédents éditeurs; la liste n'est pas courte.

Il cite la charte de fondation de la Novalaise mais en altère le sens et les termes dans une notable partie¹.

Il écrit que la bataille de Fontenet (841) fut livrée entre les fils de Charlemagne, tandis qu'elle le fut entre les fils de Louis le débonnaire².

Il cite Paul Diacre, mais en ajoutant au texte les mots *après la mort de Pépin*, il transforme Charles-Martel en Charlemagne³.

Dans le même passage il intervertit les termes de Paul Diacre et écrit *Pepin envoya son fils Charles* au lieu de *Charles envoya son fils Pepin*. Il a fait cette correction parce que évidemment il ne connaissait qu'un Charles qui était Charlemagne et ignorait l'existence de son aïeul Charles-Martel⁴.

Il fait succéder directement Didier, le roi des Lombards, à Luitprand, passant sous silence Hilprand et Astaulphe qui régnèrent entre ces deux princes⁵.

Il change le prêtre André, de Ravenne, en un jongleur envoyé par Didier à Charlemagne, qui vient chanter une chanson à l'empereur et en est comblé de présents⁶.

Il parle de la division de l'empire entre les fils de Charlemagne, tandis que personne n'ignore que cette division eut lieu entre les fils de Louis le débonnaire⁷.

Il affirme que Bérenger, roi d'Italie, fut fait prisonnier

¹ Bethmann, p. 79.

² Ibid. p. 99 et *Monumenta hist. patr.* p. 130.

³ Bethmann, p. 95. et Paul Diacre, VI, § 52, 53, 57.

⁴ Bethmann, p. 95.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid. p. 100.

⁷ Ibid., p. 105.

dans le château de Saint-Julien et eût les yeux crevés, tandis qu'il fut pris à Saint-Léon et fut simplement envoyé prisonnier à Babenberg sans souffrir d'autres mauvais traitements¹.

Il attribue à Adalbert 1^{er}, mort en 925, la réunion à la Novalaise, des moines dispersés, tandis qu'un diplôme de Hugues, roi d'Italie, témoigne qu'ils résidaient encore à Turin en 929².

Avant de clore cette nomenclature, que je pourrais allonger encore, il faut dire un mot de la liste des abbés de la Novalaise, insérée dans notre chronique, et qui serait une preuve de véracité si elle était exacte. Cette liste se compose de trente noms, desquels il faut retrancher tout d'abord neuf pour lesquels tous moyens de contrôle nous font défaut, car ils ne sont connus par aucun autre document que par notre chronique elle-même. Ce sont : Joseph, 3^e abbé ; Hugues, 10^e ; Boniface, 12^e ; Richard, 13^e ; Joseph, 14^e ; Conibert, 16^e ; Pierre, 17^e ; Garibert, 18^e ; et enfin Georges, 19^e.

La liste ainsi allégée, est encore fautive en bien des points ; on va en juger. Le chroniqueur place l'abbé Heirardus avant l'abbé Joseph deuxième, auquel il succéda au contraire³ ; il fait vivre l'abbé Joseph sous Louis le débonnaire tandis qu'il vivait sous Lothaire⁴ ; il fait de Hugues un fils de Charlemagne, le dit moine de la Novalaise en 800, et mort de maladie en 825, tandis que le fils de Charlemagne, nommé Hugues, n'était pas né en 800, fut moine en 825 seulement et mourut dans un combat en 844⁵ ; il nomme Joseph le 23^e abbé, dont le vrai nom était Jean⁶ ; il confond Geson, 24^e abbé, avec Belgrinus qui était son troisième prédécesseur⁷. Enfin il se trompe quant à

Bethmann, p. 113.

Ibid., p. 114.

Ibid., p. 132.

⁴ Ibid.

Ibid., pp. 102-106.

⁶ Ibid., p. 133.

Ibid., p. 115.

la date de la plupart d'entre eux ; c'est ainsi qu'il fait vivre Godon, premier abbé, en 498, tandis qu'il vivait en réalité en 726, et ainsi de suite¹.

On ne peut donc pas appeler cette liste une liste exacte, scrupuleusement composée ; elle est une preuve palpable, au contraire, de l'ignorance et de l'inexactitude continues de notre chroniqueur, et ne renferme, pour ainsi dire, pas une ligne dans laquelle il n'y ait une erreur à relever.

On peut donc affirmer, avec les précédents éditeurs de cette chronique, qu'elle n'a qu'une fort mince valeur historique ; qu'elle est bourrée d'inexactitudes énormes ; qu'à chaque instant son auteur se trompe sur les hommes, sur les dates, sur les faits ; qu'il amplifie singulièrement tout ce qui intéresse ont monastère pour en rehausser la gloire, et enfin que la majeure partie de son ouvrage n'est qu'un tissu de fables. Cette chronique peut donc corroborer par ses affirmations des faits déjà connus, mais par elle-même et isolée, elle ne peut faire qu'une foi des plus douteuses, et là où elle est en contradiction avec quelque document authentique, elle est sans autorité.

Nous allons en faire l'expérience à propos d'une question intéressante, celle du patriciat d'Abbon. Abbon, le fondateur de la Novalaise, a-t-il été oui ou non patrice ?

Si nous en croyons notre chronique, il ne peut y avoir aucun doute, il a été patrice, car le chroniqueur lui donne ce titre à mainte reprise. Aussi lorsqu'on parle d'Abbon le nomme-t-on généralement le patrice Abbon. Cependant Muratori et Bethmann ne croient pas qu'il ait été décoré de cette dignité². Plusieurs savants, parmi lesquels Rochex, Fisquel, etc., pensent au contraire qu'Abbon a droit au titre de patrice³. Voilà deux opinions contradictoires. Examinons les textes anciens dans lesquels il est question d'Abbon, l'un après l'autre.

¹ Bethmann, p. 179.

² *Scriptores rerum Ital.* II, 2^e par. p. 699, Beth., p. 81.

³ Voir aussi *Note sur l'institution des patrices dans les Alpes françaises*, *Bulletin de la Société d'Etudes*, 1881, p. 418.

Le premier document propre à élucider la question est la charte de fondation de la Novalaise datée du 30 janvier 726¹. Abbon n'y prend pas la qualification de patrice.

Le second texte est le testament d'Abbon lui-même daté du 5 mai 739². Voici comment le testateur s'exprime à son endroit : *Ego in Deo nomine Abbo, filius Felici et Rustice quondam*³. Et ailleurs : *Ego in Dei nomine Abbo, cum me dispensatio divina de hac luce migrare preceperit*⁴. Dans ce document donc pas un mot du patriciat d'Abbon.

Le troisième texte est un diplôme de Charlemagne du 25 mars 773⁵, dont voici le début : *Carolus gracia Dei rex Francorum, vir illustris... monasterium in honore beatorum germanorum apostolorum Petri et Andree, vel ceterum sanctorum, quem Abbo condam visus fuit edificasse in loco noncupato Novalicis*. Ici encore pas la moindre allusion au patriciat d'Abbon.

Le quatrième texte est une charte datée du 23 février 780⁶, et dans laquelle Abbon est trois fois nommé *Abbo patricius*. Cette charte serait décisive si elle n'était sujette à contestation ; malheureusement quoique datée de 780, elle a été écrite en réalité à une époque beaucoup plus moderne. Elle débute ainsi : *Translatio ex antiqua carta jam pene funditus deleta*. Et les savants éditeurs du cartulaire de Saint-Victor ajoutent en note : *quam funditus deleta, lector ipse videbit*. Elle est, en effet, tellement incompréhensible que l'éditeur a jugé indispensable de la faire suivre d'une commentaire pour en fixer le sens.

Il y est question d'une terre à Chaudol, dans les Basses-Alpes, donnée à Saint-Victor par la dame Adaltrude ; cette terre fut usurpée par le patrice Antener qui ordonna de détruire les titres de propriété de l'abbaye pour ne point

¹ *Monum. hist. patriæ. Cart. I. p. 15.*

² *Cart. de la cathédrale de Grenoble p. 33.*

³ *Ibid. p. 34.*

⁴ *Ibid. p. 35.*

⁵ *Monumenta hist. patriæ. I, p. 21.*

⁶ *Cart. de St-Victor, I, n° 31.*

être troublé dans sa possession illégitime. Heureusement l'abbé Moronte ou la dame Adaltrude (car le texte n'est pas clair), cachant dans sa manche la charte de donation, put, en conséquence, jurer en étendant le bras sur l'autel que toutes les chartes relatives à ce domaine y étaient déposées, et grâce à ce subterfuge, dont procès-verbal fut dressé, l'abbaye put rentrer plus tard dans ses droits. Le récit de ces événements fut consigné dans un acte, qui, ayant été fort altéré, fut recopié au XI^e ou XII^e siècle ; c'est cette copie que nous possédons.

Or en admettant que le fond de ce récit soit exact, il est aisé à comprendre qu'une pareille copie faite sur un original presque indéchiffrable et à une époque où la *Chronique de la Novataise*, existant déjà, avait répandu l'opinion qu'Abbon était patrice, ne peut pas avoir une très grande valeur.

Le cinquième texte est un diplôme de Charlemagne de l'an 805 environ, qui accompagne la copie du testament d'Abbon¹. En voici le début : *Karolus imperator augustus ... qualiter Abbo quondam, vir Deo devotus, per testamentum donationis sue aliquas res ad ipsum sanctum locum Novaticis delegasset*. Ici encore pas un mot du patriciat d'Abbon.

Le sixième texte est un diplôme de Louis-le-Débonnaire, daté de 814 ; Abbon y est qualifié de patrice². Ce texte aurait de l'importance si le diplôme était authentique, mais il est faux, comme malheureusement un bon nombre des pièces insérées dans les *Monumenta historiarum patriæ*. Il a été fabriqué au XI^e siècle.

Le septième texte est un diplôme de Charlemagne daté de 874 et dans lequel Abbon est encore qualifié de patrice³. Cette pièce, dont l'original existe, serait décisive si elle n'était fautive comme la précédente, et comme elle, fabriquée au XI^e siècle. Elle est datée de 874, tandis que Char-

¹ *Cart. de la cathédrale de Grenoble*, pp. 33-34.

² *Mon. hist. patr.* p. 53.

³ *Ibid.* p. 32.

lemagne est mort en 814. Elle débute par ces mots *Ego Carlo Magnus*, tandis que le nom de Charles-le-Grand ne fut donné à l'empereur que plusieurs années après sa mort ; on y a suspendu un sceau représentant un personnage assis dont le nom a été soigneusement gratté et qui a été colorié en noir, tandis qu'à l'époque carolingienne les sceaux n'étaient jamais suspendus mais plaqués.

« Cette charte de Charlemagne et l'autre de Louis-le-Débonnaire, dit Bethmann¹, sont très fausses et fabriquées au XI^e siècle. La donation de Charlemagne est fausse, dit-il encore plus loin², et celle de Louis le Débonnaire également ».

En résumé Abbon ne prend le titre de patrice dans aucun acte émanant de lui ; personne ne lui donne ce titre, soit de son vivant soit pendant deux cents ans après sa mort. La première fois qu'il est ainsi qualifié c'est dans la *Chronique de la Novalaise*, dont les extraits que j'ai donnés permettent d'apprécier la valeur, et dans trois diplômes ou chartes, l'un de 780 recopié tant bien que mal au XI^e siècle, les autres de 814 et 874 inventés de toutes pièces au même XI^e siècle.

Et maintenant, je le demande, peut-il être certain qu'Abbon ait été patrice ? Peut-on l'affirmer en toute assurance en se basant sur les documents contemporains ? Le lecteur jugera.

J. ROMAN.

¹ Bethmann. *Chron. noval.* p. 80.

² Ibid. p. 120.

UNE FAUSSE CITATION DE L'EMPEREUR JULIEN

A PROPOS DE LA BATAILLE DE MONS-SELEUCUS.

Magnentium fugientem a Mursa supra Tanorum (sic) descendisse ad Varum verisimile est, inde que per riam Bocconis et Brigantinomagi venisse Segusteronem, inde per Deam properabat ire Lugdunum ubi erant mater et frater ejus. Sed rix ad Montem Selaucum pervenerat, cum duces Constantii, superatis Alpium Cattianarum (sic) praesidiis, huc accedentes per Catorigas et Vapincum, exercitum ejus aggrediuntur, et cassis ad internecionem copiis, tertia tandem pugna victus, fugam de novo arripuit, contendens Lugdunum, ubi matre occisa et fratre, sibi ipsi manus intulit. (JULIAN. IMPER.¹).

M. Ladoucette est auteur de la première partie de la brochure d'où est extraite cette citation ; M. Héricart de Thury y a mis la dernière main. Le même texte s'étale, mais traduit en français, en tête du rapport que Ladoucette a présenté en 1806 à l'Institut de France sur les fouilles de La Bâtie-Mont-Saléon et qu'il a réimprimé dans sa *Topographie des Alpes*². Il y est suivi de ces mots : « Telles sont les expressions de l'empereur Julien sur (*sic*) la bataille qui se livra le 11 août 353 au sud-est de Mont-Selencus, sur les bords du torrent de Malaise ».

Il n'y a donc, d'après Ladoucette, aucun doute à avoir ; l'empereur Julien a parlé de La Bâtie-Mont-Saléon, et dans les termes qu'il cite.

Il y aurait toutefois une difficulté préalable à aplanir ; Julien n'a écrit qu'en grec et la citation de Ladoucette est en latin et même en mauvais latin. On me répondra que ce peut être une traduction du grec en latin. Soit, passons .

¹ Archéologie de Mons-Selencus, ville romaine dans le pays des Voconces, aujourd'hui La Bâtie-Mont Saléon, préfecture des Hautes-Alpes. Gap, Allier, 1806, pp. 8 et 9.

² Édition de 1848, p. 333.

Autre objection. Comment peut-on croire que peu d'années après les événements, le César Julien ait été assez peu sûr de son fait pour écrire : *Magnentium fugientem à Mursa supra Tanorum descendisse ad Varum* VERISIMILE EST, etc. Voilà une ignorance bien extraordinaire de la part du neveu de celui qui remporta la victoire. Mais passons encore.

Parcourons cependant les œuvres de l'empereur Julien dans une édition accompagnée d'un bon index et nous constaterons qu'il n'a jamais écrit le nom de Mons-Seleucus et qu'il n'a même jamais fait aucune allusion à la bataille qui y a été livrée. Soit dans le premier panégyrique de Constance¹, soit dans le second², il décrit en détail les péripéties de la bataille de Mursa, mais il n'a pas l'air de se douter qu'un peu plus tard un combat dans les Alpes porta le dernier coup à la puissance de Magnence ébranlée à Mursa.

Le nom de Mons-Seleucus n'est écrit, que je sache, que dans trois historiens de l'antiquité. Le premier est Sozomène et voici ses paroles : « L'armée de Constance « l'ayant poursuivi sur le champ, il fut contraint d'en « venir aux mains, proche de *Montioséleuikon*, et s'étant « échappé seul, après la défaite de ses troupes il se retira « à Lyon »³.

Le second est Socrate : « Celui-ci, dit-il, s'enfuit dans « les Gaules, où ayant été poursuivi par les troupes de « Constance, il y eut un autre combat près de *Montiosé-leuikon*, où l'armée de Magnence ayant été taillée en « pièces, il s'enfuit vers Lyon⁴ ».

Le troisième est la Chronique pascale qui s'exprime de la sorte :

« Cette année Magnence ayant livré bataille à *Monstoséleukos*, fut vaincu, et seul put fuir à Lyon dans les Gaules⁵. »

¹ Premier panégyrique de Constance, § 29 à 34.

² Deuxième panégyrique de Constance, § 6 à 8.

³ Histoire de l'Église, chap. VII.

⁴ Histoire de l'Église, chap. XXXII.

⁵ Chronique pascale, chap. XXIX.

Il est encore fait allusion à la bataille de Mons-Séleucus dans Aurelius Victor¹, Philostorgue, Eutrope², et peut-être Zonare que je n'ai pas sous la main, mais sans que le nom de la ville, auprès de laquelle se livra le combat, soit prononcé.

Il résulte de ce que je viens d'écrire que l'empereur Julien ni aucun des historiens de l'antiquité, que nous connaissons, n'est l'auteur de phrase citée par Ladoucette; cependant, depuis lors tous les historiens des Alpes qui se sont occupés de ce combat l'ont regardée comme authentique³.

M. Ladoucette l'a-t-il inventée? En aucune façon, car si son sens critique n'est pas à l'abri de reproches sa bonne foi est hors de doute. Ce texte me semble être un fragment de commentaire d'un de ces savants du XVI^e siècle, oubliés aujourd'hui, mais qui pouvaient dissenter *de omni re scibili* et charger les marges de leurs éditions des classiques d'un fatras de notes trois et quatre fois plus longues que le texte lui même.

J. ROMAN.

¹ De Cesaribus, chap. XLII.

² Breviarium, L. X.

³ Entre autres l'abbé Templicr, *Mémoires de l'Acad. Fiosalpinc*.

NÉCROLOGIE

LE CAPITAINE FIARD.

Qui n'a connu à Gap cette physionomie sympathique ou les yeux étaient, comme l'âme qu'ils reflétaient, limpides et francs ? Qui n'a serré avec bonheur cette main de véritable chevalier des belles époques historiques ? Et quel cœur plus sensible sur une main plus loyale ?

Le capitaine Fiard, patriote par excellence et intelligence ouverte, acquis d'avance à tout ce qui pouvait contribuer à l'expansion, soit intellectuelle, soit économique de son pays, était membre de la *Société d'Études* depuis sa fondation en 1881 et siégea pendant six ans au Conseil d'administration, où il se faisait remarquer par son assiduité et la droiture de son jugement.

Né à Gap, le 7 juillet 1830, M. Fiard, Jacques-Marius, était le fils de Jacques Fiard, commis de l'intendance en retraite, et de Mme Christine-Olympe, née de Taxis.

Engagé volontaire à 18 ans, M. Fiard fit les campagnes de Crimée et d'Italie, où il gagna successivement son grade d'officier et, avec une blessure glorieuse, la croix de la Légion d'honneur. Prisonnier avec l'héroïque armée de Metz, M. Fiard, rentré en France, renonce, peu de temps après, à l'avenir qui l'attendait dans l'armée et, retiré du service à l'âge de 43 ans, dans toute la force et la plénitude de ses facultés, il résolut de concentrer uniquement ces dons précieux dans le cercle modeste de la vie privée et de la vie municipale sous ses divers aspects.

Membre du Conseil municipal de 1881 à 1885, il fut nommé Adjoint de la Ville. Toutes les sociétés locales se disputèrent son nom : sa bourse, son cœur et son activité désintéressée ne se sont jamais refusés à aucune. C'est dans l'exercice de cette vie utile qu'une mort, imprévue dans l'état de santé vigoureuse où nous l'avions toujours vu, est venue nous prendre notre bon capitaine Fiard, le 21 février 1896. — C. R.

PERRIER (ENNEMOND).

M. Ennemond Perrier, décédé récemment, était l'un des hommes les plus estimés de Grenoble, où il était, depuis de longues années, avoué à la Cour. Il était également fabricant de la paroisse de St-André et depuis longtemps il s'occupait de la restauration de cette église ; on lui doit la découverte de caveaux, d'escaliers dérobés et de petites pièces cachées dans l'épaisseur des murs, de l'existence desquels personne ne se doutait. Il n'a pas seulement voulu s'occuper de la restauration de son église, il a voulu la décrire et il l'a fait dans plusieurs intéressants articles qui ont été insérés dans le Bulletin de l'académie delphinale, dont il était membre depuis longtemps. On lui doit également une monographie de la commune de St-Martin-d'Hères dont sa famille était originaire.

LABASTIE (AUGUSTE-CALIXTE).

M. Labastie, que nous avons perdu le 1^{er} décembre 1895, était membre de la *Société d'Études* depuis sa fondation. C'était le représentant de l'une des plus anciennes familles de la bourgeoisie Gapençaise. En 1585, Jean Clerc, surnommé le capitaine La Bastie, et originaire de Vienne en Dauphiné, fut amené à Gap par les hasards des guerres de religion, il s'y maria et depuis lors ses descendants n'ont plus quitté cette ville.

A partir du XVIII^e siècle, les Clerc de La Bastie ont été de père en fils procureurs du Roi au baillage de Gap, et plusieurs membres de cette famille ont occupé des situations élevées dans l'église et dans l'armée. Le père de M. Auguste Labastie, vice-président du tribunal de Gap pendant de longues années, était un jurisconsulte éminent, et nous l'avons vu pousser jusqu'à plus de quatre-vingt-dix ans sa verte vieillesse. Son fils, entré fort jeune dans la magistrature, en a gravi successivement tous les degrés jusqu'à la présidence du tribunal de Gap qu'il occupait quand a sonné pour lui l'heure de la retraite. Il fut fait alors chevalier de la Légion d'honneur, distinction bien justifiée par ses longs et honorables services et se

retira dans sa belle terre de Blesme près de Serres. C'est là qu'un mal foudroyant et imprévu est venu l'enlever en quelques heures à l'affection de sa famille et de ses amis, et à l'estime universelle de ses concitoyens. M. Labastie était un magistrat instruit, intègre et d'une intelligence élevée ; il était membre actif de toutes les sociétés charitables de sa ville natale. Ses travaux professionnels ne lui avaient pas permis de s'occuper des études qui intéressent plus particulièrement les membres de notre société, mais sa sympathie nous était tout acquise et s'il l'eût fallu, nous n'aurions pas fait en vain appel à son dévouement.

MADAME LA BARONNE D'ABEL DE CHEVALLET.

Nous avons le regret d'apprendre la mort, à Metz-le-Maréchal par Ferrières (Loiret), de Madame la baronne d'Abel de Chevallet, membre de notre Société depuis 1885. Quoique propriétaire de vastes domaines dans des contrées réputées plus heureuses, M^{me} de Chevallet aimait nos Alpes et passait de longs mois à Orpierre, pays de son mari. La plupart de nos confrères connaissent, au moins de nom, ce savant de grande espérance, Albin de Chevallet, mort en 1858, à 46 ans, dont l'œuvre capitale : *De l'Origine et de la formation de la Langue française*, couronnée par l'Institut, a été analysée dans notre Bulletin ¹. Femme d'esprit et de cœur, M^{me} de Chevallet était digne de lui par sa haute culture intellectuelle. Elle laisse deux filles M^{me} Chalus et Mlle Alix, peintre de talent, dont les tableaux, chefs d'œuvre de délicatesse et de sentiment ont été plusieurs fois admis au Salon.

M. MAURICE GARNIER.

Les journaux annoncent la mort de notre compatriote et confrère, M. Maurice Garnier. En attendant la notice détaillée qui lui est due, nous voulons, dès aujourd'hui, saluer respectueusement la mémoire de cet homme éminent.

R. C.

¹ Voir Notice sur M. de Chevallet et Analyse de son livre : *de l'Origine et de la formation de la Langue française*, par M. le chanoine Repelin. — Bulletin de 1883, pp. 45 et 250.

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE.

Un de nos compatriotes, qui habite en ce moment Paris, nous fait l'intéressante communication qui suit :

« Il y a quelques mois un cultivateur de Bosco Reale, près de Naples, sur les pentes du Vésuve, mit à jour les substructions d'une villa qui paraissait importante. Il les dégagea et trouva, tout au fond, un squelette d'homme sur un trésor d'argenterie et de monnaies d'or. Le propriétaire garda soigneusement son secret et fit passer son trésor en France où il était sûr de le vendre mieux qu'en Italie. Il vendit les monnaies d'or, au nombre de 900, à M. Rollin, marchand de médailles; ces monnaies sont presque toutes de Néron, et donnent l'histoire du règne de ce prince, pour ainsi dire jour par jour, avec une grande précision. Quant aux pièces d'argenterie, au nombre d'une centaine, et très diverses, soit comme dimension, soit comme valeur artistique, il les offrit au Louvre... où tout le monde peut les voir maintenant.

« Ce qu'il y a d'intéressant dans cette collection, c'est que c'est de l'argenterie appartenant à un particulier, et non le trésor d'un petit temple, comme presque tout ce qu'on avait trouvé de ce genre jusqu'à présent, notamment à Bernay (Bibliothèque nationale) et à Cologne (musée de Berlin). Ce sont des objets usuels, de petites tasses avec leurs petites cuillères, des plats de dimensions et de formes diverses, des aiguières et surtout un luxe extraordinaire de cuillères de toutes formes, droites, coudées, rondes, ovales. Un plat fait pour être suspendu comme ornement à la muraille, présente au fond le buste en fort relief du propriétaire, la tête rasée, les oreilles saillantes, la figure glabre, le buste drapé, comme tous les Romains du premier siècle.

« Mais voici les deux pièces capitales. Ce sont deux coupes autour desquelles sont gravés au repoussé et reciselés des squelettes deux par deux, jouant de la lyre, tenant des masques tragiques ou comiques, des papyrus, des sacs et des bâtons de philosophe, enfin toute une série d'objets destinés à faire reconnaître leur identité. En outre, et ce qui est plus sûr, l'artiste a gravé leurs noms à côté d'eux : ce sont Euripide, Archiloque, Ménandre, Aristote, Epicure, etc., tous les grands poètes, les grands philosophes de l'antiquité représentés par des squelettes, et, outre leur nom, on lit, à côté d'eux, des légendes ironique : vis, bois, joue, etc. Le sens saute aux yeux : vois tous ces grands hommes : ce ne sont que des squelettes ; toi, profite de la vie .

« Cette découverte est du plus haut intérêt ; elle vient confirmer ce que nous lisons dans le *Festin de Trimalcion*, de Pétrone, sur l'usage des Romains de prodiguer dans les festins les images de la mort, pour engager les assistants à bien profiter de la vie, puisque la mort ne pouvait tarder à venir ».

Nous ajouterons qu'on peut voir aussi dans une préoccupation de ce genre, une preuve de l'épais matérialisme où étaient tombées les classes éclairées de la société païenne. La pensée de la mort assaisonne mal les festins de ceux qui voient en elle la porte ouverte sur la vie future d'une âme spirituelle.

Nous engageons ceux de nos confrères qui auront l'occasion d'aller à Paris, ou qui l'habitent, à aller visiter ce trésor archéologique ; les journaux nous apprennent, d'ailleurs, (*Le Figaro* du 29 février) que le Louvre vient de compléter cette collection par une nouvelle acquisition de même origine, qui la rend véritablement unique en son genre.

DÉCOUVERTE SCIENTIFIQUE.

Nous ne pouvons pas laisser passer ce trimestre sans indiquer au moins l'importante découverte qui en immortalisera la date. Nous voulons parler de la *photographie*, ou d'une manière plus générale, de la *vision à travers les corps opaques*. Si tous les journaux, feuilles éphémères qui meurent le jour de leur apparition, en ont entretenu leurs lecteurs, ce n'est pas une raison pour nous taire, nous qui demeurons dans les bibliothèques, et pour ne pas essayer, sans empiéter sur le domaine des publications spéciales, d'en donner une idée à ceux de nos confrères à qui manque soit le loisir, soit le goût de compulser leurs pages quelquefois arides.

Nous savions que la prétendue opacité des corps n'est que relative à notre puissance de vision, et que les corps les plus compacts, comme les métaux ne sont, aussi bien que les gaz les plus légers, qu'un assemblage de molécules, plus ou moins espacées, entre lesquelles joue librement ce fluide infiniment subtil qu'on appelle l'éther, qui est lui-même l'agent par excellence de transmission de la lumière. Or, on comprend que, si les rayons lumineux projetés par les objets en observation, passent facilement à travers l'air atmosphérique pour impressionner la plaque photographique, ils puissent également, si leur intensité est modifiée dans son essence ou dans son mode d'énergie traverser d'autres milieux, moins diaphanes que l'air sans doute, mais moins denses que le corps dont ils émanent.

Le problème consistait donc à trouver l'agent modificateur de la lumière, ainsi que les moyens d'application de son énergie, et il est arrivé pour ce problème, qui était depuis quelques temps à l'ordre du jour de la science, ce qui s'était autrefois produit pour la découverte du calcul infinitésimal ou intégral. Pendant que Leibnitz trouvait le *calcul différentiel*, Newton exposait le *calcul des fluxions*, qui en est comme la contre épreuve ; aujourd'hui, tandis qu'en Allemagne le docteur Röntgen produisait la lumière *cathodique*, invisible à nos regards, des

rayons X, qui vont chercher dans les profondeurs de la matière le corps plus opaque dont on veut saisir l'aspect, un français, M. Le Bon, qui poursuivait depuis deux ans de patientes recherches sur la photographie *à travers les corps opaques* à l'aide de la lumière ordinaire, en donnait le résultat à l'Académie des sciences, le 27 janvier, presque simultanément avec celui des expériences de Röntgen.

Dans les deux cas, c'est la plaque photographique qui est la base d'action et c'est l'électricité qui est l'élément d'énergie : là-bas, à l'état dynamique, au moyen d'un courant Rhumkorf, traversant un tube de Crookes, ici, en France, à l'état presque statique, par l'effet probable de réaction des deux plaques de métal différend, (plomb et fer) placées devant une lampe à pétrole ordinaire, ou même à la lumière solaire ; dans le premier cas, le professeur Röntgen obtient ses « *rayons obscurs X* » qui traversent certains corps à l'exclusion de certains autres, que pénètre au contraire, dans le second cas, la « *lumière noire* » de M. Le Bon.

Sans nous permettre d'émettre un avis sur la question d'origine de ces phénomènes, nous croyons pouvoir souscrire à l'opinion émise à ce sujet par M. Le Bon lui-même. Considérant que « nous nous trouvons en présence d'un mode d'énergie qui n'est pas de la lumière, puisqu'il n'a plus qu'une partie de ses propriétés et n'obéit pas aux lois de sa propagation », et que « ce n'est pas non plus de l'électricité, puisque l'électricité, sous ses formes connues, ne produit pas non plus les mêmes effets », il estime que « la lumière noire doit être considérée comme une force nouvelle ajoutée au petit nombre de celles que nous connaissons déjà ¹ ».

Il ne reste plus qu'à transmettre directement à la rétine de notre œil, naturellement réfractaire à cette lumière

¹ *Revue scientifique* du 22 février 1896. « *La nature et les propriétés de la lumière noire* » par M. G. Le Bon. (Communication présentée à l'Académie des sciences le 17 février 1896 et faisant suite à celle du 27 janvier, par M. d'Arsonval).

spéciale¹, les effets pour lesquels nous sommes, pour le moment, obligés d'emprunter l'intermédiaire de la plaque photographique. Ce pas serait déjà en voie d'être franchi si nous en croyons les expériences du docteur Salvoni, de Pérouse, avec son *cryptoscope*. C'est bien alors que la chirurgie pourra utiliser pratiquement la découverte, et lui donner le véritable sens des *inventions* de cet ordre, qui est le soulagement des maux de l'humanité.

∴

NOUVELLE LITTÉRAIRE.

Sous ce titre : « *Accords plaintifs* », notre compatriote, Mlle Maria Court, vient de publier à Nice², sous le patronage du journal *Le Petit Poète*, un recueil de touchantes élégies, où des sentiments toujours vrais sont exprimés en une versification facile et correcte.

La pensée générale de ce petit recueil se trouve, à notre sens, admirablement dégagée et synthétisée dans le sonnet de notre confrère M. E. Sibour, qui lui sert de frontispice, et que nous reproduisons ci-après :

A Mlle Maria Court d'Aiguebelle.

Soumis dans un creuset, à la chaleur intense,
L'or doit être fondu pour se purifier ;
Il faut au cœur humain l'excès de la souffrance,
Le creuset du malheur, pour le sanctifier...

Le poète et l'apôtre ont la même existence,
Ils doivent être prêts à la sacrifier ;
Grand exemple ! il était de la plus pure essence,
Celui qui pour nous tous se fit crucifier.

Quelle fatalité ! quel terrible mystère !
Les bons semblent voués au malheur sur la terre,
Peut-être pour servir d'holocauste aux méchants.

Voilà pourquoi, chrétienne, en souffrant le martyre,
Dans vos écrits rayonne un celeste sourire,
Et vos plaintes ne sont que des accords touchants.

Gap, ce 12 février 96.

E. SIBOUR.

¹ Expériences de MM. Dariex et de Rochas. *Revue Scientifique* du 29 février 1896.

² Plaquette in-8° de 40 p. avec préface d'Augustin Anglès. — 1896. Nice, Association poétique des Alpes-Maritimes et de la Provence, 21, rue d'Angleterre. Prix : 1 fr.

NOUVELLES LOCALES.

Nous avons appris avec plaisir que, par délibération du 15 décembre dernier, approuvée par décret du 24 janvier 1896, le Conseil municipal de Gap, prenant en considération un vœu émis par la *Société d'Études*, a donné à l'une des rues de Gap le nom révérend de PASTEUR.

Malheureusement ce n'est pas la rue de l'*Égoût*, comme nous le demandions, qui a perdu, en cette occasion, son nom peu... intéressant; mais, comme naguère St-Étienne pour Jean Marcellin, c'est St-Christophe qui, cette fois, a cédé le pas.

Nous estimons qu'il serait préférable d'imposer les noms des hommes célèbres aux rues ou places qui n'en ont pas encore ou qui n'ont que des noms sans signification, tels que *Rue Neuve*, *Grande Rue*, etc., que de risquer, en changeant un nom positif, d'effacer un souvenir de l'histoire ou de l'ancienne topographie locales. Dans cet ordre d'idées la Municipalité avait eu, l'année dernière, la main plus heureuse en donnant à la ci-devant *Rue Neuve*, le nom de CARNOT, qui a le mérite de perpétuer la mémoire du passage à Gap, en 1890, du Chef de l'État.

* .

ORGUE DE CHŒUR DE LA CATHÉDRALE DE GAP.

Notre dernier Bulletin de l'année 1895, relatait l'inauguration solennelle de la cathédrale de Gap et annonçait la mise en œuvre de l'orgue d'accompagnement ou de chœur; l'instrument a été inauguré le 22 février. Nous ne reviendrons pas sur les détails donnés par les journaux locaux sur cette fête artistique; mais il appartient à une publication comme la nôtre de renseigner les hommes spéciaux et les amateurs sur les conditions techniques que présente cet instrument, construit par un artiste très distingué. M. Abbey, de Versailles, est, en effet, connu dans cette branche de l'art industriel pour imprimer à ses œuvres le caractère d'originalité, c'est-à-dire d'invention, qui est le propre des maîtres.

L'orgue de chœur de la cathédrale de Gap est composé

de dix jeux, douze registres et sept pédales de combinaison¹.

Les claviers sont disposés sur un meuble ou console disposé en avant du buffet de l'orgue.

La soufflerie est composée de deux réservoirs superposés dont l'un alimente spécialement les moteurs. Toute la soufflerie est mise en mouvement par un levier qu'un enfant peut faire agir.

Les registres se tirent ou se poussent au moyen de petits boutons disposés à droite et à gauche des claviers, et dont le mouvement, de deux centimètres environ, est aussi aisé que celui des registres d'un simple harmonium².

Le pédalier, de trente touches (*ut* à *fa*), est établi sur le modèle nouveau qui a eu l'approbation de tous les grands organistes, surtout pour l'exécution de la musique classique.

Au-dessus du pédalier se présentent les sept pédales de combinaison, entre autres, « l'Expression » établie sur un nouveau système en bascule qui en facilite singulièrement le jeu. On a encore attiré notre attention sur celle de ces pédales qui appelle, préparés à l'avance à la volonté de l'organiste, les jeux de fonds du clavier du « grand orgue »³.

¹ Les registres sont :

1^{er} clavier « Grand orgue » 56 notes :

1^o bourdon, 16 pieds.

2^o montre, 8 pieds.

3^o Flûte harmonique, 8 pieds.

4^o bourdon, 8 pieds.

5^o prestant, 4 pieds.

2^e clavier, « Récit expressif » 56 notes.

6^o viole de gambe, 8 pieds.

7^o cor de nuit, 8 pieds,

8^o voix céleste, 8 pieds.

9^o flûte octoviante, 4 pieds.

10^o trompette harmonique, 8 pieds.

Registre du pédalier, 30 notes.

1^o sous-basse, 16 pieds.

2^o basse, 8 pieds.

² Ce résultat est obtenu au moyen de moteurs d'un système spécial à la maison Abbey et pour lequel une demande de brevet est, nous dit-on, déposée.

³ Cette pédale est particulière, croyons-nous, à la maison Abbey, qui sait en faciliter le fonctionnement par un système de moteurs à air comprimé.

Les jeux de l'orgue sont d'ailleurs harmonisés et égalisés « de main d'ouvrier », comme on disait au XVII^e siècle pour les œuvres littéraires ; l'orgue est doux, et il est cependant d'une puissance suffisante pour remplir la cathédrale, ainsi qu'on a pu en juger pendant la cérémonie d'inauguration.

Mais combien complexe est ce bel instrument, qui ne comprend pas moins de vingt mille pièces de toutes dimensions!¹. Aussi l'on a pu dire sans exagération que l'orgue, produit d'une tradition plus de dix fois séculaire² de tâtonnements et d'études, est l'organisme artificiel le plus complet et le plus parfait qui existe : il est bien, comme le disait éloquemment Mgr Berthet, le 22 février, l'analogue, dans les temples, du concert infiniment varié dont la nature, dans l'immensité, réjouit l'oreille du Créateur.

Nous prions nos lecteurs de nous pardonner l'étendue relative de cette notice ; nous avons eu en vue de leur faire désirer encore davantage et hâter de leurs vœux l'installation des grandes orgues, dont celles-ci nous donnent seulement l'avant-goût. Espérons que, comme celles-ci, aussi, et dans la large mesure que comporteront leurs dimensions, elles réaliseront les progrès dont l'Industrie française a maintenant repris la tête dans cet art³ comme dans les autres, et feront de notre cathédrale des Alpes ce qu'elle est déjà au point de vue architectural, la *Métropole* des églises du Midi.

Célestin ROCHE.

¹ L'organisme a coûté 40.000 francs. Le buffet, en noyer des Alpes, a été exécuté sur fonds de l'État ; la dépense est d'environ 3.000 francs.

² « L'orgue pneumatique était déjà en usage au temps de St-Jérôme. Il fut introduit en Occident, au VIII^e siècle, par Charlemagne qui, ayant reçu cet orgue en cadeau de l'Empereur Constantin Copronyme, fit faire, d'après ce modèle plusieurs orgues dont parle le Moine de St-Gall.... Dès le IX^e siècle les facteurs d'orgues allemands avaient une grande renommée. » — *Les Arts au Moyen-Age*, par Paul Lacroix (Bibliophile Jacob).

³ Voir dans la *Revue scientifique* (Revue Rose) du 25 janvier 1896, l'article de M. G. Grilhé sur les *Grandes orgues électriques*.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE.

103. — **Le Musée de Montpellier, son passé, son présent et son avenir**, par P.-J. Itier, avocat à la cour d'appel. membre de la Commission des acquisitions des tableaux du musée, conseiller général des Hautes-Alpes ; 16 p. in-8°. — Montpellier, imprimerie G. Firmin et Montane, 1895.

104. — **Étude du médailler** de *M. le professeur Bouisson*, doyen de la Faculté de médecine de Montpellier, par le même ; 26 p. in-8°. Montpellier, imprimerie Martel aîné, 1895.

105. — **Hiatus et lacune**. *Vestiges de la période de transition* dans la grotte du Mas-d'Azur par Ed. Piette. Extrait des bulletins de la Société d'anthropologie de Paris ; 44 p. in-8°. Beaugency, imprimerie Laffray, 1895.

Accords plaintifs. *Recueil de poésies*, par Maria Court d'Aiguebelle ; IV 34, petit in-8°. Nice, Association poétique des Alpes-Maritimes et de la Provence, 21, rue d'Angleterre, 1896.

La Meije, *dans l'image*, avec 4 dessins par Paul Guillemain ; 32 p. petit in-8°. Typographie Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères, Paris, 1895.

Histoire illustrée des Rues de Grenoble par Henry Rousset et Edouard Brichet ; grand in-8° 226 p. Imprimerie Baratier, 24, rue Alsace-Lorraine, Grenoble, 1893.

107. — **Le pont des Tourelles à Orléans. — Étude sur les ponts au moyen-âge** par A. Collin, inspecteur général des ponts et chaussées, ancien président de la Société *archéologique et historique de l'Orléanais* ; ouvrage posthume, avec atlas in-f°, en VII planches, publié par cette société. Grand in-8° XVIII — 634 p. Orléans, Herluison, libraire, 1895.

108. — **Monographie de Veynes** par M. l'abbé Allemand ; 28 p. in-8°. Gap, imprimerie Richaud, 1890.

109. — **Note sur la bataille de Mont-Seleucus**, par le même. (Tirage à part de l'article paru dans le Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes), 1893. 12 p. in-8° ¹⁾).

110. — **L'Église des Marroons**, poème en trois chants, par le même ; in-8° de 23 p. Gap, imprimerie Jouglard, 1889.

111. — **Bibliographie des travaux scientifiques**, publiées par les sociétés savantes de France, par J. Deniker ; Tome I, 1^{re} livraison. Paris, imprimerie nationale, 1895.

112. — **Le Magasin Littéraire** ; 3^e année, n° 11, novembre 1895. Administration : Paris, 66, rue de Verneuil.

Souï leï Mèle, — Sous les Mèlèzes. — Nouvelle franco-provençale par Eugène Plauchud. — Plaquette, in-8°, de 20 p. — Digne, imprimerie Chaspoul et V^{re} Barbaroux, 1896.

113. — **In Morte di Cesare Cantù, a cura della famiglia.** — In-4° de 276 pp. avec 4 lithographies. — Milan, typogr. Bernardoni di C. Rebeschini, 11 mars 1896.

¹⁾ « La station de Mons-Seleucus, dans les Hautes-Alpes, a conservé avec raison le privilège de préoccuper les historiens et les archéologues. M. l'abbé Allemand, qui s'est déjà signalé par de nombreux travaux d'érudition, reprend ce point controversé. Dans sa *Note sur la bataille de Mont-Seleucus et le prétendu lac de Chabestan*, il établit que la bataille a eu pour centre la Beaumette et que le lac n'a jamais existé que dans l'imagination de Ladoucette ». (*Le Polybiblion*, mars 1894).

LISTE DES PÉRIODIQUES

REÇUS PENDANT LE 2^e SEMESTRE 1895.§ I. — *Périodiques publiés à Paris.*

- Revue des travaux scientifiques (comité des travaux historiques); tome xv. n^{os} 1, 2, 3, (tome xiv, n^o 12), tome xv, n^{os} 1, 2, 3 4, 5, 6, 7, 8.
- Bulletin historique et philosophique (comité des travaux historiques et scientifiques); année 1894, n^{os} 3 et 4; année 1895, n^{os} 1 et 2.
- Bulletin du comité des travaux historiques et scientifiques (section des sciences économiques et sociales); congrès des sociétés savantes de 1895.
- Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques; année 1894, 2^e livraison.
- Le monde moderne; juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1895.
- Feuille des jeunes naturalistes; juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1895.
- Magasin pittoresque; 1^{er} et 15 juillet, 1^{er} et 15 août, 1^{er} et 15 septembre, 1^{er} et 15 octobre, 1^{er} novembre, 1^{er} et 15 décembre 1895.
- Journal des cultivateurs; du n^o 27 au n^o 34, de 34 à 40, 41 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51.
- Polybiblion, partie littéraire, 3^e livraison et partie technique, 9^e livraison; septembre 1895.
- Bulletin de la société de topographie; juillet, août, septembre 1895; n^{os} 7, 8, 9.
- Spelunca*. — Bulletin de la société de spéléologie; première année; 1^{er} trimestre 1895¹.
- Monuments parisiens (bulletin de la société des); n^{os} 33-34; (fin du 18^e volume et 9^e volume).

¹ C'est avec plaisir que nous saluons l'apparition de cette publication à laquelle l'exploration des Hautes-Alpes tournira, sur les indications de notre vaillant confrère M. David Martin, des matériaux abondants et particulièrement intéressants.

§ II. — *Périodiques publiés dans les départements.*

- ALAIS. — Mémoires et comptes rendus de la société scientifique et littéraire ; année 1894, tome xxv.
- ALBY. — Revue du département du Tarn ; 2^e série, 4^e année, n^o 3, mai-juin ; n^o 4, juillet-août ; n^o 5, septembre-octobre ; n^o 6, et novembre-décembre 1895.
- ANNECY. — Revue Savoisienne ; 36^e année, juin-juillet 1895 ; août-octobre.
- AUTUN. — Société d'histoire naturelle ; 7^e bulletin 1894.
- AUXERRE. — Bulletin de la société des sciences historiques et naturelles ; 1895, 49^e volume ; 20 août.
- AVIGNON. — Mémoires de l'académie de Vaucluse ; tome xiv, 1895, 3^e et 4^e trimestres.
- BEAUNE. — Société d'archéologie et de littérature ; mémoires ; année 1894.
- BELFORT. — Bulletin de la société Belfortaine d'émulation ; n^o 14, 1895.
- BÉZIERS. — Bulletin de la société archéologique ; 3^e série, tome I, 1^{re} livraison.
- BOURGES. — Mémoires de la société historique du Cher ; 1894-95, 4^e série 10^e volume.
- CAMBRAI. — Mémoires de la société d'émulation ; tome XLIX.
- CARCASSONNE. — Mémoires de la société des arts et des sciences ; tome vii, 2^e partie, 1895.
- CHAMBÉRY. — Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, mémoires et documents ; tome xxxiv, (ix de la 2^e série).
- CHALON-SUR-SAÔNE. — Bulletin de la société des sciences naturelles ; 21^e année, nouvelle série, n^{os} 1, 2, 3, août, septembre, octobre 1895 ; n^o 4, novembre 1895.
— Mémoire de la société d'histoire et d'archéologie ; tome viii, 1^{re} partie, 1895.
- COMPIÈGNE. — Bulletin de la société historique ; tome viii.
— Bulletin, procès-verbaux, rapports et communication diverses ; tome iv, 1895.
- DAX. — Société de Borda ; 20^e année, 1895, 2^e et 3^e trim.

- DIGNE. — Bulletin de la société scientifique et littéraire ,
les 4 trimestres de 1895, n°s 56 à 59 inclus.
- DJON. — Mémoires de la société bourguignonne de géographie
et d'histoire; tome XI, 1895.
- ELBEUF. — Bulletin de la société d'études des sciences
naturelles; 1891, 1^{er} et 2^e semestres; procès-verbaux
18 novembre 1895.
- ÉPINAL. — Annales de la société d'émulation du départe-
ment des Vosges; LXX^e année, 1895.
- ÈVREUX. — Société libre d'agriculture, sciences, arts et
belles-lettres; 5^e série, tome II, 1894.
- FONTAINEBLEAU. — Annales de la société historique et
archéologique du Gâtinais; 3^e et 4^e trimestre 1894,
1^{er} trimestre 1895.
- GRENOBLE. — Le Dauphiné; juillet, n° 1830 à 36; août,
n° 1838, 45; septembre n° 1846 à 50; 51 à 55; 56 à
59; 60 à 63.
- Bulletin de l'académie delphinale; 4^e série, tome
VIII, 1894.
 - Société des Touristes du Dauphiné; annuaire n° 20,
1894¹.
- LONS-LE-SAULNIER. — Mémoire de la société d'émulation
du Jura; 5^e série, 5^e volume, 1894.
- MARSEILLE. — Bulletin de la société de géographie; tome
XIX, n° 1; 1^{er} trim. 1895; n° 3, 3^e trim. 1895.
- Bulletin de la société de géographie; tome XX,
n° 4, 4^e trimestre 1895.
- MENDE. — Bulletin de la société d'agriculture, sciences et
arts; tome XLVI, avril-mai-juin et septembre-octo-
bre-novembre-décembre 1895.
- MONTPELLIER. — Revue des langues romanes; 1895, n° 7,
juillet; n°s 8 à 12, août, décembre 1895.
- Bulletin de la société languedocienne de géogra-
phie; tome XVIII, 2^e et 3^e trim. 1895.

¹ A remarquer dans cet annuaire les articles suivants: 1^o *Une excur-
sion au Pelvoux*, par le capitaine X; 2^o *Ascension de la pointe Joanne*,
par M. Henri Ferrand, notre confrère, avec les illustrations annexées:
Le Mont-Viso, la *Mège*, les glaciers du *Râteau* et du *Vallon*.

- MONTBRISON.** — Bulletin de la Diana ; janvier-mars 1895, tome VIII, n° 1, supplément et n° 4, octobre-décembre 1895.
- NANTES.** — Bulletin de la société des sciences naturelles de l'ouest ; tome V, 3^e et 4^e trim. 1895.
- Annales de la société académique ; volume 6 de la 7^e série, 1895, 1^{er} semestre.
- NARBONNE.** — Bulletin de la commission archéologique ; 1895, 2^e semestre.
- NEVERS.** — Bulletin de la société Nivernaise des lettres, sciences et arts ; 3^e fascicule du tome VI de la 3^e série.
- NICE.** — Annales de la société des lettres, sciences et arts ; tome XIII, 1891 ; tome XIV, 1894.
- NIMES.** — Bulletin de la société d'études des sciences naturelles ; janvier-juin 1895 ; nos 1 et 2 ; juillet-septembre 1895, n° 3.
- Mémoires de l'académie de Nimes ; 7^e série, tome XVII, année 1894.
- ORANGE.** — La Provence artistique ; 1^{er} au 15 juin, juillet, août, septembre, octobre, 1^{er} novembre, 1^{er} et 15 octobre.
- ORLÉANS.** — Bulletin de la société archéologique et historique ; tome XI, n° 155, 1^{er} et 2^e trimestre 1895.
- Table des mémoires et bulletins 1848-1894.
- PÉRIGUEUX.** — Bulletin de la société historique et archéologique ; tome XXII, 5^e livraison.
- Bulletin de la société historique et archéologique du Périgord ; tome XXII, 4^e livraison, juillet-août 1895 ; table analytique des procès-verbaux (1874 à 1893).
- PERPIGNAN.** — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales ; 36^e volume, 1895.
- POITIERS.** — Bulletin de la société des antiquaires de l'ouest ; 2^e trimestre 1895.
- PUY (LE).** — Mémoire de la société agricole et scientifique ; 1891-92-93.
- ROCHECHOUART.** — Bulletin de la société des amis des sciences et des arts ; tome V, n° 11 ; mai 1895 ; juillet 1895 ; novembre 1895.

SAINTES. — Revue de Saintonge et d'Aunis ; 1^{er} juillet 1895, 15^e vol., 4^e livraison ; 1^{er} septembre, 15^e vol., 5^e livraison ; 1^{er} novembre, 15^e vol., 6^e livraison.

SENS. — Société archéologique, bulletin, tomes XVI et XVII.

TOULOUSE. — Bulletin de la société archéologique du midi ; série in-8°, n^o 15, 16.

VALENCE. — Bulletin de la société d'archéologie de la Drôme ; juillet 1895, 114^e livraison ; octobre, 115^e liv.

— Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers ; 15^e année 1895, livraisons 97 à 103 inclusivement¹.

VENDÔME. — Bulletin de la société archéologique du Vendômois ; tome XXXIV, 1895.

§ III. — *Périodiques publiés dans les colonies.*

BONE. — Bulletin de l'académie d'Hippone ; 1894, n^o 7 ; comptes rendus des réunions, année 1894, pages 49 et suiv. ; 1895, pages 9 et suivantes.

HIPPONE (académie d'). — Comptes rendus des réunions ; année 1895.

ORAN. — Bulletin de géographie et d'archéologie ; tome tome XV, fascicule LXV, avril à juin 1895 ; fascicules LXVI à LXVI, juillet à décembre 1895.

TUNIS. — Revue Tunisienne ; n^o 7, juillet 1895 ; n^o 8, octobre 1895.

§ IV. — *Périodiques publiés à l'étranger.*

MILANO. — Archivio storica Lombardo ; seria terza, fasc. VII, 30 septembre 1895.

TORINO. — Rivista storica italiana ; anno XII^e, luglio-settembre, fascicolo III, 1895.

— Atti della reale academia della scienze ; vol. XXX, dispense 5^a, 6^a, 7^a, 8^a, 9^a, 10^a, 11^a ; osservazioni meteorologiche fatte nell'anno 1894, all'osservatorio della reale università di Torino.

¹ Nous signalons, dans les livraisons 99 à 102, une liste des *Bénéfices et bénéficiaires du Rosaritis*, diocèse de Gap, par notre confrère M. le chanoine Guillaume. En outre, dans la 102^e, une intéressante lettre de M. J. Roman, sur la question de St-Démétrius.

NOTICE HISTORIQUE
SUR
L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS
DES HAUTES-ALPES

Par M. C. ROMIEU.

V. — 1862 à 1870.

AMÉLIORATIONS. — CONSTRUCTION D'UN
LOCAL SPÉCIAL.

Pendant l'hiver de 1861 à 1862 des cas de fièvre typhoïde se déclarèrent à l'École normale. Deux élèves succombèrent à cette maladie¹ dans la chambre de la cuisinière transformée en infirmerie. L'infirmerie proprement dite, dont parlait le Directeur en 1851 était, je crois, occupée par l'aumônier. Quoique on fût au mois de février, la température était néanmoins considérablement radoucie et il se produisit quelques orages. L'École fut licenciée pour un mois.

En **1862**, le Rapporteur de la Commission de l'Instruction publique du Conseil général disait, en parlant de l'École : « Une somme de 300 francs serait indispensable pour doter cet établissement d'une infirmerie dont la nécessité n'a été que trop impérieusement démontrée par la double perte qui, pendant un mois, a forcé de suspendre les travaux de l'École.... M. le Préfet fait connaître, dans son rapport, que l'insuffisance du bâtiment ne permet pas d'y trouver une place convenable pour l'infirmerie, ce qui est cause, en cas de maladie, que les élèves sont soignés dans le dortoir commun. Le Conseil départemental de l'Instruction publique a exprimé le vœu, dans sa dernière réunion, de voir cesser cet inconvénient.

¹ L'un en janvier l'autre en février.

« Le propriétaire d'une maison voisine a offert de louer, moyennant 300 francs, un local au deuxième étage parfaitement convenable à cet affectation. Cette amélioration a nécessité l'augmentation du chiffre inscrit à l'article 7 du budget de l'École normale qui est porté à 1.700 fr. au lieu de 1.400 francs ».

Le budget de l'École fut approuvé avec cette augmentation.

Le rapporteur demandait encore au Conseil de se joindre au vœu exprimé par le Directeur afin d'obtenir du Ministre de l'Instruction publique une fontaine destinée à fournir les eaux nécessaires pour donner à l'enseignement agricole un plus efficace développement.

On fit droit à toutes ces demandes et l'année suivante, c'est-à-dire en **1863**, on constatait que l'École était dans un état satisfaisant sous tous les rapports.

En **1864**, dans l'exposé de la situation de l'Empire, le Ministre de l'Instruction publique¹ disait, en parlant des Hautes-Alpes : « la population a si bien pris l'habitude de donner l'instruction primaire à ses enfants que les écoles sont pleines, mais la prison de Briançon a été vidée plusieurs fois cette année ».

D'autre part, le Rapporteur de l'Instruction publique au Conseil général disait :

« Nous n'avons que des éloges à donner à notre École normale ».

Le Ministre ayant adressé à tous les membres des Conseils généraux une circulaire le engageant à établir des commissions cantonales pour étudier la formation et la marche des orages sur le sol de la France, le Conseil général des Hautes-Alpes vota 50 francs applicables à l'achat d'instruments météorologiques pour l'École normale en exprimant le regret de ne pouvoir voter davantage. Des observations météorologiques furent immédiatement commencées à l'École normale de Gap et ont été continuées sans interruption depuis cette époque.

¹ M. Darry.

En **1865**, le Rapporteur de la Commission d'Instruction publique au Conseil général constate que « l'École normale est dans l'état le plus prospère... »

Dans une lettre datée du 9 août de cette année, M. le Ministre de l'Instruction publique recommandait à M. le Préfet d'appeler, d'une manière toute spéciale, l'attention du Conseil général sur l'institution de l'École de Cluny, qui venait d'être créée pour fonder en France et y développer l'enseignement professionnel; aussi la Commission de l'Instruction publique proposait à la réunion du Conseil général, de cette même année, le vote d'une somme de 800 francs pour que le nom des Hautes-Alpes fût « le premier inscrit sur la liste de ceux qui auront concouru à cette entreprise si éminemment utile dans ses résultats pour nos populations ».

Le Conseil s'associant aux conclusions de la Commission votait, pour une bourse à donner au concours à l'école professionnelle de Cluny, la somme de 800 francs, cette somme devait être prise sur le budget de l'École normale au moyen de la réduction de deux bourses départementales. L'année suivante eut lieu le concours pour l'obtention de cette bourse qui fut accordée à un ancien élève de l'école normale de Gap. Le département maintint cette bourse pendant six ans.

Le 4 novembre, dans une de ses réunions, la Commission de surveillance décide que, conformément à la demande du Conseil agricole, il serait fait à l'École normale, pendant les fêtes de la semaine sainte, des conférences d'arboriculture en présence des élèves et du public, par le professeur vaclusien Brémont. Ces conférences furent répétées pendant plusieurs années.

En février **1866**, M. Escoffier, qui dirigeait notre École normale depuis quatorze ans, fut nommé directeur de l'École normale des Bouches-du-Rhône et remplacé à Gap par M. Ronin.

Le décret du 2 juillet 1866 rendit obligatoires dans les écoles normales plusieurs branches de l'enseignement qui, jusqu'à ce jour, avaient été facultatives, et en intro-

duisit de nouvelles. Ce décret porte que l'enseignement est spécial aux élèves de chaque année, sauf pour l'écriture, le dessin, le chant et la gymnastique où la réunion des années peut être autorisée. Pour satisfaire à ces exigences, la Commission de surveillance demanda la nomination d'un troisième maître interne.

En outre, M. le Ministre ayant exprimé le désir de voir organiser dans l'école un atelier de reliure destiné à exercer les élèves au cartonnage des livres, la Commission évaluait à 150 francs les frais d'établissement et demandait que cette dépense fût prélevée sur les bonis de l'École. Mais ces bonis n'étaient que fictifs comme on put s'en convaincre les années suivantes¹.

En **1867**, l'École normale continue à donner de très bons résultats. Plusieurs améliorations importantes y ont été introduites. La nomination d'un troisième maître interne a permis de développer l'enseignement. Des maîtres externes ont été adjoints pour le dessin, la gymnastique, l'agriculture et la reliure. Enfin le cabinet de sciences physiques a été complété par l'achat de plusieurs instruments.

Tous les cours y sont organisés conformément à la circulaire ministérielle de 1866 soit pour les matières essentielles, soit pour les matières accessoires prescrites ou recommandées.

En **1868**, une panique causée par la maladie d'un élève, qui malheureusement succomba le 18 février, malgré tous les soins qui lui furent donnés, fit licencier l'école au printemps pour une durée de trois semaines.

A partir de la rentrée et pendant toute l'année **1869**, l'état sanitaire ne laissa rien à désirer. A cette époque une demande fut faite pour compléter les agrès et appareils de gymnastique. Il fut même présenté au Conseil général un projet de gymnase couvert dont l'installation complète devait coûter 5.100 francs. Mais au milieu des préoccupations de l'année **1870** ce projet fut ajourné.

¹ Registre des délibérations de la Commission de surveillance.

Cependant, en **1871**, le Conseil départemental, dans un rapport fait en vue de la réunion du Conseil général, s'exprimait de la façon suivante :

« Les tristes et malheureux événements qui ont rempli la seconde moitié de l'année 1870 n'ont pas réagi d'une manière bien sensible sur la situation de l'instruction primaire dans les Hautes-Alpes..... Les cours d'adultes ont eu le plus à souffrir de nos malheurs publics ».

Cette année la Commission de surveillance de l'École normale constatait les bons résultats obtenus, soit durant le dernier exercice, soit pendant les années antérieures et rendait les meilleurs témoignages sur les efforts consciencieux et éclairés du Directeur et de tout le personnel de l'établissement.

En même temps, le Rapporteur de la Commission d'instruction publique au Conseil général, disait :

« Nous nous faisons un devoir et un plaisir de rappeler qu'après un examen de plusieurs heures fait à la fin du mois de juin dernier sur l'histoire et la géographie, études généralement trop négligées, M. Levasseur, membre de l'Institut, inspecteur général, a voulu témoigner sa satisfaction aux maîtres et aux élèves, et leur dire que dans le cours de son inspection il avait rarement rencontré un ensemble de réponses aussi satisfaisantes qu'à l'École normale de Gap ».

Le budget des dépenses de l'École normale pour l'année **1872** était de 27.165 fr.

Cette même année il était voté une allocation de 1.075 francs pour l'enseignement de l'italien et pour divers appareils et effets mobiliers destinés au service de l'École normale¹. Sur la proposition du Ministre l'école dut faire l'acquisition de deux nouveaux harmoniums.

En **1873**, dans sa session d'avril, le Conseil général des Hautes-Alpes, frappé de l'exagération toujours croissante des prétentions du bailleur de la maison occupée

¹ Séances du Conseil général et séance du 16 mars de la Commission de surveillance qui en donne la liste.

par l'École normale, maison qui était d'ailleurs en assez mauvais état, décida qu'un bâtiment spécial serait construit à Gap sur un terrain près de la pépinière. Il réalisa à cet effet, au prix de 29.000 francs, l'acquisition de ce terrain qui appartenait à Mme veuve Berthelot et céda, au prix de 8.500 francs à la ville de Gap, la maisonnette et le jardin situés à côté du pont de Bonne.

Plusieurs projets de construction furent dressés par divers architectes : mais chacun d'eux donna lieu à des observations soit de la part de quelques membres du Conseil général, soit de la part de M. le Recteur. Le dernier projet dressé par M. Bousquet, architecte à Marseille, avec le concours de M. Bontoux¹, conseiller général et sous les yeux même de M. le Recteur, obtint enfin l'approbation de M. le Ministre de l'Instruction publique.

On procéda alors à l'adjudication des travaux, et, le 16 janvier 1875, cette adjudication fut tranchée au profit du sieur Soulet (Maurice) qui était à cette époque entrepreneur à Serres. Le rabais fait par cet entrepreneur était de 11 %, ce qui réduisait le montant du détail estimatif de 127.551 francs à 113.520, non compris la somme à valoir pour travaux imprévus et honoraires de l'architecte évalués à 12.098 fr. 95.

Les travaux devaient être complètement terminés le 1^{er} octobre 1876, pour que l'installation des élèves dans le nouveau local fût faite à la rentrée des classes, le bail avec le sieur Falley, propriétaire de l'ancien local, prenant fin le 1^{er} janvier 1877.

A cette époque, les élèves-maitres de 3^e année faisaient le service de la surveillance auquel on les avait appelés depuis quelques années. Mais tout ne devait pas être pour le mieux, car, chaque année, des élèves démissionnaient pour quitter l'école. Il y eut jusqu'à trois démissions de ce genre durant le 1^{er} semestre de 1873. La Commission de surveillance pour enrayer ce mouvement, émit alors

¹ C'est M. Bontoux surtout qui avait critiqué au point de vue esthétique le projet de M. Goulain, architecte départemental.

le vœu que l'autorité compétente rappelât aux élèves et aux parents les engagements souscrits et exigeât les remboursements des bourses ¹.

En **1874**, dans la séance du 26 octobre, le Rapporteur de la Commission de l'Instruction publique au Conseil général, après avoir proposé le vote d'une somme de 1.514 francs pour compléter le mobilier de l'École normale reconnu insuffisant, s'exprimait ainsi sur cet établissement :

« Des mutations dans le personnel des maîtres, des vacances qui n'ont pas été immédiatement remplies ont créé des difficultés à la direction comme au personnel. Cependant l'École a obtenu un très grand succès ».

D'autre part, le Directeur, en exposant à la fin de l'année la situation de l'École, faisait ressortir l'esprit d'ordre, de travail, de dignité personnelle, de respect de l'autorité, etc. qui animaient les élèves-maîtres.

Si le Conseil général des Hautes-Alpes a toujours cherché, même au prix de lourds sacrifices pour le département, à rendre son école normale prospère, celle-ci a eu plus d'une fois à souffrir de la nomination d'instituteurs préférés, pris en dehors de ceux qu'elle préparait. Nous ne voulons pas entrer dans le vif de cette délicate question ; aussi nous contenterons-nous de transcrire ici une partie du rapport de M. l'Inspecteur d'académie de Gap, au Préfet, pour l'année **1875**.

« En dehors des élèves de l'École normale, nous ne trouvons dans les écoles, pour instituteurs, que des hommes qui s'imaginent avoir fait tout ce qu'ils doivent quand ils ont appris machinalement à lire, à écrire et à compter aux enfants qui leur sont confiés. La culture de l'intelligence et du cœur ne semble pas être dans leurs attributions. Ce système a amené dans les Hautes-Alpes un abaissement considérable dans le niveau de l'instruction primaire.

¹ Registre des délibérations de la Commission de surveillance, séance du 23 juin 1873.

« Le remède à ce mal est de chercher surtout à prendre nos instituteurs parmi les élèves de l'École normale. Malheureusement, la position précaire qui leur est faite à la sortie de cet établissement, les détermine souvent à chercher une autre carrière. Il n'y a véritablement que ceux qui sont nés avec le goût de l'enseignement qui restent à leur poste, et alors ils font des instituteurs émérites, des hommes réellement précieux ».

L'inspecteur a vu le mal et il le signale en même temps que le remède. Mais comme s'il craignait d'en avoir trop dit, il continue ainsi : « Depuis quelques années surtout, le recrutement du personnel se fait bien. Il est facile de choisir les futurs instituteurs, qui se présentent toujours à l'examen d'entrée de l'École normale en nombre quintuple des admissions possibles ».

Le nombre des élèves de l'École normale était à ce moment de 35, savoir : 12 en 1^{re} année, 15 en 2^e et 8 en 3^e.

En **1876**, l'Inspecteur d'académie constate que les examens trimestriels fournissent la preuve du travail et des progrès des élèves, en même temps que de la sollicitude éclairée dont ils sont l'objet de la part de leurs professeurs.

Il dit aussi que le recrutement de l'école se fait facilement et que bientôt un nouveau local, mieux approprié à sa destination spéciale, offrira à chaque service l'emplacement et la distribution qui lui sont propres.

Mais le matériel d'enseignement est incomplet ou en mauvais état. Les tables et les bancs sont à renouveler ; l'école annexe n'a pas de mobilier scolaire. La bibliothèque n'offre aux maîtres et aux élèves que peu de ressources. D'autre part « l'enseignement agricole et industriel, qui serait si utile pour le pays, est encore à créer ».

Le rapport, très détaillé, de la Commission spéciale du Conseil général, relative au local en construction, dit en particulier : 1^{re} que de nombreuses dépenses non prévues ont dû être faites dès le début, soit pour asseoir solidement les fondations, soit pour d'autres besoins urgents ;

2° Que les travaux restant à exécuter pour le fonctionnement utile de l'École normale, aux termes des deux devis supplémentaires fournis par M. Bousquet, l'architecte, s'élèveront à 27.652 fr. 74.

On devait en outre déplacer la croix de mission qui était devant l'école et dont la maçonnerie de l'énorme piédestal masquait à la fois le nouvel établissement et l'avenue d'Embrun. Toutefois ce n'est qu'en janvier 1882 que cette croix fut déplacée ou plutôt rasée.

Le nouveau local pour l'École normale était livré à sa destination le 1^{er} octobre 1876.

Mais dès sa première session de l'année **1877**, le Conseil général reconnaissait qu'il y avait lieu de faire subir à ce bâtiment neuf, de nombreuses réparations et modifications.

Et pourtant, de 120.000 francs, estimation primitive, le prix de la construction s'était élevé à 163.306 fr. 82 plus 8.165 fr. 34, pour honoraires de l'architecte, ce qui faisait en tout 171.472 fr. 16. L'État accordait sur ce chiffre la somme de 80.000 francs.

Le 10 avril 1877, le Conseil général votait encore, pour supplément de dépenses à faire à l'École normale, la somme de 7.974 francs.

Lors de la réception définitive de la construction, l'entrepreneur Soulet présentait le décompte général suivant :

Dépense totale.....	164.850 fr. 85
Sur laquelle il a été payé.....	152.520 20
Il reste à payer...	12.330 65
Les honoraires de l'architecte s'élèvent à.....	8.242 fr. 54
Sur lesquels il a reçu.....	5.181 »
Il lui reste dû.....	3.061 fr. 54
Il restait donc à payer	15.392 fr. 19

Mais en présence des négligences considérables signalées par plusieurs de ses membres, le Conseil général considérait qu'il y avait lieu d'éprouver de sérieuses inquiétudes sur la solidité des constructions. Il désignait une Commission de trois membres (MM. Bayle, Tanc, Margot-Duclot), pour examiner l'ensemble des travaux et arrêter définitivement le décompte.

En 1878, le 10 avril, cette Commission faisait connaître l'état déplorable des bâtiments de l'École normale. Le Conseil général avait cru prendre toutes les précautions pour arriver à bien faire et c'est le résultat inverse qui avait été obtenu.

On reconnaissait à ce moment, mais trop tard, que l'avant projet du regretté M. Goulain, n'était pas aussi légèrement fait qu'on l'avait supposé, et que cet architecte avait eu raison de dire dans un rapport du 8 juillet 1873 :

« Ne regrettera-t-on pas les économies qu'on croit faire de sommes qu'il faudra dépenser plus tard ».

On décida alors de charger M. Chaudier, architecte départemental, de se livrer à l'examen approfondi des lieux; et de faire un rapport.

M. Chaudier déposait son rapport le 18 juillet 1878. Il présentait le détail des déficiences de la construction et évaluait à 16 530 fr. 55 les dommages intérêts qui pouvaient être exigés pour maléfçons, emploi de mauvais matériaux, peu de solidité du bâtiment, etc. Il était d'avis que tous les défauts provenaient du fait de l'entrepreneur. Cependant il convenait que l'architecte, ayant dirigé et reçu les travaux, devait être responsable, conjointement avec l'entrepreneur.

Ce rapport fut communiqué aux intéressés.

Le Conseil général donnait à M. le Préfet le pouvoir nécessaire pour traiter et au besoin pour intenter une action judiciaire.

L'architecte et l'entrepreneur se soumirent à l'arbitrage de M. l'Ingénieur en chef du département de Vaucluse qui décida : qu'une retenue de 7.280 francs pour l'entrepre-

neur et une de 1.820 francs pour l'architecte serait faite sur les sommes qui leur restaient dues par le département.

En 1879, le 28 août, le Conseil général homologua cette sentence arbitrale et autorisa M. le Préfet à affecter aux diverses réparations exigées par les bâtiments de l'école, la somme de 9.100 francs, montant des réductions opérées.

Quoi qu'il en soit, l'École normale, installée dans ses nouveaux bâtiments, avec ses collections, son outillage scolaire, fonctionna avec une régularité parfaite, ainsi qu'en témoigne le rapport de la Commission de l'Instruction publique au Conseil général le 21 août 1879. Cette Commission se plait à rendre justice à l'habileté du Directeur et au zèle que montrent les professeurs aussi bien que les élèves.

En juillet 1879, 18 élèves-maitres prirent part aux examens du brevet de capacité ; tous furent déclarés dignes du brevet simple et huit obtinrent la mention de certaines matières facultatives.

La loi du 9 août 1879, venait de rendre obligatoire, pour chaque département, l'établissement de deux Écoles normales. L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de cette loi dit en effet :

« Tout département devra être pourvu d'une École normale d'instituteurs et d'une École normale d'institutrices¹, suffisante pour assurer le recrutement de ses instituteurs communaux et de ses institutrices communales ».

Comme on peut le voir, la dernière partie de ce paragraphe indique nettement le désir formel que le recrutement des instituteurs communaux soit assuré au moyen des élèves-maitres préparés à l'École normale. Elle répond donc à l'idée que nous avons vue exprimée dans le rapport d'un inspecteur d'académie au préfet, en 1875 (voir page 99). Aussi va-t-on s'efforcer à partir de ce

¹ Ces établissements devaient être installés dans le laps de quatre ans à partir de la promulgation de la loi.

moment de recruter l'École normale de telle façon qu'elle puisse assurer elle-même le recrutement des instituteurs communaux dans le département. On veillera, d'autre part, à ne pas nommer d'instituteur nouveau qui n'aurait pas été préparé à l'École normale, tant qu'un élève sorti de cette école restera à placer.

VI. — 1880 à 1886.

L'ÉCOLE PROSPÈRE.

En octobre 1879, l'École normale avait 34 élèves-maitres dont 12 en troisième année, 12 en seconde et 10 en première. L'État fournissait 9 bourses 1/4 et le département 19. Tous les élèves de troisième année étaient pourvus d'une bourse entière.

Quelques élèves de troisième année furent autorisés, en mars 1880, à tenter l'épreuve du brevet simple dans les conditions déterminées par la circulaire ministérielle du 11 octobre 1879 ; 3 seulement réussirent.

L'Inspecteur d'académie¹ ; dans son rapport au Préfet en 1880 s'exprimait ainsi :

« Les examens d'admission à l'École normale attirent chaque année un nombre assez considérable de candidats ; il y en avait 43 en 1877, 45 en 1878 et 53 en 1879. L'établissement se recrute donc sans difficulté. Mais la préparation de ces candidats laisse généralement à désirer ; de 13 à 16 ans, la plupart ne travaillent pas sérieusement ; ils piétinent sur place pour ainsi dire. Cela vient surtout de ce que nous n'avons rien dans le département pour combler la lacune qui existe entre l'école élémentaire et l'école normale. L'organisation des écoles primaires supérieures remédiera sans doute à cet état de choses

« Il est désirable que le programme d'examen d'admission soit étendu. Il convient en outre, pour éviter des erreurs

¹ M. Fauré.

toujours difficiles à réparer, que cet examen soit moins sommaire, et qu'il ait lieu à l'École normale même où les aspirants déclarés admissibles pour les épreuves orales seraient retenus pendant huit jours au moins.....

« L'enseignement comprend toutes les matières du programme sauf les langues vivantes.....

« Les promenades et les excursions scientifiques n'ont pas été négligées. Tout en travaillant à enrichir les collections de l'École, la plupart des élèves ont entrepris des herbiers qui restent leur propriété, et qu'ils pourront compléter plus tard. Ils ont visité quelques exploitations agricoles et les établissements industriels les plus remarquables de la région.

« Le maître de gymnastique donne aux élèves deux heures par semaine et ces deux heures sont partagées en trois séances, communes à toutes les divisions, qui sont exercées au maniement des armes ».

Le temps consacré à la gymnastique était auparavant d'une heure. La Commission de surveillance le trouvant insuffisant avait demandé deux heures.

Dans son remarquable rapport M. l'Inspecteur passe en revue les diverses parties qu'il y a lieu de considérer dans une école normale. Il rappelle notamment les conditions déplorable dans lesquelles a été bâti le local : aucune salle n'a été disposée en vue de l'enseignement du dessin ; les corniches sont en mauvais état, les galandages s'écroulent, l'eau n'arrive plus à la cuisisine malgré les dépenses considérables faites à ce sujet, etc.

D'ailleurs, dans le compte-rendu de la séance du Conseil général du 7 avril 1880, alors qu'il s'agissait de construire une maison pour l'École normale des filles dont les élèves étaient en ce moment pensionnaires au couvent de Saint-Joseph, il est dit : « Les déboires que nous avons éprouvés à l'occasion de la construction de l'École normale de garçons, ne doivent pas être oubliés ; il nous font, au contraire, une obligation étroite de prendre toutes nos garanties, en procédant, dans cette nouvelle construction, avec prudence et maturité ».

Certes, le Conseil général, qui avait fait construire l'École normale des garçons, croyait s'être entouré de toutes les précautions voulues pour que ce local fût dans les meilleures conditions : on sait qu'il n'y avait pas complètement réussi. Néanmoins il ne faudrait pas vouloir prendre à la lettre le rapport de l'honorable docteur Rozan à la séance du Conseil général du 20 août 1880, sur les causes de l'état sanitaire de l'École à ce moment. Ce rapport, que nous nous contentons de signaler, demandait quelques améliorations, mais il pourrait porter à croire, à qui ne connaît pas la position occupée par le local de l'École, que ce local est placé dans les plus tristes conditions au point de vue de l'hygiène, ce qui est inexact.

Il convient d'ajouter aussi que deux élèves, envoyés malades chez leurs parents, moururent au bout de quelque temps. Toutefois, il m'a été dit que les conditions hygiéniques qu'ils rencontrèrent dans leurs familles étaient loin de valoir celles de l'École.

C'est à partir de 1880 que l'enseignement agricole, qui avait toujours été donné à l'École normale, commença à y être fait théoriquement par le professeur départemental d'agriculture nommé conformément à la loi du 16 juin 1879.

En 1881, par suite d'améliorations faites au local, celui-ci se trouva parfaitement aménagé au point de vue hygiénique. L'infirmerie qui était au premier étage fut installée au deuxième. Les trois pièces dont elle se compose sont exposées au midi, séparées du dortoir par deux cloisons, et assez isolées du reste de la maison.

Des ventouses, des vasistas et des cheminées d'appel furent établis au dortoir et à la salle d'étude. Le corridor du premier étage fut ajouré et aéré par la démolition de deux cloisons. Le jardin fut aussi l'objet d'un meilleur aménagement, grâce au dévouement des élèves qui y consacrèrent, pendant plusieurs mois, toutes leurs récréations. Le mobilier fut complété et la bibliothèque s'enrichit d'un bon nombre d'ouvrages intéressants accordés par M. le Ministre de l'Instruction publique.

Le nombre des élèves était de 34: 15 se présentèrent en juillet aux examens du brevet de capacité, savoir, 8 de troisième année et 7 de deuxième; tous furent jugés dignes du brevet simple et deux obtinrent le brevet facultatif. Cinq s'étaient d'ailleurs présentés en mars et un seul avait été ajourné.

Dans son rapport au Préfet pour l'année 1880 à 1881, M. l'Inspecteur d'académie dit que la situation morale et matérielle, pendant l'année courante, de l'École normale d'instituteurs de Gap, a été bonne à tous égards.

Le recrutement paraît assuré pour l'année suivante par un nombre suffisant de candidats inscrits. Les examens et le séjour des aspirants à l'École normale pendant une semaine, prescrits par une circulaire ministérielle récente vont permettre à la Commission d'être mieux fixée sur leur aptitude.

L'enseignement a produit de bons résultats. On a organisé pour les élèves de troisième année les conférences pédagogiques du dimanche, et il y a lieu d'être satisfait de cette innovation. Cette conférence est d'ailleurs indépendante de la leçon spéciale de pédagogie que chaque division reçoit séparément toutes les semaines.

L'enseignement littéraire est sans contredit celui pour lequel les élèves-maitres montrent le moins d'aptitude, et cela tient à ce que la partie littéraire a été jusqu'ici négligée ou mal enseignée dans nos écoles primaires.

L'École s'est enrichie de nombreux instruments de physique et de collections importantes.

On pourrait désirer, dit M. l'Inspecteur, que les élèves « fussent moins apathiques, qu'ils eussent plus d'initiative, qu'ils fussent plus ouverts, plus confiants; leurs maitres les connaîtraient mieux alors et seraient plus à même de leur donner les conseils dont ils ont tant besoin »: et il ajoute: « Tous les efforts des maitres tendent à développer chez nos futurs instituteurs le sentiment si grave de la responsabilité et à leur donner une bonne tenue. A ce double point de vue, il y a beaucoup à faire: car, il faut bien l'avouer, l'éducation première fait complètement

défaut chez les élèves qui nous arrivent à un âge où les habitudes sont fortement enracinées, et ce n'est qu'à force de constance, de persévérance, de fermeté, de conseils que l'on obtient quelque amélioration ».

L'année 1881 vit se produire *d'importantes réformes* :

1° par application de l'article 1^{er} de la loi du 16 juin 1881, le prix de la pension fut supprimé, et la gratuité absolue établie; d'autre part un décret du 28 juillet fixait l'âge d'admission des élèves entre 16 et 25 ans;

2° les directeurs furent déchargés de la besogne purement matérielle et économique par la création de l'emploi d'économe¹, confié, sous caution, à un maître-adjoint de l'École;

3° un maître surveillant fut nommé, ce qui dispensa les maîtres-adjoints d'une surveillance intérieure assidue, en même temps on augmenta les traitements;

4° des professeurs spéciaux pour chaque faculté furent institués (deux pour les lettres et deux pour les sciences) :

5° des sorties autorisées par le Directeur, les dimanches, devenaient un excellent moyen disciplinaire;

6° un concierge fut installé en même temps que l'économe;

7° satisfaction fut donnée à une demande faite précédemment pour qu'un jardinier fût attaché à l'établissement. M. le Ministre de l'Instruction publique inscrivit au budget de l'École pour 1882 un crédit de 1.000 francs pour le traitement de ce jardinier, et l'emploi fut confié à un ancien élève de la ferme école de Bertaud ;

8° enfin des modèles en plâtre furent envoyés pour l'enseignement du dessin artistique.

En 1882 l'École comptait 32 élèves dont 8 en troisième année et 12 dans chacune des deux autres.

Les 12 élèves de deuxième année se présentèrent en mars au brevet et 10 furent reçus.

La loi du 28 mars 1882 sur l'obligation de l'enseignement primaire étant censée exiger un plus grand nombre

¹ Au début, cette création fut cause de quelques difficultés, car certains directeurs tenaient à cette fonction. Celui de Gap en particulier

d'instituteurs, on proposa l'admission de 15 élèves en première année, et l'on exigeait en même temps des candidats le certificat d'études primaires.

Le bâtiment de l'École se trouvant maintenant favorisé aux divers points de vue de la situation, de l'exposition, de l'espace et du matériel, l'établissement allait continuer à fonctionner d'une façon parfaite ainsi qu'en témoigne le très remarquable rapport de l'Inspecteur d'académie¹ au Préfet. Je ne puis résister au désir de donner un extrait de ce rapport :

« Avec un bâtiment agréable, bien exposé, spacieux, dans la plus belle situation de la ville, l'École normale de Gap présente tous les avantages matériels qu'on peut désirer. J'ai remarqué particulièrement les soins que mettait M. le Directeur à éveiller chez les élèves, ordinairement lourds et renfermés, cette expansion si naturelle à l'adolescence, la libre initiative, les sentiments de solidarité et de responsabilité.....

« L'enseignement scientifique, grâce aux dons importants de M. le Ministre, à la multiplicité des expériences et des manipulations, à la création d'un jardin botanique, etc., a pris un nouvel essor. L'enseignement littéraire, moins en honneur l'an dernier, a profité beaucoup depuis; ce progrès s'explique par la part plus large qui a été faite cette année au travail personnel, aux lectures, à la réflexion.....

« L'application et le travail des élèves ont été très satisfaisants cette année. Leur esprit est excellent; leur naturel, bon et paisible, est un peu lourd et enveloppé. Des efforts sérieux ont été faits pour les dégager de cette rudesse primitive et leur donner une allure plus libre et plus sociable. C'est là un côté très important de l'éducation, car l'instituteur doit avoir, pour faire de bons élèves, l'expansion, l'entrain, et cette étincelle de feu sacré sans laquelle il n'y a pas de véritable bon maître.....»

Dans son rapport M. l'Inspecteur sollicitait la création,

¹ M. Cazes.

à l'École normale, d'un cours de sylviculture, bien utile dans un pays où le reboisement rencontre, en raison de la nature du sol et de préventions invétérées, tant de difficultés et de résistances.

Un vœu fut émis dans ce sens par le Conseil général, et M. le Ministre de l'Instruction publique, par décision du 6 novembre de la même année, autorisa la création du cours, fixa à deux heures par semaine la durée de cet enseignement pour les élèves de troisième année et alloua 600 fr. d'indemnité au professeur.

Cet enseignement fut alors confié à un inspecteur des forêts jusqu'à la fin de 1895 où une décision du Ministre de l'Instruction publique du 9 octobre vint le supprimer par raison d'économie.

En 1883, l'augmentation du nombre d'élèves nécessite un accroissement correspondant des dépenses. Elles s'élèvent à 43.780 fr. tandis que le nombre des élèves-maitres est de 39.

D'importantes améliorations ont été apportées dans la situation matérielle de l'École normale; une vaste salle de récréation bien aérée, cimentée, a remplacé une pièce étroite et malsaine où les élèves étaient entassés pendant la mauvaise saison.

Le laboratoire a été disposé près du cabinet de physique et un classement régulier et méthodique de tous les instruments et appareils a été fait.

Le cabinet du Directeur, installé au centre de la maison, permet au chef de l'établissement d'exercer une surveillance incessante sur le fonctionnement des divers services. Mais il serait nécessaire, pour que l'organisation des locaux fût complète, de faire restaurer les corniches qui croulent.

D'autre part, beaucoup d'arbres fruitiers furent plantés au jardin mieux aménagé, et la Commission de surveillance demanda que l'eau du canal de Gap fût amenée sur la partie la plus élevée des terrains dépendant de l'École. Il est fait droit à cette demande l'année suivante.

Le plan d'études du 3 août 1881 avait été fidèlement suivi. Un décret du 9 janvier 1883 supprima définitivement les aumôniers des écoles normales, laissant aux élèves-maîtres toute liberté d'action pour pratiquer les exercices religieux suivant leur conscience¹.

Dans son rapport au Préfet, l'Inspecteur d'académie² constate néanmoins que la situation morale à l'École normale de garçons est satisfaisante, et il ajoute :

« Les élèves, bien que d'une intelligence ordinaire, d'une nature un peu apathique, ont fourni la somme de travail nécessaire pour assurer le succès de leurs examens ».

Des progrès avaient été réalisés dans l'étude des doctrines pédagogiques en même temps que dans la pratique de cette science ; mais l'enseignement civique et moral³, auquel les élèves n'étaient pas préparés par leur instruction première, ne répondait pas aux résultats qu'on en attendait. D'un autre côté, l'enseignement littéraire eut à souffrir du changement trop fréquent des professeurs.

Au concours régional agricole, qui eut lieu cette année là à Gap, plusieurs élèves obtinrent des récompenses. L'École elle-même reçut une médaille d'or pour l'ensemble de son exposition. En somme, l'École, ainsi que le disait M. l'Inspecteur, était en voie de progrès et prête à répondre aux besoins de plus en plus pressants de l'enseignement primaire.

Mais le recrutement devenait de plus en plus difficile. Pour compléter le contingent, en 1882, il avait fallu demander aux départements voisins trois candidats ; les aptitudes physiques étaient, chez la plupart, fort médiocres, et la préparation antérieure souvent très défectueuse. Aussi l'administration se plaint-elle de la désertion et de l'inaptitude des candidats à l'égard d'une carrière qui fut toujours en honneur dans les Hautes-Alpes.

¹ L'aumônier de l'école normale de Gap était l'abbé Templier, prêtre très instruit qui était attaché à l'École depuis l'année 1851.

² M. Rey.

³ Cet enseignement, d'abord tracé par les circulaires du 17 novembre 1883, a été définitivement fixé par le règlement du 18 janvier 1887.

Le nombre des élèves à admettre cette année fut fixé à quinze.

Pendant l'année 1884 le personnel enseignant s'efforce de rehausser les études littéraires en engageant les élèves à lire davantage, à entrer dans l'intérieur des grands écrivains, à voir au-delà et au-dessus des simples questions d'orthographe.

La bibliothèque de l'École et ses collections scientifiques continuaient à s'enrichir de divers dons du ministère. Diverses publications périodiques, des livres et des jeux étaient mis à la disposition des élèves, en même temps qu'on apportait une attention toute spéciale à la qualité et à la quantité de leur nourriture.

En 1885 M. le Ministre de l'Instruction publique, par une décision du 30 janvier, approuvait le projet des travaux de réfection de la toiture et des corniches du bâtiment de l'École normale d'instituteurs dont le devis s'élevait à 24.003 fr. 93; il accordait une subvention de 12.000 francs, c'est-à-dire la moitié de la dépense, le Conseil général ayant voté lui-même l'autre moitié l'année précédente. Ces réparations furent faites pendant les vacances d'août et septembre.

Dans son rapport au Préfet, l'Inspecteur d'académie dit que l'École a grandi dans la considération dont elle jouit à Gap, grâce à la tenue correcte des élèves et à leur politesse qui s'est épurée.

Mais la mise en pratique des règlements de 1881 s'était faite avec plus ou moins d'incertitude, ce qu'il est facile d'admettre dans une rénovation aussi complète que celle dont les écoles normales furent alors l'objet. Le régime libéral ne fut pas toujours bien pratiqué, et il fallut un certain temps pour que les élèves-maitres pussent se rendre compte que la vraie liberté consiste, non dans le pouvoir de tout faire, mais seulement dans le mérite de faire le bien par choix.

Le véritable esprit des nouveaux programmes ne fut pas toujours bien compris, et il y eut des tâtonnements qui entravèrent les succès, ce qui fut cause, en partie,

d'une certaine faiblesse des élèves aux examens de capacité à cette époque. D'ailleurs, il n'y avait pas lieu d'en être fort étonné, si l'on considère que le recrutement de l'École normale devenait de plus en plus laborieux malgré l'indulgence du jury, et que les candidats reçus, étaient quelquefois d'une insuffisance notoire.

En 1886, M. le docteur Blanc, médecin de l'École, fait remarquer que l'Infirmerie est tout à fait insuffisante et qu'il est impossible de faire de l'isolement lorsque une maladie est à l'état d'incubation. Il n'y a même pas, dit-il, de lieux d'aisance, et si l'on veut vider un vase, il faut traverser tout le dortoir. Le Conseil général prenant note de cette observation prie M. le Préfet de demander un devis à M. l'architecte.

Cependant M. l'Inspecteur d'académie¹ constate que la situation de l'École normale est satisfaisante sauf l'insuffisance de la préparation des élèves avant leur entrée à l'École, et le nombre toujours restreint des candidats, deux causes qui rendent le recrutement de plus en plus difficile et qui par suite ont nui aux écoles normales.

Mais bien autrement grave a été l'atteinte portée aux écoles normales d'instituteurs des départements pauvres, tels que les Hautes-Alpes, par l'article 6 de la loi du 30 octobre 1886. Cet article dit que l'enseignement dans les écoles mixtes doit être donné par des institutrices.

On sait que la plupart des communes des départements pauvres ne peuvent fournir que des écoles mixtes, et par suite tout département qui est dans ce cas est condamné à tomber en quenouille, c'est-à-dire à voir ses instituteurs remplacés par des institutrices. En remplaçant l'homme par la femme le législateur a eu en vue l'économie qui en résulte.

Il serait pourtant facile de donner des raisons nombreuses et autrement importantes à l'encontre de cette législation; mais nous ne pouvons le faire dans cette courte notice, car il nous faudrait parler surtout, en même temps

¹ M. Derennes.

que de la situation de la femme, des exigences de plus en plus pressantes de l'enseignement agricole, de la gymnastique et des cours d'adultes, ces derniers si nécessaires dans les petites communes comme celles qui composent presque en totalité notre département. Nous dirons seulement que la question législative des écoles mixtes, jointe à cette autre question encore plus grave de la nomination d'instituteurs stagiaires non sortis de l'École normale, sont surtout celles où l'on doit chercher les causes de dépérissement des écoles normales d'instituteurs des départements peu fortunés tels que celui des Hautes-Alpes.

La fâcheuse année 1886 donna les inondations de novembre qui occasionnèrent à l'École normale de Gap de sérieux dégâts. Les caves furent envahies par les eaux. Une partie du jardin au confluent de Bonne et de la Luye fut profondément ravinée. Enfin la solidité du local fut quelque peu compromise par les infiltrations.

VII. — 1887 à 1896.

DÉCADENCE; — NOUVELLE MENACE D'ANNEXION.

En **1887**, l'effectif de l'école était de 41 élèves dont 13 en troisième année, 14 en deuxième et 14 en première. Dans ce nombre 5 élèves de deuxième année et 6 de première avaient été pris sur les listes supplémentaires des départements voisins.

Le nombre des professeurs, laissé incomplet depuis trois ans, venait d'être complété par la nomination d'un nouveau maître de l'ordre littéraire, de sorte que le personnel enseignant était ainsi composé : le directeur, le professeur chargé de l'économet, deux professeurs de sciences, deux professeurs de lettres et le directeur de l'école annexe.

Pendant cette année quelques réformes importantes furent introduites dans les écoles normales. Le régime libéral mis, à l'épreuve depuis quelques années, fut consacré par le décret organique du 18 janvier 1887, décret

qui a limité entre 16 et 18 ans l'âge requis des candidats aux Écoles normales et qui a laissé aux élèves-maîtres toute facilité pour suivre les pratiques de leur culte.

On appela cette année à l'école normale de Gap les élèves à faire eux-mêmes le service de surveillance et à contribuer ainsi à leur propre éducation.

Toutefois la surveillance par les élèves avait été inaugurée par la circulaire ministérielle du 20 août 1880 qui dit, en parlant des écoles normales : « Les élèves dans leur ensemble sont chargés de veiller à l'exécution du règlement ; l'un d'eux, à tour de rôle est particulièrement préposé par simple mesure d'ordre aux divers offices de détail qu'exige la surveillance ».

Des cours de travaux manuels durent être organisés ; ils furent confiés à l'un des professeurs de l'École, ancien élève de Cluny, et l'on put constater, dès la première année, des progrès marqués pour les travaux du bois et du fer ¹.

L'École annexe était fréquentée par soixante-douze élèves parmi lesquels huit étaient préparés en vue de l'examen d'admission à l'École normale. L'enseignement pratique y était donné par un maître capable et expérimenté ; cinq élèves obtenaient le certificat d'études primaires et un autre était admis aux bourses de l'enseignement primaire supérieur.

Mais la situation matérielle de l'École normale ne répondait pas entièrement aux besoins du service. Par suite de l'importance accordée maintenant au dessin d'imitation et au travail manuel, il fallut aménager une salle pour cette dernière matière et apporter quelques modifications au mobilier de la salle de dessin.

D'autre part, l'installation de l'infirmerie laissait toujours à désirer ; de sorte que des cas de fièvre typhoïde s'étant montrés brusquement à l'École normale en décembre, on se hâta d'accorder des vacances à l'occasion de la Noël et du Jour de l'An afin de conjurer l'épidémie. Tou-

¹ Rapport de M. l'inspecteur d'académie.

tefois, un élève succombait quelque temps après être rentré dans sa famille.

Pendant l'année **1888**, l'École comptait 31 élèves-maitres, dont 14 en troisième année, 12 en deuxième et 5 en première.

L'effectif de la première année avait été réduit par suite de la diminution des besoins de l'enseignement primaire dans le département.

Dans son rapport annuel au Préfet, l'Inspecteur d'académie¹ demande la construction d'une annexe pour les travaux manuels et un meilleur aménagement de l'infirmerie. Il dit que les élèves sont soumis à la règle, laborieux, irréprochables dans leur tenue et dans leur conduite. Grâce au dévouement incessant du personnel et au travail assidu des élèves, les études se maintiennent à un niveau suffisamment élevé, quoique contrariées par un manque d'énergie morale et physique qui est le défaut inhérent au tempérament des élèves-maitres. Ceux-ci savent que le brevet supérieur n'est plus un titre facultatif, et que sous peine de déchoir, il y a pour eux nécessité à le conquérir. Ils travaillent avec persévérance, et ils en ont d'autant plus besoin que le recrutement laisse toujours à désirer. La préparation insuffisante des candidats à l'École normale tient à ce que dans beaucoup d'écoles primaires du département, le cours supérieur n'existe que de nom.

En **1889**, l'École normale ne comptait plus que 20 élèves, dont 9 en troisième année, 5 en deuxième et 6 en première. Cette première année, qui devait être d'abord de 10 élèves, fut arrêtée à 6 par suite du manque de candidats possédant le brevet élémentaire, ainsi que l'exigeaient les nouveaux règlements. On constate chaque année que les élèves admis laissent beaucoup à désirer sous le rapport de l'instruction et de l'éducation premières. Aussi la tâche des professeurs devient de plus en plus difficile, car il faut combler les lacunes de l'école primaire

¹ M. Meyer.

en même temps qu'on parcourt le programme des Écoles normales bien suffisant à lui seul pour occuper les trois années d'études,

Pourtant l'école est dans un état relativement satisfaisant. Toutefois, le Conseil d'administration insiste pour que l'atelier de travail manuel du fer soit plafonné afin de le rendre habitable en hiver et d'empêcher l'humidité de détériorer les outils. Sur sa proposition, M. le Ministre augmentait la ration de vin des élèves.

L'article 47 de la loi du 19 juillet 1889, sur l'instruction primaire ayant conféré aux écoles normales la personnalité civile, il fallut établir les droits respectifs du département et de l'École normale¹. A cet effet, M. le Préfet nomma, conformément à la circulaire du 28 décembre 1889, deux Commissions pour procéder au récolement du mobilier et du matériel existant tant à l'école d'instituteurs que dans celle d'institutrices.

Cette année-là, un crédit de 400 francs fut voté par le Conseil général à sa session d'avril pour l'enseignement de la vannerie aux instituteurs. Ils furent réunis pendant les vacances à l'École normale où un maître-vannier vint leur donner cet enseignement.

L'année 1890, indique la limite inférieure atteinte par l'effectif de l'École normale d'instituteurs de Gap. Cet effectif est alors réduit à 13 unités, savoir : 4 en troisième année, 6 en deuxième et 3 en première.

Le budget des dépenses étant à ce moment d'environ 36.000 francs, chaque élève-maître revenait par suite à près de 3.000 francs, dépense hors de proportion avec les résultats obtenus.

Le trop grand nombre d'élèves admis précédemment pour faire face aux besoins de la loi de 1882 d'une part, les nombreux instituteurs nommés aussi à ce moment-là et pris en dehors de l'école normale, les exigences du

¹ Cette même loi mit à la charge des départements l'entretien des bâtiments, du mobilier et du matériel d'enseignement ainsi que leur renouvellement.

brevet élémentaire et les limites restreintes d'âge pour les candidats à cette École, alors que le brevet leur permettait d'être placés comme instituteurs sans faire un stage de trois ans comme élèves-maitres, la direction des écoles mixtes confiée à des institutrices ¹, enfin le service militaire obligatoire pour tous, voilà les principales causes de cet abaissement de l'effectif dans nos Écoles normales d'instituteurs, car le département des Hautes-Alpes n'est pas le seul qui se soit trouvé dans ce cas : les statistiques qui ont été publiées en font foi.

Dans son rapport au Préfet pour l'année 1890, M. l'Inspecteur d'académie dit, en parlant de l'École normale, qu'il serait désirable, dans l'intérêt de l'émulation, que l'effectif fut bientôt ramené à 30 élèves, soit dix par promotion ; et il ajoute : « L'application de la loi militaire amènera sous les drapeaux un certain nombre de jeunes maitres qu'il faudra remplacer ; les élèves-maitres auront donc chance d'être tous placés à leur sortie de l'École, et si, contrairement à nos prévisions, le recrutement s'opérait mieux, l'effectif devrait revenir à ce qu'il était jadis ».

Préoccupé depuis longtemps du recrutement de l'École normale, le personnel enseignant de cet établissement avait demandé à maintes reprises l'adjonction à l'École annexe d'un cours complémentaire. Les élèves de ce cours auraient été nombreux ainsi que le faisaient espérer les demandes des familles, mais on n'avait jamais voulu accéder à ces demandes pour ne pas nuire, disait-on, au recrutement du cours supérieur ou complémentaire de l'École communale de Gap.

Cette diminution dans les effectifs allait avoir de graves conséquences pour notre École normale.

Par dépêche du 27 décembre 1890, M. le Ministre de l'Instruction publique estimant qu'il y avait lieu de mettre à l'étude la question de la fusion de l'École normale

¹ Une obligation adroitement fixée dans le dernier mot du 1^{er} paragraphe de l'article 6 de la loi du 30 octobre 1886.

d'instituteurs de Gap qui ne possédait plus qu'un effectif de 17 élèves-maitres, avec celle de Grenoble qui serait aménagée pour cela, invitait M. le Préfet des Hautes-Alpes à soumettre cette affaire au Conseil général pendant sa session d'avril. Une autre combinaison se présentait encore : M. le Préfet des Basses-Alpes proposait à la fois la fusion des deux Écoles normales, instituteurs et institutrices, avec celles de Digne, de telle façon que l'un des sexes aurait été à Gap et l'autre à Digne.

Cette dernière combinaison était certainement très avantageuse, Digne n'ayant pas de local pour les garçons et le département des Basses-Alpes présentant avec le nôtre plus d'analogies que l'Isère. Mais elle fut rejetée avec *protestation* par le Conseil général des Hautes-Alpes dans sa session d'**avril 1891**.

Le rapporteur, visant plus spécialement l'École d'instituteurs qui comptait en ce moment 16 élèves, disait :

« Elle nous a coûté en chiffres ronds 140.000 francs, dépense énorme que le plus pauvre département de France a engagée spontanément, donnant ainsi, l'un des premiers, l'exemple d'une création que la loi a rendue plus tard obligatoire. Ce serait bien mal reconnaître cette initiative si honorable, que de choisir ce département pour être l'une des premières victimes d'une concentration dont la nécessité absolue est loin d'être complètement démontrée. En effet, le recrutement du personnel des élèves-maitres est devenu difficile pour des causes multiples, les unes remontant à plusieurs années, les autres récentes ; or, il serait bien habile celui qui voudrait prophétiser quels seront, après une expérience durable, les effets de ces causes. N'est-il pas sage, dès lors, de maintenir le *statu quo* jusqu'à cette démonstration achevée ?

« Enfin, si le Gouvernement se croit suffisamment éclairé, pourquoi sacrifierait-il l'école normale de Gap plutôt que celle de Grenoble ? Si la fusion des deux écoles est indispensable, pourquoi ne se ferait-elle pas ici ?

« Notre climat est dur, la vie est pénible chez nous ; les enfants des Alpes élevés dans ce milieu, y passent leur

existence, supportent courageusement les difficultés accumulées par la nature, la pauvreté du sol et de ses habitants. Devenus instituteurs, ils transmettent à leurs élèves l'enseignement reçu de leurs maîtres : l'amour du pays natal, la grandeur de la lutte contre les éléments, le mépris des triomphes faciles.

« Transplantés dans cette grasse vallée du Graisivaudan, ils y trouveraient une autre Capoue et le jour où la désignation de leurs chefs les ramènerait dans nos maigres campagnes, ils n'aspireraient qu'à les quitter. Les sujets les moins capables et les moins méritants nous resteraient seuls au grand détriment de nos écoles ; les Hautes-Alpes deviendraient par la force des choses le pénitencier des instituteurs ».....

L'absence d'un inspecteur d'académie à Gap ne permit pas d'avoir pour cette année un rapport sérieux sur l'École normale, l'inspecteur primaire n'y ayant pas accès.

La vannerie, enseignée aux instituteurs pendant les vacances à l'École normale par un maître vannier d'Embrun, avait donné des résultats remarquables. Aussi le Conseil général vota-t-il une nouvelle subvention de 400 francs pour continuer cet enseignement.

En **1892** l'effectif des élèves-maîtres à l'École normale de Gap était remonté à 21. Mais le nombre des candidats continuait à rester insuffisant, et, comme le disait alors l'Inspecteur d'académie¹ dans son rapport au Préfet, la préparation de ces candidats, très insuffisante elle-même, avait sa source dans « la difficulté, presque l'impossibilité de se préparer au concours dans le département par suite du défaut d'enseignement primaire supérieur ».

Ainsi il est bien constaté que l'enseignement primaire supérieur fait défaut dans le département des Hautes-Alpes : mais que penser de cet entêtement à vouloir faire disparaître son École normale, seul établissement qui depuis 60 ans au moins y représente cet enseignement ?

¹ M. Leune.

Au lieu de créer autour de cette École, ainsi que les professeurs le réclament depuis plusieurs années, au moins des cours complémentaires pour la préparation des candidats, les professeurs s'offrant de donner eux-mêmes les leçons aux nombreux élèves qui demandent depuis longtemps à suivre ces cours, on cherche à supprimer l'École elle-même.

Pendant l'année **1893** les élèves-maitres sont au nombre de 27, savoir : 10 en première année, 9 en deuxième et 8 en troisième, dont 2 sont étrangers au département. Le recrutement est toujours difficile et pour les mêmes raisons que précédemment.

En parlant de l'École normale d'instituteurs dans son rapport annuel au Préfet, M. l'Inspecteur d'académie¹ s'exprime ainsi :

« Les professeurs, tous dévoués à leurs fonctions ne craignent pas d'abaisser le niveau de l'enseignement, de reprendre les éléments, de répéter ce qui n'a pas d'abord été compris. Comme les élèves ont en général bon esprit et bonne volonté, malgré leur indolence naturelle, les trois années d'études leur sont d'un grand profit et plusieurs (cette année, 6 sur 8) arrivent à obtenir le brevet supérieur.

« Ces résultats, dus d'ailleurs en partie à l'effort très sérieux donné dans la troisième année, encourageant sans doute les promotions suivantes malgré la grande faiblesse des élèves qui les composent. En deuxième année la partie littéraire surtout et la composition française sont faibles. En première année 6 élèves sur 9 ont grand peine à suivre les cours et ils auront à faire de grands efforts pour arriver au résultat souhaité.

« Nous devons donc, si l'on ne réagit pas, craindre beaucoup de l'avenir, et il est indispensable d'aider au recrutement de l'école si on veut qu'elle dure : il n'est pas nécessaire qu'elle reçoive plus d'élèves qu'elle n'en reçoit actuellement. Comme les écoles mixtes, très nombreuses

¹ M. Jombert.

dans le département, doivent être désormais d'après les instructions ministérielles¹ confiées de préférence à des institutrices, le nombre des postes à donner chaque année à de nouveaux instituteurs sera moins grand ; mais il est indispensable que les candidats nous arrivent mieux préparés et que le choix puisse être meilleur. Nous souhaitons que nos cours complémentaires récemment institués à Veynes, à Gap, au Monétier-de-Briançon, arrivent assez vite à nous fournir les candidats souhaités. Nous serions très reconnaissant au Conseil général de les y aider par la création de quelques bourses, très modiques, spécialement accordées à de futurs candidats à l'École normale ».

Le Conseil général prenant en considération l'heureuse idée de M. l'Inspecteur d'académie votait 750 fr. pour la création d'une bourse dans chacun des cours complémentaires de Veynes, Gap et Monétier-les-Bains. La Commission départementale devait désigner les boursiers. Pareille somme fut votée l'année suivante.

En 1894 le Conseil général, suivant le programme officiel, dut faire l'acquisition d'une carabine Flobert destinée aux exercices de tir à courte portée à l'École normale de garçons.

Cette école comptait alors 25 élèves dont 10 en troisième année, 9 en deuxième et 6 en première.

L'Inspecteur d'académie constate, dans son rapport annuel, que « les trois années d'études y sont très bien employées. Le directeur et le personnel de l'École se sont particulièrement appliqués à relever le niveau des études. En prenant cette année bénévolement la peine de corriger par correspondance les devoirs des futurs candidats, ils se sont efforcés d'améliorer le recrutement ; par l'institution de conférences bi-mensuelles demandées à des professeurs de la ville, par le soin tout particulier apporté aux lectures, par des leçons spéciales à l'école annexe, ils ont voulu donner à nos élèves ce qui leur manque surtout, l'activité et l'esprit d'initiative ; — enfin, ils ont voulu, en

¹ C'est la loi du 30 octobre 1886.

offrant à l'école même l'hospitalité aux anciens élèves qui font leur service militaire, exercer leur influence, même après les trois années d'études. Les résultats sont encore modestes, mais ils sont réels, et je puis dire qu'à l'École normale de Gap, trop peu nombreuse, trop mal recrutée, on a très sérieusement travaillé ».

Le 28 juin un violent orage s'abattit sur la commune de Rambaud et fit grossir démesurément la Luye. Cette petite rivière ayant débordé renversa, sur plus de 30 mètres de long, le mur de séparation de la pépinière et du jardin de l'École normale.

En **1895** l'École comptait 23 élèves, dont 8 en première année, 6 en deuxième et 9 en troisième. Ces 9 élèves de troisième année ont tous obtenu le brevet supérieur, savoir : 6 en juillet et 3 en octobre suivant. Il y a 40 candidats inscrits pour le concours d'admission, nombre qui n'avait pas été atteint depuis huit ans.

M. l'Inspecteur d'académie¹ constate dans son rapport annuel au Préfet que « le travail a été soutenu. Les élèves ont été stimulés dans leurs efforts par les encouragements et les conseils du directeur et des professeurs qui les visitent régulièrement en étude, par le contrôle régulier et minutieux de leur travail, par les comptes rendus hebdomadaires des notes, par les classements trimestriels ainsi que par l'envoi régulier de bulletins aux parents... »

Deux élèves, l'un de première année, l'autre de deuxième, durent quitter l'École, à la fin de l'année scolaire 1894-1895, pour insuffisance dans la note exprimant le résultat de leur examen.

Par un article additionnel à la loi de finances pour l'**année 1896** le Gouvernement proposait la suppression ou plutôt la fusion des Écoles normales dont l'effectif moyen des dix dernières années avait été inférieur à 30 élèves. Vingt-trois écoles de garçons parmi lesquelles celle de Gap, se trouvaient ainsi visées. Le Parlement

¹ M. Berteloot.

rejeta cet article qui bouleversait la loi sur l'obligation pour chaque département d'avoir à entretenir une École normale de chacun des deux sexes.

L'École normale d'instituteurs des Hautes-Alpes, privée d'un directeur titulaire dès la rentrée d'octobre, et durant près de 6 mois, puis d'un professeur de sciences au commencement de février 1896, s'est trouvée dans un état particulier de gêne fort préjudiciable à son bon fonctionnement.

Dix élèves avaient été admis en première année, dont huit élèves-maitres, un auditeur libre interne et un auditeur libre externe. Ce dernier ne jugea pas à propos d'user de la faveur qui lui avait été accordée. D'autre part l'un des meilleurs élèves de première année ayant demandé à passer à l'École normale d'Alger son transfèrement fut opéré, ce qui réduisit le nombre total des élèves à 20, savoir : 5 de troisième année, 7 de deuxième et 8 de première.

Quelques réparations durent être faites au local. L'une d'elles a eu pour effet de supprimer la margelle du puits et de le recouvrir. Il a été question, en outre, de doter le lavabo de trois *tubs* pour lesquels le Conseil général a voté la somme de 15 francs.

Le commencement de l'année 1896 a vu se former la *Société amicale des anciens élèves de l'École normale d'instituteurs des Hautes-Alpes* dont les statuts ont reçu l'approbation administrative le 17 février. Cette association a pour but de fortifier les sentiments de bonne camaraderie qui unissent les élèves de l'École. La plupart des anciens normaliens de Gap ont adhéré à cette société dont le comité d'administration doit publier chaque année un bulletin ; le premier numéro a paru en avril.

En terminant ici cette notice rappelons encore qu'une des principales causes qui ont nui à l'École normale de Gap a été la nomination à diverses époques d'instituteurs étrangers à cet établissement. Des nominations de ce genre ont même été faites quand des élèves-maitres restaient encore à placer. Peut-être n'y a-t-il eu là que des

accidents. Il convient d'ailleurs de reconnaître que depuis quelques années l'administration cherche à les éviter.

Ajoutons, pour être précis, qu'il y a aujourd'hui (avril 1896) dans les Hautes-Alpes encore les 9/28 des postes d'instituteurs occupés par des maîtres étrangers à l'École normale de Gap. En effet, à cette date, le nombre total des instituteurs en fonction dans le département est de 286, et sur ce nombre 194 seulement sont d'anciens élèves de l'École normale de Gap.

C. ROMIEU.

ANNEXES

En écrivant cette notice j'ai eu en vue deux choses : 1° faire revivre, auprès de nos anciens normaliens, le passé de l'établissement qui les a formés ; 2° chercher à fortifier, pour le présent, la vitalité trop souvent menacée de notre École normale en réunissant autour de son drapeau tous ceux qui s'intéressent à sa prospérité.

J'en ai pu découvrir aucun arrêté concernant la fondation de l'École normale de Gap ; mais il existe aux archives de la Préfecture de nombreuses lettres datées de 1832 et relatives à notre École.

Les unes sont des demandes faites par des pères de famille au Préfet pour qu'il veuille bien admettre leurs fils comme élèves-maitres. D'autres constituent une correspondance suivie entre le Ministre, le Préfet et le Recteur, relativement à l'établissement, l'organisation ou l'entretien de classes normales primaires (*sic*).

Dans une lettre du 7 août 1829 notamment, M. le Ministre dit qu'il pense que le Préfet engagera sans peine le Conseil général à voter les fonds nécessaires pour acquitter les frais de 1^{er} établissement et d'entretien. Le Ministre ajoutera d'ailleurs lui-même les sommes dont il pourra disposer à cet effet.

Le 13 août 1832, dans une autre lettre, le Ministre dit qu'il vient de recevoir la lettre par laquelle M. le Préfet l'informe que le Conseil général a voté la somme de 3.000 francs pour la fondation d'une école normale primaire.

Enfin, dans une circulaire du 28 août 1832, le Préfet prévient les élèves admis à suivre les cours que l'ouverture de l'École normale doit être faite dans peu de jours et qu'il serait nécessaire qu'ils fussent rendus à Gap le 1^{er} septembre prochain.

Voici un extrait d'un projet de règlement en 11 articles qui paraît avoir été appliqué dès la fondation de l'École normale primaire de Gap. Cette pièce ne porte toutefois ni date ni signature.

Projet de règlement pour l'École normale primaire de Gap.

ARTICLE PREMIER.

L'École normale primaire de Gap est destinée à former ou à perfectionner des instituteurs pour les communes du département des Hautes-Alpes.

ART. 2.

Seront admis aux cours de l'École des élèves internes et des élèves externes. Pour tous l'instruction sera gratuite.

Les élèves internes sont ceux auxquels sera accordée l'indemnité de séjour ; le nombre en sera limité suivant l'étendue des ressources.

Les élèves externes sont ceux qui seront admis à suivre les cours à leurs frais et sans indemnité. Leur nombre n'est pas limité.

ART. 3.

Nul ne sera admis à l'École soit comme élève interne, soit comme externe, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Il doit être âgé de 16 ans au moins ;
- 2° Produire des certificats attestant sa bonne conduite
- 3° Prouver, par le résultat d'un examen, qu'il sait lire et écrire correctement, et qu'il possède les premières notions de la grammaire française et du calcul.

ART. 4.

Les élèves admis avec jouissance de l'indemnité seront tenus de souscrire l'engagement d'exercer la profession d'instituteurs dans le département des Hautes-Alpes au moins pendant trois ans.

ART. 5.

Les élèves en âge de minorité qui voudraient obtenir l'exemption du service militaire, seront tenus de présenter le consentement de leur père, mère ou tuteur, à ce qu'ils s'engagent pour dix ans dans l'instruction publique comme

instituteurs communaux, sur lesquelles dix années, trois devront être consacrées au département. En cas de non accomplissement de ces conditions ils seront tenus au remboursement, etc.....

ART. 6.

Les inscriptions au rang d'élèves internes et externes auront lieu d'après les décisions du Préfet.

ART. 7.

Les élèves jouissant de l'indemnité seront placés dans une maison particulière à un prix de pension débattu entre le directeur et les élèves d'une part, et le maître de la pension de l'autre. Les élèves demeureront dans la même maison autant que leur nombre le permettra ; ils se déplaceront le moins possible.

ART. 8.

L'enseignement de l'École normale comprendra : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, l'arithmétique, y compris le système légal des poids et mesures, la grammaire française, les diverses méthodes d'enseignement, le dessin linéaire, l'arpentage et les autres applications de la géométrie pratique ; des notions des sciences physiques applicables aux usages de la vie ; les éléments de la géographie et de l'histoire de France ; enfin les élèves seront formés à la rédaction des actes de l'état civil et des procès-verbaux.

ART. 9.

L'enseignement sera réparti entre le Directeur de l'École et deux professeurs.

ART. 10.

Outre la partie de l'enseignement dont il est chargé, le directeur devra :

1° Surveiller les intérêts matériels des élèves jouissant de l'indemnité en ce qui concerne leur nourriture et logement ;

2° S'assurer de leur bonne conduite ;

3° Les inscrire et constater leurs progrès sur des registres ;

4° Veiller à ce qu'il soit fait à l'école un bon emploi du temps et à ce que les élèves ne s'absentent pas sans autorisation ;

5° Tenir la main à ce que le montant de l'indemnité mensuelle accordée à chaque élève soit d'abord appliquée au paiement du prix de la pension et à l'achat des objets nécessaires pour les études ;

6° Enfin se concerter avec les professeurs sur les moyens les plus propres à rendre de plus en plus l'enseignement efficace et rapide.

ART. 11.

Le cours normal sera ouvert le 1^{er} juin et clos le 1^{er} novembre de chaque année¹.

¹ Ce dernier article paraît avoir été ajouté postérieurement.

TABLEAU

DES

DIRECTEURS et des PROFESSEURS SPÉCIAUX de l'ÉCOLE NORMALE DE GAP
de 1832 à 1896.

DATE D'ENTRÉE	NOMS	FONCTIONS OU ENSEIGNEMENT	DATE DE SORTIE	MAITRE REMPLACÉ.
1832	FARNAUD.....	Secrétaire général, chargé de la direction.	1833	»
1833	Faure (Ambroise)	Mathématiques, sciences.	1850	(¹) »
—	ESMENJAUD....	Directeur, histoire et géogr.	1839	Farnaud.
—	Lambert	Français, écriture, pédagog.	1849	»
—	James (abbé)....	Instruction relig ^{se} ..	1840	»
—	Creste.....	Musique.....	1837	»
1839	COUTTOLENC...	Directeur.....	1846	Esmenjaud.
—	Vagnat	Surveillant, profes- seur en 1848.....	1852	Faure.
1840	Gérard (abbé)...	Aumônier.....	1851	James.
—	Bonnaud.....	Musique.....	1841	Creste.
1843	Bourck	Id.	1846	Bonnaud.
1846	CHAUTARD.....	Directeur.....	1852	Couttolenc.
1848	Marchand.....	Professeur.....	1860	Lambert.
—	Guérin.....	Musique.....	1854	Bourck.
1851	Templier (abbé)..	Aumônier.....	1883	Gérard.
1852	ESCOFFIER.....	Directeur.....	1866	Chautard.
—	Dusserre.....	Professeur.....	1853	Vagnat.
1853	Faure (Ambroise)	Professeur.....	1862	Dusserre.
1854	Rinck.....	Musique.....	1863	Guérin.
1860	Roustan	Professeur.....	1875	Marchand.
1862	Léotier (Joseph).	Professeur.....	1864	Faure.
—	Muller.....	Musique.....	1866	Rinck.
1864	Ebren	Professeur.....	1873	Léotier.
1866	RONIN	Directeur.....	1873	Escoffier.
—	Léotier (Joseph).	Professeur.....	1874	nouveau.

¹ En 1832, M. Faure qui était professeur au collège et chargé du cours normal, remplaçait quelquefois M. Farnaud comme directeur.

DATE D'ENTRÉE	NOMS	FONCTIONS OU ENSEIGNEMENT	DATE DE SORTIE	MAITRE REPLACÉ.
1866	Creste.....	Musique.....	1868	Muller.
1868	Poncet.....	Musique.....	»	Creste.
—	Fay	Dessin.....	1874	nouveau.
—	Reynaud (Franç.)	Horticulture	1873	nouveau.
—	Jaussaud.....	Gymnastique ⁽¹⁾	1883	nouveau.
1871	Jean Vincent....	Reliure.....	1878	nouveau.
1873	ABLARD.....	Directeur.....	1877	Ronin.
—	Cucuat.....	Professeur	1874	Ebren.
—	Boyer	Horticulture	1877	Reynaud.
1874	Prayal.....	Professeur,économe depuis 1881.....	»	Léotier.
—	Leclair	Professeur.....	1879	Cucuat.
—	Francou	Dessin.....	1878	Fay.
1875	Suc.....	Professeur	1875	Roustan.
—	Biguet	École annexe ⁽²⁾	1881	nouveau.
1876	Mounier	Professeur.....	1878	nouveau.
1877	LEFÈVRE	Directeur.....	1880	Ablard.
—	Reynaud (Franç.)	Horticulture	1880	Boyer.
1878	Romieu.....	Professeur.....	»	Mounier.
1879	Blain (Jean)....	Dessin ⁽²⁾	1881	Françou.
—	Mutelet	Professeur.....	1881	Leclair.
1880	Allier.....	Agriculture.....	1880	nouveau.
—	Blain (Louis)...	Surveillant, puis professeur.	1882	nouveau.
—	JEANGIRARD...	Directeur.....	1883	Lefèvre.
1881	Boyer (Louis)...	Professeur.....	1882	Mutelet.
—	Bosquier.....	Professeur.....	1882	Blain L.
—	Garnier.....	École annexe	1888	Biguet.
1882	Bouniard..	Professeur (écolo ^{me} quelque temps)...	1882	Bosquier.

¹ Depuis 1833, la gymnastique a été confiée soit à des militaires de la garnison, soit à des professeurs chargés d'autres cours.

² Précédemment l'école communale servait d'école annexe.

³ Depuis 1881, le dessin est confié à des professeurs chargés d'autres cours.

114 TABLEAU des Professeurs de l'École normale de Gap (*Suite*).

DATE D'ENTRÉE	NOMS	FONCTIONS OU ENSEIGNEMENT	DATE DE SORTIE	MAITRE REMPLACÉ
1882	Antoniotti.....	Professeur.....	1884	Boyer L.
—	Soulier	Professeur	1883	Bouniard.
1883	Fontain.....	Professeur.....	1883	Soulier.
—	JARACH.....	Directeur.....	1884	Jeangirard.
—	Gorry	Professeur.....	1885	Fontain.
1884	Girod (Louis)...	Professeur.....	1886	Antoniotti.
—	POUSSEL	Directeur	1893	Jarach.
—	Billecard..	Sylviculture	1895	nouveau.
1885	Desbordes.....	Professeur.....	1886	Gorry.
1886	Quoaillet.....	Professeur.....	1888	nouveau.
—	Aubert.....	Professeur.....	1889	Desbordes.
—	Perrenot.....	École annexe	»	Garnier.
—	Sauzin.....	Professeur	1889	Girod.
1888	Carle.....	Surveillant, puis professeur.	1889	Aubert.
1889	Cadoret.....	Agriculture.....	»	Allier.
—	Delseriès	Professeur	1896	Sauzin.
1890	Mouchet.....	Professeur.....	»	Carle.
1893	MATHIEU.....	Directeur.....	1895	Poussel.
1895	Romieu.....	Directeur provis ^{re} ..	1896	Mathieu.
1896	Blanc.....	Professeur.....	»	Delseriès.
—	GIROD (Louis)...	Directeur.....	»	Romieu.

NOTA. — Les guillemets (») de la colonne intitulée : DATE DE SORTIE, indiquent les professeurs actuellement en fonctions à l'École normale. A ces professeurs, il convient d'ajouter M. Roussel, professeur au lycée, qui est chargé de l'enseignement de l'anglais.

Dans cette liste ne figurent pas les quelques surveillants, non chargés de cours, qui ont été nommés à diverses époques ; la surveillance a été plus souvent faite par un ou par plusieurs professeurs.

Les noms des quelques professeurs du collège ou du lycée qui, à diverses époques, ont donné un supplément d'enseignement à l'École ne sont pas non plus indiqués dans cette liste.

NOUVELLE GAPENÇAISE

PAR ERNEST SIBOUR.

UNE PREMIÈRE VOITURE AUTOMOBILE

I

Depuis quelque temps, dans la presse et dans le monde sportif, on s'occupe beaucoup d'un nouveau genre de locomotion. Après le vélocipède et la bicyclette, ces chevaux mécaniques en acier mis en mouvement par les pieds du cavalier, voici venir les voitures sans chevaux dénommées motocycles par les américains. De ces véhicules automobiles, les uns sont mus par la vapeur ou par l'air comprimé, d'autres par un propulseur électrique, d'autres tout simplement au moyen de grandes pédales activées par le conducteur. Les courses qui ont été effectuées l'an dernier de Paris à Bordeaux ont suffisamment démontré l'agrément, la facilité, la vitesse et le peu de dépense de cette manière de voyager. Le grand concours qui doit avoir lieu prochainement de Paris à Marseille va sans doute confirmer tous ces avantages. Des clubs sont fondés en France, en Belgique, en Angleterre, en Amérique pour encourager la nouvelle industrie de ces voitures automobiles.

Nous sommes donc appelés bientôt à voir partout s'installer définitivement ce nouveau progrès de la locomotion. Nous allons assister peut-être avant la fin de notre siècle, si fertile en surprenantes inventions, à la complète, à l'éclatante résurrection des voyages en voitures sur toutes nos routes, à la concurrence acharnée aux voies ferrées. Oui! ce ne sera plus dans des wagons remorqués par une locomotive, offrant plus ou moins d'agréments, que vont

s'effectuer les voyages en général, mais en voitures particulières très commodes, munies de leurs propres moteurs.

Les représentants de commerce, aussi bien que les amateurs d'excursions n'auront plus dorénavant à s'inquiéter de l'heure du départ ni de l'arrivée des trains de chemin de fer, ; ils auront en remise, toujours sous la main, à leur disposition, leurs voitures automobiles toutes prêtes à être mises en marche. Il est à prévoir, il est plus que probable que l'ancien système du transport des voyageurs en diligences ne va pas tarder, lui aussi, d'être remis en vigueur, dans de meilleures conditions sans doute qu'autrefois. Ce qui prouve que rien n'a été sous le soleil, qui ne revienne d'une manière tout à fait analogue, presque identique, mais toujours en progrès.

« Celui qui s'aviserait de nous doter d'une histoire de la locomotion au XIX^e siècle, a dit un écrivain de la *Revue du Monde Moderne*, donnerait carrière à un livre à la fois instructif, pittoresque et amusant, rempli d'images documentaires, d'épisodes caractéristiques, d'anecdotes oubliées, de détails ignorés et piquants ».

Oui ! il est certain que la recherche des multiples progrès, des diverses phases de la locomotion durant ces cent dernières années amènerait d'originales trouvailles, mettrait au jour de nombreux et bizarres essais avortés, d'étranges et curieux tâtonnements. C'est une anecdote de ce genre, un épisode authentique ayant trait à cette innovation récente des voitures automobiles que nous allons relater. Elle pourra servir en même temps de document pour démontrer péremptoirement que cette découverte ne date pas d'hier seulement, mais qu'elle remonte à plus de cinquante ans. Toute création, toute découverte, toute invention dans les arts, dans les sciences, dans l'industrie ont eu et auront toujours leurs préludes, leurs embryons, des précurseurs et des messies. Comme la nature elle-même dans toutes ses œuvres, l'esprit humain procède pour ainsi dire méthodiquement et non par bonds et par boutades. Bien souvent une chose, une invention apparaît, est lancée dans le domaine public comme une nouveauté

tandis qu'elle était connue depuis un bon nombre d'années là où ailleurs, ou du moins que l'idée géniale avait été émise et parfaitement caractérisée. Ce qui fait que peu d'inventions sont attribuées justement à leurs auteurs véritables, et que ceux-ci sont rarement acclamés et consacrés par l'opinion publique. La découverte de l'imprimerie et celle de la vapeur, qui ont donné lieu à tant de contestations, à tant de revendications de priorité, toutes plus ou moins fondées, en sont un grand exemple. L'histoire du pauvre diable de mécanicien, du malheureux Ollagnier, que nous allons brièvement rapporter, en est une nouvelle preuve.

II

Vers le milieu de notre siècle, de 1840 à 1850, à cette époque où l'établissement des voies ferrées et des lignes télégraphiques mettait dans une immense effervescence industrielle et commerciale le monde entier, et plus particulièrement nos villes principales, l'humble et pauvre chef-lieu du département des Hautes-Alpes demeurait pour ainsi dire complètement étranger à ce grand mouvement. Plongé dans un état de torpeur, dont il vient à peine de sortir, Gap semblait ignoré et relégué du reste de la France. Ainsi que nous l'avons établi ailleurs, il continuait néanmoins, comme beaucoup d'autres petites villes du Midi, à se suffire à lui-même, à vivre de sa propre vie. Il tirait longtemps encore de son sein ou de ses alentours presque tous les objets nécessaires aux usages de la vie domestique ; notre chef-lieu possédait des ateliers assez importants de tous les corps de métier et quelques petites fabriques bien primitives qui ont disparu. S'il se fût trouvé alors parmi les notabilités locales quelques hommes intelligents, pleins de bonne volonté, doués d'un peu d'audace et dévoués sincèrement aux intérêts locaux, peut-être, à l'exemple d'autres groupes de population moins importants, fût-il devenu un petit centre industriel. Malheureusement la classe dirigeante a manqué complètement d'initiative et d'un généreux entrainement.

Seul, à cette époque décisive d'élan général, un étranger au département avait tenté un essai très sérieux. Le sieur Franquin, homme d'affaires de grande envergure, savoyard d'origine, était venu s'y fixer et y établir une grande fabrique de draps et de velours. Il avait approprié à cette destination le bâtiment du Moulin-neuf, qu'il s'était empressé d'agrandir, et, n'ayant rien négligé pour en faire une usine de premier ordre. Grand entrepreneur de travaux publics, mais ne possédant pas la science de la mécanique, il avait été obligé, pour la monter et la diriger, d'avoir recours au talent d'ingénieurs et de mécaniciens étrangers.

L'un d'entr'eux, ouvrier mécanicien subalterne, qui fait le sujet de notre récit, qu'il avait appelé dès le principe, et qui est demeuré surveillant jusqu'à la fin, était un nommé Ollagnier, ou Aulagnier. Il nous est impossible d'établir l'orthographe de son nom de famille, d'autant plus qu'il était presque ignoré de tous ; on ne le connaissait que sous la désignation du *Lyonnais*, ou par le sobriquet du *Mécaniciaire*. Malgré toutes nos recherches nous n'avons pu trouver son origine certaine. On le disait natif de Vienne en Dauphiné ; son langage en français très correct, légèrement empreint de l'accent lyonnais, nous a presque confirmé dans cette opinion. Tout semblait présager un avenir très prospère à ce grand établissement, dont il était chargé de diriger les métiers, de réparer les rouages. Pendant une période de huit à dix ans, il n'avait cessé de prendre de l'importance, un grand développement, lorsque tout-à-coup éclatèrent les événements politiques de 1848, qui vinrent l'arrêter net dans son essor. Le sieur Franquin perdait par contre-coup toute sa fortune dans la gigantesque entreprise de construction des ports du Lazaret, à Marseille. Avec elle sombrait la fabrique du Moulin-neuf et l'avenir d'Ollagnier.

Celui-ci, d'un âge assez avancé, se trouvait par suite dans une bien triste position, sans place et presque sans ressources : car, à l'exemple de beaucoup de ses confrères, qui ne s'inquiètent guère du lendemain, qui ne calculent pas les dépenses pour satisfaire leur passion de recher-

ches, leurs essais d'inventions, il n'avait nullement cherché à faire des économies. Sans doute, dans un pays industriel quelconque, possédant de grandes fabriques, il eût pu trouver sans peine de l'occupation, car il était bon ouvrier ; mais Gap était complètement dénué de cet avantage. Il eût dû s'en aller, il n'y songea même pas, et s'obstina à demeurer dans ce pays, qu'il aimait, qu'il avait adopté. Il essaya bien de lutter tout d'abord, et, résolument se mit à continuer pour son propre compte la fabrication des velours, dans le petit bâtiment attenant à la grande fabrique réduite au silence.

Mais, ce fut en vain ; ses ressources étaient trop restreintes ; puis, des difficultés étant survenues presque aussitôt au sujet de la réfection du canal conduisant l'eau à la grande roue motrice, il se vit obligé de tout lâcher et de s'abandonner au courant de l'adversité qui l'entraînait de plus en plus. Il roulait dès lors d'abîme en abîme et se trouvait bientôt réduit à la dernière extrémité. Il ne se décourageait pas pourtant complètement. Étant parvenu à affermer un petit coin de terre situé au quartier de la Chapelle, il s'y réfugiait, et s'empressait d'y dresser sa tente, ou plutôt d'y construire une véritable hutte de sauvages, consistant en un assemblage de vieilles planches et de quelques fagots de broussailles. C'est là, qu'attiré tout d'abord par l'étrangeté de son habitation bien primitive, nous nous rappelons lui avoir rendu quelquefois visite, à cette époque où, tout jeune encore, nous suivions les cours de notre collège communal. Dans l'intervalle des classes, quelques élèves externes, joyeuse bande de gamins dont je faisais partie, avaient l'habitude de prendre leurs récréations dans ces parages du ruisseau du Turrelet, où le vieux bonhomme vivait en véritable ermite. Tout en faisant l'école buissonnière, je m'isolais parfois, je m'éloignais de mes camarades, et me plaisais à l'observer.

Malgré son extrême indigence, il ne laissait pas que de m'inspirer un certain intérêt ; car tout en lui dénotait l'homme patient et résigné, l'être d'une nature relativement élevée. Au lieu de se fâcher et de répondre aux

agaçants quolibets de certains garnements, au lieu de prêter attention aux contrariétés, aux niches qu'ils se plaisaient à lui faire, il se contentait de sourire et de les admonester avec douceur. Sa physionomie, très ouverte, avait un cachet d'intelligence, de bonté et de simplicité patriarcale, et dans les entretiens qu'il nous accordait quelquefois, on s'apercevait bientôt qu'il était plein d'érudition. Dès le début, en venant s'installer dans cet endroit solitaire, sur les bords de ce petit ruisseau constamment alimenté par les écoulements du lac de Charance, il avait pensé à utiliser la chute d'eau qui s'y trouve, comme moteur d'une petite usine. Mais, ne trouvant pas de bailleur de fonds et de plus en plus dénué de ressources, il se trouva bien vite forcé de renoncer à ce beau projet qui ne manquait pas de justesse de vue.

III

C'est alors qu'il s'adonnait complètement à la construction de sa voiture automobile, dont l'idée l'absorbait depuis fort longtemps, et dont il avait forgé et ajusté déjà les principales pièces. Il avait conçu le plan d'un véhicule pouvant marcher tout seul, c'est-à-dire sans la traction d'un cheval, par la seule force d'impulsion donnée par un levier manœuvré par le conducteur. Depuis sa jeunesse, c'était son rêve, il cherchait alors à le réaliser. Pendant plus d'un an, il travaillait à cela, par intervalles seulement, faute tantôt d'outils, tantôt de matériaux. Avec une persistance incroyable, utilisant tous les tronçons de bois, tous les morceaux de planches qu'il pouvait se procurer à bon compte, et mettant à profit tous les débris de ferraille, de tôle et de fils de fer qu'il rencontrait dans les balayures de la ville qu'il fouillait de temps en temps, il était enfin parvenu au but de ses désirs. Un beau jour, le front haut et l'air tout satisfait, comme l'artiste devant son chef-d'œuvre, il pouvait contempler son ouvrage achevé. Un soir du mois de juin de 1850, il sortait triomphant de sa cabane, conduisant avec

amour et agilité son nouveau véhicule, qui eut dû lui procurer, sinon le comble de la fortune et l'immortalité, tout au moins une certaine renommée ainsi qu'une modeste aisance.

La construction en était bien simple et pourtant fort ingénieuse. Nous allons essayer de la décrire. La caisse où se trouvaient cinq ou six planches en travers pour servir de sièges, consistait en un grand triangle isocèle de 4 m. 50 de longueur sur 3 mètres de largeur. Elle était supportée par deux grandes roues sur les côtés un peu en arrière, et une roue plus petite sur le devant, dans l'angle aigu tronqué, pouvant tourner sur son axe et servir de gouvernail. C'était absolument le système qui a été adopté dans le tricycle, soit pour la mise en mouvement, soit pour la direction.

Et c'est là précisément que réside, à notre point de vue, son principal mérite, son plus grand intérêt, car il a été le précurseur de ce mode de locomotion. Les deux grandes roues sur le moyeu desquelles se trouvait un engrenage, étaient mises en mouvement par deux chaînes à la Vaucanson qui circulaient autour de deux autres engrenages adaptés aux deux bouts d'un arbre horizontal à manivelles, placé parallèlement à l'essieu à 1 m. 20 au-dessus. Les deux manivelles, à mouvement rotatoire alternatif, étaient manœuvrées à bras par deux hommes ; un seul suffisait au besoin si le chargement n'était pas trop lourd. La vitesse acquise, sans trop de peine, pouvait atteindre celle d'un cheval au grand trot.

IV

Ah ! que de joyeusetés ! que de lazzis ! que de gorges-chaudes ! que de francs rires nous a fait faire ce brave Ollagnier !!! Le souvenir seul parfois suffit pour nous causer encore un plaisir inexprimable.

Dès qu'il eut fait son apparition sur une de nos places publiques avec son étrange véhicule qui pouvait contenir quinze à seize personnes, tous les gamins de notre ville

s'empressèrent de se présenter pour l'inaugurer, et le prirent pour ainsi dire d'assaut. D'autant plus que le coût qu'il avait fixé pour une promenade circulaire sur nos boulevards, était à la portée de tous, cinq centimes pour les petits et dix centimes pour les grands. Aussi avons-nous eu l'avantage, pour notre part, durant presque toutes les soirées de cet été mémorable, de nous en donner à cœur joie de cet amusement inoffensif, d'assister, tantôt en spectateur, tantôt comme acteur, à ces agréables courses nocturnes. Sa voiture était couverte d'une tente en toile grossière, ajustée et rapiécée en maints endroits ; elle était tendue sur des piquets se maintenant les uns les autres par des tringles auxquelles étaient appendus quelques maigres lampions, lui servant de fanaux pour sa direction. Chacun de nous, jeunes garçons de 12 à 18 ans, nous étions munis en outre de bouts de chandelles entourés de feuilles de papier multicolore faisant l'office de lanternes vénitiennes, ce qui ne laissait pas de donner un air féérique à notre bande de voyageurs endiablés. Aussi, tous les promeneurs, sur la Rue Neuve (et ils étaient nombreux alors, car c'était le seul boulevard fréquenté pendant les soirs d'été), s'empressaient-ils de se garer pour nous livrer passage, en nous accompagnant de vives et longues acclamations. De notre côté, c'étaient des cris de triomphe en réponse, puis, des chants, des barcarolles qui se mêlaient au roulement de la voiture merveilleuse durant toute sa course folle autour de la ville ; tandis que le pauvre Ollagnier assis à son banc tournait la manivelle, tout suant, et débordant de joie intérieure en voyant son œuvre faire le bonheur de la marmaille, exciter, surtout au début, l'étonnement du public, et lui procurer personnellement quelques petits bénéfices.

Telles ont été les scènes très gaies, très animées, auxquelles il a été donné à tous nos compatriotes de notre âge d'assister à cette époque, hélas ! déjà bien loin, et qui seraient demeurés complètement dans l'oubli, si nous n'avions été amenés à les relater. Car, ce qui est fort surprenant, nul des chroniqueurs de nos deux feuilles locales d'alors n'a jugé à propos d'en faire mention.

L'invention de cette voiture sans chevaux, facilement dirigeable, était pourtant assez extraordinaire, nos promenades burlesques assez curieuses, pour attirer leur attention. Il est vrai qu'il a fallu la grande attraction qu'occasionne ce nouveau genre de locomotion mis à l'ordre du jour, pour réveiller notre souvenir, et nous pousser à rendre quelque justice au pauvre mécanicien qu'on avait fini par tourner en ridicule. Aussi, serions-nous satisfait si nous étions parvenus, non point à lui faire décerner des honneurs posthumes, mais à faire ressortir et apprécier son réel mérite de précurseur, de préludeur à l'invention des voitures automobiles.

V.

Où, quand et comment a fini le malheureux Ollagnier ? Nous n'avons pu le savoir positivement, malgré toutes nos recherches, pas plus que le lieu et l'époque de sa naissance. Ce que nous avons appris par la rumeur publique, c'est qu'un de ses parents de l'Isère, informé de sa vieille existence dans notre localité, touché par sa grande infortune, était venu à Gap, en 1856, le chercher et le ramener dans son pays natal.

A ce moment il était arrivé au dernier degré de la misère, plongé dans un état d'abjection indicible, presque immonde, ne vivant que de détritius, et vêtu que de haillons. Relégué dans un taudis ignoble, délaissé par tout le monde, sans soins d'aucune sorte, sa vieillesse se prolongeait horriblement, au sein des plus grandes souffrances physiques et morales.

Désespéré de voir que son invention n'avait pas attiré l'attention des hommes compétents, qu'elle était pour ainsi dire tournée en ridicule, puisqu'elle n'avait servi qu'à amuser les enfants, il était tombé dans la prostration la plus complète, qui n'était peut-être au fond que la résignation philosophique au malheur. Car, la vogue qu'avait eue sa voiture automobile, n'avait pas duré longtemps, quelques belles soirées d'été, l'espace d'une saison. Agis-

sant comme pour tous leurs jouets, les enfants terribles avaient fini par démantibuler sa machine qui lui avait coûté tant de veilles, tant d'efforts, tant de privations, et qu'il n'avait plus les moyens de rétablir. D'ailleurs, il n'aurait plus eu la force ni le courage de renouveler ses promenades quelque peu productives, durant les étés qui suivirent celui où il exhiba sa voiture et qui ont précédé son retour au pays.

Il s'était trouvé accablé par de précoces infirmités séniles, ses jambes avaient enflé tout-à-coup, ce qui l'avait rendu impotent et à moitié perclus.

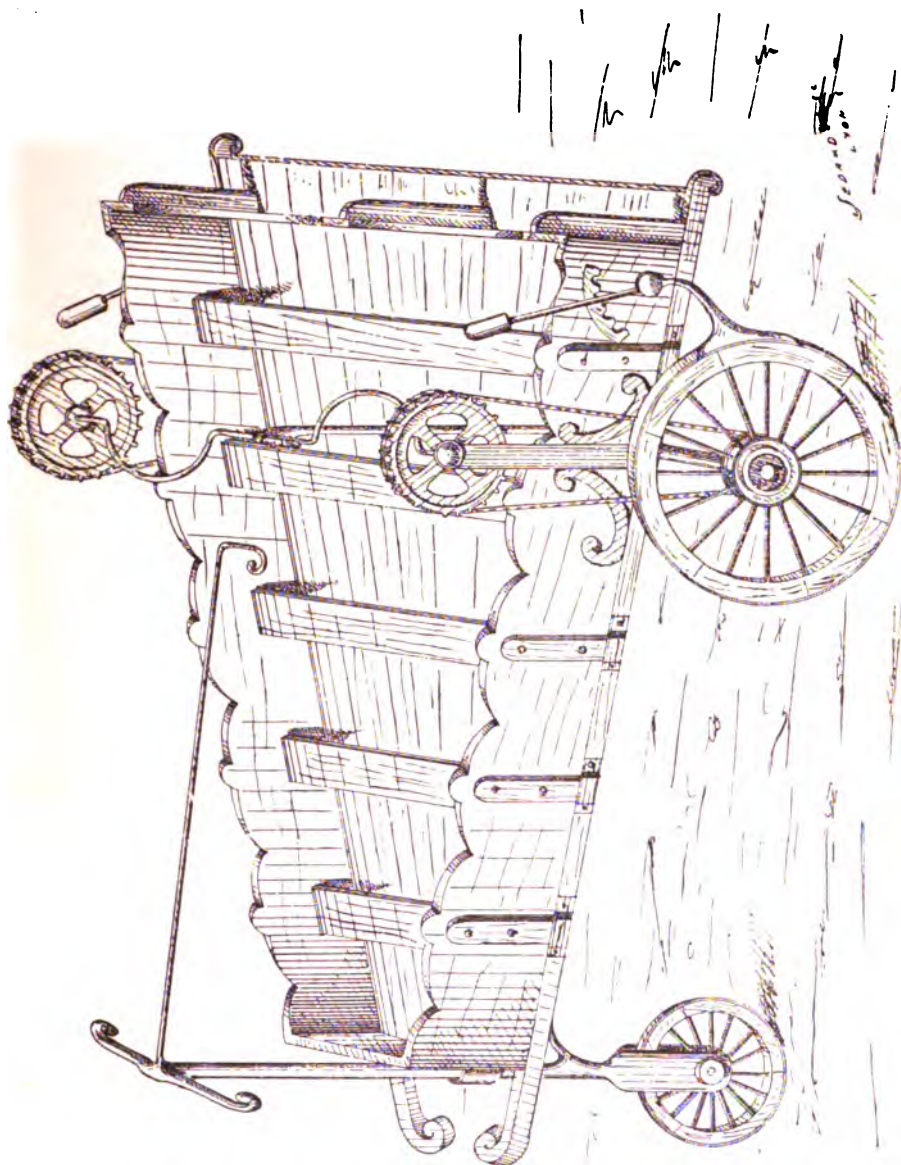
Qu'est devenu son véhicule si bizarre, si ingénieux, qui méritait autre chose que d'être ridiculisé ? Nous ne pouvons non plus le préciser bien sûrement. D'après certains témoignages, il serait demeuré à l'abandon, soumis à toutes les intempéries, dans la cour de la maison du frère de notre grand sculpteur gapençais, chez Marcellin, dit Jean Rentier, auquel Ollagnier s'était plu à donner quelques principes de mécanique. C'est là, que lentement il serait tombé en débris, sous les injures du temps et de la vétusté.

NOTA. — Pour confirmer la véracité de notre récit, nous en appelons au témoignage de tous nos compatriotes de notre âge ou plus âgés que nous, entr'autres à celui de MM. Lascaut, Clavel, André, Faure, Reymond, Ignon, Giraud, Eymar, etc., qui ont corroboré notre souvenir.

Février 1896.

E. SIBOUR.

VOITURE AUTOMOBILE D'OLLAGNIER



Ce dessin, fait de souvenir, représente le véhicule sans la tente et ses accessoires.



LE CHEVALIER DE JARJAYES

PAR M. L'ABBÉ F. ALLEMAND.

François-Augustin de Reynier, connu sous le nom de *Chevalier de Jarjayes*, peut être considéré, à bon droit, comme un des hommes marquants des Hautes-Alpes. Il a occupé un rang supérieur dans l'armée française ; il a donné à Louis XVI des preuves d'un dévouement admirable, et fait paraître une héroïque bravoure dans tout ce qu'il a tenté pour sauver sa veuve infortunée. Son nom figure avec honneur dans l'histoire, et cependant il est à peine connu de ses compatriotes. Le Chevalier de Jarjayes est resté parmi nous comme un oublié. Aussi n'avons-nous pas hésité à entreprendre les recherches nécessaires pour le faire connaître. Déjà des auteurs estimés ont parlé de lui, mais seulement par incident et en tant qu'acteur dans la sainte conspiration formée pour la délivrance de Marie Antoinette. Ils sont, par ce fait, demeurés forcément incomplets. Nous venons aujourd'hui consacrer à ce personnage, qui appartient à nos Alpes et les honore, une notice particulière, et nous nous efforcerons de condenser dans un rapide abrégé, tant ce qu'on a déjà dit de lui que ce qui reste encore à dire. Comme M. de Jarjayes s'est trouvé mêlé aux événements les plus émouvants de la fin du siècle dernier, nous tenons à prévenir ceux de nos lecteurs, qui auraient désiré trouver dans ce récit un drame, ou même un roman, que nous avons préféré nous en tenir scrupuleusement à la simple histoire.

I. — LA FAMILLE DE REYNIER.

La famille de Reynier était une race antique et noble, probablement originaire des environs de Veynes. D'après Guy-Allard, elle se divisait en trois branches : une en Trièves, une à la Mure, et l'autre dans les Hautes-Alpes. Les deux premières avaient pour armes : *d'or à deux*

*têtes de lion arrachées et affrontées d'azur, lampassées de sable, et un cœur de gueules en pointe. La troisième portait : de sinople au lion d'or*¹.

Dans cette dernière, celle qui nous occupe, on trouve : vers 1080, Pierre de Reynier, seigneur-majeur et baron de la Val-d'Oze ; 1288, Pierre, doyen du chapitre de Gap, qui lègue, à cette date, tous ses biens à Guillaume Auger, son neveu, lequel, dès lors, lui succède, au fief de la Val-d'Oze ; 1299, Pierre, son autre neveu, à qui Jean, comte du Gapençais, donne, en franc-fief, ses droits sur Pelleautier et la Freyssinouse ; 1320, Pierre, seigneur engagé de Montalquier² ; 1448, Pierre, qui vivait à Upaix ; 1498, Guigues, qui se signale à la bataille de Ravenne, sous Louis XII ; 1509, Claude, prieur de la Roche-des-Arnauds ; 1640, David, seigneur d'Upaix, par mort de César d'Aiguebelle dont il hérite ; 1657, Daniel, fils de Claude, seigneur du même lieu, rétabli contre la dérogeance de quelques uns de ses prédécesseurs, en considération de ses brillants services militaires, pendant vingt ans ; 1688, André, son petit-fils, réhabilité de même par lettres patentes du Roi ; 1712, Georges, fils de Jacques, aussi seigneur d'Upaix ; 1745, Fiacre-Barbe, seigneur du même fief, qualifié de baron, et enseigne des vaisseaux du Roi. Ajoutons que les Reyniers formaient à Upaix diverses branches, parmi lesquelles l'une était dite de *Rourebeau*, et l'autre du *Lauron*.

Ce qui précède est à peu près tout ce qu'on sait de la famille de Reynier. D'après un inventaire de ses archives conservé au château de Jarjayes, il existait quatre tableaux généalogiques la concernant ; mais ces documents, qui nous auraient permis d'être plus complets, sont maintenant perdus.

Vers 1720, Jean de Reynier, un collatéral des précédents, est notaire à Upaix. Il épouse Marie Calignon, d'Embrun, et il a d'elle six enfants : Etienne, curé d'Orpierre ; Gaspard, curé de St-André-lès-Gap ; Claude, négociant à Lyon ; Jean Antoine qui suit ; et deux filles mariées.

¹ Guy-Allard : *Dict. hist. du Dauphiné*.

² J. Roman : *Tabl. hist. des Htes.-Alpes*.

Jean Antoine lui succède, et il exerce de même les fonctions de notaire à l'upaix. Il est nommé, le 30 janvier 1761, secrétaire en chef au parlement de Grenoble. Le 20 février de la même année, en vertu d'un acte reçu par Rey, notaire à Grenoble, il achète de M. de Piolenc de Thoury, président à mortier au parlement du Dauphiné, la seigneurie de Jarjayes, au prix de 91.000 livres. Jean-Antoine de Reynier avait épousé Marguerite Nicollet, de Sisteron, qui mourut à Jarjayes, le 5 mai 1762, et y mourut lui-même le 2 novembre 1779. De leur mariage ils eurent six enfants : François-Augustin ; Marianne, épouse de noble de Revet, seigneur de Châteauneuf-de-Chabre ; Claude, chapelain de St-Étienne, paroisse du Châtelard ; Suzanne, mariée à Antoine d'Agoult, maître de camp de cavalerie ; une autre fille ; enfin Benoît-Augustin, capitaine du génie. C'est le premier de ces enfants, François-Augustin, qui va faire l'objet de cette notice.

II. — NAISSANCE DU CHEVALIER ; SES DÉBUTS ; SES GRADES ; SES DEUX MARIAGES.

François-Augustin de Reynier de Jarjayes naquit à Upaix, le 2 octobre 1745. Nous donnons ici l'extrait de son acte de baptême.

« Le 4^{me} octobre 1745, a été baptisé François-Augustin de Reynier, fils de sieur Jean-Antoine et de demoiselle Marguerite Nicollet, mariés et domiciliés, né le 2 courant ; son parain, noble Fiacre-Barbe, baron de Reynier, enseigne des vaisseaux du Roi ; sa marraine, demoiselle Anne Reynier. Présents : Anne Reynier ; Reynier ; de Reynier : A. Pasquier ; Garin, prêtre ».

M. Michaud, dans sa *Biographie universelle*, M. Gaulot, dans son ouvrage couronné par l'Académie française, *Un complot sous la terreur*, se trompent donc doublement en le faisant naître à Grenoble et, le 22 octobre. De plus, ce dernier commet une troisième erreur en ajoutant à son nom celui de *Pétisson*, erreur dont nous aurons à expliquer plus loin la cause.

Le jeune de Reynier, en qualité de fils aîné, semblait destiné à continuer les fonctions de son père. Mais ses aspirations le portaient vers une autre profession, celle des armes. Nous ignorons en quel lieu il fit ses études. Mais ce que nous savons est, qu'ayant atteint sa vingt-quatrième année, il entra au service en 1769. Il débuta comme sous-lieutenant d'infanterie, à l'état-major de l'armée, sous les ordres du célèbre général de Bourcet.

Pierre de Bourcet, fils aîné du capitaine Daniel André, né en 1700, à Usseaux, dans la vallée de Pragelas, lieutenant-général des armées du roi, grand-croix de l'ordre royal de St-Louis, directeur des fortifications de Provence, du Dauphiné et de Bourgogne, commandant de la province du Dauphiné, fut une de nos gloires militaires, au siècle dernier. Il se signala par sa bravoure dans dix campagnes, sept batailles et onze expéditions, par son habileté dans d'importantes négociations, et plus encore peut-être par les hauts mérites de ses travaux militaires. Il mourut à Meilhan, près Grenoble, en 1780, dans les sentiments d'une vive piété chrétienne. Il voulut que son cœur, après sa mort, fut déposé dans le sanctuaire du Laus, et c'est là qu'il repose encore, enfermé dans un cœur en plomb suspendu à l'un des piliers de l'abside¹.

Initié par un tel chef à la science militaire, M. de Jarjays devint bientôt un officier des plus méritants. Il contribua pour sa part aux importants travaux qui s'exécutaient alors, sous la direction de l'illustre ingénieur, à la frontière de l'Est, tels que levée de cartes, plans de fortifications, études de lieux, de routes et de cols. En 1779, il fut nommé capitaine, en même temps qu'aide-

¹ M. de Bourcet est l'auteur des ouvrages suivants : 1^o *Procès-verbal de la limitation générale conclue entre les cours de Versailles et de Turin en 1760*; 2^o *Mémoires militaires sur les frontières de la France, du Piémont et de la Savoie*; 3^o *Mémoires historiques sur la guerre que les français ont soutenue en Allemagne depuis 1757 jusqu'en 1762*; 4^o *Principes de la guerre de montagne*. Voir sur ce célèbre personnage le remarquable ouvrage de M. A. de Rochas d'Aiglun : *Les Bourcet et leur rôle dans les guerres alpines. 1895*, ainsi que celui de M. Meynier : *L'ingénieur militaire Bourcet et sa famille, 1890*.

maréchal général des logis, dans l'intérieur du royaume. Le 13 juin 1784, il fut promu lieutenant-colonel. En 1788, Louis XVI le chargea, dans le même grade, du service sur la frontière des Alpes. Là, M. de Reynier continua l'œuvre de Bourcet. L'année suivante, 1789, en récompense de ses importants services à ce poste, il fut créé Chevalier de St-Louis, et c'est sous ce titre, désormais attaché à son nom, qu'il sera connu dans la suite. En 1791, après une grave et délicate mission dont nous aurons à parler, le roi, qui l'appréciait de plus en plus, le nomma colonel, en même temps que directeur du dépôt général de la guerre, à Paris. Enfin, le 22 juin 1792, le prince, dans les circonstances graves où il se trouvait alors, sachant tout ce qu'il y aurait à espérer d'un serviteur tel que lui, le créa maréchal de camp, toujours à la même résidence. Cette date de 1792 nous place en pleine période révolutionnaire. C'est alors que notre Chevalier joue son plus beau rôle. Mais, avant d'entrer plus avant dans le récit des événements, nous avons à revenir tant soit peu sur nos pas.

François-Augustin de Reynier de Jarjayes avait épousé, en 1770, la nièce même de son illustre protecteur, Marie-Anne-Louise de Bourcet de la Sagne, fille de Jean-Baptiste, brigadier du roi et directeur des fortifications de la Corse, et de Victoire de Lovat, fille elle-même d'un conseiller correcteur à la cour des comptes de Paris. Cette épouse mourut en 1786, à l'âge de 32 ans, et lui laissa une fille, mariée plus tard à M. Baud. C'est ce que nous savons par un *Mémoire* imprimé, produit par M. de Reynier lui-même à un procès qu'il eut avec M. de Ventavon, et dont il sera question plus loin.

Devenu veuf, M. de Jarjayes résolut de convoler à un second mariage. Comme ses brillants services et ses qualités personnelles le faisaient apprécier à la cour, il put jeter les yeux sur Mlle Louise-Marguerite-Emilie de Quetpée de la Borde, fille de Mathieu, à Versailles. Il l'épousa en novembre 1787. Cette jeune fille était une des douze premières dames d'honneur de Marie-Antoinette, et la reine avait pour elle une prédilection toute particulière.

Ce mariage fut pour notre Chevalier, on le comprend, d'un intérêt capital. En le rapprochant de ses souverains, il le mit dans leur intimité. Un petit fait, qui trouve ici sa place, nous en fera juger.

Un jour, Mme de Jarjayes fit connaître à la cour, en présence de la reine, la naissance du premier enfant de M. Benoit de Reynier, frère du Chevalier. Marie-Antoinette, à cette nouvelle, lui dit : « Eh bien ! je veux faire un cadeau à la jeune mère ». Et, se levant, elle fit remettre à Mme de Jarjayes, pour sa belle sœur, deux tasses de Sèvres, qui sont encore précieusement conservées dans la famille.

M. de Reynier avait, d'ailleurs, toutes les qualités voulues pour gagner l'estime et la bienveillance de ses souverains. Tout en lui était d'un parfait gentilhomme. Il joignait à une tenue grave et presque austère des manières élégantes. Il avait l'esprit droit, l'intelligence prompte, le jugement sûr. Il était d'une fidélité à toute épreuve et d'un dévouement sans bornes. Sa rare prudence lui faisait concilier le respect le plus profond avec la franchise la plus entière. Il ne déguisait jamais la vérité, quand elle devait tourner au bien. Aussi le roi et la reine eurent-ils bientôt fait de discerner ses rares mérites.

Nous allons voir maintenant comment il sut les mettre au service d'une noble cause, et se montrer constamment au niveau des grands devoirs que sa haute situation lui créait.

III. — PREMIERS ACTES DE DÉVOUEMENT DU CHEVALIER ENVERS LA FAMILLE ROYALE.

La révolution, dès ses débuts, s'annonça grosse d'orages, et Louis XVI n'était point à hauteur pour la dominer, encore moins pour la diriger.

Le plus juste et le plus débonnaire des rois n'était point un héros. S'il ne manquait pas d'un certain courage passif, il avait une intelligence aux horizons restreints, un esprit indécis, une volonté sans initiative, sans énergie, enfin un extérieur peu avantage de la nature. Une timidité

native l'empêchait de se montrer aux hommes réunis ; il avait peur de les haranguer, peur surtout de leur donner des ordres. Un tel prince était vaincu d'avance.

Le serment du Jeu de paume, la prise de la Bastille, les journées des 5 et 6 octobre avaient frappé au cœur la royauté. Louis XVI était à Paris presque prisonnier aux Tuileries et à la merci des événements. C'est alors qu'en vue d'aviser à sa sécurité et lui ramener les esprits, un club royaliste s'était formé. A ce club figurait le chevalier de Jarjayes. Il y siégeait, dit Montlausier¹, à côté de Mirabeau, Ferrières et autres personnages d'élite. Mais toutes tentatives demeurèrent vaines. Mirabeau était mort, emportant avec lui, comme il disait, les derniers lambeaux de la monarchie. Puis le club fut fermé. Toutefois la présence du Chevalier à cette assemblée nous permet déjà de juger du zèle dont il faisait preuve envers le roi. Tandis que des courtisans, très empressés pendant les jours prospères, émigraient maintenant en foule, il restait, lui, le serviteur fidèle, risquant ses jours pour sauver le monarque infortuné.

Aussi Louis XVI, dans les graves circonstances, avait-il recours à ce gentilhomme d'élite. En décembre 1790, il le chargea d'une mission secrète auprès du comte d'Artois, alors en Piémont. Le Chevalier était accompagné, dans cette ambassade, par son cousin, Pierre-Jean de Bourcet, neveu, filieul et héritier du célèbre lieutenant-général dont nous avons parlé. Quel fut l'objet de cette mission ? Il est demeuré secret. Mais il avait trait apparemment à des projets de fuite du roi².

Cependant la situation empirait : le flot révolutionnaire montait avec ses colères frémissantes, ses haines farouches. Tout faisait présager des éventualités sinistres. Louis XVI, après maintes indécisions, s'enfuit de Paris, le 21 juin 1791, pour se réfugier dans une place forte à la

¹ *Mémoires.*

² Voir sur ce fait : *Les Bourcet et leur rôle dans les guerres alpines*, p. 99, par M. A. d'Arbois de Jubert.

frontière. D'autre part, le comte d'Artois, de concert avec la cour d'Autriche, devait envoyer le prince de Condé à la tête d'une armée, pour pénétrer en France par Lyon et de là marcher sur Paris ¹.

Jusques là le plan était sage. Mais on sait comment le roi fut reconnu dans sa fuite, arrêté à Varennes et reconduit aux Tuileries. Cet échec, compromit au plus haut point la famille royale. Que le prince de Condé se fut mis en marche avec ses troupes, et c'était fait d'elle. Plein d'anxiété, Louis XVI, dans cette circonstance critique, eut recours à son fidèle M. de Jarjayes. Il le dépêcha auprès du comte d'Artois, alors à Turin, pour le détourner d'un projet devenu tout-à-fait inopportun. Le Chevalier partit, tout agité à la pensée des graves conséquences que sa mission comportait. Dans la conférence qu'on tint, la voix seule du comte d'Artois, fut contre lui. Mais quand il eut enfin montré sous son vrai jour la situation à Paris, qu'il eût fait envisager les périls que l'exécution du plan projeté créerait à la famille royale, toute objection cessa : la cause était gagnée. M. de Jarjayes put revenir, ayant pleinement réussi, quoique avec peine, dans son importante négociation. C'est alors, nous l'avons indiqué, que le roi, pour le récompenser, le nomma colonel et directeur du dépôt de la Guerre. Un désastre était évité ou plutôt, ajourné.

Après cette mission, une autre également importante, lui fut confiée par la reine elle-même,

Marie-Antoinette possédait à un rare degré ce qui manquait à Louis XVI. Tout en elle était grâce et dignité. « Sa démarche noble et légère, dit M. de Sénac de Meilhan, son contemporain ², rappelait cette expression de Virgile : *Incassu patuit Dea* ». A une bonté de cœur qu la portait toujours à s'oublier pour les autres, elle joignait une volonté ferme, énergique, pleine de courage. Si elle ne

¹ La négociation de ce projet avait été faite par l'intermédiaire du comte Alphonse de Darfort. Voir sur cette négociation, Bernard-Molleville : *Mémoires particuliers sur Louis XVI*, T. II, p. 308.

² *Portraits et caractères*, p. 74.

brillait point par un esprit transcendant, elle avait l'intelligence saine et pratique des choses, et une sorte d'inspiration qui, dans les graves conjonctures, lui faisait rarement défaut. Elle comprenait bien la situation ; et si elle ne pouvait se mettre à la tête des armées, parler aux assemblées, prendre le timon des affaires, elle était femme, et avait recours à des moyens détournés pour conjurer les orages déchainés.

Or, M. de Jarjayes était merveilleusement apte à la seconder dans ses desseins. C'était l'homme habile et prudent, l'ami sûr et dévoué qu'il lui fallait. Marie-Antoinette le chargea donc de devenir l'intermédiaire discret entre elle et Barnave. Elle lui enjoignit de voir ce député, ainsi que les autres constitutionnels, ses collègues, dans le but de les liguer avec la royauté contre la république. C'était lui qui allait recevoir les communications de Barnave pour la reine, et celles de la reine pour le célèbre député. Il mêlait lui-même ses lumières aux discussions, cherchant à concilier l'entente dans la divergence des idées et amener des résolutions pratiques. Mais ces échanges de vues n'aboutirent à rien. La révolution était lancée alors avec une telle violence, qu'aucune barrière, si forte fût-elle, n'aurait été capable d'amortir son élan. Barnave, d'ailleurs, comprenant que tout effort serait vain, s'était enfui de Paris¹.

Après le retour de Varennes, les Tuileries furent transformées pour la famille royale en vraie prison. Les gardes nationaux, sous les ordres de Lafayette, exerçaient autour une surveillance de geôliers. Il ne devait donc pas toujours être facile au Chevalier d'y pénétrer. C'est à ce fait, sans doute, qu'est due la lettre mystérieuse retrouvée dans les papiers de M. de Jarjayes et publiée, en 1839, pour la première fois, avec fac-simile, par M. Gaulot². Voici ce curieux document :

« Roxane envoie à Lucius cette baguette pour la changer avec certain cœur, qu'il lui rendra la pre-

¹ Mme Campan : *Mémoires*.

² M. Gaulot : *Un complot sous la terreur*, p. 42.

mière fois (qu'il la visitera). Elle contient les mêmes restes précieux et paraît mieux convenir. Roxane espérait, hier, avoir des nouvelles de Lucius; elle le prie de lui expliquer certains mouvements qui semblent se former autour du camp d'Artaban et qui, s'ils ne sont vrais, l'inquiètent pour les suites qu'elle en prévoit. Elle le prie aussi de lui faire savoir si les nouvelles du jour, où elle le vit, n'ont pas pris une tournure différente de ce qu'il comptait, et ce que Pradius pense de tout cela. Fatime, qui n'y comprend rien, prend le sage parti d'enrager. Elles prient toutes les deux Lucius, s'il ne peut voir Roxane, dans la semaine prochaine, de leur faire donner de ses nouvelles, et de ne pas oublier de dire le jour à..... (Pradius) ».

Ce qui précède est écrit sur le recto de la page par une personne autre que la reine, puis, sur le verso, se trouve écrit de la main de Marie-Antoinette ce qui suit :

« Se compromettre de l'endroit où sont enfouis ces trésors pour lui en parler au moment où la grande éclipse sera passée, et où les planètes, par leur réunion, reprendront leur cours ordinaire. Si Mercinus, le vieil ami, était trop difficile à déterrer, le grand-homme pourra sûrement donner à Lucius des renseignements certains sur tous ces objets ».

Cette lettre, par sa forme et son contenu, intrigue vivement l'esprit, sans qu'il soit donné d'en pénétrer le sens énigmatique. *Roxane* désigne apparemment la reine; *Lucius*, M. de Jarjayes; *Pradius*, un ami de ce dernier; *Mercinus*, le vieil ami, M. de Mercy, qui avait, en dépôt de la reine, quinze cents mille livres à lui portées en Angleterre par l'abbé de Montesquiou. *Fatime* pourrait être Mme de Jarjayes, enfermée aux Tuileries avec la famille royale; le *camp d'Artaban*, celui d'un chef quelconque des émeutiers. Ces interprétations, du moins quelques unes, demeurent, pour le moment, à l'état d'hypothèses. En attendant qu'un fil indicateur permette d'en sortir, nous verrons, dans cet écrit, un témoignage des

services assidus et discrets que le Chevalier de Jarjayes rendait à la reine, et de la confiance intime que celle-ci plaçait en lui.

IV. — LE CHEVALIER A LA JOURNÉE DU 10 AOÛT.

Mme Campan, femme de chambre, comme Mme de Jarjayes, de Marie-Antoinette, raconte que le Chevalier avait eu le bonheur de s'acquitter pour la souveraine, avec discrétion et dignité, de plusieurs missions importantes. La princesse allait donner à son loyal et fidèle serviteur un nouveau témoignage de sa haute confiance. C'était quelques jours avant le 10 août 1792. « La crainte d'une invasion des Tuileries, dit Mme Campan, fit faire les recherches les plus exactes dans les papiers du roi. Je brûlai presque tous ceux de la reine. Elle plaça dans un portefeuille, qu'elle remit à M. de Jarjayes, ses lettres de famille, plusieurs correspondances qu'elle jugeait nécessaire de conserver pour l'histoire de la révolution, et particulièrement les lettres de Barnave et ses réponses dont elle avait fait des copies¹ ». Nous verrons bientôt quel fut le sort réservé à ces papiers d'un haut intérêt.

En attendant, les craintes d'une invasion des Tuileries n'étaient que trop fondées. Sur les menaces des puissances étrangères contre la révolution, et dès le 9 août au soir, des rassemblements tumultueux se massaient autour du château et en faisaient présager l'attaque pour le lendemain. Dans ces graves conjonctures, le roi consulte avec le général de Vioménil, un plan de défense. Il fait même appeler Pétion, maire de Paris, qui donne ordre à Mandat, commandant de la garde nationale, de repousser la force par la force. Inquiet néanmoins, Louis XVI consulte M. de Jarjayes sur le projet adopté. Hélas! celui-ci ne put rassurer son prince. En militaire exercé, il eut bien vite pénétré l'insuffisance et les défauts du plan. Aussi, sortant de chez le roi, il dit à Mme Campan qui l'attendait : « Mettez dans vos poches vos bijoux et votre argent ; nos dan-

¹ Mme Campan : *Mémoires*, T. II, p. 239,

gers sont inévitables; les moyens de défenses sont nuls; ils ne pourraient se trouver que dans la vigueur du roi, et c'est la seule vertu qui lui manque¹ ».

Le lendemain, en effet, le château est cerné et sur le point d'être pris. Les jours du roi et de sa famille sont en danger. Sur les instances de Rœdérer, le monarque se décide à chercher un asile au sein de l'assemblée. Il traverse, au milieu des cris de mort, la terrasse des Feuillants. Dans cette course de deux heures, le Chevalier de Jarjayes était à son poste d'honneur et faisait cortège au char royal. Vergnault reçut Louis XVI à l'assemblée. Mais, quelques membres ayant objecté que la loi interdisait au corps législatif de délibérer en présence du roi, celui-ci est conduit avec sa famille dans la loge du logographe. C'était une tribune placée au niveau du dernier rang des représentants, si étroite qu'à peine elle contenait quelques journalistes, si basse qu'on n'y pouvait demeurer debout. Le roi s'assied au devant; la reine, dans un coin; les enfants et Mme Élisabeth, sur une banquette. A côté, se tenaient des gentilshommes, qui, n'ayant pu combattre aux Tuileries, espéraient, du moins, ne pas fuir la mort, si la bataille leur échappait². Dans leur nombre était encore le Chevalier de Jarjayes. Ce fut dans cette loge même, que le roi, touché de son grand cœur et connaissant tous les trésors de ressources qu'il trouverait en lui aux heures critiques, le conjura, dit Goguelat³, de ne point quitter Paris. C'était pour le noble Chevalier plus qu'un ordre d'être fidèle au poste de confiance. Aussi ne le déserta-t-il pas, et, resté dans la ville en révolte, avec Mme de Jarjayes, son égale en héroïsme, il eut l'honneur d'être l'un des derniers défenseurs de cette vieille monarchie de France qui s'en allait aux abîmes.

On connaît la suite des événements. La famille royale, un moment transférée aux Feuillants par ordre de l'assemblée, fut internée, le 13, sur les injonctions de la commune

¹ Mme Campan : *Mémoires*, T. II, p. 240.

² A. de Beauchesne : *Histoire de Louis XVII*.

³ Goguelat : *Frédis*, p. 71.

et sous sa surveillance, à la tour du Temple. Moins heureux que quelques autres, M. et Mme de Jarjayes ne purent conserver des relations avec leurs princes captifs. Quelle dut être leur douleur indignée, en apprenant les odieux traitements infligés chaque jour à leurs augustes personnes par des surveillants grossiers et farouches, tels que les Mercereau, les Bernard, les Arthur ! Mais que faire pour eux ?...

Cependant M. de Jarjayes avait ses épreuves personnelles. Après le 10 août, les citoyens, suspects de royalisme, devinrent l'objet de visites domiciliaires. Ces visites, sur une dénonciation à l'autorité révolutionnaire, étaient ordonnées par la section. Une troupe de bandits embrigadés les exécutaient. Au milieu d'un déluge de blasphèmes d'injures et de menaces, ces forcenés envahissaient les demeures, s'obstinaient à vouloir y découvrir des objets suspects, et, sous ce prétexte, bouleversaient, saccageaient et pillaient tout. Le Chevalier de Jarjayes, traqué comme tant d'autres, dut changer plusieurs fois de domicile. Ne se croyant plus en sûreté nulle part, ce fut alors que sa fidélité lui fit un devoir de livrer aux flammes les papiers qui lui avaient été confiés par la reine, et ces précieux écrits, qui auraient pu éclairer d'un jour plus grand ces temps encore mal connus de la révolution, furent regrettamment perdus.

V. — LE COMLOT FORMÉ POUR LA DÉLIVRANCE DE LA FAMILLE ROYALE.

Dans cette prison du Temple, commença pour les infortunés captifs ce long martyre, plein d'angoisses, qui a fait couler tant de larmes. Louis XVI en sortit le 21 janvier 1793, pour monter à l'échafaud. Puis les portes du sombre cachot se refermèrent sur les autres victimes. Dans ce tombeau et en de telles circonstances, quel devait être leur désespoir, leurs pleurs, leurs amertumes, leurs transes cruelles ! C'est alors qu'un rayon d'espérance et de consolation tout ensemble put pénétrer jusqu'à eux. Et ce bienfait du ciel leur vint par Toulon.

François-Adrien Toulan était un méridional. Né à Toulouse, en 1761, il était venu, dans l'année 1787, avec sa femme, à Paris, où il ouvrit une boutique de libraire. Il puisa dans la lecture des volumes qu'il vendait un fougueux amour de la liberté et une haine non moins grande de la monarchie. Il s'était signalé à l'Abbaye, à la Bastille et aux Tuileries ; de plus, il avait été nommé membre de la commune et surveillant du Temple. Il y entra avec la haine du tyran ; mais cédant bientôt au charme vainqueur de tant d'infortunes si patiemment supportées, il était conquis, et passait du parti des ennemis à celui des plus zélés serviteurs. Aussi la reine lui avait-elle donné le nom de *Fidèle*. Ce « Fidèle », d'ailleurs, n'était pas un homme vulgaire. Sous une écorce plébéienne, il avait l'esprit grand, l'âme haute, l'intelligence féconde en ressources, le cœur sensible, généreux et plein de bravoure. Déjà, il avait été l'heureux messager qui transmit à Louis XVI, le jour de sa mort, les derniers vœux de sa famille, et, à celle-ci, les derniers vœux du roi. Il va maintenant tenter de sauver la malheureuse reine et sa famille éplorée.

« Je me charge, dit-il, un jour, à Marie-Antoinette, avec une imperturbable bravoure, je me charge de vous faire évader d'ici. Quant à vous conduire hors de Paris, c'est plus difficile ; mais la reine n'aurait-elle donc pas quelque ami sûr, qui pourrait m'y aider ». Marie-Antoinette était gagné.

Toutefois, avant d'adopter le plan proposé, elle voulait l'approbation « d'un homme habile et grave, disait-elle, qui s'était montré digne en plusieurs occasions de la confiance du roi¹ ». Cet homme n'était autre que le Chevalier de Jarjayes. L'ami sûr que demandait Toulan était trouvé. Marie-Antoinette lui fit donc remettre par celui-ci un billet ainsi conçu :

« Vous pouvez prendre confiance en l'homme qui vous parlera de ma part. Ses sentiments me sont connus :

¹ Mme Campan : *Memoires*.

depuis cinq mois, il n'a pas varié. Mais ne vous fiez pas à l'homme et à la femme qu'on a enfermés ici avec nous. Pour moi, je ne me fie ni à elle, ni à son mari ».

Cet homme et cette femme n'étaient autres que les Tison, employés auprès des prisonniers bien plus pour les espionner que pour les servir, et Marie-Antoinette les redoutait.

Mais que faisait alors M. de Jarjayes ? « Accablé de douleur, et comme anéanti par le coup du 21 janvier, il était, dit Goguelat¹, sur le point de perdre courage et d'abandonner Paris ». Quelle fut donc sa surprise, en voyant arriver à lui, le 2 février 1793, un révolutionnaire fanatique qui lui parlait de sauver la reine ! Il crut à un piège. Mais quand le municipal lui eut remis la lettre de la reine, que le dévoué serviteur eut vu cette chère écriture bien connue, il n'hésita plus. Toutefois, avant de s'engager plus à fond, par une prudence excessive qui était la sienne, il voulut avoir une entrevue avec sa souveraine, et lui fit porter par Toulan une lettre où il lui formulait cette demande. La chose paraissait difficile ; néanmoins elle fut résolue. Toulan revint donc vers M. de Jarjayes et lui remit ces mots :

« Maintenant, si vous êtes décidé à venir, il serait mieux que cela fut bientôt. Mais, mon Dieu ! prenez bien garde d'être reconnu, et surtout, de la femme qui est ici enfermée avec nous ».

Il n'y avait qu'à exécuter la résolution prise. C'est alors que M. de Jarjayes se travestit en l'allumeur des reverbères du Temple, et, passant pour ce dernier, put s'introduire dans la Tour. La conférence fut courte. Marie-Antoinette renouvela de vive voix au hardi visiteur le contenu de ses billets, lui recommanda de se fier entièrement à Toulan, d'écouter ses avis et de peser dans sa sagesse tous les plans possibles d'évasion.

Cependant, quelles n'étaient pas les impressions du fidèle Chevalier, en voyant cette reine, autrefois si bril-

¹ Mme Campan : *Mémoires*.

lante, maintenant passée du plus superbe palais dans cette triste prison, et au sein d'une telle misère ! Aussi, dissimulant moins bien ses émotions que sa personne, il fut sur le point d'éveiller l'attention d'un personnel suspect. La reine, toujours craintive pour ceux qui se dévouaient pour elle, eut hâte, toute alarmée, de lui faire tenir ce nouveau billet.

« Prenez garde à Mme Archi. Elle me paraît bien liée avec l'homme et la femme dont je vous parle dans l'autre billet. Tâchez de voir Mme Th... On vous dira pourquoi. Comment est votre femme ? Elle a le cœur trop bon pour n'être pas bien malade ».

Mme Archi ne pouvait être qu'une femme de service. Quant à Mme Th..., une amie, une confidente, était-ce Mme Thibaud, première femme de chambre de la reine, et qui l'avait suivie aux Feuillants et au Temple ? On ne peut, jusqu'ici, que le présumer.

Cependant M. de Jarjayes, profondément touché de la sollicitude de sa souveraine envers lui et sa femme, lui répondit aussitôt par une lettre où il lui exprime vivement sa gratitude et sa foi dans l'avenir. Il la rassure sur l'un de ses confidents, désigné par précaution sous le nom de « Nivernais ». C'était le baron de Goguelat, militaire de valeur, très dévoué au roi, mais qui, n'ayant pas toujours été bien vu de la cour, pouvait être l'objet des préventions de la reine ¹.

Marie-Antoinette, émue à son tour par la lettre du Chevalier, lui exprime ainsi ses sentiments :

« Votre billet m'a fait du bien. Je n'avais aucun doute sur le Nivernais ; mais j'étais au désespoir qu'on put seulement en penser du mal. Écoutez bien les idées qu'on vous proposera : examinez-les bien dans votre

¹ Le baron François de Goguelat, né à Chateau Chinon, dans le Nivernais, montra toujours à la famille royale un dévouement plus fidèle qu'heureux. Ce fut lui qui compromit par une fausse tactique la fuite de Varennes, quoiqu'il se fût blessé inutilement d'un coup de feu. Néanmoins, il ne perdit jamais la confiance de la reine, qui le chargea plusieurs fois de porter des missives importantes au comte de Fersen à Bruxelles. Après le 10 août il émigra et s'engagea dans les hus-sards de Bercheny. Rentré à Paris en 1815, il y mourut le 3 janvier 1831..

prudence. Pour nous, nous nous livrons avec une confiance entière. Mon Dieu ! que je serais heureuse, et surtout de vous compter au nombre de ceux qui peuvent nous être utiles ! Vous verrez le nouveau personnage ; son extérieur ne prévient pas en sa faveur ; mais il est absolument nécessaire, et il faut l'avoir. T. (Toulan), vous dira ce qu'il faut pour cela. Tâchez de vous le procurer et de finir avec lui, avant qu'il revienne ici. Si vous ne le pouvez pas, voyez M. de la Borde¹ de ma part, si vous n'y trouvez pas de l'inconvénient. Vous savez qu'il a de l'argent à moi ».

Quel est le nouvel acteur que la reine veut à tout prix mettre dans la grave entreprise ? Nous avons nommé Lépitre.

Le municipal Jacques-François Lépitre, né en 1764, à Paris, marié à 20 ans, professeur dans un collège de la capitale et chef d'un pensionnat, était un royaliste qu'une prudence toute égoïste avait fait républicain. Il avait l'imagination d'un héros et la pusillanimité d'une femme. Au physique, il était fort laid et atteint de claudication.

Lépitre était d'abord entré avec enthousiasme dans le complot. Sauver une reine de France, quelle gloire ! Il aurait une page immortelle dans l'histoire. Mais, par malheur, son caractère défaillant ne suivait pas l'élan de ses rêves. Pensant qu'il lui faudrait quitter sa femme, quitter la France et un pensionnat prospère, il s'était refroidi de son zèle. Il s'en ouvrit discrètement à Toulan ; et celui-ci comprit. Lépitre était à acheter. Il fallait l'avoir, avait dit la reine ; il était, d'ailleurs président de la Commission des passeports et, à ce titre, indispensable. M. de Jarjayes était tout désigné pour négocier le marché. La reine lui avait donc adressé le municipal. Mais, comme les débours pouvaient être considérables, elle l'engageait à recourir à son banquier, M. Benjamin de la Borde, ancien valet de chambre de Louis XVI et devenu fermier général.

¹ M. de La Borde s'était réfugié en Normandie, il y fut arrêté l'année suivante, et, ramené à Paris, il fut guillotiné le 22 juillet 1794.

Le Chevalier, ayant craint de mettre un confident de plus dans le secret, prêt, d'ailleurs, à sacrifier sa fortune, puisqu'il sacrifiait sa vie, trouva plus sage d'avancer lui-même l'argent à Lépitre. Le lendemain, la reine lui écrivit :

« En effet, je crois qu'il est impossible de faire aucune démarche, dans ce moment, près de M. de la B. (Borde). Toutes auraient de l'inconvénient. Il vaut mieux que ce soit vous qui finissiez cette affaire par vous-même, si vous pouvez. J'avais pensé à lui pour vous éviter l'avance d'une somme si forte pour vous ».

L'avance fut donc faite, et la reine le remercia aussitôt.

« T. (Toulan) m'a dit que vous aviez fini avec le com. (commissaire). Combien un ami tel que vous m'est précieux ! »

Or, Marie-Antoinette, considérant que Lépitre recevait une fortune, et que Toulan, qui méritait mille fois mieux, ne recevait rien, écrivit encore à M. de Jarjayes :

« Je serais bien aise que vous pussiez faire aussi quelque chose pour Toulan. Il se conduit trop bien pour ne pas le reconnaître¹ ».

Mais Toulan, aussi désintéressé que dévoué, ne voulut recevoir autre chose qu'une boîte en or comme souvenir. Fatal présent de la reconnaissance ! Cet objet, un jour, devant la barre de la convention, devait devenir contre son possesseur l'instrument de la plus terrible accusation.

VI. — LE PLAN D'ÉVASION.

Lépitre étant gagné n'importe par quels moyens, la sainte conspiration allait entrer dans sa phase pratique. Les difficultés étaient grandes, mais non capables, pourtant, d'arrêter des vaillants tels que Jarjayes et Toulan.

¹ Ces billets se trouvent reproduits dans la *Biographie universelle* de Michaud, aux articles *Toulan* et *Jarjayes*. L'auteur dit que ces écrits lui avaient été communiqués, en 1815, par le Chevalier lui-même, ainsi qu'un *Rapport* adressé par lui aux frères du roi et dans lequel son puits les faits racontés ensuite par divers historiens. Cependant M. de Jarjayes recommanda le silence sur certains détails.

On avait à régler des détails multiples et compliqués. De là, nécessité de conciliabules nombreux. Ils se tinrent chez Lépitre, rue Saint-Jacques, dans un quartier éloigné du Temple. Aux réunions assistaient le Chevalier, Lépitre, Toulan et un ami de ce dernier, Ricard ; c'était celui-ci qui rédigeait les rapports transmis ensuite par le Toulousin à la reine. Ils devaient bientôt s'adjoindre un cinquième auxiliaire, Turgy, le fidèle Turgy, officier de cuisine des prisonniers. Il y avait, en outre, dans le complot, comme acteurs ou confidents, le Nivernais, c'est-à-dire Goguelat. Mme Th..., Mme de Jarjayes et Mme Toulan, connue sous le nom de *Bichette*. Il y eut encore un jeune officier de dragons, Casimir de Ventavon, mort à 26 ans, après la bataille de Zurich, où sa bravoure l'avait fait signaler à Bonaparte. C'était un ami du Chevalier dont la famille devait plus tard s'allier à la sienne. Les auteurs qui ont écrit sur ces événements n'ont point parlé de lui ; mais nous connaissons sa participation au complot par une tradition religieusement conservée dans la famille de Ventavon.

Voici comment fut concerté le plan d'évasion, comment furent distribués les rôles. Le Chevalier se chargea de la confection d'habits d'hommes pour les princesses. Les commissaires devaient les introduire dans la Tour, en les cachant sous leurs pelisses. Marie-Antoinette et Mme Élisabeth, sous ce déguisement, complété par la cocarde tricolore et de longues douillettes brochant sur le tout, devaient sortir munies de cartes délivrées par Lépitre, président, comme nous avons vu, de la Commission des passeports. L'évasion des deux enfants offrait plus de difficultés. Mme Royale serait déguisée en jeune garçon, habillée d'un pantalon et d'une carmagnole d'ouvrier ; un homme, dans la tenue du savoyard Jacques, l'allumeur de réverbères, l'amènerait, en la faisant passer pour son fils. Pour remplir ce rôle, Toulan choisit Ricard. Quant au petit roi, un cri, un geste, son air même pouvaient le trahir, et il fallut songer à un autre procédé. Le fidèle

Turgy l'enlèverait dans une corbeille à pain¹. Mais, pour ces fins, on avait à déjouer l'espionnage toujours aux aguets des traîtres Tison. Toulan, ayant remarqué leur goût pour le tabac d'Espagne, le leur prodiguerait et, au dernier moment, mêlerait à la dose un narcotique. Ainsi fut réglée la sortie du Temple, à laquelle devait veiller Toulan.

M. de Jarjayes se chargea spécialement de la fuite hors de Paris et de la frontière. Lépitre avait proposé de se servir d'une grande berline à six places ; mais la reine, se souvenant du voyage de Varennes pour lequel on avait adopté ce véhicule, n'en voulut pas, et on se décida pour d'autres. Le Chevalier s'était donc assuré de trois cabriolets, et il attendrait les évadés dans la rue de la Corderie. La reine et le petit prince devaient monter dans le premier, conduit par M. de Jarjayes lui-même ; Mme Royale, dans le second, conduit par Lépitre ; Mme Elisabeth, dans le troisième, conduit par Toulan. Les passeports, délivrés par Lépitre, étaient tous bien en règle. Quant à Ricard et Turgy, leurs rôles accomplis, ils rentreraient chez eux.

Il avait d'abord été question de se diriger sur la Vendée. Mais M. de Jarjayes, d'accord avec la reine, opina pour la Normandie, bien plus proche et offrant moins d'inconvénients. Les relais nécessaires étaient échelonnés sur la route jusqu'à la mer. Les fugitifs devaient passer en Angleterre. Dans ce but, le Chevalier avait eu recours à M. Amabert, premier commis des finances, son intime ami. Par les soins de ce dernier, un bateau fut affrété sur la côte, près du Havre.

Enfin toutes les précautions propres à déjouer les plus mauvaises chances furent prises. Le moment était d'ailleurs propice. L'attention publique se portait tout entière aux luttes entre Montagnards et Girondins, et la surveillance du Temple avait perdu de sa rigueur. Tout

¹ Lépitre, il est vrai, dans ses *Souvenirs*, dit que le petit roi, aussi bien que Mme Royale, devait être amené par le lampiste. Mais Turgy, dans ses *Fragments*, donne la version que nous suivons, et son récit paraît de beaucoup plus véridique. D'ailleurs, le complot, étant tout aux mains de Jarjayes et de Toulan, Lépitre pouvait ignorer ce détail.

semblait donc sourire au succès. Le départ fut fixé à l'un des jours les plus prochains.

Comment un plan, à la fois si habile et si hardi, vint-il à échouer? Quelle en fut la pierre d'achoppement? La pusillanimité de Lépitre. Quant il fallut agir, tout en lui changea. Il ne boitait pas que de la jambe, il boitait du cœur. Tremblant, indécis, il atermoyait de jour en jour, alléguant et, au besoin, inventant les plus futiles prétextes. Lui-même, dans la première édition de ses *Souvenirs*, révèle ainsi sa défaillance. « Je l'avoue, dit-il, je ne songeais qu'avec effroi au moment où l'on confierait à mes soins le dépôt sacré dont je devais répondre. J'aurais presque dit comme Enée, s'éloignant de Troie :

- « Et moi, qui tant de fois avais vu sans terreur
- « Et les bataillons grecs et le glaive homicide,
- « Une ombre m'épouvante, un souffle m'intimide,
- « Je n'ose respirer, je tremble au moindre bruit,
- « Et pour ce que je porte, et pour ce qui me suit ».

(*Énéide*. Traduction par Delille).

Lépitre était à relancer. « Il fallait l'avoir », avait dit la reine. C'est alors que Marie-Antoinette met tout en œuvre pour l'émouvoir. Elle fait chanter par ses enfants, sur le clavecin, une *Romance* composée par lui sur la mort de Louis XVI¹. Elle lui donne enfin des cheveux du roi, de ses enfants, de Mme Elisabeth et des siens, et y joint cette devise italienne qui le caractérisait : « *Toto cura ch'il* » « *morir teme : C'est peu aimer, que craindre de mourir* ». La reine fait à Toulon un présent semblable. Mais, tandis que celui-ci écrit dessus ces mots qui le peignaient bien, « *Toto per loro : Tout pour eux* », Lépitre enchasse les siens dans un bague où il fait graver, d'un côté, la devise de la reine, et, de l'autre, cette inscription : « *Cheveux donnés, le 7 mars 1793, à J.-F. Lépitre par l'ép., les enf. et la S. de L. de Bourb., roi de France* ». Ainsi Lépitre rapportait tout à lui, et Toulon, tout aux autres. Entre ces deux hommes, quelle différence !

¹ Nous reproduisons cette Romance aux pièces justificatives.

Enfin on avait pu, et malgré tout, décider le départ pour le lendemain, 8 mars.

Mais la fatalité, qui poussait à l'abîme cette antique maison de France, fut plus ingénieuse que toutes les combinaisons, plus forte que tous les efforts. On vient, en effet, d'apprendre la levée du siège de Maëstrich, l'évacuation d'Aix-la-Chapelle ; Dumouriez passe à l'ennemi ; la Vendée se soulève ; pour comble, une émeute, causée par le manque de pain, éclate dans Paris, et on crie. « A bas le tyran ! A mort l'Autrichienne ! » La défiance était éveillée. C'en était fait. La noble entreprise avait échoué.

F. ALLEMAND

(A suivre)

DES ANCIENS PROTESTANTS DE BRIANÇON

ET DE LEUR TEMPLE

PAR M. LE DOCTEUR CHABRAND.

Briançon a-t-il jamais eu, dans ses murs, un temple de la religion prétendue réformée ?

A cette question bien facile à résoudre, les Briançonnais, à quelques exceptions près, répondent ordinairement d'une manière affirmative, sans se douter qu'ils commettent une grave erreur. Cette erreur, entretenue jusqu'à ce jour, provient de ce que la place qui se trouve au-devant de l'Eglise et de l'Hôtel-de-Ville, ainsi que le quartier dont elle fait partie, s'appellent *Place du Temple*, *Quartier du Temple*. Ces dénominations, en effet, quand on ne consulte que les apparences, semblent indiquer clairement qu'un temple a dû exister sur cette place ou dans son voisinage.

Ladoucette, dans son *Histoire des Hautes-Alpes* (3^e édition, p. 132), affirme sans hésiter que « la maison à trois étages qui se trouve à l'angle de la rue de la mairie et de la place du Temple, était un temple protestant que sous Louis XIV on convertit en halle ».

Plus récemment, un Briançonnais très intelligent, très instruit, sous les initiales V. V., a écrit : « Notre église, rasée pour être reconstruite dans l'enceinte de la ville, s'est en quelque sorte substituée au temple protestant abandonné. Après l'érection de l'église, la place n'en est pas moins demeurée et reste encore place du Temple ». (*A propos de l'abbé Tane, souvenirs Briançonnais*, p. 31. Orange, mars 1893).

En présence d'assertions aussi catégoriques, venant d'hommes instruits, d'hommes à l'érudition desquels on a tous les motifs possibles de s'en rapporter, nous ne devons pas être étonnés d'entendre les habitants de Briançon affirmer aussi, sans hésitation, qu'un temple protestant fut élevé, jadis, dans l'enceinte de leur cité.

Mais, encore une fois, nous avons le regret de le dire, nos compatriotes sont dans l'erreur la plus complète, comme le prouvent les documents imprimés ou manuscrits tirés de leurs archives municipales et que nous allons signaler.

Notre chroniqueur briançonnais, l'avocat Antoine Froment, dans ses *Essais sur l'incendie de sa patrie*¹, avait déjà traité la question de savoir d'où venait le nom de Place du Temple. Mais avant d'arriver à toutes sortes d'hypothèses pour la résoudre, il commençait par déclarer que cette place était ainsi nommée à une époque bien antérieure à l'apparition du protestantisme.

« Temple, dit-il, (p. 208), c'est une place ainsi nommée
« de temps immémoré et mesmes dans les plus vieux
« cadastres qui nous restent, parce que là, anciennement
« était un temple.

« Or, de dire que ce fut de la religion prétendue réfor-
« mée, elle n'en eut jamais d'autre que celui *hors la ville*
« accordé seulement l'année 1614, par les seigneurs
« commissaires, députés par le Roy pour l'établissement
« des temples de la dite religion...

« Ce n'est pas non plus des Vaudois ; ils n'eurent pas
« les forces ny le temps pour bastir un temple à Briançon
« ny mesmes pour l'aborder. Il ne se trouve non plus
« aucuns documens que les Albigeois en soient venus
« jusque-là, et quant aux Templiers, certains semblent
« vouloir l'insinuer.

« La ville de Briançon, divisée en quatre quartiers (de
« Castres, de Roche, du Temple et de Mercerie), le quar-
« tier du Temple en prenait jà sa dénomination antérieu-
« rement à toutes les dites religions, comme font foy les
« plus vieux des anciens cadastres et registres qui nous
« restent, vraisemblablement faits encore sur le modèle
« d'autres antécédents ou qui les ont précédés de plusieurs
« siècles ».

¹ Grenoble, Verdier, 1639. Réédité par M. A. Albert, en 1868, Grenoble, E. Allier.

De toutes ces preuves d'antiquité, Froment conclut que la place du Temple tire son nom d'un temple païen, dédié à Mercure et qu'il fait remonter à l'époque où Brennus passa les Alpes pour envahir l'Italie. Ceci évidemment est une pure hypothèse, sans fondement, mais ce qui est certain, c'est que l'on trouve dans les plus vieux cadastres de Briançon les noms de *Place du Temple*, *Quartier du Temple*, à une époque bien antérieure à l'établissement du protestantisme.

Ladoucette, avons-nous dit, a prétendu que la maison que nous voyons encore aujourd'hui à l'angle de la rue de la mairie et de la place, était un temple protestant que l'on convertit en halle sous Louis XIV. Cette opinion, dictée par les Briançonnais eux-mêmes à l'ancien et excellent préfet des Hautes-Alpes, a été entretenue jusqu'à nos jours par l'existence de deux inscriptions qui se trouvent sur la façade de cette maison donnant sur la rue de la Mairie, à gauche de la porte d'entrée. Le 1^{er} étage de la maison repose sur de vieilles arcades en pierre noire dont le vide a été rempli par de la maçonnerie à une époque plus ou moins récente. Les pieds droits de ces arcades sont surmontés chacun d'un cartouche et c'est sur le premier et le troisième de ces cartouches que se trouvent les inscriptions, gravées en creux sur une pierre en saillie qui forme la clef de voûte de l'arcade.

Sur le premier on lit : *Entrés à la petite porte* ; sur le troisième : *Cerchés et vos frères*, et au dessous : 1575. Ces mots que l'on prétend tirés de l'évangile de Saint-Mathieu, chap. VII, v. 13 et 7, seraient, dit-on, la preuve que l'édifice sur lequel ils sont inscrits étaient un édifice religieux et par conséquent un temple protestant, puisque l'église de Briançon était hors des murs et que ce n'est que le 7 mai 1703 qu'on commença à jeter les fondements de l'église actuelle, construite sur les plans donnés par Vauban.

Nous ferons remarquer d'abord que ces inscriptions n'ont point le caractère religieux qu'on veut bien leur attribuer. Le texte de la première : *Entrés à la petite*

porte, diffère de celui de l'Évangile : *Entrés par la porte étroite* ; quant à la deuxième ; *Cerchés et vos troverés*, c'est une maxime populaire connue de temps immémorial.

Toutefois, on ne peut disconvenir qu'elles aient appartenu à un édifice public qui, selon toutes les probabilités, fut l'*Auditoire* ou la *Maison du Roi*, c'est-à-dire le lieu où l'on rendait la justice. Nous savons, en effet, par Froment, qu'avant l'incendie de 1624, l'*Auditoire* se trouvait sur la place du Temple. (*Essais* p. 211). Il fut reconstruit sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui le Tribunal.

Les inscriptions avaient pour but d'indiquer au public qu'ils devaient passer par la petite porte pour pénétrer dans la salle d'audience, la grande porte étant réservée soit aux magistrats, soit au public, les jours d'audiences solennelles.

Il n'est pas, non plus, exact de dire que le prétendu temple protestant devint une halle sous Louis XIV. En 1692, un second incendie aussi terrible que le premier, dévora la malheureuse ville de Briançon. L'intendant du Dauphiné, délégua un commissaire, Guy Vion, qui, assisté de son greffier Gellinot et des trois consuls Jean Bonnot, Jean Sylvestre et Louis Rol, employèrent plusieurs jours à parcourir la ville pour constater les dégâts causés par le feu, passant dans chaque maison et indiquant son état. Des experts assermentés estimèrent les maisons brûlées et le mobilier perdu. Ces experts étaient : « François Prat, avocat, 41 ans, et Ollagnier, bourgeois, 66 ans ». Nous lisons dans le procès-verbal rédigé et signé après ces visites : « la 43^e maison, à droite, en descendant de la « porte de Pignerol, est la maison du Roi servant à « l'*Auditoire* du Baillage, aux greffes et aux prisons ; elle « fait face à la Grande-Rue et à la place des Halles ». (*Procès-verbal et procédure sur l'incendie de Briançon, 1692*).

Les Halles étaient donc là où se trouve aujourd'hui la place d'Armes et où se tiennent encore les marchés, et non sur la place du Temple.

Comme nous l'avons dit dans notre histoire des *Vaudois et protestants des Alpes*, pour peu qu'on veuille réfléchir, le millésime 1575 placé au-dessous des inscriptions de la maison de la place du Temple suffit pour démontrer que ce bâtiment n'a été ni un temple vaudois ni un temple protestant. A cette date, il n'y avait dans le Briançonnais, d'autres vaudois que ceux de Pragelas qui, comme le dit Froment : « n'avaient ny les forces, ny le temps d'aborder Briançon pour y bastir un temple ». Quant aux protestants, il n'en existait pas un seul dans cette ville, en 1575, comme nous le verrons plus loin.

Lorsque l'hérésie de Luther se fut introduite dans le Dauphiné, les consuls de Briançon connaissant la répulsion que les nouvelles doctrines inspiraient à leurs concitoyens, usèrent de tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher l'établissement des hérétiques dans leur pays. L'auteur de l'opuscule : *A propos de l'abbé Tane*, est tombé dans une nouvelle erreur en disant : « que les « Briançonnais avaient embrassé la religion réformée « avec enthousiasme », (p. 31). Charronnet qui n'est point suspect, en cette matière, ne craint pas d'avouer dans son *Histoire des guerres de religion dans les Hautes-Alpes*, que la majorité de la population de Briançon « était non seulement catholique, mais profondément hostile à la religion réformée ».

Du reste, les faits sont là pour le prouver. Depuis 1562, époque où les vaudois de Pragelas et ceux du Piémont, devenus calvinistes, incendièrent le monastère d'Oulx, après l'avoir livré au pillage ; où la célébration de la messe, dans cette vallée, fut interdite et le nouveau culte imposé sous peine de la vie, par le terrible baron des Adrets, jusqu'au 6 août 1590, date de la capitulation de Briançon, assiégé par Lesdiguières, les Briançonnais ne cessèrent de lutter, les armes à la main, pour conserver la foi de leur ancêtres.

Après cette capitulation dont les conditions furent des plus honorables pour leur cité, les consuls veillèrent avec le plus grand soin pour empêcher la propagation de l'hé-

résie dans leur communauté. Au reste, les sectateurs de la nouvelle religion n'y étaient pas nombreux : dans la ville, il n'y avait qu'une seule famille protestante, celle de Jacob Videt¹.

En février 1605, le Conseil général de la communauté fut convoqué par le consul Voyron. Le vibailli, le procureur du Roi, le curé et tous les chefs de famille y assistèrent, et le consul exposa que : « ses deux collègues, « Arduin et Bermond, qui sont à Grenoble, demandent « procuration pour se défendre, contre les poursuites que « fait Jacob Videt, syndic de ceux de la R.-P.-R., contre « la communauté, pour y avoir leur exercice libre, y « pouvoir prescher et faire dresser, dans le clos, un temple suivant qu'il leur est permis par l'édit de Nantes ».

L'assemblée vota avec enthousiasme « nul discrétant « que ledit acte de procuration serait immédiatement « passé, promis et juré, sous les obligations de tous les « biens desdits constitués et de tous les autres manants et « habitants de ladite communauté, selon sa forme et « teneur. Ils promirent de n'épargner ni leurs biens, ni « leur vie, pour soutenir la religion catholique, apostolique et romaine. Ils trouvaient exorbitant qu'une ville et « communauté, composée de quatre ou cinq mille personnes catholiques, fut inquiétée par un seul qui est le « sieur Videt, en icelle, et sept ou huit laboureurs qui « sont au Pont-de-Cervièrès ». (*Archives municip. de Briançon*).

Les démarches faites par les deux consuls qui étaient à Grenoble, eurent un plein succès. Les commissaires de l'Édit écrivirent à Jacob Videt : « que ceux de la religion « se contenteraient de l'exercice d'icelle à Ste-Catherine, « sans faire aucune poursuite pour l'avoir dans la ville ».

Le 30 octobre suivant, le Conseil donna pouvoir aux consuls « de passer un écrit au sieur Videt pour autoriser

¹ Jacob Videt, était le père de Louis Videt qui fut secrétaire et biographe de Les liguières : il devint plus tard, 1^{er} consul et châtelain de Briançon. (Voir ma Notice sur la famille Videt. Grenoble, 1879, Xavier Drevet).

« ceux de la R -P.-R. à faire l'exercice de leur culte à
« Ste-Catherine, dans une grange qu'ils achèteraient à
« leurs frais, éloignée toutefois de la chapelle dédiée à
« Ste-Catherine, pour obvier aux inconvénients qui
« pourraient résulter de l'exercice des deux cultes ».
(*Arch. municip.*).

La vigilance des consuls, pour faire obstacle à l'établissement des familles protestantes dans leur cité, ne se démentit jamais. Deux ou trois de ces familles dont nous allons donner les noms, parvinrent cependant à s'y fixer. Lorsque après quelques années de séjour leurs chefs sollicitèrent leur admission à la combourgeoisie, ils rencontrèrent la plus vive opposition de la part de l'assemblée populaire qui devait se prononcer sur ce sujet.

En 1606, l'un d'eux, Louis Gaudemard, venu de la vallée de Barcelonnette, ayant fait sa demande, fut d'abord refusé. Ce ne fut que sur l'ordre formel de Lesdiguières qu'une nouvelle assemblée fut convoquée et forcée de prononcer son admission. Mais on l'obligea de prêter serment d'habiter la ville « paisiblement, sans y rien
« innover, ni altérer pour aucun sujet ou prétexte que ce
« soit ». Un deuxième, Isaac Reynaud, ne fut reçu quelque temps après que sous la condition qu'il contribuerait, comme les catholiques, aux réparations des églises. Un troisième, enfin, Honoré Bellon, venu du Queyras, établi comme procureur depuis plusieurs années, ne put obtenir ses lettres de bourgeoisie qu'après des sollicitations plusieurs fois répétées ¹.

Les documents que nous venons de citer et dont on ne peut contester l'authenticité, sont plus que suffisants pour prouver l'erreur de ceux qui prétendent qu'un temple protestant fut élevé, jadis, dans l'intérieur de la ville de

¹ Celui qui voulait obtenir des lettres de bourgeoisie devait adresser sa demande à l'assemblée générale du peuple. Cette demande était remise au Conseil particulier qui, après enquête « sur la vie, mœurs et probité du postulant », le proposait à l'assemblée générale, seule investie du droit d'agréer ou de rejeter la demande. Ce n'était que sur son autorisation que les consuls délivraient des lettres de bourgeoisie.

Briançon et que, dès son apparition, le protestantisme y fut accueilli « avec enthousiasme » par les habitants.

S'il est évident qu'il n'y a jamais eu de temple protestant dans l'enceinte de la ville de Briançon, comment expliquer l'origine des noms : *Place du Temple*, *Quartier du Temple* ?

Nous avons vu que, d'après Froment « certains semblaient vouloir incliner » à attribuer ces noms aux Templiers. Cette insinuation que l'avocat briançonnais rejetait, nous paraît cependant devoir être adoptée. M. J. Roman qui connaît si bien l'histoire des Hautes-Alpes, dans son *Tableau historique* de ce département, fait mention de plusieurs actes qui prouvent que les templiers avaient des propriétés dans tout le Briançonnais, de Pertuis-Rostan au Lautaret et au Mont-Genèvre (acte du 27 octobre 1277) ; à Serre-Eypais et à la Rivière, près de Briançon (acte du 20 avril 1352) ; à Briançon et au Mont-Genèvre (acte du 22 août 1352). Le même auteur nous apprend qu'ils avaient à Briançon une maison forte, dite maison du Temple « située près des murailles de la ville ». (*Bulletin de l'Acad. delphinale*, 1883, T. 18, p. 192. « Il est à présumer, disait déjà le P. Fournier, qu'au lieu qu'on appelle encore le Temple, il y avait une maison des Templiers ». (*Hist. des A. Maritimes*, T. 1, p. 82).

En 1314, les templiers possédaient près de Briançon, sur le territoire de la communauté de Puy-St-Pierre, un pré, dit *Pré du Temple* (Guy Allard, mss. T. VI^e).

Dès le milieu du XIV^e siècle, un quartier de Briançon s'appelait *le Temple* et la porte qui y conduisait, *Porte du Temple*. (*Hist. des Alpes Maritimes* du P. Fournier, T. 11, p. 116, note de M. Guillaume).

Ces documents nous paraissent de nature à ne laisser aucun doute sur l'origine des noms sous lesquels on désigne encore aujourd'hui un quartier et une place de la ville de Briançon.

Il est donc bien prouvé que la Religion prétendue réformée n'a jamais eu de temple dans l'intérieur de Briançon, mais il est certain aussi qu'elle en avait un hors des

murs, au lieu dit les Hortaillaux. Les protestants de cette ville, quoique peu nombreux, avaient en la personne de Jacob Videt, leur syndic, un homme remuant et connu de Lesdiguières, auprès duquel il ne cessait de faire des instances, dans toutes les circonstances où il était question de l'intérêt de ses coreligionnaires. Ils finirent par obtenir en 1614, l'autorisation de bâtir un temple « hors la ville » au-dessus du village de Ste-Catherine.

Froment nous apprend qu'en 1624, date de l'incendie dont il nous a donné minutieusement tous les détails, ce temple « était encore imparfait et se bastissait aux Hortaillaux¹ ». Il ne fut achevé que quelques années plus tard : « de là-haut, dit-il, on voyait là-bas à Ste-Catherine « le *petit troupeau* sortir de la grange jadis, ores belle « maison champêtre où se faisait la prière. Leur sortie « estoit en mesme temps que nous catholiques romains « des églises ». (*Essais*, pp. 105 et 189).

En élevant un temple dans la communauté de Briançon, les protestants espéraient sans doute y faire des prosélytes et obtenir l'accroissement du petit troupeau. Leurs espérances ne se réalisèrent pas. Dès 1606, ils avaient obtenu un ministre résident, imposé par Lesdiguières. Ces ministres résidents ne purent y tenir longtemps ; depuis 1630, où l'on y envoya Abraham Jourdan, nous n'en trouvons plus aucun. Jugeant alors qu'ils ne parviendraient jamais à faire de Briançon un centre important de la nouvelle religion, ils réunirent cette ville qui faisait partie du colloque de Valcluson au colloque de l'Embrunais ; elle devint une annexe de Freyssinières, ce fut dès lors le ministre de cette dernière localité qui vint « faire le prêche et administrer les sacrements » aux protestants de Briançon. (Charronnet, p. 388).

Leur nombre resta toujours fort restreint ; nous savons par une délibération du Conseil du 5 avril 1666, qu'à cette

¹ On appelle Hortaillaux le mas qui s'étend de la porte d'Embrun à Ste-Catherine et où se trouvaient beaucoup de jardins. Ce nom de lieu tiré de *Hortus*, a été complètement défiguré dans le nouveau cadastre qui porte : *Artaillet*.

date, il n'y avait « dans la ville que trois ou quatre
« familles protestantes ».

Cet état de choses n'avait pas changé, lorsque survint l'édit du 22 octobre 1685, révoquant celui de Nantes et portant suppression de l'exercice public du culte de la religion réformée et démolition de tous les temples. Celui de Briançon dut subir le sort des autres ; il fut vendu à un sieur Fantin feu M^e André, notaire d'Arvieu, qui se chargea de sa démolition. Toutefois, nous allons voir que cette démolition ne fut pas exécutée conformément à l'arrêt du Conseil du Roi.

Le 21 avril 1688, le Conseil de la communauté s'étant réuni, « il fut exposé par les Révérends Pères Paul et
« René, capucins et missionnaires du Roi, en cette ville,
« que S. M. désirant extirper l'exercice de la religion de
« Calvin, aurait fait diverses déclarations et entre autres
« que les temples de ceux de la R.-P.-R. seraient démolis
« jusqu'aux fondements, et les lieux d'iceux rendus culti-
« vables, en sorte qu'il n'en reste aucuns vestiges, et étant
« venus en cette ville par ordre de S. M. et de Mgr l'ar-
« chevêque pour y prêcher la mission, ils ont appris que
« le temple qui avait été établi par ceux de la R.-P.-R. n'a
« été démolí qu'en partie, même qu'il a été fait vente du
« sol et des débris à un nouveau converti qui, bien loin
« d'exécuter la déclaration de Sa Majesté, a fait rétablir
« les murs de l'enclos. Comme leur ministère les oblige
« de ne souffrir pas de semblables abus, ils ont désiré de
« faire connaître au Conseil de ville l'importance qu'il y a
« d'y remédier et de faire pleinement exécuter ladite
« déclaration ».

Le Conseil se porta avec les Révérends Pères sur les lieux et il fut constaté « que les murs du temple, au
« levant, très épais, (4 pieds) avaient encore deux toises
« de hauteur ; que les murs du midi et couchant n'ont été
« abattus que raz de terre ; que les murs de l'enclos dudit
« temple et cimetiére ont été élevés et crépis à neuf,
« depuis l'arrêt du démolissement, tout autour d'environ
« quatre pieds.

« La démolition, répondit le Conseil, avait été commise
« au syndic du chapitre d'Embrun par l'arrêt ; la ville
« n'en a pas pris connaissance et n'a jamais rien su de la
« vente que le sieur Fantin prétend avoir été passée en sa
« faveur du sol du temple et du cimetière ; que, si elle
« l'avait su, elle aurait enchéri et repris le sol qu'elle
« avait acheté, lors de l'établissement dudit temple, même
« déchargé de la taille, ce qui n'a pas été fait pour les
« églises et chapelles de la paroisse.

« Le Conseil charge les consuls de supplier M. l'inten-
« dant d'employer son autorité pour faire démolir com-
« plètement ledit temple et lui procurer la vidange dudit
« sol, sur l'offre de rembourser le prix de septante livres
« qui ont été données au profit du Roi, sans préjudice
« des autres droits ». (*Archives municipales*).

L'intervention des missionnaires capucins ne tarda pas de produire son effet. Tout ce qui restait du temple fut entièrement rasé, et il serait impossible aujourd'hui d'indiquer le lieu précis où l'on pourrait en trouver des vestiges.

Ainsi finit le temple protestant de Briançon, bâti aux Hortaillaux. Sa ruine entraîna la disparition des sectateurs de Calvin, habitant la communauté. Les uns rentrèrent dans le sein de l'église catholique, les autres émigrèrent. Parmi les noms qui figurent comme émigrés sur la liste donnée par M. le Pasteur Arnaud nous trouvons : la veuve Blanchet et sa belle-fille, Jean Blanchet, Pierre Blanchet, sa femme et sa belle-mère, Jacques Blanc, de Briançon. (*Hist. des protestants du Dauphiné*).

Depuis cette époque éloignée, on n'entendait plus parler du protestantisme, ni de son culte, à Briançon, lorsque vers 1865 ou 1866 on y vit arriver et s'y fixer un *évangéliste*, c'est-à-dire un auxiliaire du pasteur protestant de Freyssinières. Il était envoyé par les sociétés protestantes qui ont pour but *l'évangélisation des protestants disséminés*.

Après l'établissement de la carderie de soie qui existe à Ste-Catherine-sous-Briançon, un certain nombre d'ou-

vriers protestants des vallées piémontaises de St-Martin et de Luserne, vinrent y travailler, et c'est pour leur donner des soins religieux que fut envoyé cet évangéliste. Tous les dimanches, il les réunissait pour le culte dans une maison particulière. Le séjour de l'évangéliste à Briançon ne fut pas de longue durée, il repartit pour Guillestre d'où il était venu et ne vint plus remplir son ministère auprès des ouvriers piémontais qu'à des intervalles plus ou moins éloignés. Mais nous avons appris que, depuis quelque temps, l'exercice du culte protestant se pratique de nouveau, d'une manière plus régulière, dans un local particulier de Ste-Catherine.

Que les temps sont changés ! Ces manifestations religieuses qui n'auraient pu se produire sans exciter de vives émotions dans la population briançonnaise du XVII^e siècle, passent, de nos jours, presque inaperçues au milieu de la plus complète indifférence.

C'est ainsi que s'affaiblissent insensiblement la fidélité aux principes et le respect des traditions.

D^r CHABRAND.

DÉFENSE DE LA FRONTIÈRE DES ALPES

PENDANT LA CAMPAGNE DE L'AN VII (1799)¹.

Documents publiés par M. F. N. NICOLLET

ROSSIGNOL, membre de l'administration centrale des Hautes-Alpes, à ses collègues et au commissaire du directoire exécutif.

Briançon, le 24 floréal, an 7, etc.²

J'ai fait part de la lettre écrite au citoyen Bontoux par son collègue des Basses-Alpes au général Muller ; il fait partir de suite 300 hommes, ainsi qu'il me l'annonce lui-même. Il me charge de vous dire de presser l'envoi des conscrits, gardes nationales et denrées, d'ajouter à vos envois, s'il est possible, quelque eau-de-vie pour le cas de siège.

Le départ du pape n'est pas encore assuré. Les nouvelles que nous vous avons données hier ne sont pas encore confirmées ; le général attend une ordonnance ce soir de Suze ; je vous instruirai, à son arrivée, du résultat.

Salut amical.

Signé : ROSSIGNOL.

¹ Voir *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes* ; 4^e trimestre 1894, page 324 ; et 4^e trimestre 1895, page 365.

² Nous mettons ici cette lettre que nous avons oubliée à sa date ; elle doit être placée après celle du 23 floréal (*Bulletin de la Société d'Études*, 4^e trim. 1895, page 367).

Copie d'une circulaire écrite par FARNAUD, commissaire envoyé par le département à Briançon, aux citoyens officiers municipaux et commissaire du Directoire exécutif des cantons de...

Du 4 prairial, an 7, etc.

Citoyens municipaux et Commissaire

Attendez-vous pour compléter votre fourniture que l'ennemi soit à vos portes ? Vous savez combien était pressant notre arrêté à cet égard ; et vous avez pu rester dans l'insouciance ! Les circonstances actuelles en rendent l'exécution encore plus pressante ; et vous ne sentez pas la responsabilité qui pèse sur vos têtes ! Malheur aux commissaires qui n'auraient pas achevé leur versement en cas d'événement désastreux. C'est la dernière fois que nous viendrons stimuler votre zèle et votre patriotisme en vous soumettant ces tristes réflexions.

Nous finissons en vous prévenant que si vous ne vous acquittez pas dans les quarante-huit heures après la réception de la présente, vous recevrez dans vos communes une garnison proportionnée à votre déficit. Le commandant de place, vu l'urgence extrême du moment, vient de nous inviter d'user de tous les moyens qui nous restent ; il nous a offert des troupes et nous ne pouvons plus hésiter. Ainsi, citoyens, nous aurons fait notre devoir en usant de tous les leviers qu'on nous a mis dans les mains pour prévenir un retard si funeste à la chose publique, et vous resterez seuls responsables, si vous ne faites vous-mêmes tous vos efforts envers vos administrés non encore acquittés.

Hatez-vous donc, hatez-vous ; le temps fuit et l'ennemi s'approche. Servez-vous de tous les moyens de transport possibles. Mettez-vous, s'il le faut, en permanence, citoyens municipaux et commissaire, jusqu'à ce que vous ayez forcé tous vos administrés à s'acquitter entièrement.

Salut et fraternité.

Signé : FARNAUD.

[Copie d'une lettre écrite par] le général MOREAU au général MULLER, commandant la 7^{me} division militaire.

Au quartier général, à Coni, le 5 prairial, etc.

Je n'ai reçu, citoyen général, que votre lettre du 23 floréal. Je m'empresse d'y répondre à la hâte. Je n'ose vous dire où est l'armée. Je désire que l'ennemi l'ignore, et je crains que ma lettre ne lui tombe entre les mains.

Je suis parvenu à dégager l'armée de Naples. Jusqu'au 28, j'avais forcé l'ennemi à venir sur moi ; c'est une bonne opération, car l'armée de Naples forte de plus de 40.000 hommes aura le temps de se rassembler et de battre l'ennemi.

Plus de 50.000 insurgés empêchent l'approvisionnement de nos places et ont trouvé des commandants assez lâches pour rendre leur place. La prise de celle de Ceva me fait grand tort. Mais je corrigerai les insurgés et je tacherai de remplir le reste de mon plan après avoir rouvert mes communications avec la France.

Il rentre en France une grande quantité de dépôts et d'officiers isolés, qui y retournent sous mille prétextes tant bons que mauvais. Arrêtez tout cela : organisez-le pour servir à l'instruction de vos conscrits ; renforcez autant que vous pourrez, de détachements bien organisés, Fénestrelle, Pignerol et Suze, sous les ordres des généraux Doyen, à Suze, et Zimmermann, à Pignerol. Comme il est probable que mes communications par Nice seront plus faciles, ayant deux débouchés, celui de Tende et celui de la Corniche, il faudra faire diriger l'excédent des troupes que vous aurez vers Nice, c'est-à-dire quand les vallées de Genève et de Mont-Cenis seront bien couvertes et votre garnison de Briançon sera bien complète. Soyez, je vous prie, en communication bien fréquente avec les officiers généraux qui les commandent. Je ferai en sorte de vous donner par eux de mes nouvelles ; envoyez à Nice une partie des dépôts et des officiers isolés qui vous arriveront. Veuillez donner des ordres pour qu'ils ne puissent pas s'écarter de leur route.

Comptez, citoyen général, que je fais l'impossible pour rétablir nos affaires en Italie ; la République peut compter sur mon dévouement et mon attachement, mais j'ai pris les choses en bien mauvais état.

Salut et considération.

Signé : MOREAU.

Pour copie conforme :

Le Commandant de la Place,

Signé : MICHAUD.

*Copie de la lettre écrite au général MULLER par la
Commission départementale envoyée à Briançon.*

Du 6 prairial, etc.

Citoyen général,

Nous venons vous prévenir que le service des fourrages manque presque totalement dans toute l'étendue de ce département et particulièrement à Briançon, d'abord par la faute de l'étaquier, et peut-être plus encore par la nature des localités qui ne permettent point de faire les provisions extraordinaires que nécessiterait l'état actuel des choses. On nous annonce encore pour ce soir ou demain l'arrivée de 800 chevaux que nous ne savons où placer pour leur subsistance. Nous avons été forcés déjà à épuiser, par les passages continuels, la presque totalité du magasin que nous destinions au service de la place supposée en état de siège. Nous avons déjà fait pour cela des réquisitions conséquentes sur les communes que nous avons toutes les peines du monde à faire rentrer, parce qu'on ne peut leur en assurer le paiement.

Il n'est donc que trop constant que les localités ne permettraient pas même, avec les plus grands efforts au préposé des étapes de parvenir à un service qui paraît devenir chaque jour plus conséquent, sans de prompts secours. Nous venons donc vous inviter, citoyen général, à écrire, sans perdre un seul moment, à la compagnie *Grana* (?), pour qu'elle assure ce service, et la charger d'envoyer un inspecteur fidèle sur les lieux. Cette mesure nous paraît indispensable.

Il ne serait pas moins important sans doute d'assurer ici un magasin de fourrage fixe et intact qui ne serait entamé que dans un cas de siège. Car, sans le concours absolu des choses de première nécessité, à quoi serviraient toutes les mesures militaires et l'armement bien combiné de cette place. Autrefois comme aujourd'hui, ne pouvant compter assez sur les mêmes fournitures des lieux, on tirait les fourrages de la ci-devant Bourgogne, pour assurer à cette place ceux qu'elle comportait, mise en état de siège, puisque ceux du lieu sont dévorés, et au-delà, pour le service ordinaire.

Le service du citoyen Accarias, résidant à Grenoble, chargé des transports directs, manque totalement ; il n'a aucun préposé dans cette place.

Salut et fraternité.

Pour copie conforme :

Signé : FARNAUD.

FARNAUD, le jeune, en commission à Briançon, aux citoyens administrateurs du département des Hautes-Alpes.

Briançon, le 7 plairial, etc.

Citoyens administrateurs,

Vous trouverez ci-joint copie de la lettre écrite par l'administration générale du Piémont qui n'est qu'une extention de celle que je vous ai écrite auparavant, elles renferment à peu près les mêmes détails, quoique émancipées de canaux différents.

Rien de nouveau sur notre armée. On confirme toujours la retraite du quartier général sur Coni. Mais Turin n'est point encore au pouvoir de l'ennemi, quoique des personnes dignes de foi aient aperçu des détachements de cavalerie austro-russe à une très petite portée de cette place.

Vous recevrez en même temps copie de la circulaire que j'adressai aux commissaires, pour les engager à acquitter définitivement leurs fournitures. Vous trouverez peut

être qu'elle se ressent un peu de l'alerte. Quoiqu'il en soit, les garde-magasins me préviennent que, depuis lors, les versements ne discontinuent pas et nous n'aurons pas besoin, sans doute, de mettre à exécution nos justes menaces.

Nous avons été instruits, par le seul effet du hasard, que, par une lettre au receveur général du 28 floréal dernier, vous aviez fait suspendre les poursuites des préposés contre les contribuables qui auraient acquitté une fourniture équivalente, d'après nos réquisitions. Nous nous sommes empressés d'en donner connaissance aux communes par une circulaire. Si elle nous fut parvenue plus tôt, elle eût évité sans doute un retard qu'il a fallu fixer par des menaces énergiques, comme vous serez dans le cas de vous en convaincre.

Vous recevrez également, citoyens administrateurs, copie de la lettre que nous avons adressée au général Muller, concernant le service des étapes qui manque totalement. Veuillez bien nous accuser la réception des paquets, car nous ignorons la plupart du temps s'ils vous sont parvenus.

Nous vous invitons à presser, de votre côté, le ministre, afin qu'il fasse lui-même exécuter toutes les mesures que nécessite cette place importante que le gouvernement seul peut mettre dans un parfait état de guerre. Il est bien étonnant qu'il n'ait point encore donné des ordres sur cet objet.

Le citoyen Rossignol, d'après les nouvelles que je lui communiquai, revint le lendemain à son poste ; il repartit après, je l'attends ce soir. La crainte de quelque événement l'avait, seule, décidé de garder le cheval. Je lui ferai part, à son retour, de l'invitation que vous nous faites de rester jusqu'à nouvel ordre.

Il a passé, depuis hier seulement, une foule considérable d'hommes et de chevaux que l'on évalue à peu près à 4.850 hommes et 100 chevaux. En voici la note approximative, autant qu'a pu se le rappeler le secrétaire de la commune : 2 000 hommes division Serrurier ; 800 hommes

d'un bataillon ; une compagnie de pontonniers ; une compagnie d'artillerie ; une compagnie de chasseurs à cheval ; une compagnie charroi ; une compagnie de la 63^e demi-brigade ; l'état-major de deux généraux ; soldats évacués de Gréalles à Briançon ; boulangers de l'armée ; officiers de santé ; bouchers de l'armée ; infirmiers des hôpitaux ; l'état-major polonais ; une compagnie de canoniers ; dépôt de 90 chasseurs à ; dépôt des guides à cheval, etc., etc. Ce débacle étonne tout le monde, sans excepter les militaires qui s'en reviennent.

Le citoyen Ollagnier, étapier, nous ayant démontré l'impossibilité qu'il y aurait à rassembler tout à coup la quantité de foin nécessaire pour le passage extraordinaire qui ne lui a pas même été annoncé, nous lui avons permis d'en prendre 120 quintaux dans les magasins de réserve que nous avons formé à La Bessée, moyennant la promesse qu'il nous a faite de les remplacer de suite dans les magasins de Briançon.

Nous tâcherons de vous tenir toujours au courant de nos opérations, citoyens administrateurs, et des nouvelles qui nous parviendront.

Salut et fraternité.

Signé : FARNAUD.

*MOSSEL, chef de brigade d'artillerie légère, au citoyen
MICHAUD, commandant de Briançon.*

Féneestrelle, le 8 prairial, etc.

Je vous préviens, citoyen, que le général en chef a compté sur les troupes que pourrait fournir la 7^e division militaire pour défendre cette place. Je vais confidentiellement vous exposer l'état dans lequel nous nous trouvons. Vous ne ferez part de ma lettre qu'au général Muller auquel j'aurais écrit, si je le savais sûr à Briançon, mais, afin de ne pas éprouver de retard, je l'adresse à vous.

Nous n'avons qu'un corps de patriotes piémontais, qui désertent journellement et dont les propos ne sont pas

rassurants. Ce sont la plupart des gens faibles et de mauvais soldats. Il y a autant de sous-officiers et d'officiers que de soldats, faisant en tout 300 hommes environ. Il y a 114 conscrits, suffisamment de canoniers et j'attends 300 hommes de Suze. Si le général Ledoyen se retire, d'après cet exposé, je vous prie de m'envoyer sur-le-champ 100 grenadiers, et surtout les 50 qui protègent les transports que vous pouvez faire remplacer. Il faut qu'ils soient armés ; je vous prie de prendre les armes aux cisalpins qui viennent de Peschiera, parce qu'ils sont prisonniers. Je vous prie aussi de tenir encore 200 hommes à ma disposition.

Voici où en sont les choses. Il paraît que l'ennemi en veut à Turin, et que, pour masquer ses mouvements de la gauche, il jette de fortes parties vers les défilés des montagnes. Les généraux Ledoyen et Zimmermann, de Pignerol, paraissent disposés à se retirer, ce dernier, vers la vallée de Luzerne : si cela arrive, ce sera malheureux, parce que j'ai encore des subsistances à Pignerol que j'envoie chercher ce soir. On me dit que l'on a évacué ; si cela est, je vous en instruirai et vous demanderai 200 hommes de plus ; tâchez de vous les procurer.

Comme le porteur de la présente est un officier d'état-major, je vous prévins que je n'ai pas pour un mois de vivres et, supposant que ceux de Pignerol m'arrivent, vous ferez passer ma lettre au général Muller qui seul en prendra connaissance, pour agir d'après cela en cas d'accident. Il faut cependant vous dire que tout cela n'est que présumé et que ces dangers, à mon avis, ne sont pas grands pour cette place. Mais, comme la défense du terrain éloigné ne dépend pas de moi, je ne réponds que du mien. On peut nous cerner dans la vallée. Si le général Ledoyen se retire, je pense qu'il serait fort utile de lui envoyer de grands renforts, si vous en aviez, et d'empêcher l'ennemi de pénétrer par le col de Fenestre. Je vous observe qu'il faut qu'on porte des subsistances de chez vous, pour ne pas en manquer. Il serait aussi nécessaire de nous en faire passer de France ; tâchez, s'il vous

est possible, de l'obtenir du commandant ordonnateur, car cette place est imprenable, si les vivres ne manquent.

Salut républicain.

Signé : MOSSEL.

P.-S. — La retraite des troupes de Pignerol est véritable et officielle. Ainsi vous voyez que cela presse. Au reste, c'est une infamie ; ils n'ont pas vu l'ennemi.

Pour copie conforme :

Le Commandant de la place,

Signé : J.-B. MICHAUD.

Circulaire écrite aux cantons du Monestier, Val-des-Prés et Grand-Villard, par la Commission départementale envoyée à Briançon.

9 prairial, etc.

Citoyens,

C'est avec douleur que nous venons vous inviter à décerner la contrainte portée par notre circulaire du 4^e ou 5^e contre ceux qui n'ont point encore acquitté leur fourniture, malgré vos soins et les nôtres. Nous aimons mieux vous en confier la direction, persuadés qu'elle sera à la fois moins onéreuse pour les individus et plus salutaire à la chose publique. Vous voudrez bien fixer le prix des journées des citoyens commissaires.

Nous croyons devoir tout espérer de votre zèle et de votre patriotisme, citoyens municipaux, agents et commissaires, dans des circonstances si pressantes, d'après les preuves multipliées et convaincantes que vous nous en avez si souvent données.

Signé : FARNAUD.

L'administration municipale de Briançon à l'Administration centrale du département des Hautes-Alpes.

Briançon, le 10 prairial, an VII, etc.

Citoyens administrateurs,

Nous vous adressons copie d'une lettre qui vient de nous être adressée, le nouvel événement, joint aux précédents qui ont épuisé les ressources de ces cantons pour

un service assez conséquent, vous indique assez les besoins urgents pour l'approvisionnement en tout genre. Venez au secours de cette place ; employez à cet effet des moyens aussi prompts qu'énergiques. Votre zèle pour la chose publique nous assure que vous les emploierez, tout comme vous pouvez compter de notre part sur le dévouement le plus absolu dans l'exercice de nos fonctions.

Salut et fraternité.

Signé : CHAIX, SIBEAUSAC, VINCENT, DUSERT,
commissaire.

*Copie de la lettre de l'adjudant général MOLARD à la
municipalité de Briançon.*

Au Quartier général, à Exilles, le 10 prairial.

Je vous invite, citoyens, à prendre toutes les mesures possibles, à vous concerter de suite avec le commandant de la place pour me procurer toutes les subsistances qui me seront nécessaires au Montgenèvre où des circonstances malheureuses m'ont forcé à me retirer avec une partie de la division de Suze. Envoyez-moi 1.800 rations de vivres, 80 rations de fourrages et du bois dont je vais avoir le plus grand besoin.

Je me repose sur votre zèle et vous invite à hâter cet envoi.

Salut et fraternité.

Signé : MOLARD.

Pour copie conforme :

CHAIX, SIBEAUSAC.

*FARNAUD, en commission à Briançon, aux citoyens
administrateurs du département des Hautes-Alpes.*

Briançon, le 10 prairial, etc.

Citoyens administrateurs,

Je m'empresse à vous faire passer copie de la lettre du général Moreau au général Muller et de celle de Mossel, chef de brigade, au commandant de Briançon. Ce dernier,

très confiant envers les autorités civiles, ne mérite point d'être compromis par une divulgation imprudente de tout ce qu'il veut bien nous communiquer, en dépit des ordres qu'il reçoit ; vous voudrez donc bien ne jamais le nommer.

Il serait peut-être à propos, citoyens administrateurs, que vous fissiez parvenir aux départements voisins l'ordre de Moreau, inséré dans un article de sa lettre, par lequel il demande que les officiers isolés soient arrêtés sur le-champ et employés pour l'instruction des conscrits. Il faudrait inviter en même temps ces départements d'avertir, à leur tour, leurs voisins de ce projet de Moreau qui en se propageant de plus en plus par le canal des administrations centrales ne serait plus illusoire.

Il paraît que Moreau compte sur Pignerol. Mais nous apprenons par des voies sûres que cette place est déjà évacuée, par ordre du commandant. Il faut tout dire ; ce dernier redoutait moins l'ennemi que les insurgés qui pouvaient l'investir d'un instant à l'autre et intercepter ses communications, sans qu'il pût opposer des moyens suffisants de défense ; et alors les subsistances et autres approvisionnements eussent été perdus pour nous, tandis qu'on aura peut-être encore le temps de les sauver en les évacuant sur Fenestrelle qui en manque, comme vous serez dans l'état de vous en convaincre par la copie des lettres que je vous adresse. On peut croire que la cause qui entretiendra cette pénurie funeste tient à ce que les autorités se reposent paisiblement les unes sur les autres et ne prennent pas toutes les mesures que nécessitent les circonstances.

Le citoyen Jacques, agent des subsistances, est arrivé ce matin. Il offre de payer comptant les fournitures de réquisition. Il faut donc espérer qu'elles ne manqueront pas de s'effectuer d'après un stimulant si conforme à la nature du laboureur.

Nous comptons infiniment sur les trois cantons de Val-des-Prés, Monestier et Grand-Villard pour la fourniture des fourrages, destinés à former un magasin sacré. Ces cantons, malgré notre dernière circulaire, versaient bien

lentement ; je leur ai fait décerner la contrainte, comme vous le verrez par la copie de la circulaire que je joins ici ; j'attends son effet. Il faut espérer qu'aujourd'hui où le citoyen Jacques va leur offrir le paiement fixé par notre arrêté et que vous avez maintenu, cette fourniture ne fournira plus aucun délai. Je vais, d'après votre arrêté, lui faire remettre les versements faits dans les divers magasins.

Une chose bien importante sans doute pour le bien de la chose publique et de l'humanité et que vous devriez peut-être mettre à l'ordre du jour, citoyens administrateurs, c'est le paiement de cette malheureuse garnison. Le soldat en garnison, comme vous savez, se trouve réduit par la loi à sa ration de pain, de bois et six sols par jour, pour fournir à ses autres besoins que l'on peut regarder comme indispensables. Mais ces six sols ne lui sont pas payés, puisque les caisses sont vides. Le voilà donc au pain et à l'eau depuis longtemps. Aussi est-il difficile de lui commander le service. Les nouveaux conscrits qui arrivent journellement ont à subir une épreuve bien rude et qui éteint complètement dans leur cœur l'amour de la patrie. Il faudrait donc suspendre tous les paiements étrangers et venir au secours de ces braves défenseurs par tous les moyens possibles. Il est révoltant de voir ici 400 canonniers travaillant comme des forçats à la montée et à l'arrangement des bouches à feu, et réduits au pain et à l'eau pour prix de leurs services pénibles.

Je pensais à une chose que je viens vous soumettre. Si le citoyen Jacques s'obligeait à payer les contributions des communes pour le prix des réquisitions restantes en grains et en fourrages, il alimenterait de suite les caisses du receveur et le soldat en profiterait au moins quelque temps. Nous maintiendrons toutes les mesures prises pour les faire acquitter et nous en prendrons des nouvelles, s'il le faut.

Le commandant Michaud se plaint de n'avoir pas reçu votre réponse à une lettre qu'il écrivit, concernant la position de la garnison.

La garnison actuelle est de 2.000 hommes, mais il faut en distraire 700 et tant de prisonniers, qui font bien le service actuel, mais qui, comme tels, ne pourraient point se battre avec l'ennemi.

Les soldats piémontais qui occupaient les forts sont partis ; — on avait donc tous les droits de soupçonner leur bravoure ; — il reste donc 1.300 hommes de troupes effectives et disponibles contre l'ennemi.

Voici une copie de Molard qu'on m'apporte à l'instant :

« Le commandant m'a dit que le général Doyen avait déjà fait sa retraite sur le Mont-Cenis. Activez donc, autant qu'il sera en vous, l'envoi des subsistances.

« Je vais écrire aux cantons du Grand-Villard, de Val-des-Prés et du Monestier, pour les inviter à hâter leurs réquisitions et faciliter les ressources de l'armée qui se replie, et enfin les inviter à se tenir sur leurs gardes. ».

D'après la lettre de Moreau, il paraît, comme vous le verrez, que l'on dirige à dessein l'ennemi sur Briançon, pour faciliter la jonction de l'armée de Naples.

Salut et fraternité.

Signé : FARNAUD.

FARNAUD, commissaire départemental, à l'administration centrale du département des Hautes-Alpes.

Briançon, le 11 prairial, an VII, à 3 heures du matin.

Citoyens administrateurs.

Toutes les autorités civiles et militaires de Briançon, sont réunies en ce moment. Le moment est urgent pour les fournitures.

Je vous fis passer hier soir la lettre de Molard, général ; il nous annonce à présent que l'ennemi est à Césane. Voici ses expressions : « Je suis arrivé à 7 heures de ce soir au Montgenèvre. citoyen commandant, j'en dirai pas en même temps que l'ennemi, mais au moment où il faisait déjà ses dispositions pour me couper le passage à Césane, étant venu par le col de Fenestrelle et posté depuis ce

matin 11 heures au col de Travers. Du vin, de l'eau-de-vie, des subsistances, pierres à feu ! La troupe souffre beaucoup et se plaint de ce qu'elle manque de tout. Assurez à la troupe des subsistances journalières, n'ayant pas d'autres endroits que Briançon pour s'en procurer ».

Dans cet état critique de choses, citoyens administrateurs, que ferez-vous ? — 1° Mettez les gardes nationales prêtes à faire un coup de main ; mais ne les changez pas de place encore, parce qu'elles viendraient dévorer les subsistances ; — 2° Hâtez, hâtez la montée des eaux-de-vie, vin, etc., et mettez des fourrages en réquisition ; faites les monter de suite par tous les moyens que l'urgence vous suggérera.

Nous faisons, dans ce moment, des dispositions pour la mouture des grains ; nous allons lever en masse dans ces contrées tous les secours de transports et autres.

Agissez vigoureusement, sans semer l'alarme qui décourage.

Salut et fraternité.

Signé : FARNAUD.

FARNAUD, commissaire, envoyé à Briançon, aux citoyens administrateurs du département des Hautes-Alpes.

Briançon, le 12 prairial, etc.

Citoyens administrateurs,

Rien de bien nouveau depuis hier. Le général Molard occupe toujours le Mont-Genèvre ; il a également posté des forces sur le passage de *julion* ou *bouyet* (col). Ce sont les deux points les plus intéressants, d'après le rapport d'un aide de camp qui assista hier au soir à notre conseil de guerre. Il nous a assuré avoir vu l'ennemi au nombre de 4.000 hommes à Javin où nous avons envoyé un poste de reconnaissance. Javin est un village entre Suze et Turin. Là se trouvaient encore 400 hommes de cavalerie ennemie. Voilà la cause de la retraite du général Ledoyen sur le Mont-Cenis, dont on attend des nou-

velles avec impatience, parce qu'on a quelques craintes qu'il ait été coupé par l'ennemi. Si cela était, l'ennemi pourrait descendre facilement à Neuvache, mais cela n'est encore qu'une conjecture.

Fraiset, un des secrétaires de notre bureau, lorsque nous le formions, m'a assuré avoir traversé l'armée russe et autrichienne, et avoir appris en route que Turin était bombardé par le général Fiorella, retranché à la citadelle, qui, dit-on, est une tête brûlée capable de tenir aux Turinois ce qu'il leur avait promis. Beaucoup de monde ont répété cette nouvelle qui, malgré ces bruits, n'est pas sûre.

Toutes les autorités civiles et militaires se sont confondues ici en un conseil de guerre pour y traiter les questions les plus urgentes. Je suis de la Commission permanente des huit. J'y ai défendu votre arrêté pris en faveur du citoyen Jacques contre l'intérêt de quelques particuliers, qui ont élevé beaucoup de difficultés, lorsqu'il a fallu lui faire la remise des magasins de réquisitions, en disant que le peuple n'était pas fait pour faire des fournitures en faveur des entrepreneurs ou des vampires... Je leur demandai s'il valait mieux leur laisser perdre le prix de leurs fournitures acquittées. Indigné de voir naître de semblables difficultés dans un moment si critique, j'allais me séparer du Conseil et agir de ma propre autorité ; on y consentit enfin.

La nouvelle d'Allier nous a beaucoup rassurés. Nous avons fait des réquisitions, en attendant, dans les cantons pour donner la viande aux soldats. Ils doivent l'avoir aujourd'hui... Les transports nous soucient toujours.

Il n'y a plus de gendarmes à La Bessée et je ne sais trop si notre correspondance n'en souffrira pas. Ils ont reçu un ordre de leurs chefs qui leur défend des corvées autres que celles commandées par eux. Ceci arrive précisément au jour critique. Notre correspondance dans les communes sera-t-elle sûre et assez active par des piétons ? Tout cela m'engage à vous prier de vous concerter avec les chefs de gendarmerie, afin que, vu l'urgence, ils décident autrement, tant que durera cet état de choses.

L'autre nuit fut employée à faire des circulaires pour donner l'éveil aux communes environnantes et les presser à acquitter leur contingent de fournitures. J'écrivis également au canton d'Embrun. Je lui demandai de faire, en provisions, tout ce qu'il leur serait possible de fournir et de les faire partir de suite avec 100 bœufs pour la place. Je fis viser ma lettre par le Conseil de guerre. Je ne crois pas qu'ils s'acquittent, car, d'après un nouveau système qu'ils viennent d'imaginer depuis peu, leur place est aussi importante par sa position que celle de Briançon !... et puis, cent bœufs !

J'ai tout lieu de présumer à présent qu'on n'a pas vu l'ennemi à Césane ni près du Mont-Genèvre, comme l'a écrit l'adjudant-général Molard. Des personnes venant d'Exilles n'ont rien aperçu du tout, et des lettres arrivées au commandant de cette place le confirment encore.

Le commandant de Fenestrelle lui demande des renforts de troupes, car cette garnison n'est presque composée que d'officiers fuyards. Cette place résisterait encore longtemps, si on pouvait se rendre à sa démarche. Mais le moyen, au moment où nous écrivons au général Muller de nous échanger 700 soldats prisonniers et mutins qui sont dans nos forts ?

Ce commandant se plaint amèrement de cette rage des retraites qui possède tous nos généraux. Ainsi cette alerte de l'ennemi à Césane et cette conjecture qu'il peut avoir coupé la retraite de Ledoyen au Mont-Cenis ne sont, selon moi, qu'un vain prétexte pour justifier une retraite dictée plutôt par une terreur trop prompte que par les circonstances, ou peut-être par quelque ordre secret qui peut se concilier avec le plan de Moreau dont je crois vous avoir fait part d'après ses relations. De plus, lorsque nous offrîmes des troupes de garde nationale à l'adjudant qui assista à notre Conseil, il nous dit qu'ils étaient assez forts, pourvu que nous fissions vivre le soldat. Ainsi, rassurez-vous jusqu'à nouvelle alerte, qui nous laissera peut-être le temps d'achever entièrement l'approvisionnement de la place et de recevoir de bons

renforts. Agissez toujours pour les deux objets à la fois ; de notre côté, nous ferons tous nos efforts sur les lieux.

Des personnes disent avoir passé à Milan et n'y avoir pas vu un Autrichien devant la citadelle, parce que Masséna, dit-on, fait pénétrer une colonne de ce côté qui occupe l'ennemi.

Les Vaudois (habitants des vallées entre le Piémont et le Queyras) se défendent vigoureusement.

Les habitants du Mont-Genèvre et villages circonvoisins allèrent au-devant de nos troupes à la montée du *tourniquet*, pour leur offrir des sacs de pain. On dit que cette scène était vraiment touchante. Il paraît cependant qu'on ne leur rend pas tout à fait la pareille ; car un habitant de ce pays m'a assuré qu'une cinquantaine de chevaux ravageaient leurs blés. Cependant ils n'ont pas de fourrages, et nous ne pouvons guère leur en faire passer.

Il a été encore question du pape. Le commandant en avait parlé à Molard. Celui-ci a répondu qu'il ne pouvait point le prendre sur lui. Cependant plusieurs craignent qu'il ne soit un appât qui attire l'ennemi sur cette place. Il regarderait sans doute comme un triomphe signalé, de pouvoir l'enlever aux Français dans une place que sa position rend une des plus fortes de l'Europe, tandis que par le fait, elle est faible par le défaut des ressources que l'ennemi connaît sans doute. Ce serait un miracle dans la bouche des fanatiques et une défaite désastreuse pour la liberté du monde. Quelques-uns regardent comme des espions la suite de ses archevêques. Trois cisalpins de la maison Georgi ont vu, pendant trois matinées, un de ces évêques crayonner le plan des forts. Est-ce pour s'amuser ou dans de mauvais desseins ?... On l'ignore. Ce qui choquerait dans un moment paisible devient criminel dans un temps d'alarme... Au reste, Molard vient encore d'écrire que le départ du pape n'est pas urgent.

Salut et fraternité.

Signé : FARNAUD.

(A suivre).

F.-N. NICOLLET.

FAUCON KOBZ

Le Musée s'est enrichi de quatre sujets d'un faucon qu'il ne possédait pas encore : *Falco vespertinus*, Lin. = F. Kobz. Gm. = F. rufipes. Bescke.

Mâle. Plumage gris bleuâtre plus foncé en dessus ; cuisses et sous-caudales d'un roux vif ; pieds, tour des yeux et du bec d'un rouge brunâtre.

Femelle. D'une teinte plus claire en dessus ; la tête, le ventre d'un roussâtre mêlé de blanc.

D'après Bouteille. (ornith. du Dauph.), le Kobz est rare en France où il n'est que de passage, et par suite peu connu des chasseurs.

Cet auteur signale deux passages en Dauphiné vers les premiers jours de mai, l'un en 1824 et l'autre en 1842.

Un passage plus considérable, composé d'environ 150 individus, s'est effectué à Gap les 23 et 24 avril dernier ; pendant ce passage 14 sujets ont été abattus aux environs de Gap.

D'après L. Olphe-Galliard, le Kobz a une aire très étendue. Il passe l'été vers les régions septentrionales de l'Europe et de l'Asie, et l'hiver, dans les régions équatoriales.

David MARTIN.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

Assemblée générale trimestrielle du 16 avril 1896.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE.

Étaient présents : MM. l'abbé ALLEMAND ; BOREL Alfred DUMAS ; GAUTIER ; abbé GUILLAUME ; E. JOUGLARD ; LÉAUTIER ; l'Intendant LEMAITRE ; LIOTARD ; D. MARTIN ; PERRIN ; PEYROT ; Célestin ROCHE ; ROMAN ; TOURRÈS ; SIBOUR.

M. PINET DE MANTEYER s'est fait excuser.

M. GAUTIER, président, ouvre la séance et propose de procéder au scrutin pour la confirmation des pouvoirs de M. HUGUES comme membre du Comité d'administration. Il est tenu compte, dans le dépouillement, des votes par correspondance. M. HUGUES est élu.

M. le Président rappelle ensuite que la Société doit élire son Président et son Secrétaire. Pour se conformer aux termes du règlement, il propose aux membres du Comité de se constituer en séance particulière et de procéder à cette double élection.

M. l'Intendant LEMAITRE exprime le regret que l'Assemblée générale soit appelée à voter pour l'élection d'un membre du Comité, tandis que celle du Président et du Secrétaire est confiée aux seuls membres du Comité, et rappelle, à cette occasion, les avantages de l'ancien règlement. D'autre part, M. SIBOUR appelle l'attention sur la nécessité de constituer au plus vite le Bureau de la Société et d'aboutir enfin à une solution définitive, après trois mois et plus de situation provisoire.

Pour déférer à ces désirs, M. le Président propose d'élire au scrutin secret le Président et le Secrétaire. M. HUGUES est élu Président, et M. A. DUMAS Secrétaire¹.

¹ Le Comité d'administration dans sa séance du 30 avril 1896, a confirmé l'élection de MM. Hugues et Dumas.

M. J. ROMAN émet le vœu que la Société fasse une démarche auprès de l'administration de la Guerre à l'effet d'obtenir que la rectification des cartes d'État-major, qui doit avoir lieu prochainement, ne porte pas uniquement sur les hauteurs et les distances, mais encore sur les noms de lieux qui sont parfois étrangement défigurés. — Adopté.

Sont admis membres titulaires de la Société : MM. CARAL, receveur-rédacteur de l'Enregistrement ; PASCAL Jeanin, inspecteur de l'Enregistrement ; GIROD, directeur de l'École normale.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée.

Le Secrétaire,

A. DUMAS.

Le Président,

A. GAUTIER.

MAURICE GARNIER

NOTICE BIOGRAPHIQUE, PAR E. SIBOUR¹.

Dans le courant du premier trimestre de cette année, notre *Société d'Études* a perdu un de ses membres les plus distingués, et, du même coup, nos Alpes, un de leurs enfants les plus illustres, les plus méritants. M. Maurice Garnier est décédé le 4 février dernier, à San-Remo, dans cette station hivernale à bon marché, où il était allé chercher non point une guérison impossible, mais un adoucissement à ses nombreuses souffrances morales et physiques, causées un peu par l'âge, et beaucoup par les tourments indicibles de la plus grande des adversités.

Né à Espinasses (Hautes-Alpes), le 14 juillet 1814, M. Garnier était fils d'un directeur de l'enregistrement ; aussi, dès sa sortie du Lycée de Grenoble, où il avait fait de brillantes études, il s'était hâté d'embrasser la carrière de son père, par goût, par vocation. Grâce à ses dispositions particulières, il parcourait très rapidement les premiers grades de cette administration ; il avait débuté comme surnuméraire dans les Hautes-Alpes, puis avait été nommé receveur dans les Pyrénées. Elevé plus tard au poste de vérificateur dans le Pas-de-Calais, il s'adonnait alors de cœur et d'âme à l'étude du droit civil et du droit fiscal comparés. C'est à partir de ce moment qu'il s'occupait spécialement de la composition, et, bientôt de la publication de son fameux ouvrage intitulé : *Répertoire général*, qui, chacun le sait, a opéré une véritable révolution dans le système d'impôt de l'enregistrement. Car, c'est de cette époque que date la vulgarisation de cette science. Malheureusement, comme tous les réformateurs non complètement indépendants, il ne tardait pas à subir les conséquences de son audace, à ressentir les effets de la jalouse animosité de ses supérieurs hiérarchiques, qui avaient été effrayés par le libéralisme de ses théories en matière fiscale

¹ La *Société d'Études* laisse à l'auteur de cet article, l'entière responsabilité de ses appréciations. N. d. L. R.,.

Il fut de suite iniquement révoqué de ses fonctions pour avoir refusé de briser sa plume sur leur injonction, ce qui n'a pas empêché sa doctrine de faire son chemin, de s'imposer, pour mieux dire. Sa carrière administrative ainsi brisée, il se vit obligé de chercher une autre voie, de se créer une autre position sociale. Il continuait, en attendant, à s'occuper de son répertoire périodique, et, à se livrer à ses chères études de botanique, dont il avait déjà donné un aperçu dans un opuscule publié à Évreux en 1847, intitulé : *Herborisation dans le département des Hautes-Alpes*.

Mais ce labeur, pour lui simple distraction, ne pouvait suffire à son activité dévorante ; il fallait un champ plus vaste à son esprit d'initiative et de progrès. Aussi, ne tardait-il pas à trouver son chemin, et se lançait-il avec enthousiasme dans le courant des affaires publiques et politiques, et, dans les grandes entreprises industrielles. Irrité, humilié, en constatant que l'agriculture, le commerce et l'industrie étaient énormément en retard dans le département des Hautes-Alpes, son pays natal, et, que Gap, son chef-lieu, se trouvait encore plongé dans la plus profonde torpeur, et son territoire dévoré tous les étés par une épouvantable sécheresse, il formait hardiment le magnifique projet de les sortir de l'ornière, et de les mettre à niveau dans la grande voie du progrès, sous tous les rapports.

Il ressuscitait d'abord la grande question, déjà plusieurs fois soulevée et étouffée, pour cause, (pour manque de ressources financières, et d'homme réellement d'initiative), de la création d'un grand canal à dériver du Drac, pour la fertilisation du bassin gapençais : et, sans hésiter, en assumait aussitôt la gigantesque entreprise à forfait. Il attirait en même temps, non point seulement l'attention sur notre région, mais les immenses capitaux d'une société anglo-belge, pour l'exploitation des nombreux gisements métallifères que renferment nos montagnes, et, plus particulièrement celles du Valgodemar, qu'on se mettait immédiatement à fouiller. Et, pour mieux réussir

dans ses généreuses et larges vues, pour assurer de suite leur efficacité, il jugeait à propos de briguer la charge et l'honneur de la représentation départementale à la chambre des députés, honneur, hélas ! qu'il a payé bien cher ! En 1863, il était élu député par une immense majorité, contre le candidat officiel, aux acclamations enthousiastes de toutes les populations alpines, soulevées et dominées par les démonstrations de joie vraiment frénétiques du chef-lieu. Il se mettait sur-le-champ en mesure de tenir ses promesses, ses engagements, et, grâce à la générosité du gouvernement impérial, qu'il entraînait dans ses vues bienfaisantes pour nos Alpes, le canal du Drac, son œuvre magistrale, était commencé de suite et mené bon train, malgré toutes les embûches et les difficultés que ses détracteurs ne cessaient de lui dresser dans l'ombre, de lui susciter dans les coulisses en haut lieu.

Après sept années de travaux gigantesques, de luttes incessantes, et plusieurs millions de dépenses, il était sur le point de voir tous ses magnifiques projets réalisés, de recueillir les fruits de son intelligence et de son labeur. La création du canal du Drac et l'exploitation générale de nos richesses minières, d'où dépendent, en grande partie, l'avenir et la prospérité de notre pays si déshérité, allaient être couronnées d'un plein succès, quand survinrent les terribles et désastreux événements de 1870, qui firent suspendre tous les travaux du canal, et crouler la compagnie minière qui était complètement installée et en plein exercice.

En effet, cette fatale et maudite guerre, cause de tant de maux et de malheurs, en précipitant l'Empire dans l'abîme, occasionnait la ruine de Garnier, son favori depuis peu, et jetait le plus complet désarroi dans toutes ses entreprises, auxquelles l'Empereur lui-même témoignait le plus vif intérêt, et que son gouvernement subventionnait de plus en plus si largement. Elle brisait complètement sa généreuse et vivifiante initiative, et mettait fin tout d'un coup au rôle prépondérant qu'il remplissait, de toute manière, depuis 1863, dans notre pauvre département.

Une année auparavant, en 1869, cédant au désir du souverain, qui entraît de plus en plus dans ses larges vues bienfaisantes pour nos montagnes, pour faciliter la pénible réalisation de ses grands travaux, que quelques envieux incapables continuaient à entraver, pour achever surtout son grand-œuvre, le canal du Drac, dont les dépenses dépassaient six à huit fois le devis des ingénieurs, il s'était décidé, non point sans grands regrets, à se retirer de la vie politique, et avait renoncé à la députation. Il avait alors accepté la charge ou plutôt la dignité de conseiller-maitre à la Cour des comptes, que le gouvernement lui conférait avec la croix de la Légion d'honneur, à titre de témoignage de sa haute considération, et comme récompense de son grand mérite. Il exerçait ces fonctions jusqu'en 1887, époque à laquelle le gouvernement républicain lui accordait la rosette d'officier, en même temps que sa retraite dont il n'a pu malheureusement jouir un seul jour tranquillement.

Les difficultés inextricables soulevées par l'administration de l'hydraulique agricole dirigeant le sequestre qui avait été mis en 1873 sur le canal, malgré ses protestations, l'opposition à tout règlement de comptes de sa concession, qu'il n'a cessé de réclamer à cor et à cris, les embarras financiers accumulés depuis le début de l'Entreprise, enfin, toutes les mauvaises volontés réunies étaient loin d'avoir pris fin. Au contraire, tous les désagréments, toutes les difficultés n'avaient fait que croître et se resserrer. Aussi, sa situation sous tous les rapports était devenue pitoyable, et, nous savons pertinemment qu'il se trouvait dans la plus grande gêne, obligé de subir toutes sortes de privations, en un mot de vivre dans l'état terrible de la misère, de l'effroyable misère dorée, sans crédit et presque sans ressources. Car une grande partie de sa retraite était absorbée par les secours qu'il devait et qu'il accordait tous les mois à la sœur de son épouse ruinée pour l'avoir aidé de ses subsides dans la création du Canal, ainsi qu'à quelques uns de ses créanciers dans le besoin, qui ne cessaient de le harceler.

Nous ne chercherons pas à décrire toutes les luttes, les procès, les tracasseries sans nombre, tous les soucis, les déboires, les écrasantes fatigues, les immenses pertes que lui ont valus son grand esprit d'initiative, son incroyable dévouement à nos Alpes. La place dont nous pouvons disposer dans cette Revue est trop restreinte, et, de par ses règlements, il nous est interdit, de toucher à certains points, de lever le voile pour faire jaillir complètement la lumière sur les causes et les auteurs de ses souffrances et des injustices qu'il a subies. Il nous est permis du moins d'affirmer, avec preuves à l'appui, que les accusations et les reproches qu'on n'a pas cessé de semer sur son compte, soit comme homme politique, soit comme concessionnaire du Canal, sont injustes, immérités. Car, ce n'est pas à lui qu'on doit s'en prendre, si la belle et bonne œuvre du Canal ne répond pas complètement à son but, si les redevances sont trop élevées. Les engagements primitifs, ceux pris avec lui ne fixaient ces redevances qu'à vingt-trois francs ; et, c'est l'État qui, dans les nouveaux engagements, au moment de la formation du sequestre, en 1873, n'a pas craint de les porter à quarante francs. et qui a exigé les souscriptions complémentaires, comme condition, *sine quâ non*, de l'achèvement du Canal.

L'histoire de son œuvre magistrale, du Canal du Drac, qui devrait porter son nom, (ce qui était d'abord convenu), car c'est bien lui qui en est l'auteur, bien qu'il n'en ait pas dirigé la fin, exigerait à elle seule un gros volume. Espérons que s'il ne nous est pas donné le temps et la force de l'écrire, comme c'est notre grand désir, un autre plus capable, tout aussi impartial et non moins animé de l'amour de notre pays, l'entreprendra quelque jour. Car, il est à désirer que prompte lumière soit faite, que justice posthume soit au moins rendue au mérite éminent de Maurice Garnier ; d'abord, pour l'honneur du Pays, ensuite pour la glorification du créateur de la plus grande œuvre dans nos Alpes, pour sa justification et celle de quelques hommes dévoués au bien public, qui lui sont demeurés inébranlablement fidèles et reconnaissants.

En terminant, nous qui avons été un de ses amis de la première et de la dernière heure, qui avons pu l'observer et l'apprécier dans son triomphe comme dans son malheur, qui avons compris toute sa grandeur d'âme, toute son abnégation, tout son dévouement à nos Alpes, toute la dignité, l'intégrité et la noblesse de son caractère, ainsi que son admirable résignation dans l'infortune, nous osons sans crainte proclamer hautement qu'il a été tellement élevé d'intelligence et si grand de cœur, qu'il peut être mis au rang des vrais bienfaiteurs de l'humanité, en particulier de ses compatriotes, et qu'il a largement mérité le titre de Grand Alpin.

Naguère, ne nous écrivait-il pas encore (ce qu'il n'a cessé de répéter à qui voulait l'entendre), qu'il avait entrepris et fait le Canal comme une œuvre de bien, et, qu'il se résignerait à tout, qu'il ferait tous les sacrifices possibles, pour qu'elle ne devienne pas une œuvre de mal ! Voilà pourquoi nous sommes rassurés, complètement persuadés que comme Riquet, le créateur du canal du Languedoc, comme de Craponne, créateur de celui de Provence, qui eurent tant à souffrir des injustices de leurs contemporains et des difficultés de leurs entreprises, Maurice Garnier, créateur du Canal du Drac, sera un jour glorifié au plus haut point, que sa mémoire sera immortalisée et bénie, et qu'une superbe statue lui sera érigée sur une de nos places publiques. Car, comme ces deux hommes de bien, comme ces deux grands Français, il a mérité les plus grands honneurs posthumes ; et, notre chef-lieu, soucieux de son devoir, ne peut tarder longtemps de les lui décerner, en remerciement de son œuvre colossale du Canal, en souvenir des immenses difficultés rencontrées et vaincues, en récompense du sacrifice de sa fortune, de celle de son épouse, de son frère, de toute sa famille, en reconnaissance enfin de son véritable et long martyre, car il est mort victime de son dévouement aux intérêts publics, au progrès du département des Hautes-Alpes.

Gap, 10 mai 1896.

E. SIBOUR.

M. MOURRE.

M. Joseph-Antonin Mourre, percepteur de Ribiers, est décédé le 29 mars dernier, à l'âge de 68 ans.

Il était né à l'Épine. Avant d'être percepteur à Ribiers, où il est resté une trentaine d'années, il avait occupé le poste de secrétaire à l'Inspection académique.

Il ne se contenta pas d'être un fonctionnaire aimable et un homme de bien ; il consacra ses loisirs à des travaux littéraires que les lecteurs du Bulletin n'ont pas oubliés.

Ce sont : *Essai historique sur Ribiers* (1888-90) ; *une excursion aux grottes de Mucon* (1883) ; *Monument cellique de Tallard* (1884) ; *Notice sur l'Épine* (1891) ; *Prise de possession du prieuré de Ribiers par Jean Rebuty de l'Ordre de Cluny* (1883). — M. Mourre avait publié aussi une *Géographie*, en collaboration avec M. Rostan, professeur à l'École normale de Gap.

M. BURLE.

M. Jules Burle, fabricant de drap, Membre de la Chambre de Commerce, ancien Juge au Tribunal de Commerce, ancien Président de la Chambre syndicale de l'industrie drapière, est décédé à Vienne le 19 avril dernier, à l'âge de 59 ans.

Il était né à Gap, le 4 mars 1837. Après de bonnes études au collège de sa ville natale, il alla à Vienne, à l'âge de 18 ans, pour entrer dans la maison Thiollier, dont il devait bientôt devenir l'associé. A la mort de M. Thiollier, en 1872, il conserva seul la direction de cette fabrique de draperie.

Doué des plus belles qualités intellectuelles et morales, il n'eut pas de peine à se concilier, comme homme privé et comme juge consulaire, l'estime et l'affection de ses concitoyens.

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

PAR M. A. DUMAS.

LA RUE PASTEUR.

Je ne crois pas inutile de revenir, avec quelques détails, sur la question de la rue Pasteur et de son prolongement. D'autant que c'est la *Société d'Études* qui a pris l'initiative de fixer ainsi, dans notre cité, la mémoire de l'illustre savant. Sans doute la *Société*, préoccupée avant tout de faire disparaître certains noms de rue par trop réalistes, avait désigné la rue de l'*Égout*. Mais la Municipalité, voulant honorer du nom de Pasteur une rue importante, a songé tout de suite à celle qui, dans peu de temps, serait une des plus belles de la Ville.

On sait, en effet, que le prolongement de l'ancienne rue St-Christophe est affaire décidée et votée, et que l'exécution n'est plus qu'une question de temps¹.

Il est facile de se représenter, dès à présent, la transformation qui va s'opérer dans tout un quartier, par suite de ce prolongement. Gap aura, par ce moyen, une artère assez longue et assez large qui fera pénétrer dans beaucoup de petites rues de l'air et de la lumière et ouvrira une nouvelle perspective aux yeux des promeneurs. Il y aura certainement un déplacement du mouvement et du

¹ L'opération complète, qui comprendra deux phases, nécessitera une dépense d'environ 97.000 francs, soit :

Acquisition Rougny.....	15.000
Acquisition Philip.....	19.500
Frais de démolition Philip.....	1.495
Acquisition Goudet.....	230
Acquisition Pascal.....	52.000
Frais de démolition Pascal et nivellement.....	10.000
Frais d'actes.....	8.000
TOTAL.....	106.225
A déduire, souscriptions.....	environ 10.000
NET.....	96.225

commerce gapençais; et, la Municipalité ayant fait son œuvre d'alignement et de nivellement, ce sera au tour des particuliers d'embellir eux mêmes la rue par de nouvelles constructions ou de nouvelles façades.

Cette amélioration, qui n'a pu aboutir que maintenant, était depuis longtemps reconnue indispensable. Aussi, dès 1865 ou 1866, la municipalité Allier songeait-elle à prolonger la rue St-Christophe. Survint la guerre qui fit prendre aux finances gapençaises une autre direction. En 1881, la question est de nouveau mise à l'ordre du jour. En 1887, — sans doute pour avoir plus de chances d'aboutir, — on se serait contenté de prolonger jusqu'à la rue de la Manutention. La question était donc, suivant le terme du rapporteur, M. Romieu¹, complètement *mûre*, et la Municipalité qui vient de quitter le pouvoir a pu léguer, comme œuvre testamentaire en quelque sorte, une amélioration capitale qui comptera — plus qu'on ne croit peut-être — dans les annales de Gap.

On peut dire, à cet occasion, que l'assainissement et l'embellissement de notre bonne cité, sont le trait d'union des différents partis qui se succèdent au pouvoir; et, à ce titre, sans empiéter sur le terrain de la politique qui nous est interdit, nous adressons aux nouveaux administrateurs², qui sont tous les trois nos confrères, une cordiale bienvenue.

L'AUTOMOBILE.

On a lu, d'autre part, l'intéressante *Nouvelle gapençaise* de M. Ernest Sibour, qui aime tant à faire valoir, non seulement les hommes d'élite, mais encore les intelligences modestes de notre pays. Presque en même temps, le *Petit Journal* qui ne craint pas, non plus, d'attacher le grelot et de signaler les inventeurs inconnus ou méconnus, donnait un article documenté sur M. Léon Bollée et sa voiturette automobile.

¹ Rapport lu à la séance du Conseil municipal du 15 décembre 1895.

² MM. Tourrés, maire; Mondet et Borel, adjoints.

« La voiturette pèse en tout 160 kilogrammes. Le châssis
 « est en tubes d'acier; les trois roues sont montées en
 « pneumatiques rendues incassables par leur épaisseur,
 « qui atteint deux centimètres. Une seule roue est motrice;
 « elle est placée à l'arrière. Les deux autres roues placées
 « à l'avant, sont directrices, ce qui assure une très grande
 « stabilité au véhicule dans les virages. Le centre de
 « gravité, au surplus, est extrêmement bas. — Entre les
 « deux roues d'avant, un premier siège est destiné à l'in-
 « vité. Le second, aussi bon fauteuil que le premier, sert
 « au conducteur qui, sous sa main droite, a la direction, et
 « sous sa main gauche, un levier qui remplit la triple
 « fonction du frein, de l'embrayage et du changement de
 « vitesse.... Le moteur à essence minérale, de la force de
 « deux chevaux, fonctionne sans eau, sans électricité, par
 « une élémentaire introduction d'essence dans un brûleur
 « d'un type spécial. Le refroidissement — autre origina-
 « lité — s'obtient par des ailettes sur lesquelles vient
 « frapper le courant d'air, comme dans les calorifères¹ ».

Il n'entre pas dans notre pensée de mettre sur la même ligne M. Léon Bollée, confortablement assis, uniquement occupé de diriger son véhicule et ayant devant lui son invité, et ce pauvre Ollagnier, peinant et suant pour faire avancer son char-à-bancs surchargé d'une troupe de jeunes écervelés, mal éclairé par les lueurs fumeuses de flambeaux primitifs et cahotant sur les boulevards de Gap, à l'ébahissement des curieux venus tout exprès sur le pas de leur porte.

Mais enfin, jusqu'à plus ample informé, Ollagnier paraît avoir conçu le premier l'idée de la voiture sans chevaux.

Les Gapençais seront heureux d'apprendre que l'*automobile* qui, dans un avenir plus ou moins éloigné, est appelé à modifier profondément la locomotion, a peut-être pris naissance chez eux, et ils feront, au moment voulu, excellent accueil à ce nouveau sport, comme ils ont adopté avec le plus grand enthousiasme le sport, de la bicyclette.

¹ Pierre Gullard, *Petit Journal* du 3 mai 1896.

OBJETS ACQUIS PAR LE LOUVRE¹.

Depuis l'acquisition du trésor de Boscoreale, dont il a été parlé dans le dernier bulletin, le musée du Louvre s'est enrichi de deux objets d'un prix inestimable.

Le premier, est le vase chaldéen en argent. Tout le monde sait qu'il y a quelques années, M. le comte de Sarzec a fait en Chaldée des fouilles qui ont donné un certain nombre de statues datant d'au moins trois mille cinq cents ans avant J.-C., et qui sont le plus ancien spécimen qui existe de la statuaire antique. On remarque surtout parmi elles deux statues assises d'architectes, tenant sur leurs genoux une tablette où est figuré le plan d'un monument, et accompagnée d'un poinçon et d'une règle graduée. Cette trouvaille admirable est aujourd'hui au musée du Louvre, mais un superbe vase en argent, trouvé en même temps, avait été conservé par le sultan comme la part à laquelle il avait droit d'après la législation de l'Empire. Cette année, il en a fait cadeau au musée du Louvre et on a pu examiner ce vase qui n'avait jamais été dessiné ni décrit. La stupéfaction des savants a été complète. Ce vase datant incontestablement de trois mille cinq cents ans avant J.-C., est absolument japonais par sa forme générale. C'est une bouteille au goulot droit et sans anneau au sommet, à la panse renflée et reposant sur une base quadrangulaire soutenue aux angles par des pieds d'une forme tourmentée. L'ornementation est plutôt grecque, ce sont des zones représentant, comme dans les plus anciens vases peints de style grec, des animaux, biches, lions, aigles, marchant ou volant dans le même sens à la suite l'un de l'autre. Ce vase est donc la réunion de deux styles qu'on avait cru jusqu'ici aussi éloignés l'un de l'autre que possible : le style de l'extrême-orient pour la silhouette générale et le style grec pour la décoration, ce qui prouve qu'il y a encore pas mal de choses à glaner dans le champ de l'histoire de l'art.

¹ D'après une communication.

Le second objet dont s'est enrichi le musée du Louvre est la tiare d'Olbia. Un cultivateur a trouvé dans son champ, dans le midi de la Russie une tombe renfermant, avec quelques ossements, un vase grec du quatrième siècle avant J.-C., une tiare, deux cache-oreilles ou plaques circulaires ornées de pendeloques et un collier, le tout en or. La tiare est un objet d'un travail admirable. Elle est de forme conique et divisée en zones superposées. La zone inférieure représente des Scythes se livrant à leurs travaux habituels, menant paître des troupeaux, domptant des chevaux, cultivant leurs champs, se livrant à la chasse des bêtes fauves ou même des animaux fantastiques comme des griffons. Au-dessus sont les murailles d'une ville sur lesquelles est inscrite une dédicace par les citoyens d'Olbia, colonie grecque de la Chersonèse, au roi barbare Sartapharnès. La troisième zone représente des épisodes de l'Iliade, la colère d'Achille, la mort de Patrocle et son bucher.

Cette frise est très belle. Au-dessus est une frise à jour décorée de rinceaux, puis une partie pleine ornée d'écailles, une deuxième frise à jour, ornée de palmettes, et enfin le sommet de la tiare est surmonté d'un serpent enroulé, dressant la tête et ouvrant la gueule. Cet objet qui date environ du second siècle avant J.-C., est exécuté au repoussé dans une plaque d'or et du plus beau style grec. Le roi Sartapharnès est connu par une seule inscription trouvée également dans le midi de la Russie ; c'était un de ces princes barbares à la fois protecteurs et exploiters des colonies grecques situées le long du Pont-Euxin, que les marchands grecs étaient obligés de se rendre favorables à force de cadeaux. Mais les Grecs étaient très fins, très habiles, et s'ils donnaient des objets très voyants, très reluisants, ils avaient l'art de ne pas se ruiner ; les feuilles d'or étaient très minces, les chainettes très légères et les pierres précieuses étaient figurées par du verre. Le roi barbare était très satisfait et devait avoir fort bon air coiffé de sa tiare d'or, mais il fallait prendre quelques précautions pour ne pas la détériorer et la doubler d'une calotte d'un métal plus vulgaire mais plus

résistant. Mais comme c'est la question d'art qui nous préoccupe seulement aujourd'hui, nous pouvons dire que le Louvre s'est enrichi d'un objet unique et qui n'a pas son pareil au monde.

. . .

NOS COMPATRIOTES.

Congrès des sociétés savantes. — M. J. Roman a lu à la section des beaux-arts de la Sorbonne, le 7 avril, un mémoire sur l'ornementation des orgues de N.-D. de Grenoble d'après un prix-fait du commencement du XV^e siècle. Le lendemain, 8 avril, il a présidé la section d'histoire

Le même jour (8 avril), à la section de chimie, M. Trubert, professeur agrégé au lycée de Gap, a présenté un nécessaire chimique agricole, permettant de faire les analyses des terres, des eaux naturelles et gazeuses, des engrais divers, des moûts, vins, cidres, bières et vinaigres, du lait et des urines. Les méthodes recommandées ont été rigoureusement contrôlées

Retour de Madagascar. — Le 15 mai dernier, à la Réunion des officiers, une réception était organisée en l'honneur de M. l'intendant militaire Thoumazou, notre éminent confrère, qui vient de recevoir la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. En quelques mots émus et flatteurs, M. le général Legrand a fait ressortir les mérites de M. l'intendant « qui s'était déjà signalé en Tunisie et au Tonkin et qui, chargé de la direction des services administratifs du corps expéditionnaire de Madagascar, au milieu des difficultés sans nombre et d'un pays inextricable, a su en assurer avec science le bon fonctionnement ».

Le lendemain, c'étaient les populations du Champsaur qui, venues de divers points au petit village des Barraques, fêtaient, au milieu des acclamations les plus sympathiques, l'enfant glorieux du pays, resté fidèle aux souvenirs de son enfance.

Gap, le 1^{er} juin 1906.

A. DUMAS.

LISTE DES PÉRIODIQUES

REÇUS PENDANT LES MOIS D'AVRIL ET MAI 1896.

§ I. — *Périodiques publiés à Paris.*

Congrès archéologique de France ; séances générales
tenues à Abbeville. 1893.

Revue des travaux scientifiques ; tome xv ; n^{os} 9 et 10.

Comptes rendus des séances de l'Académie des In-
scriptions et belles lettres pendant l'année 1896 ; 4^e série ;
tome xxiv ; bulletin de janvier-février.

Mémoires de l'académie ci-dessus ; tome xxxii ; 1^{re} partie ;
planches.

Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques
et scientifiques ; année 1895 ; 1^{re} et 2^e livraisons :
n^{os} 3 et 4.

La Feuille des jeunes Naturalistes ; n^o 306 : 1^{er} avril 1896,
1^{er} mars, 1^{er} mai ; n^{os} 308 et 309, juin et juillet 1896.

Journal des Cultivateurs ; n^o 14, 2 avril 1896 ; n^o 15, 9 avril
1896 ; n^o 16, 16 avril 1896 ; n^{os} 18, 19.

Le Magasin Pittoresques ; n^{os} du 1^{er} avril 1896, 1^{er} mai,
15 mai.

Revue de la Société des Études historiques ; 4^e série ; tome
xiii, 1895.

Bibliographie des travaux Historiques et Archéologiques ;
tome iii ; 1^{re} livraison.

§ II. — *Périodiques publiés dans les départements.*

Bulletin de la Société languedocienne de géographie :
18^e année, tome xviii ; 4^e trimestre 1895. Sommaire :
Le Minervois et la commune d'Olonzac ; Le climat et
les eaux sulfureuses d'Amélie-les-Bains.

Bulletin de l'Académie du Var ; nouvelle série ; tome xviii.
1895. Sommaire : L'instruction publique dans la
région de Toulon ; Archéologie du Var (SIX-FOURS) ;
Note sur un fragment de statue provenant des monu-
ments Khmers ; De Toulouse à Toulon en chemin
de fer.

Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre ; 1895.
tables des volumes 11 à 20.

Bulletin de la Société d'Etudes des Sciences naturelles de
Nîmes ; 23^e année : octobre-décembre 1895, n^o 4.
Extrait du sommaire : Découverte d'un mastodonte
au hameau de Mélias, Près les Vaus (Ardèche) ;
Tumulus du premier âge du fer sur le causse Méjean
et sur le causse Noir aux environs de Meyrueis ;
La faune des cadavres.

- Mémoires de l'Académie nationale des Sciences et Arts de Caen ; 1895. Sommaire : Le travail : études morales ; expériences d'acoustique ; Le recrutement de l'enseignement supérieur en Allemagne ; Les causes morales et sociales du socialisme contemporain ⁽¹⁾.
- Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest ; 2^e série ; tome VII ; 4^e trimestre de 1895. Extrait du sommaire : Le couvent des Augustins de Poitiers ; Notice sur le conseil supérieur de Poitiers.
- Annales de l'Académie de Mâcon ; 2^e série ; tome XI, 1895. Sommaire : Physionomie de la ville de Paray ; Les origines de l'Académie de Mâcon.
- Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse ; 9^e série ; tome VII, 1895. Sommaire : Du croisement continu dans les races des animaux domestiques ; L'équilibre européen, ses origines et son utilité ; La mission patriotique des professeurs de langues ; Ce que mangeaient les Romains ; Les variations du climat de Toulouse.
- La Provence Artistique ; n^o 7, 1^{er} avril 1896 ; n^{os} 8 et 9.
- Le Clairon des Alpes ; n^o 14 (29 mars 1896), n^o 15 (5 avril 1896), n^{os} 17, 18, 19, 20.
- Le Dauphiné ; n^{os} du 29 mars 1896, 5 avril, 12 avril, 26 avril, 3 mai, 10 mai, 17 mai.
- Bulletin de la Société de Topographie de France ; n^{os} 1, 2 et 3 de l'année 1896.
- Revue des Langues Romanes ; 4^e série ; tome IX ; n^o 4, avril 1896.
- Revue Historique du département du Tarn ; tome XIII ; 2^e série, 5^e année 1896.
- Bulletin Archéologique et Historique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne ; tome XXIII ; année 1895, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trimestre.
- Mémoires de l'Académie des Sciences de Lyon ; 3^e série ; tome III.
- Bulletin de la Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France ; tome VI, 1^{er} trimestre 1896.
- Mémoires de l'Académie de Vaucluse ; tome XV ; année 1896, 1^{re} livraison. Extrait du sommaire : Nouvelle méthode de lecture (abbé Grimaud).

(1) Nous signalons les deux études remarquables contenues dans ces mémoires ; 1^o le Travail : Études morales par M. Chauvet, professeur honoraire de la Faculté des lettres de Caen, et 2^o les Causes morales et sociales du socialisme contemporain, par M. Ed. Villey.

Revue des Langues Romaines ; 4^e série, tome IX, numéros 2, 3, 5, 1896.

Bulletin de la Société d'Agriculture du département de la Lozère ; tome XLVII ; 1896, janvier, février.

Bulletin de la Diana ; tome VIII ; n° 4, supplément.

Bulletin de la Société des Sciences naturelles de Saône-et-Loire ; n° 3, mars 1896 ; n° 4, avril 1896. Extrait du sommaire : Conférence de M. Ad. Arcelin ; L'origine et l'ancienneté de l'homme.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart ; tome V, n° 6.

Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres ; tome IV, 1^{er} février 1896.

Bulletin de la Société delphinale d'archéologie et de statistique de la Drôme ; année 1896, avril.

Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord ; tome XXIII ; 2^e livraison, mars-avril 1896.

Revue de Saintonge et d'Aunis ; XVI^e volume ; 3^e livraison, 1^{er} mai 1896.

§. III. — *Périodiques publiés aux colonies.*

Revue tunisienne ; Organe de l'Institut de Carthage ; n° 9, janvier 1896. Extrait du sommaire : Note sur la diminution des pluies en Afrique, par M. le docteur Carton ; Malte et ses rapports économiques avec la Tunisie, par M. E. Fallot ; L'art de planter en Tunisie, par M. Ch. Coupin.

— N° 10, avril 1896. L'Atlantide et la race Crau-Magnon, par M. Gabriel Médina ; Études sur les travaux hydrauliques de la Tunisie, par M. le D^r Carton.

§. IV. — *Périodiques publiés à l'étranger.*

Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino ; vol. XXX, disp. 12^a, 13^a, 14^a, 15^a, 16^a, 1894-1895.

Archivio Storico Lombardo ; série terza, fasc. IX.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE.

L'homme devant les Alpes, par Ch. Lenthéric, ingénieur en chef des ponts et chaussées, gr. in-8° de 490 pages avec 6 cartes et plans. G. Plon, Nourrit et Cie.

114. — **Brinde manda à la Sesiho Regional emai Entre-Naciounalo d'ou 18 d'abrien 1896**, per L. de Berluc Perussis. Aix, J. Nicot.

LE CHEVALIER DE JARJAYES

PAR M. L'ABBÉ F. ALLEMAND.

(Suite)

VII. — SECOND PLAN D'ÉVASION.

Devant l'échec que la force des événements venait d'infliger à une tentative digne d'un meilleur sort, d'autres que Jarjayes et Toulan se fussent déconcertés. Mais ils étaient marqués du sceau des braves, et leur dévouement, s'accroissant des obstacles rencontrés, ne fit que redoubler leur audace et les affermir dans leur héroïque dessein.

La situation s'aggravait. Les faits récents avaient ramené l'attention vers le Temple, où se trouvaient les otages de la révolution qui entendait bien ne pas s'en désaisir. Autour de la prison, on redoubla de vigilance, et, à l'intérieur, on surveilla de plus près les captifs, surtout le jeune prince que la Vendée, les émigrés et les cours étrangères proclamaient roi, sous le nom de Louis XVII.

L'exécution du premier plan ne pouvait plus se poursuivre. On en concerterait donc un autre. Tout d'abord on en écarterait l'homme dont la défaillance avait tout perdu. S'il fallait renoncer à sauver quatre personnes, on tenterait, du moins, d'en sauver une : la reine. Seule, en effet, elle est visée par les fureurs du peuple ; seule elle possède assez de courage et d'énergie pour seconder l'audace des conspirateurs.

Mais comment décider cette mère à se séparer de ses enfants ? Jarjayes et Toulan le lui proposent, mais en vain. C'est alors que Mme Élisabeth intervient. Elle la

conjure, elle la presse, lui représentant que leurs jours ne sont nullement menacés, tandis que les siens le sont au plus haut point ; que, dans l'intérêt même des êtres si chers, déjà privés de leur père, elle se doit de leur être conservée ; qu'elle restera auprès d'eux pour leur servir de mère ; qu'elle n'a pas droit, après tout, de rendre inutile un tel dévouement de ses amis. La reine enfin accepte le sacrifice de la séparation, et elle consent. Un jour est arrêté pour l'évasion. Toulan se charge d'amener la princesse hors de la Tour. Jarjayes l'attendra en lieu sûr pour la conduire de là loin du péril.

Mais, quand la reine fut seule, les droits de la mère reprirent le dessus. Et quelles luttes durent se livrer en elle ! « La veille au soir, dit M. de Beauchesne ¹, la mère et la tante étaient assises au chevet du jeune prince endormi. La sœur était couchée aussi ; mais la porte de sa chambre était ouverte, et Marie-Thérèse, toute occupée de l'air rêveur et triste qu'elle avait vue à sa mère toute la journée, n'avait point encore rencontré le sommeil. Elle entendit ainsi les paroles que plus tard elle a répétées. Cédant au sacrifice qu'on lui avait demandé, Marie Antoinette était donc assise auprès du lit de son fils : « Dieu veuille, dit-elle, que cet enfant soit heureux ! — Elle le sera, ma sœur, répond Mme Elisabeth, en lui montrant la figure douce et fière du Dauphin. — Toute jeunesse est courte comme tout bonheur, murmura Marie-Antoinette, avec un serrement de cœur ; on en finit avec le bonheur comme avec toute autre chose ». Puis, se levant, elle fait quelques pas dans sa chambre, en disant : « Et vous-même ma bonne sœur, quand et comment vous reverrai-je ?... C'est impossible ! C'est impossible !... »

Cependant le jour fixé pour le départ arrive. Toulan se présente, tout ému de la grande œuvre qu'il va tenter. La reine, où plutôt la mère, avait changé de résolution. Elle lui dit : « Vous allez, m'en vouloir ; mais j'ai réfléchi ; mieux vaut mort que remords ». Puis, dans le cours du

¹ A. de Beauchesne : *Histoire de Marie-Thérèse*, p. 114.

même jour, rencontrant encore Toulan, elle put lui dire : « Je mourrai bien malheureuse, si je ne puis vous témoigner ma reconnaissance. — Et moi, bien malheureux, répondit Toulan, si je ne puis vous montrer mon dévouement ». Hélas ! leur destinée devait être égale : pour tous deux ce fut l'échaffaud.

Restait à remercier M. de Jarjayes ; Marie-Antoinette le fit par une lettre où elle lui exprime tout à la fois sa gratitude et sa résolution en ces mots touchants :

« Nous avons fait un beau rêve, voilà tout ; mais nous y avons beaucoup gagné, en trouvant encore, dans cette occasion, une nouvelle preuve de votre entier dévouement pour moi. Ma confiance en vous est sans bornes. Vous trouverez toujours en moi du caractère et du courage ; mais l'intérêt de mon fils est le seul qui me guide, et quelque bonheur que j'eusse éprouvé à être hors d'ici, je ne puis consentir à me séparer de lui. Au reste, je connais bien votre attachement par tout ce que vous m'avez écrit. Comptez que je sens la bonté de toutes vos raisons pour mon propre intérêt, et que cette occasion peut ne plus se rencontrer ; mais je ne pourrais jouir de rien sans mes enfants, et cette idée ne me laisse même pas un regret ».

« L'original de cette lettre, dit M. Gaulot, a été donné, en 1873, à M. le comte de Chambord ; on ignore en quelles mains il se trouve aujourd'hui¹ ».

Marie-Antoinette, en l'écrivant, se montra vraiment ce qu'elle était : la femme au cœur plein d'une exquise gratitude pour ses amis et d'une attention poussée pour eux jusqu'à l'abnégation ; la reine toujours à sa hauteur, conservant, au plus fort des revers, un courage sans défaillance. Mais elle se montra surtout mère héroïque. Au dévouement pour ses amis, elle répond par un dévouement plus grand encore, le dévouement pour ses enfants jusqu'à la mort. Oui, la mort pourra venir ; elle s'y attend ; mais elle n'aura pas fui. Quelle noble figure fut Marie-Antoinette !

¹ M. Gaulot : *Un complot sous la terreur*, p. 141, note.

Quant à Jarjayes et Toulan, il n'avait manqué à leur zèle chevaleresque que le succès pour immortaliser leur nom.

VIII. — MISSION CONFIEE PAR LA REINE AU CHEVALIER.

Cependant Marie-Antoinette, agitée de prévisions sinistres, avait dit à Toulan :

« D'après ce qui se passe, je puis d'un moment à l'autre, « me voir privée de toute communication. Voici l'aillance, « le cachet et le petit paquet de cheveux de ma famille, « que je dois à vous seul d'avoir recouvrés. Je vous « charge de les déposer entre les mains du Chevalier de « Jarjayes, en le priant de les faire parvenir à Monsieur « et au comte d'Artois, ainsi que des lettres que ma sœur « et moi écrivons à nos frères ».

L'aillance était un anneau d'or portant au dedans cette inscription : *M. A. A. A. 19 aprilis 1770*; cette date était celle des fiançailles, à Vienne, du roi et de la reine. Le cachet était une breloque d'argent s'ouvrant en trois parties, dont l'une portait gravé l'écusson de France, l'autre deux *ll* en sautoir, et la troisième, la tête du dauphin casquée. Les cheveux, enfermés séparément dans quatre petits papiers, se trouvaient enveloppés ensemble dans un plus grand, sur lequel Louis XVI avait écrit de sa main : « *Cheveux de ma femme et de mes enfants* ».

Ces objets avaient été confiés à Cléry par le roi, le jour de sa mort, pour être portés à la reine comme souvenir suprême. Cléry, sequestré des autres prisonniers, ne put les remettre et les garda du 21 janvier au 1^{er} mars, jour où ils furent mis sous scellés, au Temple. C'est alors que Toulan s'en empara pour les donner à la reine, sauf à faire passer ensuite qu'ils avaient été volés¹.

¹ Les auteurs, qui ont prétendu que Toulan leur en avait substitué d'autres en remplaçant les scellés, se trompent. Le fait eut été impossible dans le court espace de temps compris entre le 1^{er} et le 7 mars, veille de l'évasion, où déjà ils étaient en possession de la reine. Voir sur ce détail, M. Gaulot : *Un complot sous la terreur*, p. 148.

Quant aux lettres jointes à ces précieux souvenirs, voici celle de Marie-Antoinette à Monsieur :

« Ayant un être fidèle sur lequel nous pouvons compter, j'en profite pour envoyer à mon frère et ami ce dépôt qui ne peut être confié qu'entre ses mains. Le porteur vous dira par quel miracle nous avons pu avoir ces précieux gages. Je me réserve de vous dire un jour le nom de celui qui nous est si utile. L'impossibilité où nous avons été jusqu'à présent de pouvoir vous donner de nos nouvelles, et l'excès de nos malheurs nous font sentir encore plus vivement notre cruelle séparation. Puisse-t-elle n'être pas longue ! Je vous embrasse, en attendant, comme je vous aime, et vous savez que c'est de tout mon cœur ». Au bas de ces lignes, la jeune Marie-Thérèse avait ajouté : « Je suis chargée pour mon frère et moi de vous embrasser de tout mon cœur ».

De son côté, Mme Élisabeth écrivait à Monsieur :

« Je jouis d'avance du plaisir que vous éprouverez en recevant ce gage de l'amitié et de la confiance. Être réunie à vous et vous savoir heureux est tout ce que je désire. Vous savez si je vous aime. Je vous embrasse de tout mon cœur ».

Et au comte d'Artois :

« Quel bonheur pour moi, mon cher ami, mon frère, de pouvoir, après un si long espace, vous parler de tous nos sentiments. Que j'ai souffert pour vous ! Un temps viendra, j'espère, où je pourrai vous embrasser et vous dire que jamais vous ne trouverez une amie plus vraie et plus tendre que moi ».

Puis, Mme Élisabeth confie encore au Chevalier une missive pour sa sœur aînée, la princesse Clotilde, mariée au fils héritier du roi de Sardaigne.

La reine, en remettant les précieux messages à Toulon, les avait accompagnés d'une lettre pour le Chevalier. Cette lettre a été publiée pour la première fois, en 1889, par M. Gaulot qui, dans son ouvrage déjà cité, en donne un fac-simile. En voici le texte :

« T. (Toulan) vous remettra les choses convenues pour ha... (Ham). L'empreinte est tout autre chose. Je désire que vous la remettiez à la personne que vous savez être venue me voir de Bruxelles, l'hiver dernier, et que vous lui disiez, en même temps, que la devise n'a jamais été plus vraie. Si vous n'êtes pas content de ha..., allez trouver mon neveu de ma part. Vous pouvez aussi voir Septeuil, qui est, dit-on, à Londres, depuis le mois d'août, et lui demander ce que vous avez payé ici pour nous, si vous en avez besoin. Il connaît ma confiance en votre femme. Je pense qu'il doit vous connaître aussi. Mais, s'il est nécessaire, vous pouvez lui faire voir ceci et lui dire ce que vous avez fait pour nous. Il nous est trop attaché pour ne pas en sentir le prix. Au reste, je m'engage à lui faire tenir compte de ce qu'il vous remettra, et j'en fais même, s'il le faut, mon affaire propre. Dites-moi ce qui se passe ici ».

Cette lettre veut être expliquée. Le destinataire de l'empreinte était le comte de Fersen ¹, le meilleur ami, comme on sait, de la reine. Il était venu, en effet, de Bruxelles, à Paris, Louis XVI vivant encore, et il fut assez heureux pour voir l'illustre prisonnière. M. Septeuil occupait à la cour, dans les temps prospères, le poste important de trésorier de la liste civile, et sa femme, celui de dame d'honneur à la cour ². Marie-Antoinette engage M. de Jar-

¹ Le comte Jean-Axel de Fersen était un gentilhomme suédois, de grande distinction. Venue en France en 1774 et 1779, il y fut nommé colonel du Royal-Suédois en 1783. Il s'était épris pour la reine d'un sentiment tout chevaleresque. Aux journées d'octobre 1789, il se tenait à côté d'elle prêt à la défendre contre l'émeute. Il prit part à la fuite de Varennes et dut, pour ce fait, se retirer en Belgique, d'où il ne cessa de s'occuper du salut des augustes prisonniers. Toutefois il ignore longtemps le projet d'évasion tenté par M. de Jarjayes, et il ne l'apprit que plus tard en recevant l'empreinte dont il s'agit.

² M^{me} de Septeuil avait été arrêtée au mois d'août 1793, avec la plupart des femmes attachées au service de la reine. Elle fut mise en liberté quelques semaines après. Son mari émigra alors avec elle en Angleterre, songeant bien plus à leur salut qu'à celui de la famille royale.

jayes à se faire rembourser par lui la somme avancée à Lépitre, parce qu'elle savait la situation pécuniaire du Chevalier fort amoindrie par tant de vicissitudes. Ajoutons que ce fut vers la fin de mars que M. de Jarjayes reçut ces communications, et non le 2 mars, comme l'on dit plusieurs auteurs. A cette dernière date, en effet, le projet d'évasion, nous l'avons vu, était encore en cours.

Que fit le Chevalier pour s'acquitter de sa mission ? Il demanda du service dans l'armée de l'Est, d'où il espérait pouvoir communiquer plus facilement avec les frères du roi. Il y fut envoyé, en effet, sous les ordres de Kellerman. Mais le Ministre de la guerre, Bouchotte, le prévint, à la date du 15 avril, que le Conseil exécutif avait refusé de sanctionner sa lettre de service, et qu'il lui retirait ses fonctions. M. de Jarjayes revint à Paris. Mais, exposé sans cesse à être dénoncé, il résolut de se retirer à la cour du roi de Sardaigne. C'est alors que Marie-Antoinette lui adressa un adieu suprême dans un touchant billet, où se trahissent les angoisses de la femme, qui sent le malheur inexorable appesanti sur elle, et prévoit sa lugubre destinée.

« Adieu, dit-elle, je crois que, si vous êtes décidé à partir, il vaut mieux que ce soit promptement. Mon Dieu, que je plains votre femme ! T. (Toulon) vous dira l'engagement formel que je prends de vous la rendre, si cela m'est possible. »

« Que nous serions heureux, si nous pouvions être bientôt réunis ! Jamais je ne pourrais assez reconnaître tout ce que vous avez fait pour nous. »

« Adieu : ce mot est cruel !... »

Hélas ! ce devait être l'adieu de toujours !...

IX.

LE CHEVALIER A LA COUR DU ROI DE SARDAIGNE ET CE QUI ARRIVE A PARIS.

M. de Jarjayes partit, agité de pensées sombres, en laissant derrière lui cette famille royale tant menacée, et sa femme qui ne l'était pas moins. Il menait, pour compa-

gnon, le seul M. Joly, un intime ami, qu'il avait attiré au dépôt de la guerre, quand il en était directeur. Les deux voyageurs suivirent la route du midi et arrivèrent, vers la fin du mois d'avril, à la cour du roi de Sardaigne. Cette cour, qui tenait à la famille de France par les liens de tant d'aillances¹, ne pouvait manquer d'accueillir bien le fidèle messager. Le roi, appréciant sa valeur, l'attacha au service de sa personne; il le fit son aide de camp et lui conféra même le cordon de l'ordre militaire de St-Maurice.

Ce prince voulut aussi dépêcher un courrier extraordinaire auprès de Monsieur, frère du roi, pour lui remettre les objets précieux dont le Chevalier était porteur. Le comte de Provence nourrissait des préventions contre M. de Jarjayes, tant, parce qu'il avait vu son nom figurer sur la liste des généraux de l'armée de l'Est, que, parce qu'il avait été induit en erreur à son sujet. On se rappelle en effet, que le Chevalier avait servi d'intermédiaire entre la reine et les constitutionnels, et que « la sagesse de ses craintes, dit Mme Campan, l'aurait fait taxer par les imprudents de suivre les principes de ces derniers² ». Le prince lui fit une réponse, où, après lui avoir franchement exposé ses griefs, lui exprime sa gratitude et son admiration. Cette lettre fait le plus grand honneur à M. de Jarjayes. Nous la reproduisons.

« Ham, ce 14 mai 1793.

« Votre lettre, Monsieur, m'a causé un plaisir indigne; mais, avant de vous en parler, je vous dois un aveu. J'avais vu, avec autant de surprise que de peine, votre nom sur la liste des officiers généraux de la soi-disant république, et, comme les hommes ne peuvent juger que sur les apparences, je ne puis vous cacher que vous ayez perdu mon estime. Mais avec quel plaisir je reconnais mon erreur! Comme vous

¹ Le comte de Provence avait épousé Marie-Joséphine-Louise de Savoie; le comte d'Artois, sa sœur, Marie-Thérèse de Savoie; enfin le prince héritier de Piémont s'était lui-même marié avec la princesse Clotilde, sœur de Louis XVI.

² Mme Campan : *Mémoires*.

avez été vengé de moi ! Combien je vous estime et je vous admire ! On ne prononce qu'avec respect le nom de Pélisson¹ ; mais, quand on pourra, comme je l'espère, connaître toute l'étendue de votre dévouement, on ne parlera plus que de vous. Mais c'est assez parlé de votre gloire ; il faut vous entretenir de ma reconnaissance. Vous m'avez procuré le bien le plus précieux que j'aie au monde, la véritable consolation depuis nos malheurs. Il ne me manque que le moyen de témoigner moi-même aux êtres plus chers que ma vie, dont vous m'avez donné des nouvelles, combien je les aime, combien leur billet et l'autre gage de leur amitié, de leur confiance, ont pénétré mon cœur des plus doux sentiments. Mais je ne puis pas me flatter de tant de bonheur, et je suis bien sûr que si vous connaissiez un moyen, vous me l'indiqueriez. J'aurais désiré vous voir, vous parler de ma reconnaissance, m'entretenir avec vous d'eux, des moindres détails, des services que vous leur avez rendus ; mais je ne puis qu'approuver les raisons qui vous font rester en Piémont. Continuez à y servir notre jeune et malheureux roi, comme vous avez servi le frère que je pleurerai toute ma vie. Dites de ma part à M. Joly combien je suis satisfait de sa conduite, et comptez tous les deux à jamais sur moi² ».

Ainsi la mission de M. de Jarjayes eut la plus heureuse issue. Quelle joie c'eût été pour Marie-Antoinette d'en connaître les détails ! Mais cette joie devait lui être

¹ Il s'agit là, selon toute apparence, du Pélisson historique dont le dévouement à l'égard de l'intendant Fouquet n'est pas sans analogie avec celui du Chevalier à l'égard de Marie-Antoinette. M. Gaulot a pensé, sans doute, que ce Pélisson n'était autre que M. de Jarjayes lui-même, et c'est probablement ce qui l'aura conduit à ajouter au nom de ce dernier celui de Pélisson, comme nous avons vu précédemment. Mais il y a là une erreur, car les Reynier ne se sont jamais appelés Pélisson.

² Cette lettre a été publiée pour la première fois dans son entier, en 1880, avec fac-simile, par M. Gaulot, dans son ouvrage : *Un complot sous la terreur*, p. 174.

refusée. Nous le savons par le témoignage de Marie-Thérèse, qui les ignora elle-même longtemps et crut que les objets précieux étaient tombés en mains étrangères⁴.

Quant à la lettre du prince, nous y remarquons qu'elle porte la date du 14 mai et, non celle du 5, adoptée par plusieurs auteurs. Nous y voyons, en outre, le prince espérer connaître, un jour, toute l'étendue de son dévouement, c'est-à-dire, tous les détails du projet d'évasion. C'est, sans doute, pour déférer à ce désir, que le Chevalier écrira pour les frères du roi un *Rapport* sur ces événements, lequel a servi de base à tous les historiens, qui en ont parlé depuis. Nous verrons bientôt ce que devint ce précieux écrit.

Cependant les événements, à Paris, devenaient de plus en plus tragiques. L'infortunée Marie-Antoinette, sur la motion de Barrère, fut conduite, le 2 août, à la conciergerie, pour être traduite à la barre du tribunal révolutionnaire. Son dévouement devait être fatal à ses plus fidèles amis. Pendant son procès, commencé le 14 octobre suivant, cette princesse, qui s'oubliait elle-même, nous l'avons vu, pour ne songer qu'aux autres, eut une dernière pensée d'affection pour Mme de Jarjayes, sa douce amie. Elle remit pour elle à son second défenseur, Tronson du Coudrai, une boucle de ses cheveux et deux anneaux d'or, ses pendants d'oreille, en un petit paquet portant l'adresse de son amie. Le tribunal, qui se défiait même de ceux qu'il choisissait pour avocats aux accusés, fit fouiller Tronson à sa sortie du prétoire, et le fatal présent fut découvert. On devine le reste. Mme de Jarjayes fut arrêtée. Conduite à la Force, elle demeura dans sa prison six longues semaines. On la relâcha. Mais arrêtée de nouveau, peu de temps après, elle fut incarcérée au couvent des Anglaises avec ses enfants. Un rien pouvait la faire envoyer à la mort. Tant d'autres avaient eu ce sort. Quelles perplexités ! Elle passa plus de huit mois en cet état. Enfin le neuf thermidor vint ouvrir les portes de sa prison.

⁴ *Récit des événements arrivés au Temple*, p. 33.

Quant à la malheureuse reine, son procès ne fut pas long. Ouvert le 14 octobre, comme nous avons dit, il fut terminé le 15. Condamnée à mort à l'unanimité, cette noble et grande princesse, qui passa par toutes les phases de la douleur, montait, le lendemain, 16, à midi, sur l'échafaud... Mme Élisabeth l'y suivit le 10 mai 1794. On connaît le sort des deux enfants. Le jeune roi mourut par suite des cruelles tortures que lui avait infligées le cordonnier Simon. Marie-Thérèse recouvra la liberté pour devenir plus tard duchesse d'Angoulême, et, porter, toute sa vie, le deuil des êtres chéris auxquels elle survivait⁴.

C'est ici le lieu de dire ce que devinrent Toulan et Lépitre. Tous deux continuèrent leurs précieux services aux augustes captifs. Mais bientôt, dénoncés par leurs collègues, ils furent suspendus de leurs fonctions de commissaires. On les arrêta, Toulan, le 7 octobre, et Lépitre le 8. Toulan, par un stratagème adroit, s'évada, pour se réfugier à Neuville-sur-Marne. Il rentra dans Paris. Par l'intermédiaire de Turgy, il renoua ses relations avec les prisonniers, et même, ayant loué un appartement, près du Temple, il correspondait avec eux, à l'aide d'un cor de chasse, par des signaux convenus. Mais, menacé de près, il dut s'enfuir à Toulouse, son pays natal, puis à Bordeaux. Arrêté dans cette ville, il fut reconduit à Paris et traduit devant le tribunal de sang. Condamné sans preuve, cet homme au grand cœur mourut sur l'échafaud le 30 juin 1794. Lépitre fut plus heureux. Après avoir servi de témoin dans le procès de la reine, il fut acquitté. Devenu professeur à Rouen, puis à Versailles, il mourut dans cette ville le 28 janvier 1826.

Mais, pendant les jours sinistres, que faisait le Chevalier en Piémont? Condamné à l'inaction, il y était dévoré de chagrin et en proie aux plus vives alarmes au sujet de sa famille. De plus, il se trouvait réduit à un état voisin de

⁴ Mais parmi vous quel est cet ange que je voi?
 Nous vient-elle du ciel cette auguste Colombe?
 Hélas! sur une tombe
 Elle pleure, ô douleur! ô fille de mon roi!...

(M. J. Faure: *Ibériade; pièces fugitives*, p. 166.)

la misère. C'est dans cette situation qu'il écrivit, le 18 février 1794, au comte de Fersen la lettre suivante, qui nous dépeint bien son existence précaire et ses préoccupations à cette époque :

« Mes vues, ainsi que celles de l'ami avec lequel je suis
« sorti de France, sont d'obtenir du service dans l'armée
« du prince de Cobourg. J'ai été parfaitement reçu par le
« roi de Sardaigne, et cet excellent prince continue à me
« combler de bontés ; mais tous mes efforts ont été vains
« jusqu'à présent pour lui être de quelque utilité, et il me
« paraît trop cruel d'être uniquement témoin d'un système
« d'inertie qui, sans des événements qu'on n'a pas le droit
« d'attendre, conduira infailliblement le Piémont à sa perte.

« Vous imaginez aisément, Monsieur le comte, que ce
« n'est pas après du service que je cours, mais après une
« existence quelconque, qui puisse me mettre à même de
« retirer ma malheureuse femme de France, et de jouir
« dans la retraite de la seule consolation qui puisse désor-
« mais nous convenir à l'un et à l'autre, qui est le souvenir
« des bontés de notre grande et infortunée souveraine.
« Aucune pensée d'intérêt ne s'est jamais mêlée à mon
« dévouement pour cette princesse. Je suis resté auprès
« d'elle tant que j'ai pu la servir.

« Je ne pense concevoir quelque espérances de voir
« réaliser le seul projet qui me convienne, qu'autant que
« vous déterminerez M. le comte de Mercy à présenter
« à l'empereur (d'Autriche) la situation de ma femme et
« la mienne, de manière à exciter son intérêt et engager
« ce souverain à nous donner, au lieu de l'emploi que je
« sollicite, un asile et un secours suffisant pour nous y
« faire subsister jusqu'au moment où je pourrai retirer
« mes biens de France, ou réaliser les billets sur Bruxel-
« les dont je vous ai parlé dans ma dernière lettre.

« Quel attrait peut avoir pour moi la carrière militaire,
« lorsque je suis poursuivi à chaque instant par l'idée que
« les scélérats, découvrant que je sers dans les armées
« aillées, vont égorger ma femme et mes enfants »¹.

¹ *Le comte de Fersen et la cour de France*, pp. 430 à 432.

X. — LE CHEVALIER DEPUIS LE CONSULAT JUSQU'A SA MORT.

A Paris, la révolution décrépite se mourrait de ses excès. Bonaparte l'acheva par son coup d'État du 18 brumaire 1799. Les portes de la France se rouvrirent aux émigrés. Le Chevalier revint bien vite à Paris. Comme sa fortune avait considérablement diminuée, il sollicita et obtint une fonction civile, celle de la vice-présidence des salines de l'Est. A la Restauration, il reprit son rang dans l'armée, comme maréchal de camp, et tout en conservant son emploi civil. Louis XVIII, qui, moins que personne, avait oublié ses services, le nomma lieutenant-général, le 4 février 1815. Mais, atteint par la limite d'âge, quelques mois après, M. de Jarjays fut admis à une glorieuse retraite. Une tradition conservée dans sa famille ajoute que le roi, voulant l'honorer encore, le créa marquis.

M. de Reynier avait succédé, en 1779, à son père, dans la seigneurie de Jarjays. Cette terre lui rendait 3.500 liv. environ. Il la vendit, en 1787, à Jean-Antoine Tournu de Ventavon, au prix de 130.000 livres. Dans l'acte de vente, reçu par Viguiier, notaire à Ribiers, nous voyons qu'il s'était expressément réservé pour lui et ses successeurs le droit de porter le nom de M. de Jarjays, ce nom qu'il devait tant honorer.

C'est ici le lieu de parler d'un procès qu'il eut avec son acquéreur, au sujet des droits féodaux. M. de Jarjays, père, ayant voulu mettre de l'ordre dans le recouvrement des charges féodales, des démêlés étaient résultés, à la suite desquels les habitants du lieu refusèrent de les acquitter. De là procès. Sur ces entrefaites, M. de Jarjays, fils, vendit la terre à M. de Ventavon, avec promesse de l'indemniser, au cas où le parlement n'ordonnerait point le paiement intégral de l'arriéré des redevances. Survint la révolution qui abolit les droits féodaux. M. de Jarjays, mis en demeure de tenir sa promesse, répondit qu'il s'était bien engagé à faire juger le procès, mais non à trouver des juges. Le tribunal civil de Gap le condamna

néanmoins, en 1810, à une indemnité de 18.625 fr. envers M. de Ventavon. Le Chevalier en appela devant la cour, à Grenoble, et produisit aux débats un *Mémoire* imprimé, tandis que M. de Ventavon, de son côté, en faisait autant. Ce procès, commencé, dès 1767, n'est point encore tranché aujourd'hui¹.

François-Augustin de Reynier de Jarjays, mourut dans sa retraite à Fontenay-les-Roses, près de Paris, le 11 septembre 1822, à l'âge de 77 ans. Mme de Jarjays lui survécut 15 années, jusqu'au 23 juin 1837.

Ils laissèrent pour héritières de leur nom, deux filles, Anne-Augustine et Claudine. La première épousa, le 26 mai 1847, Pierre-Joseph-Armand Gilbert, comte de Bourcet, son cousin, fils de Pierre-Jean de Bourcet, conseiller au parlement de Grenoble², et de Gabrielle Baudonne de Rivière, officier d'infanterie, aide de camp du général Oudinot, commandeur de la Légion d'honneur. Elle eût de lui une fille, Marie-Pierrette-Augustine, qui épousa, en première noces, le vicomte de la Boninière de Beaumont, mort colonel d'état-major des suites de blessures reçues à Solférino, et, en secondes noces, Frédéric de Parseval, officier de cavalerie, sans avoir aucun enfant de ces deux unions. La seconde, Claudine, fut marié à M. Gauthier, greffier en chef à la cour de cassation. De ce mariage, naquit une fille qui devait épouser plus tard le baron Zanziacomì, conseiller à la cour de cassation, et ce dernier devint ainsi, par droit de succession, héritier des papiers du Chevalier de Jarjays.

Dans ces papiers se trouvait le Rapport sur le plan d'évasion et les billets de la reine. Mais la Commune, en avril 1871, ayant ordonné des perquisitions chez le baron, ces précieux autographes, à l'exception de quelques-uns, furent saisis et, transportés au palais de justice, périrent dans l'incendie de ce monument.

¹ Voir sur ce procès notre *Histoire de Jarjays*, p. 50.

² Le roi Louis XVIII et toute la famille royale signèrent son contrat de mariage.

La branche aînée étant ainsi éteinte, le nom de Reynier de Jarjayes se trouva représenté par Benoît-Augustin, frère du Chevalier, né le 24 janvier 1758, entré dans le corps du génie en 1780, après avoir passé par l'école de Mézières, lieutenant en 1783, capitaine en 1791, et mort l'année suivante, 1792. Il avait épousé Marie-Louise de Bonnot, fille de Jean Bonnot, subdélégué à l'intendance de Briançon, et de Marie-Magdeleine Brunet de l'Argentière.

De cette union, naquirent un fils, Benoît-Augustin, et une fille, Suzanne-Laure. Cette dernière, mariée à Jean-Mathieu Tournu de Ventavon, avocat général à Grenoble, et plus tard, nommé trois fois bâtonnier de l'ordre des avocats de cette ville, eût deux filles. L'une épousa Victor-Marc-Joseph Berlioz. Or, Benoît-Augustin, mort célibataire en 1863, avait demandé, par testament, à M. Berlioz, d'ajouter à son nom celui de Reynier de Jarjayes, et cette adjonction fut autorisée par décret impérial du 21 août 1865. Mais M. Berlioz, aujourd'hui décédé, ayant perdu son fils unique, Henri, le nom de Reynier de Jarjayes se trouve maintenant éteint. Quant à la famille, M. Masimbert, avocat à Grenoble, par son mariage avec Mlle Berlioz, en 1880, en est devenu le digne représentant.

F. ALLEMAND.

ROMANCE SUR LA MORT DE LOUIS XVI
*composée par Lépitre et chantée par la reine et ses
enfants dans la prison du Temple, en mars 1793.*

Eh quoi ! tu pleures, ô ma mère !
Dans tes regards fixés sur moi,
Se peignent l'amour et l'effroi :
J'y vois ton âme tout entière.
Des maux que ton fils a soufferts
Pourquoi te retracer l'image ?
Lorsque ma mère les partage,
Puis-je me plaindre de mes fers ?

Des fers ! ô Louis, ton courage
Les ennoblit en les portant.
Ton fils n'a plus, en cet instant,
Que tes vertus pour héritage.
Trône, palais, grandeurs,
Tout a fui pour moi sur la terre,
Mais je suis auprès de ma mère ;
Je connais encor le bonheur.

Un jour, peut-être, ... (l'espérance
Doit être permise au malheur),
Un jour, en faisant son bonheur,
Je me vengerai de la France.
Un Dieu favorable à son fils
Bientôt calmera la tempête :
L'orage qui courbe leur tête,
Ne détruira jamais les lys.

Hélas ! si du poids de nos chaînes
Le ciel daigne nous affranchir,
Nos cœurs doubleront leur plaisir
Par le souvenir de nos peines.
Ton fils, plus heureux qu'aujourd'hui,
Saura, dissipant tes alarmes,
Effacer la trace des larmes
Qu'en ces lieux tu versas pour lui !

Et toi !, dont les soins, la tendresse
Ont adouci tant de malheurs,
Ta récompense est dans les cœurs
Que tu formas à la sagesse.
Ah ! souviens-toi des derniers vœux
Qu'en mourant exprima ton frère :
Reste toujours près de ma mère,
Et ses enfants en auront deux.

¹ Mme Elisabeth.

RECHERCHES ÉTYMOLOGIQUES

PAR F.-N. NICOLLET

Les linguistes, jadis, cherchaient l'origine des mots français dans l'hébreu, le grec ou le latin ; on a, de nos jours renoncé à peu près complètement au grec et à l'hébreu, et l'on fait une plus large part au bas-latin et aux langues germaniques. Ce changement d'orientation provient surtout d'un changement dans nos études. C'est dans ce que nous avons appris, étant jeunes, que nous cherchons toujours l'explication des faits qui attirent notre attention. Alain, ce savant homme, a lu vingt fois les œuvres de Bauny, aussi c'est à Bauny qu'il demande la solution de tous les problèmes qui lui sont soumis. Ainsi faisons-nous, quand le cerveau barbouillé d'allemand et de latin ou de grec et d'hébreu, nous ne savons rien expliquer que par le grec et l'hébreu, le latin ou l'allemand.

Assurément, on a eu raison de renoncer à chercher dans l'hébreu l'origine de notre langue. On a eu raison aussi de restreindre la part du grec dans la formation de la langue française. Cependant je crains bien que, sur ce dernier point, on ne soit allé un peu trop loin. Tel mot qu'on nous affirme avoir passé, pour entrer chez nous, par l'intermédiaire du latin — par exemple, *chère* (mine, visage) de *kara*¹, *bourse* de *bursa* — pourrait bien s'être introduit en Gaule par Marseille, longtemps avant que les Romains eussent franchi les Alpes. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous avons dans les patois méridionaux un certain nombre de mots grecs qui jamais, au grand

¹ Ce mot est resté, sous sa forme grecque *kàra*, avec le sens de « visage, mine », dans les patois du midi.

jamais, n'ont été employés par les auteurs latins ; tels sont *árpia*, s. f., griffe (et tous ceux de la même racine) ; *bomboniár*, v. intr., bourdonner ; *arto*, s. m., pain ; *túba*, s. f., fumée ; *rabanet*¹, s. m., radis ; *æmpurár*, v. tr., attiser ; *æmur*, prép., avec ; *gòí*, adj. q., boiteux ; *gomár*, v. tr., obstruer (un conduit) ; *lèri*, adj. q., radoteur, niais ; *níro*, s. m., nuage ; *tabazár*, v. tr., frapper, etc. Ces mots-là ont certainement été empruntés directement par les Celto-Ligures aux Marseillais, dans ces rapports journaliers qu'ils entretenaient avec eux. On oublie un peu trop, ce me semble, que, d'après le témoignage formel de Strabon², les jeunes Gaulois allaient se former à Marseille ; que, d'un esprit vif et curieux, ils étudiaient ardemment la littérature et la langue grecque, à tel point qu'ils en vinrent à rédiger leurs actes publics dans cette langue.

On a exagéré aussi l'influence germanique dans la formation de notre langue. Il suffit qu'un mot se trouve à la fois dans le français et dans les langues germaniques pour que l'on affirme que nous l'avons emprunté à ces langues. L'Allemagne a produit, durant ce siècle, des linguistes très savants et très pénétrants qui, dans la recherche des étymologies, cédant involontairement à un sentiment de patriotisme très naturel, ont considéré leur langue nationale comme ayant joué un rôle important dans la formation de la nôtre ; et nous, Français, nous avons accepté, sans contrôle, leurs décisions. De ce qu'un mot se trouve à la fois dans les langues germaniques et le français, il ne s'ensuit pas que ce soit celui-ci qui l'a emprunté à celles-là. Outre que les Celtes et les Germains étaient des rameaux de la même souche indo-européenne et que bien des mots ont dû être communs aux deux langues, les migrations n'ont pas toujours eu lieu de Germanie en Gaule ; le contraire s'est produit aussi, et cela

¹ Strabon, IV.

² Dans la transcription des mots patois, je représente par le signe *ç* le son *ts*, par *j* le son *ds*, par *œ* le son *ou*, par *æ* un son qui n'a pas d'équivalent en français ; l'accent circonflexe marque la syllabe tonique.

dès les temps les plus reculés. Des colonies — le fait nous est attesté par César¹ et d'autres auteurs anciens — avaient passé de Gaule en Germanie. Les Gaulois, fixés sur le sol germain, n'abandonnèrent certainement pas leur langue ; car la langue, c'est ce qu'un peuple abandonne le plus difficilement ; on peut même dire qu'il ne l'abandonne jamais ; des mots étrangers viennent s'y mêler, la langue se transforme, mais elle ne disparaît pas². Les Galates de l'Asie-Mineure en sont une preuve frappante. Séparés des Gaulois d'Occident depuis le troisième siècle avant notre ère, isolés au milieu de peuples parlant une langue toute différente, ils conservèrent leur idiome et, au cinquième siècle après J.-C., ils parlaient encore la même langue que les Gaulois de Gaule³. Il y avait donc en Germanie des peuplades qui parlaient la même langue que les Celtes ; Tacite nous cite notamment les *Gothini*⁴. Il pourrait bien se faire que certains mots communs au français et aux langues germaniques n'aient pas une autre source. Je crois, d'autre part, que, pour certains mots, on se laisse égarer par des ressemblances purement accidentelles.

Litré⁵ rattache le mot *borde* qui s'emploie, dans certaines provinces, avec le sens de « métairie », à la même racine que *bord* et il le fait venir de l'ancien haut-

¹ César, *Guerre des Gaules*, IV, 24, 1.

² Je ne parle bien entendu que de la langue populaire et non de la langue officielle. Le latin officiel a disparu, la langue que parlait le peuple a survécu en se transformant chaque jour. Si jamais le sol français était occupé par un vainqueur — *quod dii avertant*. — ce vainqueur ne manquerait pas d'imposer sa langue comme langue officielle, la légion des fonctionnaires la porterait et l'enseigneraient partout, mais le peuple n'en continuerait pas moins à parler sa langue à lui, qui se transformerait néanmoins au contact de la langue officielle.

³ St-Jérôme, *Prologom. in lib. II ; comment. in epist. ad Galatas* : Galatas excepto sermone graeco, quo omnis oriens loquitur, propriam linguam eandem pene habere quam Treviros, nec reterre si aliqua exinde corruerint.

⁴ *De moribus Germanorum*, 43 : Gothinos gallica, Osoe pannonica lingua.

⁵ *Dictionnaire de la langue française*, aux mots *bord* et *borde*.

allemand *bort* qui signifie « table, planche ». Je crois que *borde* n'est pas du tout d'origine germanique et que sa ressemblance avec le français *bord* et le haut-allemand *bort* est toute fortuite¹. En effet dans le patois des Alpes *bôrda* ou *bwarda* signifie « fêtu, brin de paille » ; dans la région pyrénéenne, *bôrda* a le sens de « grange » ; c'est évidemment le même mot qui, ailleurs, signifie « métairie ». Ce même radical se trouve dans un grand nombre de noms de lieu qui ne sont certainement pas d'origine germanique, notamment dans *Burdigala* nom gaulois latinisé de la ville de « Bordeaux ». Il me paraît donc certain que *borde* est un mot d'origine celtique ayant d'abord signifié « paille », puis « grange » et « chaumière », enfin « métairie » ; que « Bordeaux », comme nom de ville ou de village, a eu à l'origine, à peu près le même sens que « Les Barraques » ; enfin, qu'il n'y a aucune parenté entre *borde* et le haut-allemand *bort*. Méfions-nous de cette tendance à voir partout l'influence germanique et n'oublions pas que, si notre langue a des mots semblables à ceux des langues germaniques, ces mots peuvent : 1° faire partie du patrimoine primitif des Germains et des Celtes ; 2° avoir été introduits en Germanie par les tribus gauloises établies au-delà du Rhin ; 3° enfin que la ressemblance peut être purement accidentelle.



Ces mêmes réserves, il faut les faire aussi pour le latin. Il est certain que les Romains avaient emprunté aux Gaulois un certain nombre de mots. Pour quelques-uns,

¹ Diez est tombé dans une erreur de même nature en rattachant le français *broche* à l'allemand *brok*. La ressemblance entre ces deux mots est toute fortuite. L'allemand *brok* vient de la racine *brek* qui exprime l'idée de « rompre », et qui a donné en allemand *brechen* (rompre), en Anglais *to break*, en français *briser*, dans le patois méridional *brôgâr* ; le français *broche* se rattache à une racine *brob* (très probablement ibérique) qui exprime l'idée « de pointe, de piqure ».

les auteurs anciens nous le disent expressément. Il est évident que, dans ce cas, il faut être bien fanatique des origines latines pour dire que le mot français actuel vient du mot latin. Ainsi *bec* ne vient pas du latin *beccus*, c'est la continuation du celtique *bek* que les Romains avaient latinisé en *beccus*¹. Pour moi, c'est comme si l'on disait que les mots arabes *baboui* (pantoufle) et *matrak* (bâton) viennent du français *babouche* et *matraque*.

Mais outre les mots que les auteurs latins nous signalent comme empruntés au gaulois, il y en a certainement d'autres qui ont la même origine, bien que les anciens ne nous en aient rien dit.

Il peut se faire aussi que pour certains mots, la ressemblance entre les langues modernes et le latin soit toute fortuite.

Enfin beaucoup de mots ont dû nécessairement être communs au latin et aux langues qui se parlaient en Gaule, sans qu'il y ait eu emprunt ni de part ni d'autre, uniquement par suite de la communauté d'origine des deux peuples. En examinant attentivement la langue latine, on y distingue facilement, outre les mots empruntés au grec à une époque relativement très récente, deux éléments différents, l'élément indo-européen qui lui est commun avec le grec et les autres langues de la même famille, et un autre élément qui n'a rien de commun avec le grec et qui pourrait bien n'être autre chose que l'élément ibérique introduit en Italie par les Sicanes. De ces deux éléments, le premier devait évidemment avoir des racines communes avec la langue des Celtes parlée dans le centre et le nord de la Gaule, le second devait de même en avoir avec la langue des Ligures, des Aquitains et des Espagnols. Partant, il est certain qu'en bien des cas, lorsque nous assignons une origine latine à tel ou tel mot², nous risquons de tomber dans une erreur du genre

¹ Antonius Primus Tolosa notus cui cognomen *Becco* in pueritia fuerat, id valet gallinacei rostrum. Suet. vit. 18.

² On dit généralement que le mot méridional *âne* (âne) vient de *asinus*. Je crois que la parenté entre ces deux mots est toute autre. Le

de celle où tombait Varron, quand il disait que *ferre*, *gignitur* venaient du grec *pherete*, *gignetai*¹.

Mais surtout c'est une erreur que d'assigner pour origine aux formes actuellement en usage, les mots soi-disant bas-latins. Ces barbarismes, comme *bodina*, *badare*, etc., ne sont autre chose que la transposition en latin des mots de la langue populaire. Le scribe, peu instruit, se disait : « Que le patois y arrive, si le latin ne peut ». Ce qui le prouve bien, c'est que ces mots bas-latins se rencontrent principalement dans les chartes qui ont été rédigées par des scribes de campagne, tandis qu'ils ne se trouvent presque jamais dans celles qui l'ont été par les scribes des villes qui sont plus instruits. S'il y a parfois des mots de ce genre dans ces dernières, c'est qu'il n'existait pas de mot latin pour rendre l'idée ou que le scribe reproduit des expressions qu'il ne dépend pas de lui de modifier. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les *Chartes de Durbon*², par exemple. On verra qu'elles contiennent plus ou moins de mots bas-latins, suivant le degré d'instruction du scribe qui les a rédigées. Remarquez surtout la charte n° 72, par laquelle le pape Alexandre III confirme les possessions des Chartreux. Elle est écrite en latin correct, sauf le passage qui contient la description de Durbon ; ce passage, mêlé de mots patois, est d'une langue absolument semblable à celle des chartes les plus incorrectes. Cela tient à ce que le scribe qui a rédigé cette charte à Bénévent, en Italie, n'a pu que reproduire les termes de la description qui lui avait été envoyée de ce

diminutif *asellus* indique qu'il a dû exister un primitif *asus* dont *asinus* n'est lui-même qu'un dérivé. Dans la période classique, *asinus* a chassé *asus*, comme en français *mulet* a supplanté *mul*. D'autre part, le mot *onos* par lequel les Grecs désignaient cet animal, n'a rien de commun avec le latin *asinus*. Il est donc fort probable que *asus* est plus ancien que *asinus* et qu'il se rattache à *asus*, dont le radical pourrait bien être ibérique ou celtique. Comparez l'anglais *ass*.

¹ Varron, de *lingua latina*, VI, 96.

² CHARTES DE DURBON, quatrième monastère de l'ordre des Chartreux, diocèse de Gap, publiées par l'abbé P. Guillaume, sous les auspices de la Société d'Études des Hautes-Alpes. Paris, Alp. Picard, 1893.

côté-ci des Alpes. En un mot, le reste de la charte est en latin papal, en latin de Rome ; ce passage est en latin paysan, en latin de Durbon.

Ce qui montre encore que ces mots ne sont que la latinisation de mots de la langue populaire locale, c'est que ces formes ne sont pas partout les mêmes.

Les mots soi-disant bas-latins de la loi salique, par exemple, ne sont que des mots germaniques latinisés, ceux des chartes de la Bretagne sont des mots bretons, ceux des chartes du midi, sont des mots des patois méridionaux. Aussi M. Filippo Saraceno, dit avec raison à propos du mot *embocziatare* qu'il trouve dans une charte¹ : « *Sfido un non piemontese a capirlo* » ; et je ne crains pas de dire à mon tour : Je défie quiconque ne connaît pas parfaitement les patois du midi de la France de comprendre intégralement les chartes populaires de cette région, même avec le secours de Du Cange et de tous les glossaires existants, car ces glossaires rédigés par des personnes qui ne connaissaient pas bien ces patois, contiennent des erreurs manifestes.

Si les mots bas-latins étaient, comme on le dit, des mots de la langue populaire de l'Italie, apportés en Gaule par les colons et les légionnaires, on les trouverait partout les mêmes. Il n'en est rien.

Tel mot, par exemple *sivada* qui se trouve à chaque page dans les chartes du midi de la France, ne se rencontre pas dans celles du nord. Pour exprimer l'idée de « borne, limite », on trouve, à côté de la forme latine *meta*, dans la région rhodano-alpine *bodina*², dans la région rhodano-pyrénéenne *bodina* et *bodula*, dans le nord *bouna* ou *borna*, en Angleterre *bounda*³. C'est que *bodina* et *bodula* sont deux mots de la langue aquitano-ligure, tous deux d'origine ibérique et dérivés de la racine *bod* (extrémité, limite) que nous trouvons dans *Bodincus*,

¹ *Miscellanea di storia italiana*, seria 3^a, tomo I, page

² *Miscellanea di storia italiana*, seria 3^a, tomo I, ch. n° 110, *Designatur per terminos vel disboynditur*.

³ Voir du Cange, *Glossarium*, au mot *bodina*.

nom ligure du Pô ; tandis que *bouna*, *borna*, *bounda*, sont des formes tout à fait différentes¹, propres aux langues du nord. Au moyen-âge, comme au temps de César et de Strabon, et comme aujourd'hui encore, la langue du midi de la France était différente de celle du nord.

Enfin, si les mots que nous trouvons aujourd'hui dans a langue populaire venaient, comme on le dit, des formes bas-latines, on trouverait dans les textes les plus anciens, toujours la forme latine, puis plus tard, par une série de transformations, la forme actuelle. Or, il n'en est rien. Voici, par exemple, le mot alpin *àrs* qui signifie «toison». On le rencontre dans les *Chartes de Durbon* sous la forme latine *ausum* et sous la forme populaire *àrs*². On pourrait croire qu'on disait en latin populaire *ausum*, que, plus tard, la terminaison latine est tombée et il est resté *àrs*, Tout au contraire ce mot se trouve pour la première fois, vers 1200, dans une charte rédigée à Montmaur, sous sa forme populaire (*X. aus de cana*) ; puis à peu près un demi-siècle plus tard, on rencontre la forme latine (*V ausa lane*, *VII ausorum de lana*). Ce n'est donc pas *àrs* qui vient de *ausum*, c'est au contraire *ausum* qui a été forgé d'après *àrs*. Il en est de même du mot *serræ* (monticule) que l'on trouve d'abord sous la forme populaire³, puis plus tard sous la forme latinisée *serrum*. Voici encore un autre exemple du même fait pris dans une autre région,

¹ Ce n'est donc pas, pour le dire en passant, de *bodina* qu'est venu le français *borne* : *bodina* est un mot de la langue du midi, où il existe encore aujourd'hui sous la forme *bôina*, après la chute de la consonne médiale : quand à *borne*, c'est un mot de la langue du nord, et il faut chercher ailleurs son origine.

² *Chartes de Durbon* ; 264, page 186 *dederunt nobis X aus de lana* 432, p. 341 et *VII ausorum de lana* ; 440, p. 327, et *V ausa lane*. — Voir aussi *Liber instrumentorum memorabilium*, publié par Germain ; Montpellier, 1884-86 ; ch. n° 309, de 1150, *Duo auses de lana*.

³ *Chartes de Durbon*, 251, page 184, *Hoc factum fuit in serre pella* (charte de 1204) ; 605 bis, p. 527, *acta fuerunt hac apud serrum pelatoni* (Ch. de 1306). — Voir aussi *Cartulaire de l'ancienne cathédrale de Nice*, publié par Cais de Pierlas ; Turin, Paravia, 1888 ; n° 89 *Al ras lo serre* (Ch. de 1150) et n° 98, *Portem suam de serro* (Ch. de la même époque).

à une époque antérieure et pour un mot d'un autre genre, le nom du fleuve Hérault. Ce mot se trouve sous les formes *arauris*, *araur*, *arâou*¹. N'allez pas croire cependant qu'on ait dit *arauris* puis *araur*, enfin *arâou* qui est la prononciation méridionale actuelle. En vérité les formes *arauris* et *arâou* sont contemporaines ou à peu près, l'une se trouve dans une charte de 799, l'autre de 804 ; mais *arauris* est dans une charte de Charlemagne, tandis qu'*arâou* est dans une donation rédigée par un certain *Gallarius* qui n'y mettait pas tant de façon et s'est contenté de la forme populaire sans se donner la peine de la latiniser.

Parfois même on sent très bien l'embarras et l'hésitation du scribe qui ne sait comment traduire en latin un mot local et tente diverses formes. Ainsi dans la charte 301 du *Liber instrumentorum*, publié par Germain, on trouve *del maso*, *del mas* et *del manso*.

Les mots bas-latins ne sont donc pas la souche des mots actuels ; ils n'en sont, au contraire, que la transcription ; ils prouvent que les mots actuels existaient à cette époque et rien de plus, au reste, pour achever de nous en convaincre, nous n'avons qu'à voir ce qui se passe depuis que la langue française a remplacé la langue latine comme langue officielle dans la rédaction des actes publics. A chaque page, dans les actes du midi de la France et principalement dans ceux qui sont rédigés à la campagne, on trouve des mots comme, *ière*, *aver*, *ort*, *farajal*, *breil*, *serre*, *bruas*, *bodule*, *ermes pasquérier*, *patu*, *rastouble*, *estève*, *pech*, *brassier*, etc., etc.². Est-ce à dire pour cela que les formes correspondantes du patois soient tirées de ces barbarismes français ? Et si un linguiste,

¹ *Histoire du Languedoc*, par Dom Vaissète ; tome II, *Preuves de l'Histoire du Languedoc*, page 61, chartes n° 13 ; p. 66, ch. n° 16 ; p. 86, ch. n° 26, etc.

² Parmi ces mots les uns sont propres à la langue de la région rhodano-pyrénéenne, tels que *brassier* = cultivateur, *patu* = terrain vacant autour d'une maison ; *bodule* = borne ; *farajal* = enclos autour d'une maison ; les autres lui sont communs avec celle de la région rhodano-alpine.

dans deux ou trois cents ans, disait que le patois *bruas* vient du français populaire ou bas-français *bruas* qui se rouve dans tel ou tel acte, mériterait-il quelque crédit? Assurément, non. Il en est de même du soi-disant bas-latin; il n'est pas plus exact de dire que *abœucrâr* (abreuver) vient d'*abebrare* qu'il le serait de dire que *paskœirâr* (paitre) vient de *pasquérer*.

.
.

Mais si l'on a exagéré la part des langues germaniques et du latin dans la formation de la langue française, en revanche on a par trop restreint la part de l'élément celtique. On s'est beaucoup moqué des *Celtomanes* du siècle dernier, qui prétendaient que le bas-breton était la langue primitive, que dans le paradis terrestre Ève et Adam parlaient bas-breton, que le français venait tout du bas-breton. Aujourd'hui l'on est tombé dans un excès contraire. Ici encore les linguistes allemands ont donné le la; ils ont écrit très savamment sur nos patois qu'ils ne savent pas, et leurs écrits ont tout de suite fait autorité. Je ne veux pas renouveler les assertions plaisantes des *Celtomanes*; mais il est incontestable que nos patois, non seulement le bas-breton mais les patois de toutes les régions reculées où la civilisation romaine et la civilisation française ont eu de la peine à pénétrer, ont conservé un grand nombre de mots de la langue qui se parlait en Gaule avant l'arrivée des Romains.

Il me paraît, d'ailleurs, absolument certain que, contrairement à ce que l'on croit et l'on enseigne généralement aujourd'hui, *jamais, même sous la domination romaine, la langue indigène ne cessa d'être parlée en Gaule, au moins dans les campagnes*, et que le latin n'y fut jamais que ce que le français est actuellement dans le midi de la France, une langue officielle, parlée par les fonction-

naires¹, mais non par le peuple. Ma conviction repose ici, non seulement sur des raisons de convenance, mais encore sur des faits ; je me contenterai pour aujourd'hui d'en citer deux. St-Jérôme dit que de son temps, c'est-à-dire au commencement du V^e siècle, les Trévires parlaient encore la langue celtique, et que cette langue était la même que celle des Galates d'Asie Mineure. D'après Sidoine Appollinaire, qui mourut vers la fin du V^e siècle, ce n'est que de son temps que la noblesse gauloise commence à renoncer à sa langue indigène². Mais si les classes dirigeantes commencent alors seulement à parler le latin, il est évident que le peuple, que les paysans notamment, ne parlaient que la langue gauloise, et en effet Claudien nous dit³ que les mules obéissent docilement aux commandements qu'ils leurs sont exprimés en langue gauloise. Et il ne manque pas de nous faire remarquer combien il est peu étonnant que les tigres et les ours aient jadis été sensibles aux chants des premiers poètes grecs puisque des mules sont dociles aux cris barbares d'un paysan gaulois.

D'après ces témoignages, il est certain que la langue gauloise était encore parlée par la population de la Gaule au V^e siècle. Or on sait que la domination romaine disparaît précisément dès le V^e siècle, que les barbares arrivent et sont reçus à bras ouverts, comme des libérateurs, par les populations des villes et des campagnes, impatientes de se soustraire au joug de l'avarice romaine⁴. Mais si les paysans gaulois n'ont pas renoncé à leur langue indigène, s'ils n'ont pas adopté la langue latine durant cinq siècles dans le nord, six siècles dans le midi, qu'a duré la domination romaine, est-il croyable qu'ils l'aient fait ensuite ? — Certainement non.

¹ Encore est-il certain que certains fonctionnaires romains parlaient couramment la langue des gaulois. Dion Cassius () le dit expressément pour D. Bentus, gouverneur de la Gaule.

² *Sermonis celtici squemam depositura nobilitas*; Sid. Ap.: epist. III.

³ Claudien, épigram., *Des mulas gallicis*.

⁴ Salvien, liv. V.

Aussi je suis persuadé qu'en recueillant et en classant tous les mots de nos différents patois, on retrouverait à peu près toutes les racines de la langue des Gaulois. Mais il est arrivé que tel mot s'est conservé dans telle région, tandis qu'ailleurs il est tombé, chassé par un mot latin ou autre. Ainsi *penn* a disparu, en temps que nom commun, du patois des Alpes et on ne le trouve plus dans cette région que comme nom propre dans « Appenin, Alpes pennines, la Peine⁴ ou les Pennes », mais il s'est conservé dans la région pyrénéenne (Béarn) comme nom commun avec le sens de « montagne ». Au contraire *alp* qui est également un mot celtique³, s'est conservé dans la région alpine⁵, n'est pas connu dans les Pyrénées.

Dans le midi, quatre langues principales se sont trouvées en présence : l'ibérique, le celtique, le grec et le latin ; aujourd'hui il y en a une cinquième, le français. C'est d'éléments empruntés à ces cinq langues que se compose la langue méridionale ; si l'on met à part les mots empruntés au français, on y reconnaît environ trente pour cent de mots latins ; le reste est d'origine ibérique, grecque ou celtique.

Ici c'est le terme latin qui a prévalu, là c'est le celtique, ailleurs le grec ou l'ibérique. Poux exprimer l'idée de « monticule » à côté du latin *podium*, il y avait le celtique *pik* ou *pek* et l'ibérique *sèrræ* ; le sort de ces mots a été différent suivant les régions. Dans la région pyrénéenne *pek* a prévalu, il est encore aujourd'hui très usité sous la forme *peç*, comme nom commun, mais *sèrræ* s'est maintenu à côté de lui ; dans la région alpine *sèrræ* a été plus fort et a étouffé *pek* qui ne se trouve que dans des

⁴ *Chartes de Durbon* ; 7, rupes quæ vocantur *pennas* ; 176, sub *pennas* de l'Enfanga ; 258, las *pennas* de l'agnelil ; 440, in cumba de *pennis*.

² Servius, in *Eneidam* IV, 412 ; *ALPES qui gallorum lingua alti montes vacantur*.

³ Aussi le trouve-t-on fréquemment dans les textes latins du moyen-âge : *Miscellanea di storia italiana* ; seria 3^e tomo I ; *Alpe ila quæ dicitur civina*, 15 ; *montem seu Alpem de muschilione*, 11. Voir aussi les *Chartes de Durbon*, le *Cartulaire de la cathédrale de Grenoble*, le *Cartulaire de l'ancienne cathédrale de Nice*, etc.

noms de lieux comme *Piégu*, *Pelleautier*¹; ailleurs ce sont les formes *poi*, *puoi* dérivées du latin qui l'ont emporté. Les noms propres de famille qui, comme on sait, sont empruntés, ainsi que les noms de lieux, à la langue propre à chaque région, ont suivi la même loi, et on trouve près des Pyrénées autant de *Pech* ou de *Delpech*, que l'on trouve de *Serre* ou de *Dusserre* dans les Alpes et de *Puy* ou de *Dupuy* dans les Cévennes. De même pour exprimer l'idée de « grappiller on dit dans les Alpes *çabrivâr*, le latin *capriolus* (vrille de vigne), dans les Cévennes *rakar* (comparez le grec *raka* = grain de raisin, et l'alpin *raça* = marc de raisin), dans le Bas-Limousin *ortutâr*, de *örtæ*, *wrtæ* (bord), vers Toulouse *labruskar*, du latin *labrusca* (vigne sauvage), ailleurs *rapugar*, *brwlliar*, *ræglanar*, etc. Il arrive même parfois que l'on trouve dans un même pays plusieurs mots de différente origine pour exprimer la même idée; ainsi, dans certaines vallées des Alpes, le grec *arto* et le latin *pan* (pain). Comme équivalents du français « balai » on emploie dans une même commune et dans une même famille tantôt *baraïs* (corruption du mot français), tantôt *scoba* mot d'origine latine on peut-être ibérique; tantôt *jînest*, mot local, (parce qu'on fait des « balais » avec du *genêt*), tantôt *ræbârra*, mot très ancien qui a peut-être une lointaine parenté avec le latin *verrere* (balayer), car sans que *rebârra* vienne de *verrere* ou *verrere* de *rebârra* ils pourraient bien se rattacher tous deux à la même racine.

L'étude attentive et réfléchie des patois peut donc fournir des indications précieuses dans les recherches étymologiques, non pas que les patois soient l'origine du français, mais parce qu'ils ont souvent conservé les chaînons qui rattachent les formes actuelles aux formes primitives ou parce qu'ils ont mieux conservé la physionomie ou la signification primitive du mot. L'étymologie de *béer*

¹ *Piégu* et *Pelleautier* (en patois *Piagû*, *Pœlietiar*) ne viennent pas, comme on le dit, de *podium acutum*, *podium lauterii* qui auraient donné *poiagu*, *poilletiar* mais de *pie-agu*, *pœg-lietiar*. Pour *Pelleautier*, comparez *Pennautier*, près de Carcassonne, qui est dans le latin du moyen-âge *Podium Lanterii* et en patois *pœcnetiar*.

et *bâtiller*, par exemple est singulièrement éclaircie par le rapprochement du patois *badâr* et *badaliâr* où nous voyons très nettement une racine *bad* parallèle au latin *pat* de *patere* (ouvrir) et au grec *pet* de *petannuni* (j'ouvre, je déploie). De même Littré aurait moins hésité sur l'étymologie de *chomer*, s'il avait su que dans les patois méridionaux ce verbe est un verbe fort et que son radical n'a la forme *çum* que là où il n'est pas accentué, tandis que là où il est accentué il a la forme *çâum*; Diez n'aurait pas non plus rejeté, pour le mot *abri* l'étymologie du latin *apricus* pour recourir à l'allemand *bergen* (au présent *birg*, cacher) s'il avait su que dans les patois méridionaux *abrik* signifie précisément « lieu exposé au soleil » et non « lieu à couvert », ce qui est désigné par le mot *sûta*, *sôsta*.

L'on dira peut-être que je n'annonce rien de nouveau que presque tous les linguistes ont tiré parti des patois et leur ont souvent demandé des renseignements. C'est vrai; mais ils les connaissaient généralement d'une manière très imparfaite. Ils les connaissaient d'après les dictionnaires patois qui ont été publiés ou d'après les ouvrages écrits en soi-disant patois; mais malheureusement les dictionnaires patois sont tous très incomplets; ils renferment une foule de mots qui ne sont que du français corrompu et ils ne donnent pas les mots vraiment patois ceux qui auraient le plus de valeur et d'intérêt au point linguistique. Quant aux ouvrages écrits en patois, comme ils sont tous l'œuvre de lettrés qui ont l'habitude de parler le français, ils ont le même défaut et contiennent au moins autant de mots français patoisés que de mots vraiment patois; souvent aussi, on y trouve des mots forgés par ces écrivains sur le modèle d'un mot latin ou d'un mot français ou d'un autre mot patois. Il est en réalité très difficile d'avoir un dictionnaire patois complet et exact car ceux qui parlent cette langue et qui ne parlent que celle-là sont gens illettrés et n'écrivent rien. Quant à ceux qui, ayant parlé le patois dans leur enfance, font ensuite des études approfondies et deviennent ainsi capables d'en

écrire, je sais par ma propre expérience combien ils oublient profondément leur langue primitive. N'ayant parlé que le patois exclusivement, jusque vers l'âge de quatorze ans, j'en avais oublié les mots les plus intéressants lorsque j'ai voulu en faire une étude raisonnée, il m'a fallu pour les réapprendre, vivre avec les paysans, ne leur parler que leur langue, m'embusquer à tous les coins pour y saisir le parler du peuple et très souvent recourir à mes parents pour connaître le sens de maintes expressions que j'avais perdues de vue.

Aujourd'hui que j'ai fini par ressaisir toute cette langue curieuse, au son de laquelle ma mère me berçait, je lui ai demandé de me servir de guide dans mes recherches étymologiques et voici quelques uns des résultats qu'elle m'a fournis.

BAN, BANAL, BANNIR.

BAN, d'après le *Dictionnaire de l'Académie*¹, signifie « proclamation, mandement public pour ordonner ou défendre quelque chose; exil, bannissement ; en terme de féodalité, convocation que le prince faisait de la noblesse pour le servir à la guerre ».

Quand à l'étymologie, le *Dictionnaire de Trévoux*² cite un nommé Borel qui dérivait BAN de l'adjectif grec *bán* qui signifie « tout », parce que la convocation des vassaux était générale. Ménage le tirait d'un mot allemand *ban* qui signifie proprement « publication », et ensuite « proscription », parce qu'elle se faisait à son de trompe. Nicot le faisait venir d'un autre mot allemand *ban* qui signifie « champ, territoire », parce que c'est en vertu du ban que l'ont tient fiefs, champs et héritages. Du Cange lui assignait pour origine le bas-latin *bannum* qui signifie « proclamation ». Brachet le croit d'origine germanique et cite le haut allemand *bannan* qui signifie « ordonner, publier ; rendre un arrêt, une sentence ». Diez pense que *bannan* aurait donné, dans les langues romanes, *banner*,

¹ *Dictionnaire de l'Académie*, 6^e édition ; au mot *ban*.

² *Dictionnaire de Trévoux*, au mot *ban*.

bannare, non *bannir*; il rattache donc ce mot au gothique *bandvjan*, *bandvjan* dont le sens est « désigner, signifier » et il suppose que le *v* du gothique manquait dans le dialecte germanique qui a fourni *bannir*. Littré donne la préférence au haut-allemand, et admet un changement de conjugaison, d'autant plus que, à côté de *bannire*, à beaucoup près le plus fréquent, on trouve aussi dans le bas-latin *bannare*; toutefois, voyant que le gaélique (langue celtique) a aussi *bann*, il croit que le bas-latin pourrait bien avoir subi une influence autre que celle de la forme germanique.

En somme aucune de ces étymologies n'est satisfaisante et décisive. Sans parler de l'identification de *ban* avec le grec *pán* et de la raison puérile qui en est donnée, sans s'arrêter à refuter la raison à peine plus sérieuse sur laquelle s'appuie Nicot pour le faire venir du mot allemand qui signifie « champ », sans compter les difficultés, signalées par Diez lui-même, que présentent l'origine gothique et allemande, rien ne prouve que ce soit notre langue qui ait emprunté ce mot aux langues germaniques plutôt que celles-ci à la nôtre. Le bas-latin *bannus* n'est d'aucun secours pour résoudre la question, car il n'est évidemment que la forme populaire *ban* habillée d'une terminaison latine par les scribes, comme ferait aujourd'hui un élève qui, ne sachant comment traduire *fusil*, se contenterait d'écrire *fusilus*. Littré seul me semble avoir pressenti la vérité en signalant la présence du radical *ban* dans les langues celtiques.

L'étude des patois confirme l'opinion de Littré et donne des résultats bien autrement logiques et satisfaisants que ceux auxquels on est arrivé en cherchant dans les langues étrangères, anciennes ou modernes, l'origine de *BAN*. Il y a dans le patois alpin un mot *bina* qui est l'équivalent du français « corne », et désigne les éminences coniques et dures qui naissent sur le front des ruminants. Ce mot se trouve dans tous le midi de la France, en Italie dans la

¹ Remarquez que ce mot ne s'emploie pas pour désigner la partie dure qui forme le pied du cheval et autres animaux.

région voisine des Alpes, en Espagne dans la région pyrénéenne. M. Gabriel Azaïs cite aussi le mot *bane* comme étant de l'ancien français¹. Je ne connais pas les textes où l'on rencontre ce mot et je ne sais si ce sont des textes du nord de la France, c'est-à-dire de vrais textes français, ou des textes du midi où « bane » ne serait que la francisation du patois *bāna*. Ce mot a formé, dans les patois méridionaux, de nombreux dérivés; voici les principaux : *banāssa*, s. f., grosse corne; *banæta*, *banurna*, s. f., petite corne; *banārt*, adj. q., qui a de grosses cornes; *banæet*, adj. q., qui a de petites cornes; *banarût*, adj. q., cornu; *banār*, v. int., pousser des cornes; *banæjār*, v. intr., montrer les cornes (en parlant des escargots qui, après la pluie, montrent leurs cornes, ou d'un animal dont les cornes commencent à pousser); *banæta*, s. f., chèvre-feuille (dont les fleurs non épanouies ressemblent à de petites cornes), haricots verts en cosse (qui ressemblent également à de petites cornes), gousse²; *baniliur*, s. m., petite corne; cornichon; crossette de la vigne³.

Ce mot ne nous est pas venu du latin, qui ne l'avait pas; il est donc antérieur à l'occupation romaine. Il ne nous vient pas non plus des Phocéens de Marseille; car il ne se trouve pas dans le vocabulaire de la langue grecque. Il ne semble pas non plus être d'origine ibérique; car il ne se trouve pas dans la langue basque. Il est donc très probablement celtique. Je le crois proche parent de *penn* qui désigne « un rocher élevé, proéminent; la cime d'une

¹ *Dictionnaire des idiomes romans du midi de la France*; au mot *bāno*.

² Le mot *vanille* que nous avons emprunté à l'espagnol se rattache à la même racine, car *banilla* d'où nous l'avons formé n'est qu'un diminutif de *bāna* et signifie « gousse », comme notre patois *banæta*.

³ Plin l'ancien parle (xiv, 4, 7) d'une vigne qu'il appelle *bannanica citis*. Cette épithète de *bannanica* pourrait bien se rattacher à notre *bāna*; d'autant plus que cette vigne *bannanica* était cultivée dans le Picenum, à ce qu'il dit; or, un peu plus bas, il ajoute, que la Gaule avait une prédilection pour la vigne originaire du Picenum, et réciproquement. Si la *vitis bannanica* est originaire de la Gaule, sûrement le mot en est originaire aussi, et partant il se rattache à *bāna*.

montagne », précisément ce qui est désigné par le mot allemand *horn* (corne) dans les noms de montagnes suisses *Finsteraarhorn*, *Wildhorn*, etc. Y a-t-il aussi un lien de parenté entre lui et le mot celtique *benna*, cité par Festus⁴ ? Je n'ose l'affirmer, car je ne saisis pas la liaison de sens. Ce serait alors la même racine qu'il y a dans le normand *banneau*, que le *Dictionnaire de Trévoux* dit être usité aussi dans le lyonnais et d'autres provinces ; dans le méridional *banâsta*, f. m., *banâst*, *banastur*, s. m., qui désignent des corbeilles de différentes formes ; enfin dans le français *benne* ou *banne* que le *Dictionnaire de Trévoux* définit « petite cuve ou tinette oblongue qu'on met des deux côtés d'une bête de somme pour transporter plusieurs sortes de marchandises ». Ce qui donne une certaine apparence de vérité à cette hypothèse c'est que la *benne* ou *banne* que décrit le *Dictionnaire de Trévoux* est fort en usage dans les Alpes pour le transport des raisins et des fruits, et y est appelée *kuernûda* (ancien *kuernûda*). Dans ce cas, il se serait produit ce fait curieux que le français aurait perdu le mot *bane* au sens de « corne » et l'aurait remplacé par un mot emprunté au latin, au lieu que le patois alpin aurait au contraire conservé la forme celtique au sens de « corne » et aurait emprunté au latin un mot pour désigner le récipient appelé, en français, *banne*. Au reste, *kuernûda* est le même mot que le français « cornue » et n'est autre chose qu'un adjectif féminin ; ce récipient a été ainsi appelé à cause des deux cornes qu'il a de chaque côté et qui servent à le soulever.

Quoi qu'il en soit de la parenté de *bâna* avec *penn* et *benna*, je suis convaincu que le patois *bâna* (corne) et le français *ban* (publication) ne sont, au fonds, que le

⁴ BENNA *lingua celtica genus cochiculi appellatur, unde vocantur COMBENNONES in eadem benna sedentes* ; Festus. — Le *Dictionnaire de Trévoux* fait remarquer que le mot *benna* est très ancien et se trouve dans Varron. On tire généralement le mot *compagnon* du latin *cumpānis*. Cette étymologie ne repose sur aucun fait précis : *compagnon* ne serait pas le *combennones* de Festus ?

même mot. La forme est identique ; la transition d'un sens à l'autre est toute naturelle. De tout temps les proclamations se sont faites à son de trompe. Or la trompe primitive était une corne de bœuf. L'usage que les auteurs latins font du mot *cornu* serait là pour nous en convaincre, à défaut d'autres preuves, mais le témoignage de Varron ne laisse aucun doute à ce sujet¹. D'ailleurs, aujourd'hui encore, les bergers des Alpes où s'est conservée l'antique simplicité se servent de la « corne » comme on se sert ailleurs du cornet et de la trompette. On a donc pu, très facilement et tout naturellement, passer du sens de « corne » au sens de « publication » qui est la signification fondamentale du français *ban*. Puis, comme le mot celtique avait à lutter contre le latin *cornu*, de bonne heure il lui a cédé la place avec le sens propre et ne s'est conservé qu'avec le sens dérivé. Alors, de même que nous disons aujourd'hui *corner* quelque chose, *trompeter* quelque chose », on a dit « BANNIR quelque chose », c'est à dire le « publier ». La signification de ce verbe s'est modifiée un peu, par la suite, mais il n'a jamais perdu complètement son sens étymologique et le *Dictionnaire de Trévoux* dit qu'il signifie en quelques coutumes « publier ». De même le four BANAL est le four où les hommes d'un seigneur doivent aller cuire leur pain en vertu d'un ordre proclamé à son de corne.

C'est probablement à la même racine qu'il faut rattacher le mot VANNEAU, qui est le nom d'un oiseau dont la tête est ornée d'une huppe. Ménage croyait que ce mot était une corruption de *paonneau* ou *phaonneau* ; parce que, disait-il, cet oiseau a quelque ressemblance avec le paon. Brachet et Littré le rattachent l'un à « van », l'autre à « vanne », et le font venir du latin *vannus* = van. Diez est du même avis et dit que cet oiseau est ainsi appelé à

Varron, *De lingua latina*, V, 117 : *Cornu quod ea quæ nunc sunt ex ære tunc fiebant bubulo e cornu* = corne vient de ce que ces instruments qui sont aujourd'hui en airain se faisaient jadis avec des cornes de bœufs.

cause du mouvement des plumes qui forment sa huppe comparé à celui du « van ». J'avoue que cette raison me semble puérile, et je crois absolument fausse toute comparaison entre les mouvements de la huppe du *vanneau* et ceux du « van ». Cet oiseau s'appelle, dans les patois méridionaux, *banèt*, *banèr* ou *banèta*, et, selon M. Gabriel Azaïs¹, il serait ainsi nommé « à cause des longues plumes qu'il a derrière la tête, qui sont recourbées à leur extrémité comme une corne ou *bina*, dont *banèta* est un diminutif ». Cette raison me paraît, à tout prendre, bien plus sérieuse et plus convaincante que celle de Diez.

C'est encore à cette racine que se rattachent l'italien DIPANARE² et l'espagnol DEVANAR qui, l'un et l'autre, signifient « devider ».

Pour *dipanare*, je m'étais adressé à M. Ermano Ferrero secrétaire de la *R. Accademia* de Turin, afin de savoir qu'elle est l'étymologie de ce mot généralement acceptée en Italie ; il a bien voulu me faire la communication suivante. « M. Domenico Pezzi, professeur de linguistique à l'Université de Turin, que j'ai interrogé au sujet de votre demande, m'a répondu en me citant le *Lateinisch romanisches Wörterbuch* de M. Körtling, n° 2493 : *depano*, *are* (v. *panus*), *spulen*, garn abwinden ; it. *dipannare* ; prov. *debanar* ; span. *devanar* ; ptg. *debar*, *dobar* ». L'auteur cite le *Miscellanea di filologia e linguistica dedicate alla memoria di N. Cair.*, t. II, a ; Canello, Firenze, 1886, p. 124. J'ajouterai que *dipannare* est un mot de la langue écrite et du dialecte toscan, qui, comme vous savez, est celui qui s'approche le plus à la langue littéraire. En piémontais nous disons *davané* pour *dévider* ».

M. Manuel Tomayo y Baus, secrétaire de l'Académie espagnole, à qui j'avais demandé pareil renseignement pour *devanar*, a eu l'obligeance de me répondre par la

¹ Dictionnaire des idiomes romans, au mot *baneto*.

² Ainsi que le mot *devanar* (devidoir) que je trouve dans : *Un inventario di un castello piemontese*, publié par P. Giacosa, dans le *Miscellanea di storia italiana*, tome xxviii, page 617.

communication suivante : « L'Académie espagnole avait admis d'abord que *devanar* venait du préfixe *de* et de l'adjectif *vano*, de même que Littré pense que le français *devider* vient du même préfixe et de l'adjectif *vide*. Depuis cette académie a préféré le verbe latin *devincire* ; mais cette étymologie ne lui paraît pas non plus certaine, et elle s'occupe d'en chercher une autre. Le mot *devanar* est d'un usage général en Espagne, ainsi que *devanadera* et *devanador* ». Je me fais un devoir de renouveler ici à M. Ferrero et à M. Tomayo l'expression de ma sincère reconnaissance pour l'empressement plein d'amabilité qu'ils ont mis à répondre à ma demande.

D'un autre côté, M. Duffo, professeur d'espagnol au lycée de Carcassonne, me dit que, dans un dictionnaire en cours de publication à Paris, on donne de *devanar* l'étymologie proposée par Körting.

Cette étymologie est vraisemblable et satisfaisante au point de vue du sens, puisque *panus* — ne pas confondre avec *pannus* — désigne le « fil du tisserand » ; elle ne l'est pas moins au point de vue de la forme, car, de même que le latin *aprilis* a donné en italien *aprile*, en français *avril*, dans les patois méridionaux et en espagnol *abril*, le radical de *panus* avec le préfixe *de* a pu donner naissance en Italie à *dipanare*, en Piémont à *devané*, dans le Midi de la France à *debanar*, en Espagne à *devanar* que l'on a prononcé jadis et que le peuple s'obstine encore à prononcer *debanar*. Néanmoins, si, comme on le dit et comme j'en suis moi-même persuadé, *dipanare*, *devané*, *debanar* et *devanar* ne sont, au fonds, qu'un seul et même mot, il est certain que la ressemblance avec *panus* est tout à fait fortuite, que ces mots n'ont rien de commun avec lui et qu'ils sont dérivés de *bina* (corne). En effet, outre les dérivés que j'ai cités plus haut, la famille des mots se rattachant à *bina* comprend un certain nombre de composés. Ce sont : *shanar* (ou *asbanar*, *wibanar*, *daesbanar*, *daribanar*, suivant les régions), v. tr., écorner, casser ou arracher les cornes : *wanbanar*, v. tr. 1° soulever ou percer avec les cornes ; 2° se mettre quelque

chose dans la tête (prop. dans les cornes), tenir fortement à une opinion ; 3° intr., envider, rouler le fil autour de l'*æmbanarêla*, mot auquel je ne connais pas de correspondant en français ; *dæbanar*, v. tr. et int., 1° dévider, 2° intr., trépasser ; *dæbanucira* ou *dæbanarêla*, s. f., dévidoir ; *dæbanairæ* (anc. *dæbanâdræ*), s. m. et *dæbanarêla*, s. f., celui, celle qui dévide. Mais pour bien saisir le sens de ces mots et leur généalogie, il est nécessaire d'entrer dans quelques détails sur les mœurs des pays où ces mots ont pris naissance ; car pour bien comprendre une langue, pour saisir les rapports qu'ont entr'eux les mots qui la composent, il est indispensable de connaître, jusque dans ses moindres détails, la vie et les mœurs du peuple qui la parle.

Dans les Alpes, on a conservé jusqu'à ces dernières années l'habitude de se vêtir avec la laine et le chanvre que l'on récoltait, filait et préparait soi-même. Durant les longues veillées d'hiver, à mesure que les femmes ont filé le chanvre soit à la quenouille, soit au rouet, on l'*envide*, puis on le *dévide*. Pour la première opération, on se sert d'un appareil tout primitif et très simple. Il se compose d'une petite planche de soixante à soixante-dix centimètres de long, sur vingt environ de large. Sur l'un des bouts de cette planche est clouée une traverse, aux extrémités de laquelle se trouvent deux montants d'environ dix centimètres de haut, percés vers le sommet des deux côtés qui se font face, d'un petit trou peu profond. On place dans ces trous soit les deux bouts du fuseau, de manière à laisser un peu de jeu pour qu'il puisse tourner, soit les deux bouts de la baguette autour de laquelle tourne la bobine ; un des montants est mobile dans une rainure pour qu'on puisse l'avancer ou le reculer suivant la dimension de la baguette ou du fuseau ; ce montant, une fois en place, est fixé par une clavette¹. A l'autre bout de la planche, pas tout à fait à l'extrémité, se dresse

¹ Ces deux montants jouent le même rôle que les deux poupées dans la tour (Voir la figure donnée par M. Gazier dans son Dictionnaire, au mot *tour*).

un piquet en bois coudé par le haut. La partie coudée, horizontale, est perforée dans sa longueur et traversée par une tige de bois, formant arbre de couche. A l'un des bouts de cette tige est une manivelle ; l'autre bout s'engage dans un trou pratiqué au milieu d'un croisillon, comme fait l'essieu dans le moyeu d'une roue, mais sans pouvoir y tourner. A l'extrémité de chacun des quatre bras du croisillon, se trouve, disposé comme la traverse d'une béquille, un morceau de bois en forme de croissant ; on les appelle *bâna*, c'est-à-dire « corne », à cause de la ressemblance. Le fuseau ou la bobine étant fixé comme nous l'avons dit, on prend le bout du fil, on le passe dans l'évasure des quatre cornes (*bânas*), on le noue ; puis, de la main droite, on tourne la manivelle et, de la gauche, on maintient le fil en face des « cornes » du croisillon autour duquel il s'enroule comme autour d'une poulie à gorge. Cela s'appelle *æmbanar*, c'est-à-dire « envider », proprement « enrouler autour des *bânas* ou cornes », et l'instrument que nous venons de décrire est une *æmbanarêla*. Une fois l'évasure des croissants ou *bânas* remplie par le fil, on s'arrête ; on a ainsi obtenu un *æissavêl*¹ ou *æissavêr* (écheveau). Pour le retirer de là, une des branches du croisillon est à genouillère ; on retire la cheville qui le maintient droit, on fait jouer la genouillère et l'écheveau n'étant plus retenu que par trois branches, sort facilement de la gorge formée par les *bânas*. On pourra alors procéder au lavage, au blanchissage du fil ; puis on passera au *dévidage*.

Cette seconde opération se fait au moyen de l'instrument que l'on appelle *dæbanarêla* (dévidoir). Ce dévidoir est légèrement différent de celui qui est représenté dans le dictionnaire de M. Gazier². Quelques fois aussi l'on se sert du même instrument dont on s'est servi pour envider. On passe l'écheveau dans les croissants du croisillon ; puis, de la main droite, on tient le fil et on le roule en peloton autour d'un morceau de papier ou tout autre

¹ Dans la région pyrénéenne *madéja*.

² Voir ce dictionnaire au mot *dévidoir*.

noyau que l'on tient de la main gauche. Cela s'appelle *dæbanar*, c'est-à-dire « dévider ». C'est là le sens propre du mot. Quant au sens dérivé de « trépasser », il provient d'une comparaison et d'une association d'idées très curieuse. Celui qui dévide (*dæbána*), pour enrouler le fil autour du peloton, imprime à ses mains un mouvement alternatif de haut en bas de telle manière que la droite monte derrière la gauche et descend devant elle. Ce mouvement est absolument semblable à ceux que les animaux, dans les spasmes de la mort, font avec leurs membres. C'est de là que *dæbanar* a pris le sens de « trépasser », et ce mot qui s'est dit d'abord des animaux, s'emploie aussi aujourd'hui en parlant des personnes. La verve de nos paysans s'égaye souvent, l'hiver, durant le dévidage, en plaisants calembours sur les deux sens de *dæbanar*. En voici quelques exemples : *Dæbána, çaw anâr kêræ æn prêiræ* (Il dévide = il trépassse, il faut aller chercher le curé) ; ou bien : *Bé ! dæbanà ! sabir pâi niêw kê fucgæssîâ marâtæ* (Eh bien ! vous devidez = vous trépasssez, je ne savais pas seulement que vous fussiez malade), etc.

On voit clairement et il est hors de doute que le *dæbanar* du patois alpin et des autres patois méridionaux n'a rien de commun avec le latin *panis*. On peut en dire autant de l'italien *dipanare* et de l'espagnol *devanar* qui, selon toute apparence, ne sont pas différents de notre *dæbanar*.

Je résume maintenant cet exposé de la manière suivante :

Le mot BANA est un mot celtique, signifiant « corne », proprement « ce qui dépasse le reste du corps, proéminence ». Ce mot a pris en français la forme BAN, et le sens de « proclamation », parce que les proclamations se faisaient à son de corne. L'italien DIPANARE et l'espagnol DEVANAR se rattachent à la même racine, et probablement aussi le français VANNEAU.

(A suivre).

F.-N. NICOLLET.

SYMPHONIE DE LA TERRE ALPINE

PAR J. MICHEL

PRÉLUDE

A M. Jules Jean, bienfaiteur de
l'agriculture dans les Alpes.

Je t'aime d'un amour ardent, mon Dauphiné !
J'aime tes frais vallons et tes crêtes sublimes,
Tes sapins accrochés aux pentes des abîmes,
Ton ciel bleu, de soleil toujours illuminé ;

J'ai soif de ton air vierge ; et mon cœur obstiné
Vole vers les glaciers qui flambent sur tes cimes,
Et les neiges d'argent, tes vêtements opimes...
J'aime le bon village obscur où je suis né !...

L'Étranger te dédaigne, ô mon pays !... Qu'importe ?...
Fille des monts chenus, ta race est la plus forte ;
De tes gars vigoureux le sang est plus vermeil ;

Ton sol, qu'on dit ingrat, de l'or pâle des gerbes
Se couvre aux mois brûlants ; — et tes femmes superbes
Ont dans leurs yeux profonds des rayons de soleil !

I.

LE RÉVEIL DE LA TERRE.

Avril renait ! — Grimpons sur nos Alpes sublimes :
Et, baignés dans l'air pur et dans l'or du soleil,
Contemplons à nos pieds, de ces neigeuses cimes,
Les splendeurs de la terre à son premier réveil !

Partout la vie à flots s'épand dans la nature ;
Les germes engourdis tressaillent à la fois ;
Du printemps qui revient délicieux augure,
La brise chante ou pleure en jouant dans les bois ;

L'alouette rêveuse aux notes cadencées
De son doux gazouillis emplit le ciel lointain,
Et des ruisseaux bruyants les ondes nuancées
Déroulent par le val des rubans de satin ;

Déjà de pâles fleurs les plaines sont couvertes ;
Déjà, rompant les nœuds de sa molle prison,
Quelque rose bouton pare les branches vertes ;
Et l'ombre des vergers flotte sur le gazon...

Avril, c'est le beau mois où les aubes charmées
Rougissent aux baisers d'un soleil tiède encor,
Où les fleurs du ciel bleu, dans les nuits parfumées,
Semblent verser partout comme des larmes d'or ;

Où les songes d'amour, pleins d'une étrange fièvre,
Trompant notre âme en proie aux dégoûts du réel,
A ce calice amer qu'épuise notre lèvres
Mèlent, parfois, du moins, une goutte de miel !

— Ah ! qu'un bourgeois épais, dont le poumon se tare
Dans l'oxygène impur des salons trop étroits,
Se gausse du printemps en fumant un cigare
Aux bras d'un vieux fauteuil qui gémit sous son poids ;

Qu'un trafiquant véreux journellement suppute
Les chances d'écorcher de stupides gogos ;
Que le concept du beau, dans ce crâne de brute,
Se réduise aux reflets des précieux lingots,

Qu'un politicien détraqué se morfonde
A nous prôner ses rêves creux, à grand fracas :
Créateur génial d'un utopique monde,
Et barbouilleur de lois qu'on ne comprendra pas ;

Nous, les bardes ailés des poétiques choses,
Les candides amants du sublime idéal,
Nous aimons les chansons d'oiseaux, l'odeur des roses,
Les murmures de brise et des flots de cristal !...

Et nous allons, humant les parfums de la terre,
Retremper notre vie aux souffles du printemps,
Boire cet air serein qui calme et désaltère,
Qui fait battre le cœur comme il bat à vingt ans !...

II.

LA FÉNAISON.

Dans les bois assoupis se taisent les murmures.
L'ardent soleil, à l'horizon,
Épuise de ses chauds baisers les herbes mûres...
C'est le mois de la fénaison.

Tandis que resplendit sur la terre brûlée
Le feu de l'été dévorant,
Dans sa conque d'azur la source immaculée
Verse un dernier pleur, en mourant..,

Ses doux zéphyrs s'en vont par les champs, rien ne
Les infatigables grillons [bouge ;
En hymnes discordants chantent seul le ciel rouge
Qui les enivre de rayons ;

Et, parfois, dans les plis de nos vallons superbes,
On entend, de l'acier gourmand
Qui tranche sans pitié parmi les dures herbes,
Le métallique grincement.

Des andains parfumés les volutes agrestes
S'enroulent aux pieds du faucheur,
Qui, les membres rompus par ses pénibles gestes,
Et le front fumant de sueur,

Couche tout, au hasard, dans les brunes jonchées :
Luzerne palpitante encor,
Fleurs nouvelles, ou fleurs par les vents desséchées,
Chardons jaunis et boutons d'or...

— Telle, la Mort, ce noir Faucheur de la prairie
Immense où croit le genre humain,
— Veillards aux fronts penchés et jeunesse fleurie, —
Renverse tout sur son chemin ;

Et ses andains sanglants pleins de râles étranges,
Le Temps les balaira de son large rateau...
Demain, les foins seront entassés dans les granges,
Et les cadavres, au tombeau...

(A Suivre)



TRAITEMENT DE A FINAL ATONE

en Provençal et en Haut-Alpin

PAR A. DUMAS

Je me propose de suivre l'*a* final atone des Latins dans les différentes transformations que les Provençaux et les Hauts-Alpins lui ont fait subir.

On sait que parmi les voyelles finales atones du latin, il n'y a que l'*a* qui ait en principe subsisté dans certaines langues romanes. Encore n'a-t-il eu qu'une sorte d'existence vague ; ce qui, avec les perturbations venues d'ailleurs, explique la complexité de son évolution.

Soient les deux mots du latin populaire *terra* et *fenita*. Le premier de ces mots est devenu *terro* en provençal et *terra* (*terro*) en Haut-Alpin. L'*a* final atone est donc représenté par une voyelle atone, de son tout à fait voisin sinon identique. Mais il n'en est pas de même de *fenita*. Nous avons ici affaire à une assez grande variété de phénomènes. Le Provençal a conservé assez fidèlement le mot latin puisqu'il y répond par le mot *fenido*. Mais le Haut-Alpin (et le langage intermédiaire) présentent des types variés. Ici, c'est le mot *fenio*, *fenia*, là le mot *fenyô* ; ailleurs enfin on a *fenieù*. Il est facile de voir que ces modifications de l'*a* final ont suivi la disparition de la consonne intervocalique.

Il convient donc de distinguer deux cas, suivant que *a* final n'est pas précédé ou est précédé d'une consonne sujette à tomber.

I.

*A final atone non précédé d'une consonne sujette
à tomber.*

FINALES EN **a** ET EN **o**. — D'une manière générale, *a* final atone latin a donné deux sons, ou mieux deux nuances de sons plus ou moins distincts, *a* et *o*, suivant les localités et suivant les époques. Si nous allons du département de Vaucluse, canton de Vaison, dans celui des Hautes-Alpes, en passant par Nyons, Les Pilles, Rosans, Serres, nous trouvons tantôt *o*, tantôt *a*. Jusqu'à Vaison, c'est la terminaison *o*, commune d'ailleurs à tout le parler provençal proprement dit (Mistral, Roumanille). Au-dessus de Vaison, à St-Romain-en-Viennois, à Puymeras, c'est le son *a* plus ou moins prononcé, suivant les localités ou même suivant les individus. Aux Pilles, le son *o* reparait, puis on retrouve assez régulièrement *a* dans le Serrois et le Gapençais. Mais dès qu'on arrive à l'Embrunais, c'est encore le son *o*. Il faut remarquer d'ailleurs qu'il n'y a pas série régulière et continue. On trouve des espèces d'*îlots* plus ou moins étendus, où une prononciation a prévalu, par suite d'influences psychologiques et sociales sans doute, plutôt que sous l'action des lois physiologiques. Le choix, la mode, l'imitation, ont dû jouer, en pareil cas, le principal rôle.

Bien plus, dans le *Mystère de St-Anthoni*, « on remarque une tendance à terminer par **a** l'adjectif et par **o** le nom qui le suit immédiatement : *tota stelo* (20); *nobla compaignio* (28); *toa gracio* (472); etc. » (abbé L. Moutier, *Analyse philologique*).

FINALES EN **e**. — Existe-t-il, dans le domaine linguistique que j'ai choisi, des mots terminés en *e* muet dérivés d'un mot latin terminé par *a* atone ? Car il ne faut pas faire entrer ici en ligne de compte les mots provençaux très nombreux tels que *lèbre*, *Rose*, *ome*, etc., où l'*e*

muet est purement une voyelle d'appui. En d'autres termes, le son *a* qui a passé à *o*, aurait-il également passé à *e* dans le cours de son évolution ? Je ne crois pas qu'on puisse le soutenir. L'évolution de la finale atone paraît s'être arrêtée, dans le domaine que j'ai choisi, au son *o* qui est un affaiblissement, un adoucissement harmonieux et élégant de la finale primitive. Ces finales en *e* ont pu pourtant exister et nous verrons, à propos des mots en *ié*, ce qu'on peut en conjecturer.

II.

A final atone précédé d'une consonne sujette à tomber

Si nous prenons les mots suivants : *fenido*, *fenya*, *fenyô*, *feniéu*, *fenié*, nous y reconnaissons sans peine un même radical ; mais nous serons portés à croire que la plus grande variété règne dans les terminaisons et qu'il n'est pas possible de les ramener à l'unité. Pourtant, en tenant compte de la complexité des faits et en poussant aussi loin que possible l'analyse phonétique, on verra que toutes ces nuances de terminaison se ramènent à la forme du latin vulgaire *fenita*.

FINALES EN **yâ**, **yô**. — Reportons-nous à la première partie de ce travail. L'*a* final est devenu *o* ou a persisté selon les lieux. Mais, par suite de la disparition de la consonne intervocalique, il s'est produit un déplacement d'accent. La finale primitivement atone est devenue tonique. On a donc eu théoriquement *feniâ*, *feniô*, *parduâ*, *parduô*. Ce dernier cas (*parduô*), par une modification facile à saisir, a passé à *pardyô*. J'ai dit *théoriquement*, car les deux formes (*yô* et *yò*) n'existent pas pour tous les mots, et elles ne sont pas confinées dans les régions que l'évolution de l'*a* final semblait leur assigner respectivement. On ne saurait se lasser de le redire, les phénomènes linguistiques sont d'une infinie complexité.

FINALES EN *ié*. — Ces finales en *ié* (*maladié, flé*, etc.) ne peuvent, ce me semble, s'expliquer que de deux façons. Ou bien l'*a* final atone a passé à *e* muet, comme il a passé à *o*; ou bien ce son *e* était assez commun dans la langue indigène (que nous ignorons) et a laissé quelques traces de son existence. La première hypothèse a contre elle la rareté des formes en *ié*, et l'absence de formes provençales en *e* provenant d'un *a* final atone. Si par lui-même et sans influence étrangère, l'*a* final atone avait pu devenir, en Provençal, *e* aussi bien que *o*, les témoignages de cette évolution seraient sans doute plus nombreux.

Resterait donc la seconde hypothèse, fort plausible et que l'on peut admettre jusqu'à preuve du contraire. D'autant que les formes en *e* muet, assez fréquentes en Provençal, se rencontrent précisément là où la voyelle atone, autre que *a*, a disparu dans le mot latin. Ex.: *brave*, lou *Rose*, *paure*, etc. Qui sait même si l'*e* muet français n'a pas une origine analogue et n'est pas le résultat d'une sorte de compromis entre l'*a* final atone des Latins et une finale muette très répandue dans le parler indigène? La chose n'est nullement prouvée : mais elle n'a rien d'impossible, ni même d'improbable.

FINALES EN *iéu*. — Je verrais, quant à moi, dans les finales en *iéu* une simple dérivation de la forme *yô*. Cette transformation de *yô* en *iéu* est possible théoriquement, par l'intermédiaire de *you*. Il est à peine besoin de faire remarquer que le signe graphique *o* ne représente pas un son unique, mais un ensemble, une gamme de sons allant du plus ouvert au plus fermé. Il est facile également de s'assurer expérimentalement que *o* fermé tend à *ou* qui en est comme la limite. C'est ainsi que dans certains pays du midi, *Vaqueyras* par exemple, au lieu de dire *la rosso*, on prononce en réalité ou peu s'en faut *la rosou*. Donc, rien de plus facile à admettre que le passage de *yô* à *you*. Même facilité pour passer de *you* à *yéu*. Le son *you* peut être accompagné d'une résonance vocale difficile à noter, mais que connaissent bien ceux qui sont

familiers avec les parlers provençaux. Or cette résonance existe aussi dans le son *yéu*, de telle sorte que, par ce moyen, les deux sons se trouvent extrêmement rapprochés et ne peuvent manquer d'être confondus. Une légère diversité d'organe, l'influence d'une habitude de prononciation peut et doit faire passer de l'un à l'autre sans la moindre difficulté. A ces considérations théoriques, je voudrais joindre une expérience qui les confirme de tout point. Une Parisienne, ayant toujours parlé le parisien le plus pur, entendait souvent son mari, homme du Midi, prononcer le mot *yéu* (je, moi); et elle essayait de l'imiter, en faisant certainement tous ses efforts pour arriver à une ressemblance parfaite. Or elle disait constamment *you, you*. Cet exemple me paraît prouver, autant qu'on puisse le désirer, la proximité des sons *you* et *yéu*.

Reste maintenant à prouver la *réalité* de cette transformation de *o* en *éu* par l'intermédiaire de *ou*. Il suffira, pour donner toute vraisemblance à cette loi, de montrer d'autres cas analogues assez nombreux où elle se vérifie.

1° le pronom *iéu* (je, moi) se rattache évidemment à *ego*, qui, après la disparition du *g* intervocalique, a dû ponner un son *io* analogue au pronom italien. On pourrait faire la même remarque sur le mot *Diéu*.

2° Les mots, très nombreux en Haut-Alpin, tels que *proucessieu*, *conrentiéu*, etc, qui correspondent au provençal *proucessioun*, etc., ont évidemment d'abord perdu leur *n* final comme beaucoup d'autres mots alpins, et ont passé ensuite de la terminaison *iou* à la terminaison *iéu*.

3° Enfin, il y a les imparfaits tels que *aviéu*, *fasiéu*, et les conditionnels qui présentent, comme on le sait, les mêmes désinences (*voudriéu*, *creiriéu*, etc.). Cette formation est assez curieuse et mérite une mention spéciale; d'autant que les grammaires romaines sont naturellement très sobres de détails sur cette question. *Aviéu* se rattache à *habebam*. Après la chute du second *b* et l'affaiblissement du premier, il est venu *avéa* ou *avia* (ou, suivant les régions, *avio*.) Dès lors le mot s'est comporté comme le mot *feniô*: déplacement d'accent (*avio*); changement de

o en *éu* (*aviéu*) et nous pouvons écrire les deux séries correspondantes : *fenio*, *feniò*, *feniéu* — *avio*, *aviò*, *aviéu*. Il va sans dire que cette forme d'imparfait a pu et a dû, suivant les localités, suivre les autres évolutions de *a* final atone et donner par conséquent *avià*, *avié* à côté de *aviò*. Or justement ces formations *avia* et *avié* existent. L'ancien provençal faisait *avia* (Bartsch, Chrestomathie), et *avié* est la troisième personne de l'imparfait moderne. Remarquons ici que *habebas* et *habebat* devaient suivre la même évolution que *habebam*. Sans doute, pour établir une dissimilation de son, conforme à la différence de sens, on a adopté des évolutions différentes pour les trois personnes du singulier (*aviéu*, *aviés*, *avié*) qui devaient être à l'origine, comme les textes en font foi, moins discernables entre elles. Nous prenons ainsi sur le fait la formation obscure en apparence de la plupart des imparfaits Provençaux et Hauts-Alpins.

Conclusion

En résumé, l'évolution de *a* final atone a été multiple et complexe. Quand il n'y a pas eu déplacement d'accent, cet *a* final est resté parfois *a* ; mais en beaucoup de pays, il a passé à *o*. C'est ce qui est arrivé dans tout le domaine Provençal proprement dit, dans une grande partie du domaine Haut-Alpin, et dans certaines localités de la région intermédiaire.

Quand il y a eu déplacement d'accent, l'*a* atone est devenu *â*, *ô*, *é* ; il est même devenu *eu*, par l'intermédiaire de *ou*. Cette hypothèse dont j'ai essayé de prouver la vraisemblance, relie de la manière la plus simple une multitude de phénomènes linguistiques et en donne une explication que je crois conforme aux faits observés et aux lois de la transformation des sons. De plus, elle permet d'expliquer la formation des trois personnes du singulier de l'imparfait de l'indicatif aux conjugaisons autres que la première.

A. DUMAS.

CHRONIQUE TRIMESTRIELLE

PAR A. DUMAS

CONCOURS AGRICOLE ET EXPOSITION RÉGIONALE.

Un Concours agricole s'est tenu à Gap sur la place du Lycée, le samedi 19 septembre et jours suivants. L'installation était parfaitement réussie, et les différentes sections témoignent d'un réel progrès qui fait honneur aux habitants du pays et aux hommes d'initiative qui les ont résolument et victorieusement engagés dans la voie des améliorations.

Avant la distribution solennelle des prix, MM. Chaix et Grimaud prononcent d'excellents discours.

De nombreuses récompenses sont attribuées pour les diverses branches de l'agriculture.

L'instruction publique, dans un pays qui la prise si haut, n'a garde d'être oubliée, et nous sommes heureux de mentionner les lauréats pour *Mémoires scolaires* :

Instituteurs : MM. Jean (Gap), Robert (La Freyssinouse), Dastrevigne (Sigoyer), Cornand (Barcellona), Villard (La Bâtie-Neuve), Robert (Neffes), Borel (Fouillouse), Orcier (Montgardin).

Institutrices : M^{lles} Thomé (Bumats), Jeanselme (La Roche-des-Arnauds), M^{me} Soulier (Lettret).

En même temps que le Concours agricole, avait lieu l'Exposition régionale, installée dans la grande cour du lycée et quelques salles adjacentes. Là encore, la distribution des récompenses a été l'occasion d'une véritable fête, rehaussée par une chaleureuse improvisation de M. Chaix qui avait bien voulu accepter la présidence, et par les discours de MM. Mondet, 1^{er} adjoint et commissaire général, et Jules Jean, directeur du Comptoir agricole des Alpes et l'un des principaux organisateurs de l'Exposition.

Cette Exposition régionale avait attiré un public nombreux qui ne se lassait pas d'admirer les objets de toute

nature, méthodiquement placés et le plus souvent coquettement présentés dans un cadre élégant et flatteur.

Le Salon artistique exposé dans une grande salle du Lycée, a été fort goûté. Il n'en pouvait d'ailleurs être autrement, Gap ayant la bonne fortune de posséder, malgré sa faible population, et son éloignement des grands centres, tout un essaim de vrais artistes, très personnels et très délicats.

Nous citerons :

Diplômes commémoratifs. — Mme Aubert Eymard ; MM. Bayard Louis ; Berthier Charles-Alexandre ; Blanc Albert ; Blanc Albert, fils ; Bruno Marius-Auguste ; Mlle Brusty Marie ; Mme Caire Marie ; MM. Caire Jean ; Fournier Valentin ; Gellin Ambroise-Alexandre ; Mlle Genest Marguerite ; MM. Guigues Emile ; Guiguet Louis ; Hareux Ernest-Victor ; Hustailon Jean-François ; Lefèvre Abel ; Lieure Jules-Pierre ; Ogilvie Frédéric-Forbes ; Mme Peaudeleu Philomène ; M. Peyrot Henri ; Mlle Reynaud Juliette ; Robin Gabrielle ; Mme Roman Isabelle ; M. Didier de Rousset Henri ; Mlle Ruizaud Antoinette ; M. Tanc Gaston ; Mlle Wernert Renée ; MM. Caire Albert ; Sibour Ernest ; Meyère, commandant.

N'oublions pas, non plus, nos confrères de la *Société d'Études* qui ont obtenu une juste récompense de leurs travaux :

MM. l'Intendant Lemaitre (publications sur les Hautes-Alpes) ; David Martin (collection de mollusques des Hautes-Alpes) ; abbé Paul Guillaume (publications sur les Hautes-Alpes, cartulaires, inventaires des archives, mystères, histoire générale des Alpes, plaquettes alpines, etc.) ; Nicolle (Études sur les Hautes-Alpes) ; Marchal (travaux sur les richesses minières des Hautes-Alpes).

..

ARCHÉOLOGIE.

On nous communique une nouvelle fort intéressante au point de vue de l'art :

M. le curé d'Embrun a fait restaurer les orgues d'Embrun. Le cul de lampe qui supporte les orgues elles-mêmes n'est pas encore réparé ; du reste il n'y aura qu'une légère peinture à y faire. On a terminé le reste, c'est-à-dire le réduit de la soufflerie et une tourelle posée en encorbellement qui fait pendant aux orgues elles-mêmes.

On a bouché des fenêtres parasites faites après coup, refait de petits ornements en plâtre et une dentelle en bois qui étaient un peu endommagés ; on a nettoyé toute la partie sculptée en bois qui était très délicate et qu'on avait badigeonnée de blanc. Ce bois de mélèze, huilé maintenant, est d'une couleur chaude et ravissante. Le réduit de la soufflerie placé dans un entrecolonnement est supporté par deux énormes poutres sortant de la gueule de deux dragons ou dauphins, peints en vert, les dents blanches, la gueule rouge. Rien n'a souffert dans cette partie du monument quoiqu'elle date de quatre siècles et plus. Peu à peu on compte réparer les fines sculptures qui ornent le balcon donnant accès aux orgues et qui entourent le clavier. Quant aux orgues elles-mêmes, elles vont d'ici à peu de temps être refaites à neuf, c'est-à-dire avec des jeux nouveaux qui donneront un beau son au lieu des sons aigrelets de l'instrument actuel.

On travaille également à refaire l'autel de la Vierge ; le plan est fort bien, mais l'exécution n'est pas assez avancée pour qu'on puisse encore en parler. Ce qu'on peut dire, c'est que les deux grandes verrières situées au bas des nefs latérales à droite et à gauche de la grande rosace si bien restaurée par M. Hirsch, de Paris, viennent d'être garnies de très beaux vitraux d'ornement, sortant également des ateliers du même M. Hirsch. Ils sont d'une grande richesse de ton et d'un bel aspect. Par la même occasion, on a gratté une partie de la voûte salie par un infâme badigeon, ce qui a mis au jour l'appareil primitif

blanc et noir, qui est d'un effet remarquable. Il serait bien à désirer que le même travail pût être fait partout. Mais il faut attendre pour cela des dons ou une subvention de l'Etat, car cette réparation est fort coûteuse.

..

MUSÉES

L'avenir des collections scientifiques ou artistiques si propres à éveiller la curiosité et le goût, a préoccupé la Société d'Etudes. Par l'initiative de son vice-président, M. Pinet de Manteyer, un comité s'est formé le 10 août. Ce comité a chargé une commission composée de MM. Pinet, Clément Aubert, ingénieur de la compagnie de Bône et Guelma, et Pascal, inspecteur de l'enregistrement et conseiller municipal, de faire une démarche pressante auprès de M. le Préfet et du Conseil général pour leur exposer les dangers que courent les collections dans les installations précaires qui leur sont affectées.

La commission de l'instruction publique du Conseil général a bien voulu sur ces instances visiter les collections et constater leur situation critique.

A la suite de cette visite, le Conseil général a chargé la Commission départementale de s'entendre avec le Conseil municipal en vue d'une construction spéciale pour l'installation des collections du département et de la ville de Gap.

M. MARTEL ET LA SPÉLÉOLOGIE

Le 2 août dernier, à 8 heures du soir, dans la salle de la place St-Arnoux, M. Martel, avocat à Paris, donnait une conférence sur le sujet suivant :

LA SPÉLÉOLOGIE OU ÉTUDE DES CAVERNES.

Son programme, son utilité.

Résumé des explorations souterraines effectuées en France, Autriche, Grèce, Grande-Bretagne, de 1888 à 1896.

Descentes des abîmes et navigations souterraines.

Les honneurs de la salle étaient faits par les membres de la *Société d'Etudes* sur les instances de laquelle M. Martel avait bien voulu se rendre dans notre ville pour faire connaître ses importantes découvertes.

La fanfare *La Jeunesse Gapençaise* dirigée par son chef habile, M. Jaussaud, prêtait son gracieux concours.

M. Hugues, avocat, président de la Société d'Etudes, ouvre la séance, et dans une allocution pleine de finesse et de charme, présente M. Martel. C'est, dit-il, un explorateur hardi des grottes et des abîmes, qui a, pour ainsi dire, créé cette science toute nouvelle de la *spéléologie*. Il ne s'est pas contenté des données acquises, et sur des faits nouveaux ou mieux observés il a su apporter des vues originales et fécondes. Il a rendu cette étude aussi attrayante qu'un roman de Jules Verne, et son livre *Les Abîmes*, si estimé des savants, fait encore les délices des simples curieux, par les grandes et belles choses dont il traite, par les récits dramatiques et quelquefois poignants, par la description à la fois précise et pittoresque de ces merveilles souterraines que l'on ne soupçonnait pas.

M. Hugues remercie chaleureusement M. Martel de s'être rendu à l'invitation de la Société d'Etudes des

Hautes-Alpes, et, à cette occasion, expose le but de cette Société qui est de favoriser tout ce qui intéresse le département et la région, au point de vue historique, scientifique, artistique et littéraire. Il fait appel à ceux que ne laissent pas indifférents les choses de nos Alpes. Leur place est tout indiquée parmi les membres, déjà nombreux, de la Société d'Etudes.

M. Hugues est vivement applaudi ; puis, après un morceau de musique, la parole est donnée au conférencier.

Devant un auditoire religieusement attentif, où les dames par leurs toilettes claires apportaient une note gaie à cette fête un peu austère de la science, M. Martel a pu, avant de commander l'obscurité qui lui était nécessaire, pressentir le succès qu'il allait remporter.

Résumant à large traits sa carrière d'explorateur déjà longue et féconde malgré son jeune âge, il a satisfait, et bien au-delà, la curiosité si vivement piquée d'avance. Il a fait connaître les principaux abîmes de la France et de l'Etranger qu'il a visités ; et, s'appuyant sur des projections lumineuses, habilement produites par MM. l'abbé Sauvebois et Billecard, il a donné pour un moment l'illusion de ses cavités souterraines aux aspects si multiples, d'une architecture si curieuse et parfois de proportions démesurées. Tout un monde nouveau, féérique, se révélait ainsi à la parole éloquente de l'homme hardi qui l'avait à peu près découvert.

L'émotion intense, palpitante, gagnait le public au récit des dangers courus. Car les moments délicieux passés à contempler ces magnifiques cathédrales souterraines ne sont pour l'explorateur qu'une halte réconfortante et un encouragement pour aller de l'avant. Le péril est le lot ordinaire. Ce sont des blocs qui glissent sous les pieds, des voûtes qui crévent subitement, des arêtes qu'on croyait solides et qui se brisent entre les doigts ; des pierres qui se détachent ou qui glissent des bords ; des éboulements, des ruptures de parois, etc. Une fois arrivé à l'eau, l'explorateur ajuste son petit bateau

démontable « et vogue la galère à la recherche du sombre inconnu ». Il faut alors prêter une oreille attentive au moindre bruit de cascades et de chutes d'eau. C'est vraiment un étrange milieu celui dans lequel il s'agit d'évoluer ; sans compter les dégagements d'acide carbonique et les odeurs nauséabondes de cadavres en putréfaction. Contre tous ces périls il faut lutter d'une lutte incessante, active, faisant appel à toutes les ressources physiques, intellectuelles et morales dont l'homme puisse disposer.

M. Martel est admirablement outillé. Cordes solides de grosseur suffisante et de différentes longueurs ; échelles démontables et pliantes en fer ; échelles à coulisses en bois ; échelles de cordes ; téléphone pour rester en communication avec le dehors ; pharmacie indispensable ; provision de rhum comme cordial et de chocolat comme nourriture ; pour s'éclairer, de grosses bougies, une lanterne pliante, un ruban de magnésium ; pour se garantir de l'humidité, un vêtement de laine et des bottes laissant couler l'eau ; pour se garantir des pierres qui tombent, un chapeau en cuir bouilli, à larges bords ; pour consigner le résultat de l'exploration, une boussole, un carnet, un appareil photographique. Ajoutez à cela un matériel accessoire considérable : poulies, treuils, palans ; pioches, pelles, pinces, outils de fouilles, tente de campement, lits de camp portatifs, etc. etc. ; sans oublier les petits bateaux qui tout démontés et emballés ressemblent vaguement à des accordéons, et font, paraît-il, le tourment des employés de l'octroi peu habitués à pareille denrée.

Avec cet outillage perfectionné, il faut encore une grande présence d'esprit pour l'adapter à chaque cas : car il faut tenir compte de l'imprévu, et, toujours l'œil au guet, être prêt à improviser ses moyens de défense, comme toute les fois qu'on va à la découverte et presque à l'aventure.

Cette énergie indomptable et cette industrielle activité n'ont pas été dépensées en pure perte ou pour la simple satisfaction d'une curiosité ardente. M. Martel a obtenu

des résultats merveilleux et d'un intérêt de tout premier ordre.

Il a d'abord rendu un signalé service à l'hygiène publique, en protestant de toutes ses forces contre la mauvaise habitude qu'on a, en beaucoup de pays, de jeter les cadavres des animaux dans les trous béants des abîmes. Plus d'une fois, il a rencontré des carcasses en décomposition, et un jour même ayant bu par mégarde d'une eau contaminée, il a été réellement malade pendant deux mois.

Le pouvoir filtrant des calcaires n'est pas une garantie suffisante et absolue contre la contamination, et des ordres sévères devraient mettre fin à ces pratiques populaires si dangereuses. M. Martel cite un exemple d'un fait de cette nature arrivé il y a quelque temps tout près d'ici, dans le Vercors ; des cadavres de bœufs avaient été jetés au fond d'un abîme, et on remarqua, à la suite, que la fièvre typhoïde se déclara pendant plusieurs années dans les villages environnants. Après bien des démarches, il a pu arriver à faire prendre par les Préfets du Lot et de de l'Ardèche, des arrêtés interdisant de jeter les cadavres d'animaux dans les grottes — interdiction qui existe en Autriche depuis longtemps.

M. Martel a voulu rendre un autre service à son pays : C'est de créer, par l'exploitation de certaines grottes, un nouvel élément de prospérité nationale.

Il a entrepris l'aménagement de la rivière souterraine et des cavernes de Padirac (Lot) qu'il a découvertes en 1889 et 1890, avec le concours de MM. Gaupillat et de Launay. C'est, paraît-il, une des merveilles de l'Europe. Avant de proposer cette opération à quelque agence étrangère, M. Martel a essayé une dernière fois — car ses précédentes ouvertures n'avaient pas abouties — d'en assurer l'exécution toute française ; et il a lancé une souscription à des actions de 25 francs *entièrement libérées*. — Cette souscription a été couverte.

Enfin, et c'est là après tout le point le plus important, l'œuvre de M. Martel a une haute portée scientifique.

En lui, l'explorateur hardi, passionné, d'un tempérament

si artistique, est encore doublé d'un savant de premier ordre. Du savant, il a la méthode, le goût de l'observation, la défiance des théories absolues, l'habitude de ne s'en rapporter qu'à l'expérience. Il dit que les controverses scientifiques proviennent de ce que chaque théorie est exclusivement généralisée par ses partisans. — Il se tient en garde contre les idées *à priori*, sachant par expérience que tous les abîmes sont susceptibles de grandes surprises et « que la descente effective seule révèle leurs secrets ». Donc sur la formation des cavités souterraines pas de règle unique. Par ses observations précises, par ses relevés exacts, M. Martel est venu éclairer de singulière façon les diverses hypothèses émises jusqu'à ce jour : à chacune il a fait pour ainsi dire sa part ; et il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il a fait vraiment entrer cette partie de la science dans le domaine expérimental,

On voudrait pouvoir le suivre dans toutes ses explications relatives à la formation des sources. Car il nous révèle, suivant son expression, *la source des sources*, comment les eaux pénètrent à travers les terrains perméables, tantôt par suintement le long des cassures, tantôt par imbibition, comme du sommet à la base d'une éponge ; comment elles circulent ensuite à la base des terrains perméables et au contact des couches imperméables. Là encore, M. Martel a fait justice des théories absolues, notamment de l'opinion qui se figurait par tout les eaux souterraines sous la forme d'une grande nappe d'eau continue. Il a pu donner l'explication la plus vraisemblable des *trop-pleins* et des sources intermittentes.

M. Martel a fait connaître également les habitants des cavernes, des insectes aveugles, mais dotés d'antennes et de pattes fort longues qui les dirigent et les avertissent du danger.

Au cours de sa conférence, M. Martel a donné quelques détails sur les explorations souterraines qu'il venait d'accomplir avec M. David Martin, conservateur des Musées, et M. Lory, géologue à Grenoble. Ils sont descendus dans plusieurs de ces *Chourouns* parsemés sur

le mont Aurouze, cavités qui descendent perpendiculairement à une énorme profondeur et qui sont jusqu'à ce jour restées inexplorées. M. Martel les a trouvées fort intéressantes et en a pris un grand nombre de vues ; principalement la grotte du *puits des Bancs* a attiré son attention : elle est située à 2 kilomètres de Saint-Disdier et il en jaillit une fontaine intermittente présentant parfois un tel débit que l'eau est projetée avec violence à plus de dix mètres d'élévation. Ce puits est classé par M. Martel parmi les *trop-pleins* faisant siphon à la suite des grandes pluies.

En somme, les abîmes du Dévoluy ont vivement intéressé le hardi explorateur qui a pourtant le droit d'être difficile après toutes les merveilles qu'il a contemplées. Il a terminé sa superbe conférence en engageant ses auditeurs à participer à ces curieuses aventures.

Espérons que son appel sera entendu et qu'après l'avoir applaudi et remercié, on cherchera à l'imiter, fût-ce d'un peu loin.

Quoi qu'il en soit, la Société d'Etudes est reconnaissante aux Gapençais et à quelques autres Alpains d'avoir bien voulu se rendre à son invitation. Elle voit dans cet empressement un encouragement à ses travaux, qui peuvent — cette conférence l'a prouvé — intéresser presque tout le monde sans se départir de leur caractère scientifique. Elle est heureuse d'avoir inauguré sous de tels auspices la série des séances publiques qu'elle compte donner de temps en temps. Car elle a trop bien deviné le goût du public intelligent pour s'en tenir là.

A. DUMAS.

Gap, le 15 octobre 1896.

P. S. — Nous sommes heureux de signaler à nos lecteurs un volume de vers d'inspiration locale, qui vient de paraître sous ce titre :

Rimes Dauphinoises, par *Aulanc* (Grenoble, imprimerie Vallier).

NÉCROLOGIE

M. HONORÉ PALLIAS

La Société d'Études des Hautes-Alpes doit un souvenir spécial à la mémoire de M. Honoré PALLIAS, un de ses membres fondateurs les plus distingués, que la mort enlevait naguère inopinément à l'affection de sa noble et dévouée compagne et à la sympathique amitié de tous ses compatriotes.

M. Pallias, on peut le dire, était un alpin de pure race. Son père était originaire de Ventelon, hameau de la paroisse des Hyères, et sa mère de la paroisse des Terrasses, commune de la Grave. C'est aux Terrasses que naquit Honoré, le 13 juin 1833.

Ses parents s'étant fixés à Lyon, furent à la tête d'une importante maison de commerce, bien connue dans la rue Centrale, sous son enseigne : *Au Roy d'Yvetot*.

Honoré fut placé au lycée de Lyon et y fit de brillantes études, couronnées par le grade de bachelier ès-lettres. Plusieurs carrières et un brillant avenir s'ouvraient devant lui ; mais, sans ambition, il se contenta de s'associer à son père, dans le commerce, et de le continuer après lui, avec le concours de sa mère, qui s'entendait aussi bien aux affaires qu'aux soins de l'intérieur.

La tenue des livres et l'alignement des chiffres sur les factures de commerce ne firent point perdre à M. Pallias les goûts littéraires contractés dans ses études. Dans ses moments de loisir, il fouillait dans les bibliothèques, faisait des recherches historiques et biographiques, collectionnait des documents. Il s'attachait surtout à ce qui se rapportait au Dauphiné et à ses chères Alpes, restées toujours son pays de prédilection.

Membre très apprécié de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, il en devint le Président.

Il fit partie également de plusieurs autres sociétés savantes et se fit ainsi de nombreux et honorables amis dans la grande cité. « Que voulez-vous donc faire au milieu de vos rayons de laine et de coton ? lui disaient souvent les plus intimes, pourquoi ne pas vous adonner aux Lettres et jouir en paix de votre fortune ? — Que voulez-vous, répondait le modeste savant avec son bon sourire, on est né là-dedans ; le moyen de rompre avec de vieilles habitudes ? ».

Voyant sa mère avancée en âge, il songea à se donner une compagne. Il trouva dans la noble famille de la Touche, la femme qui convenait à ses goûts, à son caractère et à sa situation.

A la mort de sa mère et n'ayant pas de famille, il quitta les affaires pour n'avoir plus à s'occuper que de la gestion de sa fortune et de ses immeubles.

Rentier, M. Pallias put se tourner plus assidûment vers sa riche et intéressante bibliothèque et s'occupa de la publication d'une série d'ouvrages se rapportant au Dauphiné, tels que :

Souvenirs des Alpes : le Lautaret ; les Sept merveilles du Dauphiné ; Voyage en Orient au XVI^e siècle, de Nicolas de Nirolai, dauphinois, originaires de la Grave ; Éclaircissements sur l'Histoire du Dauphiné et de la Savoie, etc., etc.

Il a également révélé son remarquable talent d'écrivain dans la plupart des journaux sérieux de Lyon et de Grenoble.

Le sachant absolument libre et connaissant tout l'intérêt et l'affection, on peut dire, qu'il portait au pays natal, ses compatriotes de La Grave obtinrent de lui qu'il voulut bien les représenter au Conseil général des Hautes-Alpes. C'était en 1879.

Aucun choix ne pouvait être plus heureux pour le canton. On avait un homme instruit, dévoué, actif, connaissant à fond les besoins et les intérêts du pays, complètement étranger aux coteries et aux intrigues des partis politiques.

Ce n'est pas ici le lieu de dire ce qui se passa aux élections qui eurent lieu en 1880. M. Pallias n'étant plus conseiller général n'en conserva pas moins son affection à ses compatriotes. Rendu à la vie privée, l'honnête citoyen reprit ses études chéries et prêta généreusement son concours aux œuvres charitables et sociales, si nombreuses et si prospères dans la seconde ville de France.

M. le curé de St-Nizier, connaissant les aptitudes et le dévouement de M. Pallias son paroissien, l'invita à faire partie de son Conseil de Fabrique, et il en devint le trésorier.

Il occupait ces honorables et délicates fonctions lorsque la mort est venue subitement le surprendre à un âge, où, encore plein de force et de vigueur, il pouvait rendre, on était en droit de l'espérer, de longs et nombreux services à ses concitoyens. D'une nature droite, pleine de franchise et de loyauté, d'une grande aménité de caractère, il s'était attiré la considération et la sympathie de tous, s'était fait de nombreux amis.

En homme pratique et prévoyant, il avait eu soin de prendre ses avances sur la mort et de régler ses dernières volontés. Maître d'une belle et honorable fortune, il s'est souvenu de son pays et a fait de généreux legs aux églises et chapelles des Terrasses, du Chazelet et des Hyères. Il suffit à ses compatriotes reconnaissants d'en connaître la somme pour bénir sa mémoire.

Membre fondateur et correspondant de la Société d'Études des Hautes-Alpes, il a marqué l'intérêt qu'il lui portait en lui faisant libéralement don de **2.000 francs**. C'était bien le moins que le nom du regretté M. Pallias fut conservé dans le Bulletin de la Société, et inscrit sur la liste des Alpains qui, par leur esprit, leur caractère, leur talent et leur dévouement, ont fait le plus d'honneur au pays. Les membres survivants de la Société se font un devoir sacré d'offrir à la noble veuve de leur regretté collègue, avec leurs sentiments de vive sympathie, l'hommage de leur profonde reconnaissance. — A. J

M. XAVIER BLANC

Le 7 juin dernier, s'est brusquement éteint à Paris M. Xavier Blanc, sénateur des Hautes-Alpes.

Cette mort, que rien ne faisait prévoir, a laissé un grand vide dans le monde politique de notre pays où depuis de longues années, X. Blanc jouait un si grand rôle.

Nous allons retracer en quelques mots la brillante carrière de cet homme qui a appartenu à la France, à la République et aux Alpes par toutes les manifestations du cœur et de l'esprit.

Ses études de droits achevées à Paris, il revint se fixer à Gap, sa ville natale. En peu de temps, il prit une des premières places au barreau, trente fois il fut bâtonnier de l'ordre.

En 1846, il était appelé à représenter comme conseiller général, le canton du Dévoluy, mais, cinq ans plus tard, au lendemain du coup d'État, il donnait sa démission. En 1864, le 19 juin, il était de nouveau réélu et durant 32 ans, il représenta, sans interruption, le canton qu'il avait adopté.

En 1871, il remplaça provisoirement à la préfecture des Hautes-Alpes M. Gyprien Chaix, qui venait d'être nommé représentant du peuple à l'Assemblée nationale.

En 1876, les électeurs du département l'envoyèrent siéger au Sénat et, peu de temps après, ses collègues du Conseil général l'appelèrent à la présidence de l'Assemblée départementale.

Xavier Blanc, chez qui la vue de ses chères Alpes causait des transports d'enthousiasme, vint dès sa création, dans les rangs des fondateurs du Club Alpin Français. Il fit pour cette patriotique et utilitaire association une propagande des plus actives : plusieurs fois il fut délégué en mission en Italie, en Russie, en Allemagne et

en Algérie. Président par deux fois, il fut jusqu'au jour de sa mort, président d'honneur,

Avocat, conseiller général, sénateur, président du Club Alpin, Xavier Blanc avait un don supérieur, une qualité qui prime toutes les autres : il savait se faire aimer.

Ses obsèques ont eu lieu le 18 juin au milieu d'une affluence considérable. Le deuil était conduit par M. Charles Blanc, alors préfet des Deux-Sèvres, fils du défunt, aujourd'hui directeur de la Sûreté générale à Paris, et MM. le Dr Balthazar Blanc, Eugène Blanc, pharmacien., et M. Joseph Faure, avoué, ses neveux.

On remarquait parmi l'assistance M. le général Faure-Biguet, commandant la 27^e division ; M. Dufoix, préfet des Hautes-Alpes ; M. Durier, président du Club-Alpin Français ; MM. Laurençon et Euzière, députés ; Massé, président du tribunal civil ; Tourrés, maire de Gap ; Provansal, vice-président du Conseil général ; Bertrand, président du Conseil d'arrondissement ; Adolphe Gautier, président du Club Alpin Français (section de Gap) ; les membres du Conseil général ; les sous-préfets d'Embrun et Briançon ; l'état-major de la garnison ; les tribunaux civils et de commerce ; les conseillers municipaux de Gap et Montmaur ; le Conseil d'arrondissement ; le Club Alpin ; le corps des officiers ; les délégations des maires ; les administrations et sociétés diverses.

Sur la tombe, cinq discours ont été prononcés par M. Dufoix, préfet, M. Laurençon, député, M. Provançal, vice-président du Conseil général, M. Hugues, avocat, batonnier de l'ordre, M. Durier, président du Club Alpin Français.

M. Blanc Xavier était membre fondateur de la Société d'Études, à ce titre et pour les diverses fonctions publiques qu'il a occupées si dignement, nous nous faisons un devoir d'adresser aux familles — les plus honorables de la ville de Gap — que sa mort met en deuil, l'expression de notre respectueuse sympathie.

LISTE DES PÉRIODIQUES

REÇUS PENDANT LES MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT
ET SEPTEMBRE 1896.

I. — *Publications périodiques régionales* (*Dauphiné-Provence*).

Le Clairon des Alpes ; n^{os} 22 du 31 mai 1896 ; n^{os} 23, 24, 2,
26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39.

Le Dauphiné ; n^o 1885 du 31 mai ; n^{os} 1886, 1887, 1888,
1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897,
1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906,
1907, 1908, 1909, 1910, 1941.

La Provence artistique ; n^o 11 du 1^{er} au 15 juin 1896 ; n^{os} 12,
13, 14, 15 et 16.

Gazette Dauphinoise « Le Gratin » ; nouvelle série ; n^o 3
mai-juin 1896.

II. — *Périodiques publiés à Paris.*

Le Magasin Pittoresque ; n^{os} du 1^{er} juin 1896, 15 juin,
1^{er} juillet, 15 juillet, 1^{er} août, 15 août, 1^{er} septembre
et 15 septembre 1896.

Journal des Cultivateurs ; n^o 24 (11 juin 1896), n^o 25 en
double exemplaire ; n^{os} 26, 27, 28, 29, 32, 33, 35 (2),
n^o 37.

Revue des Travaux scientifiques ; tome xv, n^{os} 11, 12,
tome xvi, n^{os} 1, 2, 3 et 4.

Bulletin du Comité des Travaux historiques et scientifi-
ques. (Ministère de l'Instruction publique). Section
des sciences économiques et sociales, 1895-1896.

Bulletin de l'Académie des Inscriptions et Belles lettres ;
comptes-rendus des séances de l'année, 4^e série ;
tome xxiv ; bulletin de mai-juin 1896.

Bulletin de la Société de Spéléologie ; 2^e année, n^o 5 jan-
vier-mars 1896.

**Annuaire-bulletin de la Société de l'histoire de France ;
année 1895.**

Mélusine ; n° 4, juillet-août 1896.

**La Feuille des Jeunes naturalistes ; n° 310, août ; n° 311,
septembre 1896.**

**Bulletin de la Société de Topographie de France ; n° 4, 5
et 6, avril-mai et juin 1896.**

III. — *Périodiques publiés en Province et aux Colonies.*

**Bulletin de la Société d'Etudes des Sciences naturelles de
Nîmes ; n° 1, janvier-mars 1896 ; n° 2, août-juin
1896.**

**Bulletin de la Société archéologique de Nantes ; tome
xxxiii, année 1895, 1^{er} et 2^e semestres.**

**Bulletin de la Société historique et archéologique du Péri-
gord ; tome xxiii ; 3^e et 4^e livraisons.**

**Revue historique du département du Tarn ; tome xiii ;
2^e série, 5^e année ; n°s 2 et 3, mars-avril et mai-juin
1896 ; n° 4, juillet-août 1896.**

**Revue des Langues Romanes ; 4^e série, tome ix ; n° 6, juin
1896 ; tome xxxix de la collection.**

Bulletin de la Diana ; tome ix, n° 1, janvier-mars 1896.

**Bulletin de la Société Languedocienne de géographie ;
19^e année ; tome xix ; 1^{er} et 2^e trimestres 1896.**

**Bulletin de la Société des Sciences naturelles de Saône-et-
Loire (Châlon-sur-Saône) ; 22^e année, nouvelle
série, n° 5, mai 1896 ; n° 6, juin 1896 ; n° 7, juillet
1896.**

**Bulletin de la Société de géographie de Marseille ; tome xx ;
n° 1, 1^{er} trimestre 1896 ; n° 2, 2^e trimestre 1896.**

**Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest ; 2^e série ;
tome viii ; 1^{er} trimestre de 1896.**

**Bulletin de géographie et d'archéologie de la province
d'Oran ; 19^e année ; tome xxiii ; fascicule lxix ;
avril à juin 1896.**

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléannais; tome XI; n° 156; 3^e et 4^e trimestres de 1895.

Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochechouart; tome VI; n° 1, mars 1896; n° 2.

Mémoires de la Société Éduenne; nouvelle série; tome XXIII.

Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme; année 1896 (juillet) 118^e liv.

Recueil des Travaux de la Société libre d'agriculture de l'Eure; 5^e série; Tome III; année 1895.

Bulletin de la Société Historique et archéologique de Langres; tome IV.

Bulletin de la Société Belfortaine d'Émulation; n° 15, 1896.

Société de Borda, Dax (Landes); 21^e année (1896); 2^e trim.

Annales de la Société académique de Nantes; vol. 6^e de la 7^e série 1895; 2^e semestre.

Revue Savoisienne; 37^e année; mai-juin-juillet 1896.

Revue Tunisienne; n° 11, juillet 1896.

Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne; année 1896; 2^e semestre.

Mémoire de la Société d'Émulation de Roubaix; 3^e série; tome II; (tome XVI de la collection); 1894-1895.

Mémoire de la Société Historique littéraire du Cher (1896); 4^e série; 11^e volume.

Bulletin de la Société d'agriculture du département de la Lozère; tome XLVII; mars et avril, mai-juin 1896.

Bulletin de la Société des Sciences naturelles de l'Ouest de la France; tome VI; 2^e trimestre 1896.

Annales de la Société Historique et archéologique du Gatinais; 1^{er} trimestre 1896.

Travaux de la Société d'Histoire et d'archéologie de Maurienne; 2^e série; tome I; 2^e partie, 1896.

Huitième bulletin de la Société d'Histoire naturelle d'Autun; 1895.

Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts; 3^e série; tome VI; 4^e fasc. 1896.

Société Agricole et Scientifique de la Haute-Loire. — Mémoires et procès-verbaux 1894 et 1895; tome VIII.

IV. — *Périodiques publiés à l'étranger*

Bulletin de l'Institut national Genévois; tome XXXIII; 1895.

Bulletin de la Société Neuchâteloise de géographie; tome VIII; 1894-1895.

Rivista Storica Italiana; vol. 1, fasc. 3, mai-juin 1896.

Atti della R. Accademia Delle Scienze di Torino: vol. XXXI.

Disp. 1^a, 2^a, 3^a, 4^a et 5^a, 1895-1896.

Archivio Storico Lombardo; série 13; fasc. X; 30 juin 1896.

BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages offerts à la Société sont numérotés).

83. — **Études d'Ethnographie Préhistorique. — Les plantes cultivées de la période de transition au mas d'Azil**, par Ed. Piette.

84. — Médailler de la Société archéologique de Montpellier. — **Description des monnaies, médailles et jetons qui composent ce médailler**, par Emile Bonnet.

85. — **Les mœurs des Vaudois défendues contre leurs adversaires d'autrefois et d'aujourd'hui**, par E. Arnaud.

86. — **Guides, Porteurs et Muletiers** de la Société des Touristes du Dauphiné. — Règlements et tarifs, chalets et refuges, 1896.

87. — **Inauguration d'une plaque commémorative à la mémoire du grand Perret.**

88. — **L'instruction publique à Compiègne en 1789**, par Derville.

89. — **Cartulaire de l'abbaye de Saint Cornelle de Compiègne**, publié par l'abbé Morel.

RECHERCHES ÉTYMOLOGIQUES

PAR F.-N. NICOLLET

(Suite)

BOTTE, BOUTE, BOUTEILLE, BOUTON, BOUDER,
BOUDIN, BOYAU.

Le mot BOTTE, outre le sens de « chaussure en cuir montant jusqu'au genou et même au-dessus », s'emploie aussi pour désigner une « sorte de tonneau ». BOUTE n'est pas dans la sixième édition du *Dictionnaire de l'Académie*, mais il se trouve dans le *Complément* de ce Dictionnaire et dans Littré avec le sens de « tonneau ; outre pour le transport du vin ; futailles qui contiennent l'eau douce à bord d'un navire ». BOUTEILLE désigne « un vase à goulot de formes diverses et d'une capacité plus ou moins grande destiné à contenir du vin ou d'autres liquides ». BOUTON a trois significations principales, il désigne : « 1^o les petites tumeurs arrondies qui viennent sur la peau ; 2^o des gonflements qui se produisent sur les végétaux et d'où sortent les fleurs et les feuilles ; 3^o des pièces arrondies de métal ou d'étoffe, qui servent à maintenir les unes avec les autres les diverses parties du vêtement ». BOUDER, d'après Littré, c'est « témoigner par une certaine expression chagrine du visage, et particulièrement des lèvres, qu'on a du mécontentement ». On donne le nom de BOUDIN à un « boyau rempli de sang mêlé de divers autres ingrédients », et aussi à divers objets qui, par leur forme, ressemblent à un boyau gonflé. Quant à BOYAU, il désigne la « partie du canal digestif qui fait suite à l'estomac ».

Les étymologistes ont assigné à ces mots diverses origines. Borel, Du Cange et Ménage qui envisagent dans le mot BOTTE seulement le sens de « chaussure », le rattachent le premier à *bot*, parce que cette chaussure contre-

fait la jambe et rend le pied *bot*, le second à l'anglais *botta*, le dernier prétend que cet objet est ainsi dit par ressemblance à de grandes bouteilles de cuir plus larges par le haut que par le bas dont se seraient servis les anciens. Brachet, après avoir dit que *botte*, chaussure, et *botte*, outre, tonneau, sont le même mot et qu'ils viennent de l'allemand *bütte*, constate que cette transition du sens « d'outre, de vase en cuir », à celui de « chaussure » n'est pas isolé dans les langues indo-européennes, car l'anglais *boot* signifie à la fois « botte » et « coffre ». Littré cite des formes correspondantes dans presque toutes les langues européennes modernes et dit que ce mot a pris le sens de « outre, vase en cuir, botte à chausser, tonneau », par des assimilations de sens qu'il est facile de concevoir. — BOUTE n'est, dit Littré, qu'une autre forme de *botte*. Brachet n'en parle pas. — BOUTEILLE vient, d'après Brachet, du latin *buticula* qui se trouve au VIII^e siècle dans les *Gloses de Reichenau* ; *buticula* serait, toujours d'après Brachet, un diminutif de *butica* que l'on trouve dans Papias avec la glose « vasis genus » et qu'il croit être un dérivé du grec *bittis* (flacon). Littré le fait venir aussi de *buticula* qu'il dit être un diminutif de *buta* (espèce de tonneau). Tel était aussi l'avis de Ménage et de Du Cange. Les Bollandistes le font venir de *buto* qui se trouve dans Anastase le Bibliothécaire. — BOUTON, selon Ménage, viendrait du latin *pulsare* (pousser), parce que les boutons viennent aux arbres quand ils poussent. Littré le rattache à *bouter* qui signifie « mettre ou pousser, au propre et au figuré¹ ». Brachet le tire également de *bouter* (pousser, mettre), parce que le *boulon* c'est ce qui *pousse*, ce qui *boule*, aux plantes. — L'origine de BOUDER et de BOUDIN, d'après Brachet, est inconnue. Diez rapproche BOUDER de *bouline* qui dans l'ancien français, signifiait « bouton » et « nombril », ainsi que du provençal *boudu-flar* (gonfler) et *boulônia* (bosse), et croit que c'est le

¹ Il cite aussi l'anglais *bud* (bourgeon) ; mais, dit-il, ce mot manquant à l'anglais saxon, on ne sait s'il est propre à la langue anglaise ou emprunté.

même radical qu'il y a dans *bódina* (borne) et dans *botulus* (boudin), radical qui désignerait quelque chose d'arrondi. Littré, aux mots cités par Diez, ajoute *bwdûsa* qui se dit dans l'Angoumois pour « toupie », chose de forme ronde, et conclut que ces mots conduisent à un radical *bod* qui est dans le piémontais *fé' l bodou* (avancer la lèvre inférieure) et dans le rouchi *boder* (gonfler) ; quant à BOUDIN il pense qu'il faudrait supposer non le latin *botulus*, mais une forme *botlinus* ou plutôt *boldinus*. Toutefois il fait remarquer que ce mot pourrait avoir une origine celtique, car *poten* en kymri, *putog* en irlandais, et *bouzellen* en bas breton signifient « boyau ». — BOYAU, qui dans l'ancien français était *boel*, vient, d'après Brachet, du bas latin *botellus* qui se trouve dans Martial avec le sens de « saucisse » et dans la *Lex Frisionum* avec le sens de « intestin ». Littré le tire également de *botellus* qu'il croit être un diminutif de *botulus*. Borel le faisait venir du latin *via* (chemin), parce que les intestins sont les voies par où s'en vont les excréments¹.

En résumé, laissant de côté l'opinion de Ménage qui, — à tort, évidemment, — fait venir *bouton* de « pulsare », presque tous les étymologistes rattachent ces mots à un radical *bod* ou *bot* que les uns croient d'origine germanique, les autres d'origine latine ou même d'origine grecque, radical qui exprimerait l'idée de « rondeur ». Sans discuter une à une ces étymologies et les raisons qui en sont données, je crois nécessaire de relever quelques erreurs qui me semblent évidentes. D'abord c'est à tort que Diez rapproche le radical *bod* de *bódina* (borne) et le radical *bot* de *botulus* (boudin). Le *bod* de *bódina* est un radical d'origine ibérique qui signifie « extrémité, fin, limite », il se trouve dans *Bodincus* qui était le nom ligure du Pô², dans *bódina* actuellement *birina* ou *bôina* (borne), qui est commun à tous les patois méridionaux, dans *bodula* (même sens) qui appartient au patois rhodano-

¹ Voir Du Cange, au mot *Boelli*.

² Pliny l'ancien ; III.

pyrénéen ; quant au *bot* de *botulus*, il a un tout autre sens et une autre origine. C'est à tort aussi que Brachet et Littré rapprochent *bouton* de « bout » et « bouter » ; *bout* est très probablement venu du *bod* de *Bodincus* dont il a le sens. Enfin rien ne sert de recourir aux formes du bas latin *buta*, *buticula*, qui ne sont elles-mêmes que la latinisation des formes françaises. Ce qui le prouve bien, c'est que l'on trouve, à côté de *buticula*, les formes *butella*, *boutella*, *botella*¹. Les scribes ont hésité pour latiniser ce mot ; les uns se sont contentés de le transcrire avec la terminaison latine donnée au suffixe français ; les autres, plus savants, l'ont transposé et lui ont donné un suffixe latin.

En rapprochant de ces mots les mots patois de la même famille, en étudiant attentivement le sens des mots patois et le sens primitif des mots français, enfin en considérant l'époque à laquelle apparaissent les formes latines auxquelles on les rattache, j'ai acquis la conviction que *ces mots se rattachent tous à une racine BOT, BUT, dont le sens primitif est celui de « gonflement », et que cette racine était propre à la langue celtique.*

Voici d'abord les mots patois de cette famille ; ils sont nombreux : *burt*, s. m., outre, tonneau ; *buta*, s. f., barrique, barrillet, gourde ; *amburtâr*, v. tr. et intr., entonner, mettre le vin en tonneau ; *amburtâiræ* anc. *amburtâdre*², s. m., entonnoir ; *burtôr*, v. intr., battre des flancs ; *burtâr*, s. m., grand tonneau ; *burtarêw*, s. m. petit tonneau ; *burtàs*, s. m., oignon dont le col est aussi gros que la tête ; *butèk*, s. m., moue ; *butel*, *butew*, s. m. cruchon ; mollet ; *butiar*, v. intr., faire la moue ; bondir ; *butifla*, *budifla*, *budûfa*, s. f., toupie, jeune enfant trappu ; *butiniar*, v. intr., boucher ; *budæga*, *budæa*, s. f., corne-

¹ Voir Du Cange, *glossarium* au mot *buta*.

² On trouve le mot sous la forme *embocziatare* dans le *Regesto dei principi di casus d'Acajas*, de 1295. Voir *Miscellanea di storia italiana*, t. XX, p. 419. Ailleurs *Duo ambotaria* ; F. Giacosa, *Ibid.* t. XXVIII, p. 617. *Inventario di un castello piemontese*.

muse ; *budænfjár*, v. intr., se gonfler ; *budænfæ*, *budwíræ*, adj., enfle ; *budifla*, *bæduflúra*, s. f. tumeur ; *budóli*, s. m., outre à huile ; homme trappu et ventru ; *búda*, s. f., gros paquet qui fait bosse ; *budúnia*, s. f., bosse tumeur ; *buduniár*, v. intr., enfier, gonfler. — J'abrège cette liste d'où j'écarte les mots communs à nos patois et au français.

Quant au sens, tous ces mots désignent un objet « gonfle » et expriment d'une manière très nette l'idée de « gonflement ». Remarquez surtout *bwt* qui désigne l'outre quand elle est pleine ; *butel* qui désigne le mollet, c'est-à-dire la portion de la jambe qui forme un renflement ; *budæga* qui désigne la cornemuse, instrument dont une peau gonflée est la partie caractéristique ; *budifla* qui désigne une tumeur, un gonflement. Enfin l'on fait de *bwt* un emploi très curieux qui montre bien quelle en a été la signification primitive : on l'emploie pour exprimer l'idée de « gonflement » d'une manière absolue, dans la comparaison *kuflæ kum'æn* BWT, comparaison très expressive et pleine de saveur qui correspond au français « gonfle comme un tambour ».

L'idée de « gonflement » se dégage d'une manière non moins évidente et nette des mots français *bouder*, *boudin*, *boyau*, *boute*, *bouton*, *bouteille* ; *bouder* c'est témoigner un mécontentement par un gonflement des joues ; le *boyau* c'est ce qui est susceptible du gonflement, et le *boudin* n'est autre chose qu'un *boyau* rempli, gonflé ; *boute* et *botte* qui sont le même mot sous une prononciation et une orthographe différente désignent soit une outre pleine soit un tonneau au ventre rebondi ; un *bouton* c'est un gonflement soit de la peau des animaux soit de l'écorce des végétaux ; une *bouteille* c'est du verre soufflé, gonflé ; ce mot se disait aussi autrefois des bulles ou petits globes remplis d'air qui se forment soit par l'eau quand il pleut soit sur un liquide en ébullition. Il faut remarquer aussi le mot *boudine* qui désigne la bosse, le gonflement qui se trouve au milieu d'un plat de verre, à l'endroit où on l'a coulé. Enfin il n'est pas sans intérêt de

constater que les mots grecs *physke*, *physkos* qui signifient « intestin, andouille, saucisse, boudin », sont dérivés d'une racine *phys* qui exprime l'idée de « gonfler en soufflant ». Ce rapprochement nous montre que l'idée de « boyau » s'associait dans l'esprit des anciens avec celle de « gonflement », et me confirme dans cette conviction que la racine *but*, *bot* d'où sont dérivés les mots « boyau, boudin, etc. » avait à l'origine le sens de « gonflement ».

Voyons maintenant à qu'elle langue appartenait primitivement ce radical. Remarquons tout d'abord que le mot *butis* ou *boutis* cité par Du Cange, Brachet et d'autres étymologistes comme ayant pu être l'original du bas-latin *buticula* n'est pas ancien dans le vocabulaire grec et qu'il s'y trouve absolument isolé ; ce qui prouve que ce n'est pas, à proprement parler, un mot grec, mais un mot emprunté par le grec à une autre langue. Car c'est un fait incontestable et facile à constater que les mots propres à une langue étendent au loin dans cette langue leurs nombreux rameaux et y forment des dérivés et des composés, au lieu que les mots empruntés restent généralement isolés. Ceci n'a rien, d'ailleurs, que de très naturel, car les mots propres à une langue expriment des idées innées et naturelles à la nation qui parle cette langue, des traits de mœurs communs à tous les individus qui composent cette nation et sont connus et employés par tous ; tandis que les mots empruntés restent l'apanage des quelques personnes qui en adoptant le mot ont aussi adopté la chose. Ce n'est donc pas le grec *boutis* qui est la souche des mots français *boute*, *bouder*, etc., ce mot a été au contraire emprunté par les Grecs à une autre langue.

Pour la même raison, *bot* n'est pas non plus une racine latine. Car *botulus*, la forme la plus ancienne que nous trouvions dans cette langue, n'apparaît que tard et y reste isolée. Varron qui vivait au premier siècle avant Jésus-Christ donne (*De lingua latina*, V. 110) les termes qui ont rapport à la charcuterie ; *botulus* ne s'y trouve pas ; on le trouve pour la première fois dans Apicius,

gastronome contemporain, de Tibère, qui donne la recette du *botulus*¹ ; on le trouve ensuite dans Martial². A quelle langue les Romains avaient-ils emprunté ce mot ? Certainement ils l'avaient emprunté à la langue des Gaulois. C'est de la Gaule que Rome tirait saucisses, jambons et autres mets de ce genre. La charcuterie des Gaulois fut toujours renommée chez les Romains pour l'excellence et la quantité de ses produits. Or, chacun a pu remarquer que lorsqu'on emprunte un produit à un pays, on emprunte aussi à la langue de ce pays le nom du produit. Ce sont les Anglais qui nous ont appris à manger le *bifteck*, c'est la langue anglaise qui nous a donné *beefsteak*; le nom du *casoar* nous a été fourni par la langue du pays d'où cet animal est originaire ; les mots *chocolat* et *quinquina* nous sont venus d'Amérique en même temps que la chose qu'ils désignent.

Les marchands qui portèrent à Rome les produits de la charcuterie gauloise y portèrent aussi le mot *botel* que les Romains affublèrent aussitôt d'une terminaison latine. Mais la racine de ce mot n'avait pas de sens pour eux, aussi n'y forma-t-elle pas souche d'autres mots. Par contre dans le latin de la Gaule, aussi différent du latin de Rome que le français d'Algérie l'est du français de Paris, on trouve un nombre considérable de mots de cette famille, mots qui ne sont au reste que la latinisation de mots indigènes.

Il me paraît donc certain que la racine *bot*, *but* est une racine propre à la langue des Celtes et que les mots *botte*, *boute*, *bouteille*, *bouton*, *boulder*, *boudin*, *boyau*, sont d'origine celtique.

¹ *Botulum sic facies, ex ovi vitellis coctis, nucleis pincis concisis ; cepum addes, porrum concisum, thus crudum ; miscebis piper minutum et vinum sicque coques.* Texte tiré du *Thesaurus linguae latinae* de H. Etienne, au mot *botulus*. — Le mets décrit ici n'est pas le *boudin* du Dauphiné, mais bien celui du Narbonnais, qui est, on le voit, tout différent du nôtre.

² *Qui venit botulus medio tibi tempore brumæ, Saturni septem venerat ante dies,* Martial épig. ; 14, 72.

CLAPIER

On appelle *clapiers*, d'après le Dictionnaire de l'Académie française, certains petits trous creusés exprès où les lapins se retirent.

Nicot pensait que ce mot vient du grec *Klepto* qui signifie « cacher ». Du Cange le tirait du bas-latin *clapa* qui désigne une espèce de piège à prendre les lapins ; mais il signale, d'autre part, un mot celtique *klaup* qui signifierait « pierre ». Ménage approuvait le P. Labbe d'après lequel *clapier* viendrait du latin *lepus* (lièvre), devenu *lapus*, puis *lapinus* ; d'où *lapinarius*, enfin *clapinarius*.

Diez et Brachet le rattachent au latin *clepere* qui signifie « se cacher ». Littré fait remarquer que, dans le bas-latin, on ne trouve *claperius* avec le sens actuel de « clapier » que dans le commencement du XIV^e siècle ; antérieurement il signifie « tas de pierres ». Or, ajoute-t-il, *clapus* qui est évidemment le primitif de *claperius* signifie également « tas de pierres » et « clapier » ; on comprend la liaison des idées ; un tas, puis, comme les lapins vivent en grand nombre dans les terriers, un tas de lapins et finalement le terrier où ce tas se loge. Quant à l'origine de *clapier*, au sens de « tas de pierres », il cite deux opinions : celle de Diez et autres qui le rattachent au kymri *clap*, *clamp* qui signifie « monceau », et celle de ceux qui le tirent de l'Irlandais *klaup* qui signifie « roc ». L'origine celtique lui paraît plus probable.

De toutes ces opinions, celle de Littré est la seule qui tienne compte de l'histoire du mot *clapier*, c'est la plus logique et celle qui se rapproche le plus de la vérité. Toutefois, elle n'est pas complètement satisfaisante, parce qu'elle repose sur des renseignements qui ne sont pas absolument exacts. Il cite le provençal *clap*, en lui donnant le sens de « tas, monceau » ; il n'a vu dans le bas latin *clapus*, *clapa* que le sens de « tas de pierres ». Là est l'erreur.

Dans les Alpes et dans les Cévennes, c'est-à-dire dans les pays reculés où le sens primitif du mot s'est le mieux conservé, *clap*, s. m., signifie « pierre ». De là *klapàs*,

s. m., grosse pierre ; *klapó*, s. m., et *klapóna*, s. f., petite pierre ; *klapiar*, s. m., tas de pierres, (mot formé absolument comme *krapiar* l'est de *krápa* = résidu) ; de là encore *klapassilia*, *klapissa*, *klapœirróla*, s. f., tas de pierres ; *klápa*, s. f., lieu couvert de grosses pierres ; *klapœirœda*, *klapûira*, s. f., terrain pierreux ; *klapâr*, v. tr., assommer à coups de pierres ; *klapœirâr*, v. tr., lapider, poursuivre à coups de pierres ; *klapassœjâr*, v. intr., marcher dans un terrain couvert de pierres ; *aklapâr*, v. tr. écraser avec une pierre (comme l'ours fit à son compagnon) ; harasser, épuiser de fatigue, (se dit aussi d'une pluie torrentielle qui tasse les guérets comme si on les avait écrasés avec un bloc de pierre).

De tous ces mots, il ressort nettement que le sens primitif de *klap* est celui de « pierre ». Il y a également des textes latins du moyen-âge où *klapus*, *klapa* ont évidemment le sens de pierre ». Parmi les textes cités par Du Cange, au mot *clapa*, je remarque celui-ci : *Et posuimus terminum unum lapidem signatum signo crucis supra et infra, locatum supra CLAPAM vivam...* ; dans le supplément du *Glossarium*, je trouve, au même mot le passage suivant : *Omnes habentes boras juxta stratas publicas civitatis... teneantur in ea parte in qua occupaverint seu occupant de via publica... ponere inter ipsam boram vel fenestras et stratam et tenere unam magnam CLAPAM...* Il est évident que dans ces deux textes le mot *clapa* a le sens de « pierre » et non de « tas de pierres ».

Dans le *Liber instrumentorum memorabilium* publié par Germain, ancien doyen de la Faculté des lettres de Montpellier, il est question (n° 110), d'un quartier appelé *Klapus maurus*, nom dont on peut rapprocher celui de *Petra maura* qui se trouve dans les *Chartes de Berthaud* et qui signifie « pierre brune ».

Au surplus le radical *klap* se trouve dans le nom d'un grand nombre de noms de lieu et toujours rappelant l'idée de « pierre ». Ceux qui voudront s'en assurer, n'auront qu'à consulter les *Dictionnaires topographiques*

des départements, principalement des départements du midi de la France.

A quelle langue appartient ce radical *klap*, inconnu du grec et du latin ? — Voyant qu'il s'est principalement développé dans les patois méridionaux et que c'est principalement dans le midi de la France que se trouvent les noms de lieu qui en sont formés, on serait tenté de croire qu'il est d'origine ibérique et qu'il nous vient de la langue aquitano-ligure. Mais il est étranger au basque et à la langue espagnole ; il est donc à peu près certain qu'il n'est pas ibérique. Il ne peut, par conséquent, qu'être d'origine celtique ; d'autant plus que l'irlandais *claup*, cité par Du Cange et Littré, lui ressemble beaucoup et par la forme et par le sens. Il peut paraître surprenant, dans ce cas, que ce mot ait disparu des patois du nord issus de la langue kymro-celtique, tandis qu'il s'est conservé dans les patois du midi qui sont d'origine ibéro-celtique. Mais ce n'est pas là un fait inexplicable et isolé ; les caprices de l'usage produisent fréquemment de ces anomalies. Nous avons vu plus haut que l'ibérique *sêrrœ* ayant à lutter contre les celtiques *peç* a prévalu dans la région rhodano-alpine, tandis qu'il a été rejeté au second plan dans la région rhodano-pyrénéenne, bien qu'il fût ici plus rapproché de son lieu d'origine ; il ne faut donc pas s'étonner outre mesure que, dans le nord où la langue latine, langue officielle, était plus répandue et parlée plus correctement, le latin *petra* ait éliminé le celtique *klap*, tandis que dans le midi où l'on voit au contraire la langue indigène empiéter constamment sur le latin dans les chartes du moyen-âge, *klap* se soit maintenu à côté de *pêira*.

Je pense donc qu'il faut compléter et rectifier l'article de Littré de la manière suivante : *Clapier qui ne se trouve avant le XIV^e siècle qu'avec le sens de « tas de pierres » et qui a conservé ce sens dans les patois du midi, vient de la racine celtique klap qui signifie « pierre ».*

Reste à savoir comment on est passé du sens de « tas de pierres » au sens actuel. La question est difficile à

éclaircir ; peut-être l'histoire, en nous apprenant en quoi consistaient primitivement les clapiers à lapins ¹, ou l'histoire naturelle, par une connaissance plus précise des mœurs de ces animaux, pourra-t-elle nous donner une solution définitive.

GANT.

Le mot GANT désigne, d'après le Dictionnaire de l'Académie française, la partie de l'habillement qui couvre la main et chaque doigt séparément ».

Quelques étymologistes ont pensé que ce mot venait du latin *vagina* qui signifie « gaine, fourreau » ; mais le plus grand nombre lui assignent une origine germanique et le tirent soit, avec Littré, du suédois *Wante*, soit, avec Du Cange et Brachet, du bas latin *wantus* ou *quantus*.

Mais cette étymologie ne laisse pas de présenter certaines difficultés. D'abord il est évident que *quantus* n'est autre chose que la forme latinisée d'un mot de la langue populaire. D'autre part il me semble bien étrange qu'un mot suédois ait fait tant de chemin. Aussi me suis-je demandé si le bas-latin *quantus* ne cacherait pas plutôt quelque forme celtique.

Les langues indo-européennes ont une racine *khand* ou *hand* qui exprime l'idée de « main » et partant l'idée de « saisir avec la main, empoigner ». De cette racine sont venus le grec *khandano* (prendre, tenir), le latin archaïque *hendere* (empoigner, saisir) qui a disparu de bonne heure et, à l'époque classique, ne se trouve que sous la forme

¹ Le texte suivant que je trouve dans le supplément du *Glossarium* de Du Cange au mot, *clapus*, me semble indiquer que ces « clapiers » se composaient de pierres. *Quicumque habet clapos, teneatur ipsos manutenere et, si fuerint destructi, reficere, et nullus LAPIDES CLAPORUM possit in alios usus convertere*. D'après le contexte *clapus* est employé ici avec le sens de *clapier à lapins*, et l'expression *lapides claporum* (Les pierres des clapiers) est tout à fait remarquable. — Depuis que j'ai donné cet article à l'impression, j'ai trouvé un texte, dans les *Jurades de la ville d'Agen*, qui confirme mon hypothèse, et nous apprend que les *clapiers* ou cachettes des lapins étaient faits primitivement avec des pierres et des fagots de bois.

prehendere, enfin l'anglais et l'allemand *hand* (main) et aussi le suédois *wante*. La même racine a dû, selon toute probabilité, se trouver également dans la langue celtique, langue sœur des précédentes. Or je crois que c'est précisément *gant* ou *quant* qui était la forme celtique. Deux considérations, principalement, m'ont conduit à cette conclusion.

D'abord les patois méridionaux ont un verbe *agantar* dont le sens propre est « empoigner, saisir avec la main ». Ce verbe ne procède pas, évidemment, de la forme latine *hendere* pour des raisons historiques et linguistiques évidentes; il ne vient pas non plus du grec *khandano* qui n'était pas de la langue commune et qui n'aurait pu donner le sens précis d'*agantar*; on ne s'aurait non plus le rattacher au germanique *hand*, car, si des tribus germanes ont souvent passé le Rhin pour s'établir dans l'Est et le Nord-Est de la France, jamais elles ne sont venues se fixer dans le Midi et plus particulièrement dans les Alpes où le mot *agantar* s'est le mieux conservé. On ne peut donc que lui attribuer une origine celtique et le rattacher à un mot primitif *gant* qui aurait signifié « main ».

J'ai cherché dans les anciens textes français et dans les textes latins du moyen-âge si *gant* et *quantus* ne s'y trouveraient jamais avec le sens de « main ». Il y a dans la *Chanson de Rolland* trois passages où l'on serait, à prime abord, tenté de donner ce sens au mot *gant*. C'est dans le récit de la mort de Rolland : — *Por ses pechiez Dieu porofrit lo quant*; — *Son destre quant en a vers Dieu tendut*; *Son destre quant à Dieu en porofrit* ¹). Il semble tout naturel d'interpréter : « Rolland lève vers Dieu sa main droite pour implorer le pardon de ses péchés. » Mais en comparant ces passages avec ceux où l'on trouve le mot « main », on voit que *gant* a ici le sens que nous lui donnons aujourd'hui ²). Le mot *quantus* se trouve en

¹ Je cite ces textes d'après l'édition de Gaston Paris : *Extrait de la chanson de Rolland*; Paris, Hachette, 1887.

² Remarquez surtout le vers : *Les renges d'or li battent jusque as mains*, où ce mot assonne en *an* et où l'auteur n'aurait certainement pas manqué d'employer *gant* s'il avait pu l'employer avec ce sens.

mainte charte à partir du IX^e siècle, mais je ne l'ai pas rencontré avec le sens de « main ». Rien, de ce côté-là n'est donc venu, jusqu'ici, confirmer mon opinion; cependant comme je n'ai consulté qu'un petit nombre de textes, il ne serait pas impossible qu'on en découvrit quelqu'un qui vint à l'appui de ma théorie.

Mais voici un fait qui me semble particulièrement significatif. On donne en français le nom de *gant* à des fleurs dont la forme rappelle celle de la main et qui, dans d'autres régions, portent en effet le nom de « main ». Ainsi on appelle *gant de Notre-Dame* l'ancolie ou aquilégie vulgaire, dite aussi « fleur de parfait amour, manteau royal ou herbe de lion » ; on donne le même nom à la digitale pourrée (*digitalis purpurea*, L.) et à la digitale jaune (*digitalis lutea* L.) ; enfin une sorte de campanule (*campanula trachelium*, L.) a reçu le nom de *gantélet*, ou *gantelier*, *gantelée*. Or dans diverses régions, dans les Alpes, par exemple, la digitale est appelée *ma dw bûan* *Diw* ou *ma dæ la Santa Viarja*, c'est-à-dire « main du bon Dieu » ou « main de la Ste-Vierge ». Ce rapprochement ne montre-t-il pas clairement que « gant » et « main » ont été autrefois synonymes? Il s'est produit ici cette particularité que nous avons déjà remarquée ; un mot celte s'est conservé dans une région ; dans l'autre il a été remplacé par un mot latin. Le fait est d'autant plus remarquable ici que, tout en conservant *agantar* où *gant* a son sens primitif, les patois méridionaux, ont remplacé *gant* par le latin *manus* dans le nom de la fleur, au lieu que le français a conservé *gant* dans le nom de la fleur et a remplacé dans le sens propre par le latin *manus* le *gant* primitif qui n'est plus employé qu'au sens dérivé.

Quant à la transition du sens de « main » à celui « d'enveloppe de la main », elle est toute naturelle. En grec *thorax* signifiait à la fois « poitrine » et « cuirasse » c'est-à-dire enveloppe de la poitrine ; dans la même langue le « crâne » s'appelait *Kranion* et l'enveloppe du crâne, casque ou chapeau, *Kranos*. En espagnol, « casca » désigne en même temps le « crâne » et le « casque ».

En somme, on peut, sans aucune témérité, admettre que *gant* est un mot d'origine celtique ayant d'abord désigné la main, puis « la partie de l'habillement qui recouvre la main ».

..

De tout ce que je viens dire, je crois pouvoir tirer cette conclusion que, dans la langue française, les mots d'origine celtique sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit généralement, et qu'un bon nombre des mots qu'on nous dit venus du germanique, du bas-latin, voire du latin-classique sont, en réalité, des mots celtiques que le latin avait empruntés à la langue de nos ancêtres, ou que l'on a latinisés au moyen-âge, et qui sont les frères des formes germaniques correspondantes.

Ceux qui admettent que les Gaulois, après la conquête romaine, abandonnèrent rapidement et facilement leur langue maternelle pour adopter celle de leurs vainqueurs, font injure à nos pères et sont en contradiction manifeste avec le témoignage formel des écrivains anciens eux-mêmes.

Ceux des Gaulois qui habitaient les villes adoptèrent la langue latine comme langue officielle; oui, c'était forcé; mais, entre eux, ils continuèrent à parler leur langue indigène. Quant à ceux qui habitaient les vallées reculées, ils ne connurent jamais mieux, jamais aussi bien même, le latin que nos montagnards ne connaissent le français.

F.-N. NICOLLET.

ÉTYMOLOGIE DES NOMS DE LIEU

tirés de la racine *Bord*.

Frappé, depuis longtemps, du grand nombre des noms de lieu (villes, villages, hameaux, lieux dits) où figure la racine *bord*, j'en ai recherché l'étymologie et j'offre aujourd'hui aux lecteurs du bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes, le résultat de mes recherches.

Remarquons d'abord que ces noms de lieu se trouvent partout les mêmes, sur tous les points du sol français. Il serait trop long et fastidieux de les énumérer tous ; cependant je vais en citer quelques-uns que je prends, à dessein, aux quatre coins de la France.

La région des Alpes est peut-être une de celles où ils sont le plus rares. Toutefois, notre collègue, M. Arnaud, notaire à Barcelonnette, me cite, dans la vallée de l'Ubaye, un quartier et un petit torrent qui portent le nom de *Bórda*, plusieurs propriétés appelées *Bordósa* (ou *Burducza*), enfin le *riw burdus*, qui prend sa naissance dans une prairie où se trouve une grange dite la *Burducza*.

Dans le département des Hautes-Alpes¹, on trouve à la Bâtie-Vieille, une ferme appelée *Bourdissonne* ; un bois, nommé le *Bourdi*, dans la commune de l'Argentière ; un écart du nom de *Bourdillon*, dans le territoire de l'Épine. M. Célestin Roche me cite également, entre Esparron et Barceillonnette, un torrent du nom de *riw Burdus*.

Dans le département de la Drôme, il y a : la *Bordelière*, ferme et quartier de la commune de Lapeyrouse-Mornay ; les *Bordes*, quartier de la commune de Laveyron (*Borde* dans un texte de 1477) ; *Bordette*, quartier de la commune d'Aubres, et ruisseau qui descend de la commune de Châ-

¹ Dictionnaire topographique du dép. des Htes-Alpes, par M. J. Roman.

teauneuf-de-Bordette et se jette dans l'Eygues sur le territoire d'Aubres (*Bordeta*, dans un texte de 1414) ; *Bourdeaux*, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Die *Burdigalis*, dans un texte de 1032 ; — *Bordeuz*, en 1193 ; — *Bordelis*, en 1210 ; — *Bourdeaux*, en 1332 ; — *Bordello*, en 1355). La *Bourdiolo*, ruisseau qui sort du ravin de l'Amendier et se jette dans la Béouse, sur la commune de Jonchères ; *Bourdonnas*, hameau de la commune de Montségur ; *Bourdougne*, bois de la commune de Crépol (*nemus Bordoni*, dans un texte de 1454)¹.

En continuant notre marche de l'autre côté du Rhône et le long de la Méditerranée, nous trouvons, dans le département du Gard : *Bord*, ferme de la commune de l'Aylar et hameau de la commune de Laudun ; la *Borderie*, quartier de la commune de Mialet, et ruisseau qui prend sa source sur le territoire de Bessas (Ardèche) et se jette dans le Roméjac, sur la commune de Burjac ; *Bordel*, hameau de la commune de Castillon-de-Gagnère, et ferme de la commune d'Aymargues ; *Bordesac*, quartier de Genolhac (*Bordesaco*, dans un texte de 1345) ; *Bourdeilles*, quartier de St-Marcel de Fontfouillouse ; *Bourdeliac*, hameau de la commune de St-André-de-Valborgne ; *Bourdic*, commune de Ste-Chapte ; *Bourdiguët*, hameau de la commune d'Aigaliers, et ruisseau qui prend sa source à Brueys, traverse Bourdic et se jette dans le Gardon, sur le territoire de Russan².

Dans le département de l'Hérault : *Bourdel*, ferme de la commune de Montpellier ; *Bordevieille*, hameau de la commune de Riols, et, dans la même commune, les fermes de *Bourdelet-le-Haut* et *Bourdelet-le-Bas*³.

Dans le département de l'Aude : la *Bourdette*, ferme près de Carcassonne, et dans presque toutes les communes, de nombreux quartiers appelés *Bordes*, *Bordenave*, *Borde haute*, etc.

¹ Dictionnaire topographique du dép. de la Drôme, par M. Brun-Durand.

² Dict. topog. du dép. du Gard,

³ Dict. topog. de l'Hérault.

A l'autre bout de la région pyrénéenne, sur l'Océan, nous avons, dans le département des Basses-Pyrénées : la *Borde*, les *Bordes*, *Bordères*, fermes, hameaux et quartiers des communes de Lembeye, Gens, Biron, Clarac, Lucq-de-Béarn, Bidache, etc. ; *Bordenave*, ferme de la commune de Monain, et ruisseau qui prend sa source à Ribarrouy et se jette dans la Palu, à Garlin ; *Bourda*, *Bourdolat*, *Bourdères*, la *Bourdette*, les *Bourdettes*, fermes ou hameaux de diverses communes ; *Bordeu*, *Bourdieu*, *Bourdiu*, fermes et ruisseaux¹.

Dans la région ouest, tout le monde connaît la belle ville de *Bordeaux*. Dans le département de la Dordogne, un grand nombre de hameaux ou de quartiers portent le nom de *Bord*, *Borde*, *Borderie*, *Bordesoul*, *Bordial*, *Bourdats*, *Bourderie*, *Bourdeilles*, *Bourdel*, etc.².

Dans le département de la Vienne³, il y a : le grand et le petit *Bord*, fermes de la commune d'Andillé ; des fermes du nom de la *Borde*, dans la commune de la Bussière, Liglet, la Roche-Posay, St-Sauveur, Vicq ; une du nom de *Bordeaux*, dans la commune de Ceaux, et, à Lenclastre, un hameau du même nom ; puis la *Bordelière*, à Journet ; neuf fermes ou hameaux appelés la *Borderie* ou les *Borderies* ; douze appelées les *Bordes* ; *Bordesoute*, à Brigneil ; le *Bordet*, à Marigny ; sans compter la *Bourdelière*, le *Bourdet*, les *Bourdes*, la *Bourdeverre*, *Bourdigal*, les *Bourdigaux*, etc.

Dans la région bretonne, le Morbihan nous offre la *Bordardoué*, le *Bordustard*, *Bordillac* et *Bordrecon* hameaux de la commune du Palais ; la *Borde*, à Rieux ; la *Bordelane*, *Borderane* et *Bordery* (*Borthenry*, au XV^e siècle), à Port-Philippe ; *Borderenne*, *Borderhouat* et *Borduro*, à Lomaria ; *Bordelouet*, *Bordenech*, et *Bordrouhaut*, à Bangar ; plus dix-sept hameaux ou écarts appelés *Bourdelaïs*, *Bourdelet*, *Bourdello*, *Bourdonen*,

¹ *Dict. topog. du dép. des Basses-Pyrénées.*

² *Dict. topog. du dép. de la Dordogne.*

³ *Dictionnaire topographique du dép. de la Vienne*, par M. L. Redet ; Paris, imprimerie nationale, 1881.

*Bourdonnerie, Bourdoné, Bourdonnière, Bourdoulie, Bourdounouse, Bourdoux*¹.

Sur le versant de la Manche, nous trouvons dans le Calvados, six fermes ou hameaux du nom de *Bordeaux* ; un hameau et un cours d'eau appelés *Bordel* ; puis les *Bourdaines*, hameau de Champ-du-Soult ; la *Bourdellerie*, hameau de Courtonne ; la *Bourdelière*, hameaux à Bernesc, à Presles, à St-Martin-de-la-Lieue ; la *Bourderie*, les *Bourdoins*, la *Bourdonnière*. etc².

Ces noms ne sont pas moins fréquents dans l'Eure³ et l'Eure-et-Loir⁴, où la *Borde*, *Bordeaux*, *Bordigny*, les *Bordins*, *Bordeaux*, *Bourdonnay*, *Bourdonnière*, *Bordaserie*, *Borderie*, *Bordigal*, désignent un grand nombre de fermes ou de hameaux.

Près des frontières de la Belgique, nous voyons dans le département de l'Aisne, la *Borde*, hameaux de l'Épine-aux-Bois, d'Essommes et de Vieilsmaisons ; les *Bordes*, à Montfaucon ; *Bordeaux*, à Nesles⁵.

Dans les départements de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et dans l'Alsace, les villages appelés la *Borde* ou les *Bordes*, sont nombreux ; il y a aussi des *Bordens*, *Bordette*, *Bourde*, *Bourdet*, *Bourdonne*, *Bourdonnay*⁶.

Revenons sur nos pas, si vous le voulez, en passant par les départements de la Marne, de l'Aube, de l'Yonne, de la Nièvre ; partout nous trouvons des *Borde*, *Bordeaux*, *Bourdiau*, *Bordet*, *Borderie*, *Bourdeizeau*, *Bourdinerie*⁷.

Nous pouvons, je crois, nous arrêter ici, car ce tour de

¹ *Dictionnaire topographique du Morbihan*, par Rosenzweig ; Paris, imprimerie impériale, 1870.

² *Dict. top. du Calvados*, par G. Hippeau ; Paris, imp. nat., 1883.

³ *Dict. top. de l'Eure*, par de Blasseville ; Paris, imp. nat., 1883.

⁴ *Dict. top. de l'Eure-et-Loir*, par Lucien Merlet ; Paris, imp. impér. 1861.

⁵ *Dict. top. de l'Aisne*, par Aug. Mutton ; Paris, imp. nat., 1871.

⁶ *Dict. top. de la Meuse*, par Fél. Liénard, 1872 ; *de la Meurthe*, par H. Lepage, 1862 ; *de la Moselle*, par Bouteiller, 1874 ; *du Haut-Rhin*, par Georges Stoffel, 1868.

⁷ *Dict. top. de ces départements*.

France nous a montré que partout, ces noms tirés de la racine *bord* sont très nombreux.

Pas n'est besoin d'une longue démonstration pour établir que les formes *bord* et *bourd* ne sont pas distinctes, quant au fond. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur les dictionnaires topographiques. On y verra immédiatement que l'usage a partout et constamment hésité entre ces deux formes.

Remarquons, d'un autre côté, que les suffixes joints à la racine *bord* ne sont pas très variés. Celui qui revient le plus souvent, c'est le diminutif *el*, dont *eaux*, *iau*, *il*, *eu*, *iu*, ne sont que des variantes ; on rencontre aussi assez fréquemment *et*, et quelquefois *elet*, autres suffixes diminutifs. Enfin, *erie*, *elerie*, *onerie*, et *onière* sont très fréquents également. Mais la forme qui se trouve partout la plus répandue, c'est la forme primitive *borde*, soit au singulier, soit au pluriel.

Tous les suffixes que nous venons de voir désignent soit une *petite borde*, soit une *réunion de bordes*, soit encore une *borde de telle ou telle nature* (blanche, noire, etc.), soit enfin la *borde d'un tel*.

Voyons maintenant quelle est le sens et l'étymologie de la racine *bord*. Fidèle à mon principe de demander au patois l'étymologie des noms de lieu¹, c'est aux patois que je me suis adressé, et mes recherches n'ont pas été vaines.

Dans le patois alpin je remarque le mot *bwarda* (ancien, *borda*) qui signifie *fétu, brin de paille* ; *bucrdéw* qui, dans le Valgodemar, désigne une botte de foin ou de paille² : le mot *bucrdis* qui signifie *débris de paille ou de foin* ; le mot *sbucrdissâr* (ou *æsbucrdissâr* ou *æibucrdissâr*, suivant les vallées) qui signifie *éparpiller, disperser* ce qui était entassé (de la paille, par exemple) ; le mot *bucrdus*, usité dans l'expression « *gêira murra bucrdus* », qui signifie « *tomber le nez dans la poussière* ». Dans le patois

¹ Voir *Bulletin de la Société d'Etudes des H.-A.*, 4^e trim. 1894 : Étymologie du mot Champsaur.

² Je dois cette communication et plusieurs autres à mon ami David Martin.

de la région pyrénéenne j'ai trouvé le mot *bórda* qui signifie *grange*. Dans diverses provinces le même mot « *bórda, bórd, bórde* », désigne une *métairie*. La forme *borde* est même presque naturalisée en français. « *Borde*, s. f., dit Littré, nom employé dans quelques provinces pour désigner une métairie ».

Une fois tous ces rapprochements faits, et après m'être dit que le patois alpin est un des plus précieux pour la solution des problèmes linguistiques, parce que, isolé dans ses vallées, il a conservé, mieux que les autres, le sens primitif des mots, je n'ai pas tardé à saisir mon étymologie.

De ce que le mot *borda* se trouve sur tous les points du sol français, j'en conclus que c'est un mot de la langue des Celtes. Pas n'est besoin pour avoir son origine de recourir à l'allemand, comme le fait Littré qui, du reste, reconnaît que ce mot se trouvait aussi dans le Celte. Le gothique *bourd*, l'ancien scandinave *bord*, le haut-allemand *bort*, n'ont probablement rien de commun que la forme avec notre *bórda*. Car pourquoi nos ancêtres seraient-ils allés demander à ces peuples, qu'ils ne connaissent pas, un mot qu'ils avaient dans leur langue maternelle ?

La signification primitive du *bórda* des Celtes n'est pas non plus, comme Littré le suggère, le sens de *table, planche*. Ce sens, il est vrai, peut très bien expliquer la signification de *bórda* = *métairie*, voire de *bórda* = *grange*, à plus forte raison celui de *bordigue* (terme de pêche; latinisé en *bordigala, bordicata, bordigulum, burdigulum*) qui désigne une enceinte formée avec des claies, sur le bord de la mer, pour prendre du poisson ou pour le conserver vivant. Mais comment, du sens de *planche*, aurait-on pu arriver à la signification de *fêtu, brin de paille* que nous trouvons dans le patois alpin, un de ceux qui ont le mieux conservé leur saveur antique ?

De l'examen attentif des différents sens de *borda* je suis arrivé à la conviction que la signification primitive de *borda* a été *paille*. Par là s'explique très bien le sens

des mots du patois alpin que nous avons cités plus haut ; par là s'explique très bien aussi le sens du *borda* de la région pyrénéenne (= *grange*) ; enfin par là s'explique très bien le sens de *métairie* que le mot *borda* a dans plusieurs provinces ; le sens de *baraque*, de *petite cabane* qui est le sens primitif du mot *bordel* — dont je tairai le sens moderne — s'en tire très bien aussi. (Comparez *chaumière*, de *chaume*). Il me paraît donc, sinon certain, au moins très probable que *borda* est un mot celtique et qu'il a d'abord signifié *paille*.

Comment expliquer maintenant, en partant de là, le sens des différents noms de lieu que nous avons cités ?

On a remarqué que *bordé* désignait souvent une *ferme*. Ce sens ressort si facilement de celui que nous venons d'expliquer qu'il n'est besoin d'aucune démonstration. Pour les cas où il désigne un quartier, un hameau, la difficulté n'est pas plus grande, car dans bien des pays les *granges* ont été primitivement réunies dans un quartier déterminé, généralement dans la partie haute du pays où se trouvaient les pâturages, et cela à cause du défaut de chemins et de la difficulté des transports ; tandis que les habitations étaient plus bas, groupées en un village, le plus souvent fortifié. On pourra objecter que dans certains quartiers appelés *borda* ou *bordeta* on ne voit aujourd'hui que des prairies, des landes, et point de grange. Mais s'il n'y en a pas, il a pu y en avoir et il y en a eu sûrement, dans les temps reculés. — Un exemple entre mille. Comme j'expliquais ma théorie à une personne de la région pyrénéenne, elle m'a dit : « Dans ma commune il y a un quartier appelé *las bordas* ; il n'y a pas la moindre *ferme* ; ce sont des prairies dans la montagne ; mais on reconnaît fort bien, à l'aspect du terrain, notamment à certains petits murs construits de proche en proche, pour maintenir le terrain, que ces terres ont été cultivées jadis ; et, comme ce quartier est fort éloigné du village, il devait y avoir des *bordes*, des *granges*, pour y ramasser les récoltes ».

L'explication est la même pour les villes et villages

appelés *Bordeaux*. Pour la belle capitale de la Gironde notamment, on sait que les Romains avaient latinisé son nom en *Burdigala*. Il suffit de rapprocher ce nom propre du nom commun *burdigala* = bourdigue, pour se convaincre qu'ils ne diffèrent point l'un de l'autre, et que le noyau de cette ville ce furent quelques *baraques*, quelques *chaumières* bâties sur le bord de la Garonne. Quant à *Bordeaux*, dans la Drôme, qui se trouve une fois latinisé en *Burdigalis*, il est probable que cette forme latine est due à l'influence de *Burdigala* = Bordeaux, car le vrai nom de ce village est partout ailleurs *Bordel*, *Bordeaux*, *Bordeaux*.

Un seul point pourrait embarrasser, c'est que dans la partie méridionale de la France *bordel*, *bordic*, etc., est le nom de différents ruisseaux. Mais ceci peut très bien s'expliquer, à mon avis, par ce fait qu'on aurait ainsi dénommé ces ruisseaux parce qu'ils passaient près d'une ferme, d'une grange, puis peu à peu, à mesure que le sens de *borda* s'est oblitéré, on a conservé au ruisseau le nom de la ferme; *lo bial do bordik*, puis *lo bordik*.

Si maintenant nous lisons attentivement le récit que César nous a laissé de son expédition dans la Gaule, nous remarquerons qu'au *vicus* ou village il oppose généralement ce qu'il appelle des *œdificia*¹, habitations isolées, maisons d'exploitation, où étaient les bestiaux et la récolte. Je suis persuadé que le mot gaulois que César traduit par *œdificia* n'est autre que le celtique *borda*, conservé dans les patois modernes. Remarquez en effet que ces *œdificia* étaient, à ce qu'il dit, couverts en paille², et, souvent, bâtis près des bois ou près des cours d'eau³, ce qui corres-

¹ Omnibus vicis œdificiisque quos adire poterunt incensis... II, 7, 3. — Vicis œdificiisque incensis, III, 29, 3. — Ad utrumque ripam fluminis... œdificia vicosque habebant, IV, 4, 7. — Omnibus vicis œdificiisque incensis... IV, 19, 1. — Omnes vici atque omnia œdificia... incombantur... VI, 43, 7. — Vicos atque œdificia incendi oportere... VII, 14, 5.

² More gallico stramentis crant tectæ... V, 43, 1.

³ Œdificio circum dato silva, ut sunt fere domicilia gallorum, qui, vitandi æstus causâ plerumque silvarum ac fluminum petunt propinquitates... VI, 30, 3.

pond bien à la situation des *bordes* et des quartiers qui sont désignés par ce mots. Il est même utile de remarquer à ce propos que dans les pays reculés des Alpes qui ont le mieux conservé leur physionomie antique, les fermes les plus anciennes sont toutes sur le bord des ruisseaux ou près des bois. Fait curieux à noter : aujourd'hui on bâtit loin des torrents autant qu'on le peut ; autrefois on recherchait leur voisinage.

Carcassonne, le 9 mars 1896.

F.-N. NICOLLET.

ORIGINE
DES
NOMS GÉOGRAPHIQUES
DE NOTRE RÉGION¹.

(Note additionnelle)

M. Ch. JORET, professeur à la Faculté de lettres d'Aix, a bien voulu me faire remarquer quelques erreurs de détail qui se sont glissées dans mon travail sur l'*Origine des noms géographiques de notre région* ; je m'empresse de les reconnaître.

Après avoir dit que le patois avait parfois emprunté au latin le radical d'un mot et y avait ajouté un suffixe qu'il n'avait jamais eu dans cette langue, j'ai cité, à tort, comme exemple, le mot *apviar* (= rucher), qui vient en réalité de *apiarium*, mot peu usité, il est vrai, en latin, mais dont l'existence est attestée par Aulu-Gelle (II, 20, 8; *Apiaria vulgus dicit loca, in quibus siti alvei apum ; sed neminem eorum ferre qui incorrupte locuti sunt aut scripsisse meminini aut dixisse*)².

En second lieu, j'ai cité comme exemple de la liberté avec laquelle les Grecs et les Latins traitaient les noms

¹ Voir Bulletin de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, n° 16, 2^e série, 4^e trim. 1895, p. 208.

² Aulu-Gelle ajoute que les écrivains latins se servaient du mot grec *melissones* pour désigner ce que le peuple appelait *apiaria*.

propres étrangers ou barbares, le nom des Ligures que les Latins appellent *Ligures* et les Grecs *Lignes*. Or, le grec *Lignes* a dû être primitivement *Liguses*, qui est à *Ligures* ce que le génitif grec *genesos* est au latin *generis*.

Mais l'erreur que j'ai commise en citant ces deux exemples n'infirme en rien la vérité du principe. Il est bien certain : 1° que les patois méridionaux ont formé, avec les racines qu'ils ont empruntées au latin, des dérivés inconnus aux Latins eux-mêmes ; 2° que les noms géographiques de la Gaule étaient souvent défigurés par les auteurs anciens qui n'en comprenaient pas la signification et qui, n'ayant pas visité le pays, n'avaient pas entendu prononcer ces noms.

Pour le premier point, les exemples ne manquent pas ; *labruskar* (= grapiller), de *labrusca* (= vigne sauvage) ; *jaliœt* (= petit coq), de *gallus* (= coq), etc. Quant au second point, voyez ce qui est arrivé pour le nom de la ville d'*Arles*.

Cette ville est appelée par les auteurs latins *Arelate* (Suétone, *Tibère*, IV ; Mela, II, 5, 75 ; Pline, III, 36 ; Itinéraire d'Antonin, p. 299, 339, 344, 388, etc.).

Les Grecs avaient d'abord appelé cette ville *Theline* (*Theline vocata, sub priore seculo, graio incolente. Avienus*) ; mais à l'époque romaine, ils la désignent par le nom d'*Arelatos*, fabriqué d'après le latin *Arelate* (Ptolémée, II, 10, 5 ; Philostrate, *vita soph.*, II, 8 ; Itinéraire d'Antonin, p. 289, 396, etc.).

Il est certain que le nom actuel de cette ville, *Arles* (dans la bouche des paysans, *Arlas* ; accentué fortement sur le premier *a*, le second *a* très effacé), ne peut venir de la forme latine *Arelate* ni de la forme grecque *Arelatos* qui toutes deux auraient donné, en langue méridionale *Arlat*, en langue française *Arté* (comparez *Comtat* et *comté*, de *comitatus*). D'où vient donc cette forme *Arles* ?

Elle vient de *Arlas* qui était dans l'antiquité le véritable nom de cette ville et que les Gaulois prononçaient comme

le prononcent encore aujourd'hui les paysans du midi de la France.

En voici la preuve, un écrivain qui vivait aux IV^e-V^e siècles dit que *le véritable nom* de cette ville *se prononce Arelas* (Leo epis., LXV, 3, *præter proprium nomen quo Arelas vocitatur*). Voilà qui est clair. En effet, les auteurs de cette époque emploient à peu près constamment la forme *Arelas* (Sulpice Sévère, *chron.*, *ad an.* 453, 460 ; Sidoine, *ep.*, I, 11 ; Orose, VII, 42 ; Prudence, *peristephanon*, IV, 35 ; Grégoire de Tours, II, 7 ; Ausone, *passim*, etc.).

Arelas est aussi la forme qui se trouve dans deux des itinéraires gravés sur des gobelets (*vascula appollinaria*) ; le mot ne se lit pas dans les deux autres.

Enfin *Arelas* est aussi la forme que connaissait César. Le vainqueur de la Gaule a parlé deux fois d'Arles (*De bello civili*, I, 36, et II, 5 ; *Arelate naves longas numero XII facere instituit*). Dans les deux passages, le nom de cette ville est à l'ablatif, or, tout le monde sait que César décline les noms gaulois en les assimilant aux noms latins qui leur ressemblent le plus au nominatif. *Arelate* indique donc que le nominatif pour César, c'est-à-dire la forme gauloise, était *Arelas*. César a formé cet ablatif sur le modèle de *Arpinas* (ablat. *Arpinate*), tout comme il décline *Vercingetorix* (gén. *Vercingetorigis*) sur le type de *rex* (gén. *regis*). — D'ailleurs, dans les inscriptions vraiment authentiques qui ont été trouvées à Arles et dans les environs, *Arelate* a toujours la valeur d'un ablatif.

Reste à expliquer comment ont pris naissance les formes *Arelate*, *Arelatos*. Ces formes sont dues très probablement à une méprise ; les lecteurs des commentaires de César virent dans *Arelate* le véritable nom de cette ville ; tandis que, dans l'esprit de César, ce n'était qu'une forme de flexion. *Arelate* s'accrédita ainsi dans l'esprit, peut-être aussi dans la bouche et l'oreille des Romains, et les écrivains, qui n'étaient pas venus en Gaule et n'avaient

pas entendu prononcer par les indigènes le véritable nom, employèrent dans leurs ouvrages *Arelate*.

Ce n'est qu'à partir du IV^e siècle que des écrivains comme Ausone et autres qui habitaient la Gaule, qui connaissaient bien le vrai nom pour l'avoir entendu de leurs oreilles, revinrent à la forme gauloise *Arelas*. Encore ceux-ci, soit pour le besoin du vers soit pour toute autre raison, employèrent-ils quelquefois la forme traditionnelle *Arelate*. Puis quand, après les invasions du V^e siècle, le latin cessa d'être langue parlée et ne vécut plus que dans les écrits, la forme écrite le plus anciennement, *Arelate*, prévalut.

Mais il est bien certain que *Arles* (*Arlas*) ne vient pas de *Arelate*, que *Arlas* était dans l'antiquité, comme aujourd'hui, le vrai nom de cette ville, que *Arlate* est une forme de fantaisie due probablement à une méprise, et qu'il faut décliner ce nom (*Arlas*, génitif *Arlatis*), comme le faisait César.

F.-N. NICOLLET.

SYMPHONIE DE LA TERRE ALPINE

PAR J. MICHEL

(*Suite*)

A Monsieur Jules Jean, bienfaiteur
de l'agriculture dans les Alpes.

III.

LES MOISSONS

Les blés mûrs épandus dans nos plaines fécondes
Penchent leurs fronts pesants, de chaleur écrasés ;
Et les barbes d'épis, comme des vagues blondes,
Ondulent mollement sous les vents embrasés.

Juillet !... C'est la saison du soleil qui dévore,
Le mois du feu qui luit au ciel rouge, — et pourtant
Ses aurores sur nous laissent tomber encore
D'enivrantes fraîcheurs de leur manteau flottant :

Alors, parmi les champs, garçons et jeunes filles
S'en vont, robustes moissonneurs au teint hâlé,
Courber les tiges d'or au tranchant des faucilles,
Et lier en chantant les javelles de blé.

Mais viennent de midi les ardentes bouffées,
Un silence écrasant sur la terre où tout dort
Plane seul, — et dans nos poitrines étouffées
Nous croyons aspirer comme un souffle de mort ;

Derrière son rempart de murs l'homme s'enferme,
Cherchant en vain dans l'ombre un repos décevant ;
Et le chien, harassé, flâne auprès de la ferme
Où les grands bœufs couchés ruminent en rêvant ;

Et, dans cette torpeur de tout, l'aigre cigale
Seule, accrochée aux feuilles brunes, par instants,
Jette aux échos dormants sa fanfare estivale
Qui vibre, monotone, en trilles éclatants...

— O poète ! Plus de chansons dans les ramées !
Plus de nids suspendus aux églantiers rosés !
Plus de fleurs balançant leurs coupes embaumées
Que la brise amoureuse accable de baisers !.

Au sein des rocs moussus, les fontaines taries
N'épanchent plus leurs ondes claires qui s'en vont,
Minces filets d'azur, à travers les prairies,
Mourir en sanglotant vers le fleuve profond !..

Les collines n'ont plus de ceintures de moire,
Plus de verts chatoiments sur leurs flancs calcinés ;
Et nos Alpes, à l'horizon, lèvent sans gloire
Leurs fronts du diadème blanc découronnés !...

Ah ! rendez, rendez-moi l'ombre des frais bocages,
Les doux gazons fleuris, près des ruisseaux chanteurs,
Pour rêver à loisir et feuilleter les pages
Qui me révéleront l'âme des grands Auteurs !..

IV.

LES VENDANGES.

Le soleil, sur nos monts aux teintes monotones
Verse languissamment d'obliques rayons jaunes...
Les fermiers, en ces jours de l'été finissant
De la terre entr'ouvrant les fécondes entrailles,
Dans le sillon fumant ont jeté les semailles
Qu'ils arrosent de leurs sueurs et de leur sang.

Tandis qu'au sein des bois, l'âpre souffle des bises
Fait pleuvoir sur le sol les feuilles déjà grises,
Par instants l'on peut voir passer, dans les cieux mats,
Des groupes bruissants de sveltes hirondelles
Qui, vers le Midi bleu, s'en vont, à tire d'ailes,
Redire leurs chansons d'amour, loin des frimas,

Les jours baissent. — On est pressé pour les vendanges ;
Et jeunes gens rieurs, fillettes aux yeux d'anges,
Grappillent à l'envi parmi les côteaux blonds ;
Leurs troupes en chantant s'épandent sous les treilles
Comme un bruyant essaim de folâtres abeilles
Qui butinent en Mai les fleurs de nos vallons.

La vigne est dépouillée ; — et déjà par centaines,
S'alignent les paniers gonflés, les hottes pleines ;
Alors les vigneronns écrasent le grain noir.
Comme le sang vermeil qui sort de nos blessures,
Le vin à flots pressés *giclant* des grappes mûres
Empourpre en s'égouttant la cuve et le pressoir...

C'est fini maintenant. — Nos gars, au coin de l'âtre,
 Sur les Alpes verront sans peur l'hiver s'abattre...
 L'hiver, ce temps marqué dans le Cycle éternel,
 Où la Terre, épuisée et les épaules nues,
 Elabore en secret des forces inconnues,
 Dans un recueillement fécond et solennel !...

V.

LE SOMMEIL DE LA TERRE.

Dieu ! qu'il fait froid par la campagne !...
 Chassant l'automne au ciel lointain,
 L'Hiver descend de la montagne ;
 Et la neige qui l'accompagne
 Lui brode un manteau de satin !

Les grands arbres de nos vallées
 Gémissent aux coups du mistral ;
 Et sous l'étreinte des gelées,
 Leurs pauvres branches mutilées
 Pleurent des larmes de cristal !

Par les plaines où l'oiseau glane
 Rien que des choses sans couleur...
 Triste et pâli, le soleil flâne,
 Et son galbe indécis qui plane
 Verse des flammes sans chaleur !

Quelle pitié dans les mansardes !
 Les enfants y meurent de faim.
 La bise les mord sous leurs hardes ;
 Yeux éteints et têtes hagardes,
 Ils pleurent un morceau de pain !

O bourgeois ! qui, les pieds dans l'âtre,
Dors, à l'abri d'un vieux castel,
Chasse au loin ton rêve folâtre !
Songe à ce corps rendu bleuâtre
Par la misère et par le gel !..

Si tu savais ce qu'on endure
Dans les taudis où règne seul
L'âpre Hiver !... Vois, la terre est dure
Aux malheureux morts de froidure
Et qui n'ont pas même un linceul...

• Donne tes linges hors d'usage,
Les bûches de trop à ton feu...
Donne... en faisant un doux visage;
Et souviens-toi du vieil adage :
« Qui donne au pauvre prête à Dieu ! »

NOTICE HISTORIQUE
SUR
LE PRIEURÉ DE ST-MAURICE
DE VALSERRES

PAR L'ABBÉ F. ALLEMAND.

St-Maurice est la montagne située au point d'intersection des vallées de la Durance et de la Vence, entre les communes de Valserrres, St-Étienne d'Avançon et Remollon. Elle s'élève en face du Puy-Cervier, à Jarjayes, et forme entr'elle et cette dernière l'étroit défilé de Valserrres. Avec ses formes arrondies, ses plateaux cultivés, ses pentes couvertes de gazons et d'épais fourrés, ce mont présente un aspect des plus gracieux. Il atteint à son point culminant une altitude de 1.350 mètres environ. De cette hauteur, comme d'un belvédère, le regard du touriste se prolonge au loin sur un espace diversement accidenté. On voit, d'un côté, se dresser les massifs du Serrois, du Dévoluy, de l'Embrunais, du Champsaur, et, de l'autre, les chaines des Basses-Alpes ; tandis que, dans les vallées, l'œil suit, à travers des campagnes fertiles, les cours de la Durance jusqu'à Sisteron, de la Vence jusqu'à Chorges, et en partie de l'Ubaye.

Le mont St-Maurice voit s'étendre sur ses flancs, du côté de Remollon, un assez beau vignoble, autrefois prospère et maintenant dévasté. Du côté de Valserrres, l'un de ses quartiers garni de pins et de hêtres porte le nom d'*Ubac*, du latin *opacum*, ombreux ; un autre, également

boisé, celui de *Combefère*, de *Cumba fera*¹, combe sauvage ; un troisième enfin, celui de *Serre*, vieux mot indigène, synonyme de sommet.

La cime se nomme en propre *St-Maurice*. Cette appellation toutefois sert à désigner le massif tout entier. Elle lui est venue du prieuré de même vocable qui s'y trouvait construit. Dans les actes du XII^e siècle, tel, par exemple, celui de la donation de Béatrix de Jarjays en 1176, on disait : *Puy St-Maurice, Podium sancti Mauriti*. Ce fait semble indiquer qu'avant la fondation de cette maison la montagne portait le nom de *Puy* suivi d'un autre, maintenant perdu, servant à la distinguer de ses voisines, le Puy-Maurel, le Puy-Cervier, le Poët (*Podellum*, petit Puy)².

Quoiqu'il en soit, le prieuré dont il s'agit était situé sur la croupe aplatie du mont. Il formait là, sur un plan incliné, une enceinte circulaire bordée, de tous côtés, d'une lisière d'arbres. On y remarque encore les champs en partie cultivés et en partie retournés en friche. Au centre du domaine, sur une plate-forme de gazon, est assise la demeure prieurale, maintenant simple ferme et propriété de la commune de Valserrès. A quelques pas du bâtiment, on aperçoit, à travers des arbres entrecroisés, la petite chapelle entretenue dans un état tout à la fois modeste et convenable. Cet édicule, de dimensions fort exigües, est voûté en berceau et à plein cintre ; il possède un ancien tableau, représentant son patron, S. Maurice, martyr de la légion Thébéenne ; près des fondations, on a découvert une tombe en dalle. A côté de l'humble oratoire, est le puits devenu légendaire depuis l'apparition du saint

¹ *Combe*, vallon, du bas latin, *cumba*, dérive-t-il originairement d'un radical celtique qu'on retrouve dans l'armoricain *Combant* et dans le cornique *coun*, ou bien du grec *cumbos* et *cumbé* ? Il n'est pas facile de le dire. Peut être ne vient-il même ni de l'un ni de l'autre.

² *Puy*, du bas latin, *Polium*, désignant une colline, un domaine, un pâturage sur une hauteur, et dans lequel on a cru, à tort ou à raison, retrouver le radical celtique *Pik* ou *Pek*, impliquant l'idée de cime ; en italien on a *Poggio*. Voir *Annuaire de la Société des touristes*, 1873.

martyr à la bergère du Laus¹. Tout autour, s'élèvent de superbes tilleuls, vieux témoins des labours des anciens religieux dans ce désert. Enfin, au-devant de la porte, s'aligne une allée de lilas, devenue presque inculte, et qui n'est pas toutefois sans contraste avec les arbustes sauvages de cette nature montagnaise.

Le prieuré de St-Maurice était de l'ordre de St-Benoît et dépendait de l'abbaye de Boscodon. Il constituait un bénéfice simple à la collation de ce monastère. Mais, parmi les prieurés simples, il y en avait de *manuels*, c'est-à-dire à la discrétion du collateur et gérés par des moines qui en portaient les fruits à leurs couvents, et d'autres, *perpétuels*, c'est-à-dire à la vie du pourvu et lui assurant la jouissance des revenus. A laquelle de ces deux classes appartenait la maison de St-Maurice ? Tout porte à croire que c'était à la première.

Le bénéfice portait, avons-nous dit, le vocable de St-Maurice. Nous avons à nous demander quel était le Saint, son patron. Était-ce Maurice, religieux Cistercien, abbé de Ligonet, puis de Cornouët, dans le duché de Cornouailles, et qui vécut de 1116 à 1191² ? C'est ce qu'une opinion, tendant à s'implanter dans la région, voudrait prétendre. Ce Saint, dont les prières mettaient les loups en fuite, était invoqué contre ces animaux³. Sur cette donnée, l'imagination a eu beau jeu pour créer une légende merveilleuse. Un vallon de la montagne, a-t-on dit, s'appelait *Combe-fère*, c'est-à-dire, infesté par les bêtes fauves. Ensuite, quand le saint patron apparaît à la bergère du Laus, il lui remet un bâton miraculeux contre quatre loups qui devaient menacer son troupeau. C'était donc bien à S. Maurice, abbé, conclut-on, que la chapelle était

¹ La tradition a attribué à l'eau de ce puits la vertu de guérir des coliques.

² La vie de St-Maurice, abbé, a été écrite par Albert le Grand, par dom Lobineau et les Bollandistes. Ces derniers disent qu'ils possédaient une biographie manuscrite le concernant et qu'ils regrettent de l'avoir perdue. (*Annal. cisterc.* t. VI).

Voir sur ce fait : *Acta sanctorum*, tome 54, page 78.

dédiée. Mais cette légende ne peut être considérée comme historique, cela, pour une raison qui est péremptoire. C'est que le Saint dont il s'agit vivait encore en 1191¹, quand déjà le prieuré existait en 1176 sous le nom de St-Maurice, et, par conséquent, la place était prise. Il faut donc admettre que le patron véritable était le Maurice, martyr de la légion Thébéenne². C'est, d'ailleurs, ce que dit un document du XVIII^e siècle que nous relatons plus bas. Ensuite les offices de la fête du Saint ont été, de temps immémorial, ceux d'un martyr. Enfin, c'est bien S. Maurice, martyr, que représente l'ancien tableau dans la chapelle. Tel était donc le vrai patron du prieuré.

La maison de St-Maurice fut-elle fondée par l'abbaye de Boscodon ? C'est fort probable. Les religieux de cette dernière ont dû venir à une époque défricher ces cimes désertes. On peut d'autant mieux le supposer, qu'en 1140, l'abbaye déjà possédait, à Remollon, un prieuré auquel Giraud de Jarjayes fait, à cette date, donation d'un vignoble situé dans les environs³. Toutefois, aucun document n'est venu jusqu'ici nous fournir la preuve positive du fait.

A quelle époque remonte sa fondation ? Nous l'ignorons. Mais son existence authentique nous est connue dès 1176. A cette date, en effet, Alexandre III, dans une bulle, en confirme la possession à Guignes Revel, abbé de Boscodon⁴.

¹ Saint-Maurice, abbé, n'a même été canonisé que longtemps après. Sa cause n'a été introduite que sous le pontificat d'Honorius III, au XIII^e siècle, comme on peut voir dans *Acta Sanctorum*, tome 54, page 379.

² Saint-Maurice, chef de la légion Thébéenne composée de 6.661 hommes, fut martyrisé avec tous ses soldats au début de l'empire de Dioclétien, pour avoir refusé de sacrifier aux faux dieux. M. l'abbé J. Bernard de Montmélian, dans son ouvrage, *St-Maurice et la légion Thébéenne* (1888, t. I, page 261), place son martyre en l'an 302 ; mais M. Paul Allard considère la date de 287 comme bien plus probable, ainsi qu'on peut le lire dans *la Controverse et le Contemporain*, t. XIV, p. 195.

³ Albert : *Hist. eccl. d'Embrun*, t. II, p. 368.

⁴ Albert : *Hist. eccl. d'Embrun*, t. II, p. 379.

En 1198, Innocent III, confirme de même à Gaudemar, abbé, les possessions du monastère, savoir : les abbayes de Lure, de Levesc et des Prats ; les vignes de Remollon, de Chadenas et du Mollaron ; les granges de Pagnerol, de Villard-Robert et de Cantaloube. Or, dans l'énumération, il comprend la maison de St-Maurice, *domus Podii sancti Mauricii*, avec ses dépendances, *cum suis pertinentiis*¹.

Les dépendances dont il s'agit ici prouvent qu'à cette époque le prieuré de St-Maurice avait accru ses possessions primitives d'acquisitions nouvelles. Nous savons, en effet, qu'en 1190, une donation importante lui avait été faite par Béatrix de Jarjayes. En vertu d'un acte de cette date, la noble Dame, du consentement d'Arnaud Flotte, son mari, avec l'approbation des hommes de sa terre, en présence de Rostaing, abbé de Boscodon, et de Lantelme, seigneur de Valserres, « donne pour son salut et celui de ses parents à Dieu tout-puissant, à l'église de Ste-Marie de Boscodon et à la maison du Puy-St-Maurice, *domui Podii sancti Mauricii*, tout le terroir appelé *Malcor*, qui s'étend de la Vence à la Durance et joint, à sa partie supérieure, le territoire de Valserres, et, à sa partie inférieure, la terre des chanoines de Gap ». De plus, la donatrice accorde à la dite maison la permission de faire dépaître sur ses terres de quinze à vingt trenteniers de brebis et quelques bœufs². Enfin, en 1270, il est fait encore donation au prieuré de St-Maurice d'une maison sise à St-Étienne d'Avançon. C'est ce que nous savons par un Inventaire des titres de Boscodon où cette donation se trouve mentionnée³.

Cependant le prieuré ne conserva pas indéfiniment ces possessions. Nous trouvons, en effet, à la date de 1640, la terre de Malcor partagée en trois domaines, dont un appartenant au seigneur de Jarjayes, un autre à un par-

¹ Bouche : *Hist. de Provence*, Titre II, p. 190.

² On peut voir cet acte reproduit en entier dans notre *Histoire de Jarjayes*, p. 58.

³ J. Roman. *Table hist. des Hautes-Alpes*.

ticulier, et le troisième à noble Reynaud du Serre, chevalier de St-Lazare de Jérusalem, seigneur de Thèse, de Melves, de Chaillol, et prieur de Tallard¹. Toutefois, on remarque encore le tracé d'un chemin montant de Malcor à St-Maurice, et la tradition raconte que c'était là le sentier par lequel les anciens religieux communiquaient de l'une à l'autre de leurs possessions. Quant à la maison que le prieuré possédait à St-Étienne d'Avançon, on n'en trouve plus aucune mention.

En 1519, le 19 août, il y eut une limitation des possessions du prieuré, comme nous l'apprend un Procès-verbal de cette date, aux archives des Hautes-Alpes, (Fonds de Boscodon²). Des contestations s'étaient élevées entre Jean-Baptiste de Lespine, religieux de Boscodon et prieur de St-Maurice, d'une part, et les frères Jean et Esprit Brun, de Valserrès, les consuls de la communauté et le seigneur du lieu, M. de Gordes, de l'autre. Le juge de la baronnie d'Avançon, Balthazar Chabrand, résidant à Embrun, se transporta sur les lieux, en présence des litigeants. Il fut convenu d'un commun accord que chacune des parties choisirait pour arbitres quatre hommes probes et « des plus assavantés », à l'effet de planter des limites et terminer ainsi les différends pour le bien de la paix. Huit arbitres furent donc nommés. Ceux-ci, ayant prêté le serment d'usage, placèrent six limites : la première, à côté du champ, dit le *Roure* ; la seconde, sur la *Serrière* ; la troisième un peu au-dessus où se trouvait une pierre marquée d'une croix ; la quatrième, en tête ; la cinquième, aussi en tête ; la sixième, enfin, sur le *Serre*, en face de Remollon ; de manière que les biens du prieuré fussent enclos par une ligne circulaire les séparant des bois et *pathèques* (pâturages de Valserrès). Les intéressés, ayant approuvé cette limitation, le juge la ratifia, et les débats furent terminés. Dans notre siècle, des contestations analogues aux précédentes s'étant produites entre les

¹ Je dois la communication de cette pièce à M. l'abbé Guillaume.

² Arch. du Château de Jarjayes.

communes de Remollon et de Valserrès au sujet de leurs possessions respectives sur la montagne, les limites dont il est ici question, furent retrouvées, et grâce à cela, un grave procès fut arrêté à ses débuts.

Le prieuré de St-Maurice, réduit à ses possessions de la montagne, n'avait pas une bien grande importance. Il ne figure au rôle des décimes, en 1516, que pour 6 florins. Un Etat des bénéfices du diocèse de Gap, dressé en 1708 par l'archiviste Boër, dit qu'il était du revenu de 20 écus seulement. En 1792, dans le Procès-verbal de sa vente aux enchères comme bien national, il est donné comme ayant une contenance de 14 charges environ. Il est affirmé aujourd'hui par la commune de Valserrès, et c'est au prix modique de 100 francs avec charge par le preneur de payer les impositions.

Les anciens prieurs, dont nous avons pu retrouver les noms, sont en petit nombre. Nous avons : 1298, Eudes, qui sert de témoin dans une vente par Hugues d'Aix à Durbon de droits que ce seigneur possédait sur Valserrès ; 1347, Guigues de Savines, fils du Seigneur de ce lieu, né vers 1325, religieux de Boscodon en 1343, prieur de St-Maurice en 1347 évêque d'Apt de 1382 à 1384, année de sa mort ; c'est le même personnage que le *Gallia Christiana* désigne à tort sous le nom de *Reymond Sarini* ¹ ; 1519, Jean-Baptiste de Lespine, s^r de Guians, religieux de Boscodon ; 1680, Jacques Imbert ; 1690 Etienne Brunenc ; 1707, Davin ².

La chapelle de St-Maurice a été rendue célèbre par l'apparition, en 1664, du martyr, son patron, à la bergère du Laus ³. Ce fait miraculeux, quoique fort connu, demande néanmoins à être rappelé ici. C'était aux premiers jours de mai. La jeune Rencurel, pressée par la soif, gravit, suivie de son troupeau docile, jusqu'à la crête du mont, espérant y trouver de l'eau. Elle arrive en face de l'oratoire délabré. A cette vue, saisie de respect, elle tombe à

¹ J. Roman : *Tabl. hist. des Htes-Alpes*.

² Arch. des Htes-Alpes : *Etat des bénéfices du diocèse de Gap*.

³ On peut voir à la fin un récit en vers de cette apparition.

genoux et prie. Elle priait encore, quand tout à coup, près des murs, apparaît à ses yeux un vieillard vénérable qu'elle avait déjà entrevu plusieurs fois dans le lointain. Il avait le port noble, la face vermeille, et une longue barbe éclatante de blancheur. Il était vêtu d'un grand manteau de pourpre, et portait sur la tête une sorte de mitre brillante. Il s'approche et dit à la bergère : — « Que faites-vous ici ? — Je garde mon troupeau, répond-elle, et je prie Dieu en cherchant de l'eau, car j'ai bien soif. — Je vais vous en quérir, reprend le vieillard, et il se dirige vers le puits. — J'ai du bon pain, ajoute à son tour la bergère, nous le mangerons ensemble. — Non point, ma fille, répond-il, car je ne vis point du pain de la terre. — Eh! qui donc pouvez-vous être, bon vieillard, repart-elle; seriez-vous un ange? seriez-vous Jésus? — Ma fille, répond-il, en se faisant connaître, c'est moi qui suis Maurice honoré autrefois dans cette chapelle que vous voyez maintenant si mal tenue, mais malheur à ceux qui en touchent les revenus, car ils en répondront devant Dieu. » — Et ils poursuivirent le cours de leur entretien. Cependant le jour baissait. Le Saint recommande à la jeune fille de ne plus ramener son troupeau dans ces lieux qui ne font point partie du territoire de sa communauté. Puis il ajoute : — « Allez dans le vallon au-dessus de St-Etienne, et là vous verrez la mère de Dieu. — Comment la verrai-je, reprend l'enfant, elle est au ciel. — Au ciel et sur la terre, quand il lui plait, répond le vieillard. » — Puis, pour garant de sa promesse, il lui remet un bâton, en lui disant. « Vous verrez au bas de la montagne quatre loups s'élancer sur votre troupeau; menacez-les de cette arme : il reculeront ». — Et tout se passa ainsi ¹. On sait comment cette apparition devint le prélude de tant d'autres dont fut favorisée la voyante du Laus².

Mais, avant d'être le théâtre de cette manifestation céleste, la chapelle de St-Maurice était déjà le but d'un

¹ Manuscrits du Laus.

² On peut voir à la fin de la *Notice* un récit en vers de cette apparition.

pèlerinage assez fréquenté. On s'y rendait de loin, et les paroisses des environs y montaient, chacune de son côté, le lundi de la Pentecôte.

En 1618, celle de St-Etienne-d'Avançon était déjà dans la coutume d'y venir. C'est ce que nous apprend un Cahier de comptes des consuls : « *Item*, la procession est allée à « St-Maurice, et nous y avons porté trois pots de vin et « quatre livres de pain ; se monte 40 sols. *Item* on y a « porté cinq sétiers de vin baillés par le prieur ; se monte 5 florins ¹ ». Cette paroisse fit annuellement le pèlerinage jusqu'à une époque où elle le remplaça par un autre à N. D. du Laus, le lundi de la Pentecôte. Les processions de Valsерres et de Remollon se rendaient également à St Maurice. Une donation, faite en faveur de cette dernière vers 1693, avait pour but de fournir le pain et le vin nécessaires aux pèlerins, ce qui a lieu encore de nos jours. Qu'il devait offrir de charmes ce pieux rendez-vous sur la montagne !

Cependant le pèlerinage subit une interruption sous l'épiscopat de Mgr. de Geoffroi ² ; puis on le reprit provisoirement sous celui de Mgr de Maillé ³ ; enfin il fut autorisé d'une manière définitive par Mgr de Narbonne-Lara ⁴. C'est ce que nous connaissons, avec quelques autres détails, par une requête adressée, en 1786, à ce prélat par le prieur-curé de Valsерres, Messire Jean-Joseph-Jacques. Le suppliant expose que le pèlerinage de St-Maurice remonte à une époque fort éloignée ; qu'un concours de pèlerins, venant non seulement des paroisses voisines, mais de dix lieues à la ronde, se formait à la sainte chapelle « appartenant autrefois à Boscodon et déjà consacrée à Saint-Maurice, officier de la légion

¹ Archives et registre paroissial de St-Etienne-d'Avançon.

² Mgr François-Gaspard de Geoffroi-Coussans, évêque de Gap, de 1773 à 1777.

³ Mgr Jean-Baptiste Maillé de la Tour Landri, évêque de Gap, de 1777 à 1784.

⁴ Mgr de Narbonne, — Lara, évêque de Gap, de 1784 à 1788.

Thébéenne ». Il ajoute que Mgr de Geoffroi y interdit le culte, comme d'ailleurs dans la plupart des chapelles rurales, à cause de leur pauvreté, mais qu'une supplique ayant été adressée à Mgr de Maillé, ce prélat y permit les saints-offices ; que, depuis cette faveur, ses prédécesseurs et lui ont toujours fait ce pèlerinage, et que tout s'est passé avec convenance et édification ; qu'il sollicite en conséquence l'autorisation de conduire annuellement sa paroisse à la chapelle, d'y célébrer la messe et de porter en procession les reliques du saint patron. Le prélat, sous la date du 4 mai, accorde au bas de la requête l'objet de la demande, et le pèlerinage est définitivement rétabli ¹.

De nos jours encore, quand vient le lundi de la Pentecôte, les deux paroisses de Remollon et de Valserres, montant chacune par le flanc opposé de la montagne, viennent se rencontrer à l'oratoire du Saint. On porte en procession ses reliques et on bénit, de ces hauteurs, les fruits de la terre ; puis l'un des curés célèbre la messe et l'autre prêche en plein air aux pèlerins. On prend ensuite un modeste et gai repas sur l'herbe printanière. Enfin, après le chant des vêpres, les deux paroisses se séparent à la bifurcation d'un sentier, en se donnant rendez-vous pour l'an prochain, et chaque pèlerin descend, emportant, comme un trophée, un roseau garni de feuillage, en mémoire du bâton miraculeux que le vieillard saint Maurice remit à la bergère du Laus.

Nous terminerons en ajoutant que le prieuré de Saint-Maurice demeura sous la dépendance des religieux de Boscodon jusqu'en 1768. A cette date, l'ancienne abbaye fut supprimée par un Edit royal, parce qu'elle ne comptait plus que douze religieux, tandis qu'elle aurait dû en posséder seize pour avoir droit à être maintenue. Ses biens furent partagés, l'année suivante, par lettres patentes du Roi, entre l'archevêque d'Embrun, le chapitre, le sémi-

¹ On peut voir l'original de cette requête dans le *Registre paroissial de Valserres*.

naire, et l'hôpital ¹. Dans quel lot se trouva le prieuré de de St-Maurice? Nous l'ignorons. Mais en 1791, 13 décembre, le sieur Izoard, Pro-syndic délégué du département des Hautes-Alpes, le mit aux enchères sur le prix de 2,000 livres, pour être vendu comme dépendances de la « ci-« devant abbaye de Boscodon ». Des prix divers ayant été offerts par plusieurs habitants des environs, il fut adjugé au plus donnant, Louis Souchon, de Valsesres, pour la somme de 3.450 livres ². Le prieuré de St-Maurice fut ensuite acquis, nous ne savons à quelle date ni à quel prix, par la commune de Valsesres qui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le possède encore aujourd'hui.

APPARITION DE SAINT-MAURICE

C'était dans l'heureux mois où les fleurs, la verdure
Jetaient un doux éclat dans toute la nature.
La bergère joyeuse, au cours d'un jour très beau,
Sur le mont Saint-Maurice a guidé son troupeau.
Là tombait en ruine une antique chapelle.
La bergère à genoux priait au devant d'elle.
Tout-à-coup, près des murs croulant de toute part,
A ses yeux étonnés paraît un beau vieillard.
Il portait sur son front une mitre brillante :
Sa barbe en fils argent s'élevait éclatante :
Un long manteau pourpre faisait son vêtement :
Sa face était vermeille et son air souriant.
« La bergère lui parle : « Eh ! qui pouvait-vous être,
« O bon vieillard, dit elle, et puis-je vous connaître ?
« Ma fille, répond-il, j'habite dans les cieux :

¹ Albert : *Hist. eccl. d'Embrun* T. 12, p. 275. Le manuscrit original de cette histoire d'Albert a été légué, en 1891, à la paroisse de Guillestre par M. l'Abbé Salva qui en était le possesseur.

² Je dois la communication du *Procès-verbal* de cette vente à M. Barthélmy, employé aux Archives des Hautes-Alpes,

« C'est moi qui suis Maurice honoré dans ces lieux.
« Mais toi quitte ces monts, descends dans la vallée ;
« Rends toi près d'une grotte, au détour d'une allée ;
« Et le ciel en ces lieux comblera ton bonheur :
« Là tes yeux purs verront la Mère du Sauveur.

Le saint vieillard a dit, et l'heureuse bergère
A devancé l'aurore au vallon du mystère.
Elle arrive à la grotte. O prodige ! à l'instant
Une Dame au port noble apparaît à l'enfant !
Elle avait avec elle un doux fils plein de grâce :
Une beauté céleste illuminait sa face ;
Mais la bonté surtout rayonnait sur ses traits,
Et lui communiquait d'indicibles attraits.
De ses yeux jaillissaient de doux rayons de flamme,
Et ses habits, pareils à l'odorant dictame,
Exhalaient dans les airs d'enivrautes senteurs,
Surpassant en parfums les plus suaves fleurs.

(*Notre-Dame-du-Laus, poème : Chant 1^{er} pp 9 et 10*).

DE L'ÉTYMOLOGIE

DES

NOMS DE LIEU DES ALPES

à propos de l'article de M. NICOLLET,

PAR J. ROMAN.

Dans les questions d'étymologie de noms de lieu, il n'est pas bon d'avoir un système préconçu ; tout système est erroné encore plus dans cette branche de l'archéologie que dans toute autre. On va voir l'application de cette banale vérité à propos de l'article, d'ailleurs intéressant et bien fait, mais un peu systématique, que M. Nicollet a consacré à l'étymologie des noms géographiques des Alpes¹.

Rendons-nous bien compte, particulièrement en ce qui touche notre département, que la race qui l'habite est composée d'éléments extrêmement divers.

Les Ligures ont occupé nos régions, cela n'est pas douteux, mais ils étaient venus d'Espagne, donc, ils n'étaient pas les premiers occupants et avant eux des tribus de race celtique peuplaient nos vallées. Ces Celtes eux-mêmes n'étaient pas des autochtones et ils se sont superposés à une autre race plus ancienne. Laquelle ? Je ne me charge pas de le dire.

Nos ancêtres étaient donc des autochtones qui ont été conquis peut-être deux mille ans et plus avant J.-C., par des Celtes. Sur cette couche profonde de Celtes s'est super-

¹ *Origine des noms géographiques de notre région.* Bulletin de la Société d'Études, 1895, pp. 297-330.

posé, mille ou quinze cents ans avant J.-C., un autre flot d'invasisseurs Ligures ou Ibères.

Mais ce n'est pas tout, six cents ou sept cents ans avant J.-C., une influence grecque s'est fait sentir à la suite de l'établissement de comptoirs phéniciens sur les bords de la Méditerranée. Et qu'on ne croie pas que cette influence ait été peu de chose ; les Grecs ont appris aux Gaulois à écrire et à user de la monnaie. Les inscriptions gauloises du midi de la France sont en caractères grecs et les monnaies gauloises sont des monnaies grecques maladroitement imitées.

Puis est venue la conquête romaine. Sans doute fort peu de romains-italiens se sont fixés dans les Alpes, ce qui n'empêche pas la civilisation romaine d'y avoir jeté de profondes racines, comme, du reste, dans toutes les Gaules. Les Romains ont ouvert des écoles qui n'existaient pas avant eux et ont rendu leur langue obligatoire dans les tribunaux, les comices et les actes publics, et cela a duré cinq cents ans.

Ce n'est pas tout encore, et une dernière couche d'invasion germanique est venue se superposer du V^e au X^e siècle, à toutes ces races diverses.

De ces peuples, lequel a prédominé ? Celui certainement qui a été un instrument supérieur de paix d'abord, de civilisation ensuite. Or, mettant à part la race hellénique, trafiquante et non conquérante, et qui n'a jamais essayé de faire l'éducation des peuples avec lesquelles elle commerçait, nous avons subi l'influence d'une seule race qui ait su à la fois conquérir, pacifier et instruire, s'assimiler en un mot, les conquis et leur imposer ses lois, ses mœurs, sa littérature et sa civilisation toute entière, ce sont les Romains.

Les Alpes étaient très peu peuplées avant la conquête romaine et nous n'avons qu'un petit nombre de villes, Gap, Embrun, Briançon, Chorges, etc., auxquelles on puisse assigner avec une certaine vraisemblance, une origine celtique ou ibère. Les villages isolés et à plus forte raison les maisons disséminées, sont de création assez récente ;

c'est la fin du moyen-âge qui a surtout favorisé l'expansion de la population hors de l'enceinte des villes.

A l'époque gauloise, il y avait trop peu de sécurité dans le pays et l'état de guerre y était trop habituel pour que personne songeât à quitter les alentours de quelques petites villes, misérables bourgades desquelles on ne sortait que pour chasser en troupe les bêtes fauves, pour cultiver quelques jardins ou mener paître des troupeaux sous la protection de sentinelles vigilantes.

La faible densité de la population gauloise dans les Alpes, est démontrée par les trouvailles. Dans le Briançonnais, on ne trouve rien de l'époque celtique ; très peu de choses dans l'Embrunais et dans le Champsaur, d'antérieur à un siècle ou deux avant J.-C. Dans le Gapençais seulement, on découvre les restes d'une civilisation vraiment ancienne, répandue dans les cantons de Serres, Rosans, Orpierre et Ribiers.

Donc la population celto-ibérique n'avait pas reflué vers les parties les plus froides des Alpes, sa faible densité ne l'avait pas obligée à se disséminer et elle était restée massée dans les vallées les plus tempérées et par conséquent les plus agréables à habiter.

Mais, pourrait-on m'objecter, il y avait un petit royaume gaulois en Briançonnais, dont furent successivement rois Donnus et Cottius avant l'ère chrétienne. C'est une erreur. Donnus et Cottius étaient des princes italiens, leur capitale était Suze, et s'ils tenaient les deux revers des Alpes, s'ils avaient peut-être fondé Briançon, c'était pour se ménager un passage et au besoin un refuge soit dans les Gaules, soit dans l'Italie, suivant les nécessités de la défense de leur territoire.

Avant l'époque romaine, les Alpes n'étaient donc qu'un désert semé de quelques bourgs construits sur des cimes facilement défensibles. Et l'on veut que les quelques milliers d'habitants de ces villages obscurs aient eu une telle influence sur le développement de la civilisation que leur langage passant par-dessus la tête du latin et du germain ait persisté jusqu'à aujourd'hui et soit le fonds

commun dans lequel il faille trouver l'origine de la plupart de nos noms de lieu ! Cela ne se peut pas, cela répugne au bon sens.

Ce qui doit démontrer combien il faut être prudent, lorsqu'on risque une théorie, c'est le fait suivant.

M. *Nicollet constate des similitudes entre le patois des Alpes et l'Espagnol ; c'est, dit-il, que les populations qui parlaient ces deux langues étaient des Ligures. Fort bien, mais il constate également des dissemblances entre le patois des Alpes et la langue parlée dans la vallée du Pô ; or ces habitants de la vallée du Pô étaient aussi des Ligures, plus rapprochés de nous que les Ligures d'Espagne, et ils étaient si bien des Ligures que Turin était la capitale de la Ligurie par excellence. Dès lors, qu'induire de ces rapprochements, sinon que les ressemblances ou les dissemblances de notre patois avec l'espagnol et l'italien ne sont pas aussi profondes qu'on pourrait le croire et que quelques mots triés avec art dans une langue et ressemblants à certains mots d'une autre langue, ne sont pas des indices suffisants pour caractériser la parenté directe ou l'origine différente des idiomes.

L'espagnol, le gascon, le provençal, l'italien et le français, sont des langues toutes néo-latines qui ont subi des flexions diverses selon les influences qu'elles ont reçues, et dont chacune a certains traits linguistiques que n'a pas sa voisine, mais toutes sont des langues romaines, et, comme le fait observer si justement M. Gaston Paris, quand on demandait au moyen-âge à un habitant de la Gaule, de l'Espagne ou de l'Italie : « Que parles-tu ? », il répondait : « *romanz, romanzo, romance, rommeuns* » toutes formes variées d'un seul mot, l'adverbe *romance*, qui signifie à la mode romaine¹.

Au reste, la langue parlée mille ans avant J.-C., dans les Alpes, eût-elle été absolument ligure, qu'il serait impossible de le savoir aujourd'hui, car de cette langue,

¹ Bulletin du Comité des travaux historiques et philologiques, 1888, p. 136.

il ne reste pas de trace appréciable. Il faut bien se rendre compte, en effet, que notre patois est tout moderne et a subi une évolution bien autrement rapide que le français. Le français est actuellement la langue archaïque et le patois, la langue récente. Ce qui maintient une langue dans sa pureté, ce sont les dictionnaires, les grammaires, les écoles, les académies, les hommes de lettres ; or, le patois n'eut jamais rien de pareil, il n'eut même jamais d'orthographe propre et je doute qu'on puisse montrer un manuscrit en langue romane où les mots soient écrits autrement que le français. Depuis quelques années, on a imaginé d'adopter une orthographe spéciale pour différencier complètement les deux idiomes, mais, outre que c'est une création absolument empirique, ceux qui l'ont adoptée ne sont même pas tous d'accord et orthographient les mêmes mots d'une façon différente. Prenez les manuscrits, fussent-ils du XIII^e ou du XVII^e siècles, chaque mot patois est écrit en français.

Donc cette langue, sans corps savant chargé d'en conserver la tradition, de plus en plus pauvre en écrivains et devenue, en dernière analyse, le parler des seules populations rurales, s'est décomposée avec une rapidité excessive et je défie un lecteur, à moins d'étudier sérieusement son texte, de saisir le sens d'un poème patois du XV^e siècle. A partir du XVII^e siècle surtout, le français envahit le patois. Il faut bien que les paysans se fassent comprendre et pour y parvenir, ils adoptent des mots français en grand nombre, ne conservant que la désinence, la forme des déclinaisons et des conjugaisons de leur langue antérieure. Cette décadence du patois s'est accentuée de jour en jour et on peut dire que depuis cinquante ans, en fait de patois, ce sont surtout l'accent et les fautes de français qui subsistent.

Il y a quelques années, un romaniste de premier ordre fut invité à un banquet de félibres et au dessert, le président porta un toast en son honneur : « *Messieurs et damas* » commença-t-il, et il poursuivit dans un dialecte de sa composition, c'est-à-dire en français légèrement

imbibé de patois. Quand vint le tour du romaniste de parler, il se leva, et commençant ainsi : « *Senhors et donnas* », il débita un compliment dans le plus pur dialecte provençal du XIV^e siècle. Les assistants se regardèrent stupéfaits. Qu'était ce barbare langage auquel personne ne comprenait ? Pas autre chose que la langue que les banqueteurs avaient tant à cœur de faire revivre. Le diner tournait à la tour de Babel et pour s'entendre, on fut obligé de parler en français ¹.

Cela confirme une observation de M. Paul Meyer, professeur de langue romane et directeur de l'école des Chartes ; il a constaté que les méridionaux, comprenant et parlant le patois actuel, sont moins aptes en général que leurs collègues du nord à apprendre la vraie langue romane des XIII^e et XIV^e siècles.

Que nos langues actuelles française ou patoise soient, pour la plus grande partie de leurs mots, des émanations directes du latin, cela ne peut faire doute un seul instant et quelle que soit la langue qu'aient parlé les Gaulois nos ancêtres, avant l'occupation romaine, il n'en reste presque point de traces dans notre parler moderne. C'est à peine si, en cherchant bien, on a fini par dénicher dans le français, une quarantaine de mots dérivant du gaulois, et encore la plupart désignent-ils des objets fabriqués exclusivement en Gaule ou des produits de notre sol qui ne se trouvaient pas en Italie, et parmi eux, ce qui est signifi-

¹ Je ne puis m'empêcher de citer ici les derniers vers d'une boutade rimée sous forme de sonnet et inédite, de notre regretté maître M. Anatole de Montaigon. Obsédé un jour à Avignon par un félibre qui voulait l'enrôler dans sa milice, il parvint à s'échapper et rentré à un hôtel écrivit ce qui suit :

En collant des O et A
 Au bout des mots, on croit qu'on a
 Une saveur originale !
 Tous ces patoisans du Midi
 Font du français, abatardi
 Par la cuisine provençale.

catif, pas un verbe¹. Ajoutez à ces quarante mots sept ou huit cents autres mots d'origine germanique, d'après l'éminent philologue Diez ; tout ou presque tout le reste est latin. La proportion de l'influence latine est bien plus grande encore dans notre patois, parce que l'apport germanique n'y existe presque pas.

Il subsiste encore une trentaine d'inscriptions gauloises les unes gravées en caractères romains, les autres en caractères grecs, suivant qu'elles proviennent du nord ou midi de la France, nul savant n'a pu encore en découvrir le sens et elles attendent leur Champollion. En voici deux prises au hasard.

LINOSCONTEXTOSIEVRVANVALLONACVCANONOSDLON

ΓΑΡΤΑΒΙΑΔΙΑΑΝΟΝΙΟΚΟΣΔΕΔΕΜΑΤΡΕΒΟΝΕΜΑΥΣΙΚΑΒΟ ΒΡΑΤΟΥΔΕ

Qu'y comprend-on ? Est-ce du Ligure, du Celte ou du Bas-Breton ?

Si le Gaulois a complètement péri en France comme langue parlée, il survit cependant, cela ne peut être nié, dans un bon nombre de noms de lieu, et en restreignant sa dissertation dans ces limites, M. Nicollet a fait preuve de beaucoup de jugement. Mais là où je ne puis le suivre, c'est lorsqu'il veut trouver le sens de ces noms de lieu paraissant provenir du gaulois, à l'aide de notre patois actuel qui n'a guère plus de rapports avec le gaulois que n'en a le français lui-même. Si un nom de lieu dérive du patois, il y a cent à parier contre un qu'il vient en droite ligne du latin².

Au surplus, M. Nicollet a trop généralisé. Sans doute il

¹ G. Paris. Bulletin du Comité des travaux historiques et philologiques, 1888, p. 137.

Par exemple, M. Nicollet cite *Mentzger* comme un nom basque : je n'en crois rien et ce nom ne paraît purement latin comme son voisin *Fermeyer* et tous les noms terminés en *-erium* ou *-arium*. *Manticarium*, le lieu où croissent les framboisiers *-martha*; *Femicarium*, le lieu où il y a beaucoup de fourmis *-formica*.

y a des noms de lieu dérivés du gaulois, mais il en existe un bien plus grand nombre encore dérivés du latin vulgaire, du latin du moyen-âge ou ayant des noms d'homme pour racine¹. La plupart des hameaux et des habitations isolées sont dans ce cas.

M. Nicollet est dans le vrai en affirmant qu'il ne faut pas se fier aux formes des noms de lieu inscrites, dans les cartes, même les meilleures, et les cadastres modernes. Un grand nombre sont erronées et il en donne quelques exemples, mais il eût pu en citer des centaines. Et le *Mas-Saint-Yrieux* dont on a fait le *Masantrier*, et le *Lac Lambert* dont on a fait le lac de *Lalambert*, et le *Riou Turel* dont on a fait le ruisseau de *Roturel*, et le *Champ Bérenger* dont on a fait le *Champ du Boulanger*, et les *Rogers* dont on a fait les *Roziers*, et le *Béal des Graves* dont on a fait le torrent de *Belle-Grave*, etc., etc. C'est à l'infini.

Il a parfaitement raison encore lorsqu'il met ses lecteurs en garde contre certaines étymologies qui, au premier abord, paraissent claires comme le jour et qui ne sont qu'une coïncidence. *Orpierre* par exemple, paraît dériver de *Pierre d'or* mais doit se traduire par *vallis petrosa* (*Vaupeyre*) ; *Morduit* loin de signifier *mont réduit* ou *bas*, comme on pourrait le croire, vient de *mortuæ duæ*, les deux mortes ; le *Bauchaine*, ne vient pas d'un beau chêne mais de *vallis Biochana*, vallée du Buëch ; *Mamelon* ne signifie pas une petite colline, mais dérive, comme nous l'apprend un cadastre de Chorges de 1500 de *Manus Milonis*, la part de Milon ; les *Piles* ne tirent leur nom ni des piles d'un pont ni du mot grec *πύλος*, porte, mais du titre de leur fondateur qui était seigneur des Piles en Provence ; *Monteyglin* n'a aucun rapport avec un mont ni avec un aigle, mais est tout

¹ Il n'est pas douteux par exemple pour MM. Paul Meyer et d'Arbos de Jubainville que *Crillac* ne vienne du nom d'homme *Celius*, *Auriac*, d'Aurius, *Poligny*, de Paulus, *Antonaves*, d'Antonius et *Lazer*, de Lazarus.

simplement un nom de baptême Monteglin, Montegline, très usité au moyen-âge.

Il est évident que cela étant, la première chose à faire avant de s'occuper des étymologies, c'est de se mettre en quête des formes les plus anciennes des noms de lieu que l'on veut étudier ; si on découvre ces anciennes formes, souvent l'étymologie en jaillira d'elle-même, mais pas toujours. En effet, lorsque nous abordons le XIV^e siècle, nous trouvons des notaires pédants qui traduisent parfois à leur mode les noms vulgaires qu'ils sont chargés d'écrire ; ils interprètent, par exemple, *Boscodon* par *Nemus Odonis*, *Baudinar* par *Pulchrum prandium*, *Champcella* par *Campus lapsus* et *Sannois* par *Centum ruces*, et si l'on voulait trouver dans ces traductions de véritables étymologies, on se tromperait étrangement ; ce sont des fantaisies de notaires facétieux.

Quand on possédera les formes anciennes une partie de la besogne sera faite, mais pas toute, il s'agira d'en trouver le sens, et ce sens c'est tout d'abord dans le latin qu'il faudra le chercher, non pas dans le latin classique, sans doute, mais dans le latin vulgaire et du moyen-âge. Si nous prenons, par exemple, les noms des 188 communes des Hautes-Alpes nous constatons sans difficulté, qu'en mettant à part trente-deux noms de saints et quatre autres qui ont une origine historique connue¹, le reste se divise en trente-cinq noms pouvant venir du celto-ligure et cent dix sept tirés du latin. Si nous faisons la même expérience sur les noms des hameaux et des habitations isolées, de fondations probablement plus récente que les communes, nous trouverions une proportion bien autrement considérable de noms dérivés du latin.

Certains mots dont l'allure paraît fort ancienne sont purement latins, *Escrins* par exemple. On a voulu le faire dériver du mot gaulois *craig* qui aurait signifié rocher, mais il suffit d'ouvrir les Capitulaires de Charlemagne pour y trouver le mot *escriinium* avec le sens de cabane ;

¹ Barcellonnette, Guillaume Pérouse, Clémence d'Ambel, Laragne.

le pic des *Escrins* est dont le pic des cabanes, la vallée d'*Escrins*, la vallée des cabanes. Le mot *escrinium* ne se trouve pas plus dans Cicéron et dans Virgile que *verrica*, brebis, *spata*, épée et *coffinum*, panier.

C'est du latin vulgaire dont il nous est parvenu quelques bribes par les graffites, les écrivains de la décadence et le latin du moyen-âge.

Ce n'est pas l'avis de M. Nicollet; il pense que le fond de notre langage est antérieur à l'époque romaine et il défend sa théorie par des raisonnements et des aperçus fort ingénieux.

Une langue, dit-il, ne disparaît jamais entièrement. C'est exact, mais entre cinq ou six langues qui se superposent, il se produit avec le temps des infiltrations réciproques et celle qui a la chance de perdre le plus au profit des autres est certainement la plus ancienne, la moins riche et celle qui a été parlée par la population la moins civilisée. Dans notre cas c'est certainement la langue celtique qui a dû être pénétrée par la latine et non la latine par la celtique.

Si le latin, dit encore M. Nicollet, était la langue mère de nos langues modernes, on parlerait un idiome identique dans toutes les contrées qui furent soumises aux Romains. Sans doute il en serait ainsi si les langues modernes n'avaient pas subi d'autres influences que celle du latin mais elles ont, suivant les lieux, subi l'influence du langage gaulois, du germanique, du celtibérien du celtoligure, du lybico-berbère, du scythe, etc., et c'est ce qui explique la formation d'idiomes comme le français, le roman, l'espagnol, l'italien, le sicilien, le maltais, le roumain, qui fils d'une même mère sont cependant très différents l'un de l'autre.

Parmi les étymologies que M. Nicollet refuse de puiser dans le latin je signalerai seulement celles des noms de lieu dont le préfixe est *Pi*, *Pe*, *Pay*, tels que Pelleautier (*Podium Leauterii*), Piégut (*Podium acutum*), Peypin (*Podium pinu*), Picomtal (*Podium comitale*), etc. Il était admis jusqu'à aujourd'hui que le mot de basse latinité

podium (montagne), avait concouru à former tous ces noms là. Erreur, dit M. Nicollet, le mot *podium* n'y est pour rien, c'est le mot celte ou ibère *pic* qui est le père de cette famille de noms de lieu.

Cependant nous possédons un nombre considérable de formes anciennes de ces divers noms de lieu depuis le XII^e siècle ; dans toutes apparaît le mot *podium* et dans aucune le mot *pic*. Donc l'affirmation de M. Nicollet est une simple affirmation, nullement prouvée par les textes, tandis que ceux qui tiennent pour le mot *podium* ont une possession d'état sept fois séculaire.

Mais ce n'est pas tout. Dans le nom de Piégut par exemple, si le préfixe *Pi* dérive d'un mot celtique, de quoi dérive le suffixe *égut* ? Est-ce du mot latin *acutus* (aigu) ou d'un mot celtique ? Et de quel mot celtique ? Sommes-nous en présence d'un mot mi-parti celte et latin ? On voit que la théorie de M. Nicollet ne rend les solutions ni plus aisées ni plus claires.

Il y a mieux encore. M. Nicollet ne pourra certainement pas nier que le mot *podium* ne concoure, au moins par ses diminutifs, à la formation de plusieurs noms de lieu. Le Poët par exemple dérive de *podietum* (la petite hauteur) et non de *pic* ; la *poua* vient de *podiatu* (la montée) et non de *pic*. Le mot *podium* aurait donc concouru par ses diminutifs à la formation de certains noms de lieux tandis que par sa forme simple il n'aurait concouru à la formation d'aucun.

Voilà à quoi aboutit, pour ce mot particulier, la théorie de M. Nicollet, et on arriverait à un résultat équivalent pour un grand nombre d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici. Tout cela n'est pas parfaitement clair et l'ancien système me paraît plus simple et plus logique que celui proposé par notre érudit confrère.

Recherchons donc avant tout les formes les plus anciennes de nos noms de lieu. Le *Dictionnaire topographique des Hautes-Alpes* que j'ai publié pour le Ministère de l'instruction publique, a, du reste, ouvert la voie et passablement simplifié le travail. Il n'est, sans doute, pas

complet, mais il possède un avantage sur beaucoup d'autres, c'est de renfermer l'énumération d'un très grand nombre de lieux-dits avec les formes anciennes, tandis qu'on en trouve généralement très peu dans les publications similaires. A cause du nombre restreint de nos communes et de nos lieux habités, j'ai eu mes coudées franches à cet égard, sans avoir à craindre d'excéder un certain nombre de pages au delà duquel le ministère ne permet pas de s'étendre.

Puisque l'occasion s'en présente, je veux dire un mot du *Dictionnaire topographique des Hautes-Alpes* commencé par M. Charronnet, ancien archiviste de ce département, afin d'en bien préciser, une fois pour toutes, le véritable caractère et l'importance.

Ce travail que la mort de son auteur a laissé imparfait, existe en manuscrit aux archives des Hautes-Alpes, écrit sur une série de petites fiches à raison d'une par nom de lieu. Il constitue une copie incomplète du cadastre en ce qui concerne les communes, les autres lieux habités, les rivières et les forêts. Un petit nombre de ces fiches contient des formes anciennes de noms de lieux extraites des Itinéraires antiques, des pièces justificatives de Valbonnais, des chartes de Durbon et d'un rôle de décimes de l'évêché de Gap de 1516 ; il me semble, sauf erreur, que ce sont là toutes les sources auxquelles a puisé M. Charronnet.

Pour éviter les frais d'une nouvelle copie du cadastre, j'ai purement et simplement transcrit ces fiches, non pas toutes cependant, car j'ai laissé volontairement de côté un certain nombre de forêts. C'était là un travail tout mécanique que j'aurais pu faire exécuter par un copiste sur le cadastre lui-même, mais j'ai préféré le faire en personne en empruntant aux archives les fiches de Charronnet avec l'assentiment de M. Félix Pinet de Manteyer, alors secrétaire général.

Aux noms que me procurèrent ces fiches, j'en ajoutai un grand nombre d'autres principalement de lieux-dits, extraits des cadastres anciens, du XIV^e XV^e et XVI^e

siècles, que j'ai dépouillés en parcourant le département commune par commune.

Quant aux formes latines inscrites par Charronnet sur ses fiches, je n'en ai fait aucun usage et ai recommencé complètement ce travail. Je ne me suis pas contenté, du reste, de puiser dans Valbonnais, les Itinéraires ou les chartes de Durbon ; j'ai passé deux mois aux archives de l'Isère, un dans celles des Bouches-du-Rhône, tout autant aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale et fort longtemps dans les diverses archives communales de notre département où je pouvais espérer trouver des renseignements, à Gap, Embrun, Briançon, Guillestre, Tallard, Saint-André d'Embrun, les Orres, Saint-Laurent-du-Cros, Aspres-les-Corps, etc. C'est à l'aide de ces recherches que je suis parvenu, non à doubler, mais à décupler les formes latines inscrites par Charronnet sur ses fiches.

Le 21 janvier 1896 je me suis rendu avec un ami, qui en témoignerait au besoin, aux archives des Hautes-Alpes pour comparer en sa présence mon *Dictionnaire topographique* avec les fiches de Charronnet que je n'avais pas revues depuis douze ou treize ans. Voici quelques noms pris au hasard dans les deux :

Chorges. Charronnet, 9 formes anciennes ; Roman, 26 formes.

Embrun. Char. 10 formes ; Rom. 23 formes.

St-André-en-Bauchaine. Char. 1 forme ; Rom. 8 formes.

St-Julien-en-Bauchaine. Char. 4 formes ; Rom, 13 formes.

En outre la collation d'une page prise également au hasard dans les deux dictionnaires à partir du mot *Chamousset* nous a permis de constater que la moitié des noms de lieu qui se trouvent dans le mien ne se trouvent pas dans celui de Charronnet, et que, tandis que cette page renferme douze formes anciennes dans mon dictionnaire, elle en contient une seule dans celui de Charronnet.

Ces deux ouvrages sont donc fort différents l'un de

l'autre ; leur seul trait de ressemblance c'est que leurs auteurs ont travaillé tous deux sur un fonds commun, c'est-à-dire sur la s^érie des noms de lieu des Hautes-Alpes. Voulant faire l'un et l'autre un Dictionnaire topographique de ce département, on se demande, du reste, comment ils auraient pu s'y prendre pour ne pas enregistrer tous deux Gap, Embrun, la Durance, le Drac, Céuse et le Pelvoux à leur place alphabétique respective. Seulement une copie du cadastre ne constitue pas un Dictionnaire topographique, du moins au sens que le Comité des travaux historiques attribue à ce mot, et c'est principalement pour avoir les formes anciennes et une introduction historique qui n'existent pas même à l'état embryonnaire dans les fiches de Charronnet, que le Ministère de l'instruction publique favorise la publication de ces ouvrages.

Sans doute il y a lieu de regretter que M. Charronnet n'ait pas eu le temps d'achever l'œuvre qu'il avait entreprise, mais la preuve qu'il ne considérait ce qu'il avait déjà fait que comme une ébauche très imparfaite, c'est qu'il n'a tenté aucune démarche pour le faire imprimer, et cela à une époque (1857) où la collection des *Dictionnaires topographiques de la France* étant à son début, on accueillait favorablement tous ceux qui étaient présentés, et où le Ministère ayant beaucoup plus de fonds destinés à cet objet, que maintenant, en ordonnait généralement l'impression immédiatement.

Je crois en avoir dit assez sur ce sujet.

LE PUY-SAINT-EUSÈBE

PAR M. DAVID MARTIN.

Entre les rives escarpées de la Durance et des torrents de Réallon et de Sainte-Marthe, est un plateau élevé de 200 à 500 mètres qui forme le territoire des deux Puys : Puy-Saint-Eusèbe et Puy-Sanières.

Sur ce plateau¹ s'appuie, comme une colonne sur son piédestal, le Mont-Guillaume qui porte sa tête altière à 2.628 mètres d'altitude.

Le plateau et le pic sont raccordés par un talus couvert d'une forêt de mélèzes² dont le vert feuillage repose, par sa teinte gaie, le regard de l'aspect sévère du pic aux parois escarpées et d'un brun sombre. Sur le plateau, et jusqu'à la base des bois, sont des prairies et des champs cultivés où sont épars, dans des situations de choix, les hameaux et les fermes.

L'étude de la constitution du sous-sol est facile. Tout le plateau, depuis les bords de la Durance jusqu'au dessus des bois, est formé de marnes noires représentant le faciès vaseux alpin des horizons géologiques compris entre le lias et l'oxfordien.

Sur les marnes noires reposent, vers 1.700 mètres, les assises en calcaires compactes du jurassique supérieur que surmontent immédiatement les grès du flysch formant tous les sommets de Réallon à Vallouise.

Ce grand banc du jurassique supérieur de plus de 100 mètres d'épaisseur se détache, sous Réallon, du synclinal qu'y forment les calcaires de Chabrières, passe

¹ Ce plateau est divisé, au large col des Mourellons, par la colline du Puy (1.239 m.), (qui a donné son nom au pays) en deux versants. l'un au S.-O., et l'autre au S.-E.

² Sur les pentes Est le pin remplace le mélèze.

au dessus des Méans, contourne le pic de Lucy¹, le vallon de Reyssas, le pic de Mont-Guillaume¹ et va disparaître dans les hauteurs d'Embrun vers les sources du torrent de Sainte-Marthe.

En face, sur la rive gauche de la Durance, existe une région dont les assises identiques de roches sont disposées d'une façon absolument symétrique à celle de la base du Mont-Guillaume.

Entre le vallon de Crévoux et celui de Boscodon se trouve un ressaut de calcaires compactes du jurassique supérieur qui sépare les marnes noires formant les pentes jusqu'à la Durance, des grès et schistes du flysch qui forment tous les sommets. Ce banc calcaire découpé, comme à l'emporte-pièce, suit toutes les ondulations des vallons des Orres en s'y maintenant à la même hauteur vers 1.800 mètres, entre la zone forestière et les prairies alpestres.

La régularité des formations géologiques de cette zone forme un contraste marqué avec les zones voisines.

Ainsi à l'Est du Rabioux, de Châteauroux et de Crévoux le flysch s'est abimé, jusqu'au dessous du fond de la vallée, contourné sur lui-même en plis multiples depuis la Durance jusqu'aux sommets des montagnes : tandis qu'au Sud, par Chabrières et Morgon, est une région où les mouvements orogéniques ont produit des plissements énergiques qui ramènent les formations secondaires inférieures vers les cimes, par-dessus des formations plus récentes, ainsi que l'ont établi les belles études de nos éminents confrères MM. Kilian et Hang.

Sur les marnes noires du plateau des Puys et jusque au-dessus de 1.500 mètres, se sont déposés les terrains glaciaires uniquement formés des matériaux du flisch et de quelques calcaires, et cela à partir de l'altitude de 1 100 mètres, tandis qu'au-dessous sont, mais très clair-semés, les protogines et gneiss de la Vallouise.

¹ Un affleurement de ce calcaire, au-dessus de l'église du Puy-Saint-Eusèbe, vers 1.400 mètres, nous paraît-être plus tôt dû à un glissement postérieur du terrain, qu'à une faille ou à un pli.

Ces matériaux morainiques deviennent prodigieux entre l'église du Puy et Réallon et tapissent toutes les pentes avec des épaisseurs souvent supérieures à 100 mètres.

Fait inoui : le glacier transporta, des Rousses au-delà du Réallon, où elle se trouve isolée dans l'erratique, une masse de flysch de 40 mètres d'épaisseur sur 200 de longueur.

Cette accumulation énorme de boues glaciaires est due à la topographie des lieux. Les vallons de Reyssas et de Réallon formaient un cul-de-sac dans lequel se sont entassées les moraines de la rive droite du glacier de la Durance. Ces moraines provenant des gorges de Château-roux, du Couleau et de Dormillouse, n'avaient guère que les grès et les calcaires de ces vallées embrunaises¹.

D'après le P. Fournier², la Durance aurait emporté, en 1368, une plaine qui longeait la rive droite de la Durance, à la base des escarpements du plateau des Puys. Sur cette plaine cultivée était établie la route d'Embrun qui passe aujourd'hui par le nouveau Savines et les Crottes.

Les affouillements de la Durance, à la base des escarpements des Puys, ont provoqué des affaissements considérables de terrains et donné aux torrents un redoublement d'énergie. Le torrent de Ste-Marthe, aujourd'hui presque éteint, grâce aux travaux de reboisement, était encore, au commencement de ce siècle, la terreur des riverains. Non moins redoutables sont ceux du Merdanson et de St-Peyre³ qui ont ruiné Puy-Sanières en excavant⁴ dans son territoire, d'immenses combes noires, aux berges instables et défiant toute culture.

Le torrent de Réallon avec sa pente de 7^m 27 par 100

¹ Il ne s'agit ici que des moraines superficielles, car les moraines profondes de Freissinières et du Fournel avaient des gneiss, des spilites des quartzites et des grès bigarrés.

² *Histoire des Alpes*, par le P. Fournier, publiée par M. P. Guillaume, t. II, p. 174.

³ Saint-Peyre ou Peyle suivant les époques.

⁴ L'effondrement des Combes noires au-dessus de Chadenas et de Saint-Peyle, est d'une date connue ; si je ne me trompe, il date de 1420 environ. (Note manuscrite de M. Roman).

mètres, la masse énorme de ses eaux, est un des ravins les plus impétueux des Alpes. S'il est moins célèbre que d'autres, c'est qu'il est encaissé dans un chenal étroit et profond de 200 mètres et qu'il n'a, à sa portée, pour lui servir de proie immédiate, ni villages, ni territoire important. Mais son influence, quoique plus éloignée, ne s'en fait pas moins sentir, d'une manière désastreuse, sur les plateaux que portent ses berges.

Les habitants du haut de leurs demeures, coquettement perchées sur les terrasses, avaient cru braver les torrents dont la voix mugissante s'élève du fond des gorges. Mais, par suite de l'incohérence des marnes schisteuses du substratum et des boues glaciaires qui les surmontent, les cours d'eau affouillent leurs berges et provoquent des affaissements de territoire. D'abord une crevasse se forme plus ou moins parallèle à la rivière, mais le plus souvent en courbe concave du côté du thalweg. Dans cette crevasse, les eaux pluviales, comme les eaux des sources et des arrosages, s'infiltrant, lubrifient les lèvres de la fissure, et par leur travail silencieux de dissolution et d'imbibition, comme par leur propre poids, aident à la poussée et facilitent la descente fatale vers l'abîme. Les assises supérieures, perdant leur appui, s'ébranlent à leur tour ; de sorte que le mouvement se propage et s'étend sur de vastes surfaces.

Ces affaissements sont souvent d'une extrême lenteur, mais parfois aussi, ils ont lieu avec une soudaineté redoutable.

Ainsi en 1886, se produisit, comme une avalanche, la coulée des Méans de Réallon. Ce joli hameau, assis sur les pentes inférieures du pic de Lucy, est adossé à une haute croupe morainique qu'une ancienne coulée avait déjà éventrée. Deux maisons se trouvaient en bas, dans la combe ouverte, un peu à l'écart du hameau. Lors des pluies abondantes de 1886, des crevasses menaçantes s'ouvrirent sur la croupe morainique à 120 mètres au-dessus des deux maisons. Un homme du pays étant passé par là sur le tard et les ayant vues, alla avertir les habitants d'une des maisons, mais n'avertit pas ceux de

l'autre auxquels il gardait, m'a-t-on dit, quelque rancune. La nuit venue, un fracas épouvantable se fait entendre, et une masse énorme de graviers boueux se détache, coule impétueuse sur une pente de plus de quarante degrés, et emporte la maison dans laquelle dormaient paisiblement neuf habitants.

Les gens du village accourent au bord de la lave et appellent par leurs noms leurs malheureux voisins. Un gémissement, une voix de femme, répond à leur appel. Malgré l'obscurité profonde, les courageux sauveteurs s'aventurent sur la boue visqueuse qui s'est ralentie, mais qui coule encore, et ils trouvent côte à côte, à moitié enfouis dans la lave, le père et la mère, La pauvre femme qui avait répondu à l'appel était morte ; ses entrailles projetées au dehors couvraient son mari évanoui.

A force de soins on le rappela à la vie, mais aussi à la douleur. Quant aux sept enfants, nulle trace. Il fallut trois jours de recherches pénibles pour retrouver, à travers la boue et les blocs, leurs corps mutilés.

La région du Villard, en face des Méans, est celle qui souffre le plus actuellement de tout le plateau des Puys, parce qu'elle est au voisinage du Réallon et de ses désastreux affluents le Reyssas et la Clusse, et aussi parce qu'elle se trouve à l'entrée du golfe de Réallon où le glacier quaternaire de la Durance a le plus accumulé de matériaux morainiques formés surtout des grès grossiers du flysch, mal agglutinés par des sables incohérents ou par des argiles visqueuses⁴.

Aux environs du Villard abondent aussi les sources dont les eaux sont accrues par d'abondants canaux d'arrosage. Toutes ces eaux mal canalisées, s'échappent et circulent librement sur les pentes et sur les petites terrasses qu'elles transforment en marais, s'insinuent dans le sous-sol qu'elles ramollissent et entraînent. C'est ainsi que le travail des torrents est incessamment aidé par chaque goutte d'eau du plateau.

⁴ Dans l'inventaire des archives par M. P. Guillaume, nous lisons : Enquête du 28 février 1789 : « Le hameau du Villard est plus particulièrement sujet à couler parce qu'il est attiré par le torrent de Reissas, vulgairement appelé le torrent de Réallon, qui passe sous ce hameau ».

Aussi, du lit du Réallon aux escarpements de Mont-Guillaume, le territoire présente une série de longs talus arides, de 100 à 150 mètres et plus de hauteur, séparés par des terrasses instables qui basculent en tous sens. Ce sont les traces manifestes d'anciens affaissements.

L'œuvre de destruction très active aujourd'hui, date donc déjà de loin. Des traditions locales très vivantes, rapportent en effet que le village du Villard a été emporté il y a 200 ans environ.

Il ne serait resté de cet ancien village que la maison Taillet qui était la première à l'arrivée du côté d'Embrun et qui est aujourd'hui la dernière, les habitants ayant rebâti de nouvelles demeures sur une croupe de moraine latérale. Et de fait la maison Taillet est au bord du talus d'arrachement au bas duquel est le marais du Sagnas.

L'administration forestière s'est préoccupée des moyens d'enrayer les coulées de terrains. Heureusement inspirée par la sagace compétence d'un de ses agents, elle a édifié, sous le Villard, un barrage colossal, d'une savante construction, en travers du Réallon.

Ce barrage¹, en excellente maçonnerie, est un mur de 114 mètres de longueur, fortement encastré dans les berges. Il a 13 mètres de hauteur à la cuvette, y compris 6 mètres de fondations. Son épaisseur, à la base, est de 5 mètres, et de 2^m 80 au couronnement. A diverses hauteurs, sont cinq pertuis de 1,25 sur 3 avec grillage en madriers. Ces pertuis, tout en permettant aux eaux de s'échapper, retiennent les graviers et provoquent l'atterrissement.

Ce barrage aura le double avantage d'élever le lit du torrent, de lui faire rectifier sa pente jusque sous Réallon et d'étayer les berges du Villard et de Chérines. D'autre part, il sera une sauvegarde efficace pour le bourg de Savines.

¹ Le barrage repose sur une voûte surbaissée de 20 mètres d'ouverture et 2 mètres de flèche. Cette disposition nouvelle a été adoptée pour rendre inoffensifs les affaissements que pourraient produire les affouillements des eaux claires.

En effet, le cône de déjection édifié en face de Savines par le Réallon, est, par le volume de ses matériaux, une digue qui refoule de jour en jour la Durance et l'oblige à élargir son lit en affouillant la terrasse qui porte Savines. Les gros matériaux et les laves retenus par le barrage, c'est l'extinction du terrible torrent, c'est le salut pour le bourg menacé.

Touffefois, malgré son importance, ce grand barrage ne fut pas suffisant pour rassurer les habitants du Villard sur l'avenir de leurs champs et de leurs demeures. Par leurs démarches, leurs doléances réitérées, et surtout par l'active impulsion de M. Combes, maire de la commune, ils ont obtenu soit de l'État, soit du Conseil général, une somme de 6.000 francs pour le drainage de leurs marais. Le plus grand de ces marais, le Sagnas, avait une longueur de 79 mètres, une largeur de 40 mètres avec une profondeur maximum aux hautes eaux, de 3 mètres.

La tranchée des limons d'un marais est chose assez rare et d'ailleurs fort intéressante au point de vue de la faune et de la flore anciennes et même de la préhistoire. Il nous parut donc utile de nous préoccuper des trouvailles possibles et de leur étude.

Ayant obtenu, de la bienveillance de l'administration forestière, la surveillance des travaux de drainage, nous avons renoncé à une campagne d'études sur le bassin de la Durance, pour pouvoir suivre les fouilles pratiquées dans ces argiles anciennes.

D'abord, nous avons eu à exercer notre patience dans la surveillance de la confection d'une rigole d'écoulement pavée de plus de 500 mètres de longueur. Le vidage du petit lac s'effectua ensuite d'une manière très prosaïque par une petite rigole provisoire de 20 centimètres de largeur.

La grande tranchée enfin commencée présentait, dans sa profondeur de 6^m 55, un lit de 3 mètres de limons portant sur l'argile glaciaire à blocs de tout volume.

Ces argiles bleuâtres et fétides de la surface se prolongeaient de 25 mètres sur la pente aval du marais,

preuve que le lac avait subi une série d'oscillations et que lui-même peut-être était le résultat d'une coulée.

Comme espèces végétales, nous n'avons trouvé, ni troncs de mélèzes, ni autres essences, mais seulement les deux sortes de roseaux ¹ qui couvrent aujourd'hui tout le marais.

Les débris de la faune sont : une *molaire* de bœuf n'ayant d'autre caractère d'antiquité que sa teinte noirâtre et sa grande densité produites par un long séjour dans la vase.

Nous y avons recueilli la faunule malacologique suivante :

Helix pomatia, L. — *Unifasciata*, Poir. — *Nitidula*, Dr. — *radiatula*, Ald. — *Pulchella*, Drap. — *Costata*, Mull. *pygmea* Drap.

Zua lubrica, Dup.

Pupa bigranata, Rossm. — *P. pygmea*, Drap.

Achatina acicula, Lam. — *Succinea arenaria*, Bouch. — *Succinea Pfeifferi*, Rossm. — *Limnea marginata*, Mich. et *Pisidium pulchellum*, Jen.

A part l'*Helix unifasciata* qui y est très abondant, toutes les autres espèces y sont rares.

Cette faunule de 14 espèces est aussi pauvre que la faune locale actuelle qui lui est absolument identique. Il n'y manque que le *pupa variabilis* et le *bulinus detritus* que nous n'avons pas rencontrés dans les argiles du marais bien qu'ils vivent dans son voisinage.

Quelle différence avec les riches faunules quaternaires des Serignes et de la Freyssinouse² !

Elle est pour nous la preuve incontestable que le marais du Sagnas est très récent et que les traditions du pays ne sont pas exagérées.

Nous avouons que ce résultat de nos recherches ne nous a pas laissés sans regrets. Sans doute, c'est une constata-

¹ *Fragmites communis*. Tr., et *typha latifolia*, L.

² Congrès de Besançon de 1893.

tion, mais elle nous console peu de la perte des jours que nous avons réservés à nos vieilles études.

Et cependant il n'a pas été sans intérêt pour nous, à vivre pour la première fois dans un chantier d'ouvriers et surtout dans une région que nous avons peu parcourue.

POPULATION DES PUY, LEURS HABITATIONS, LEURS CULTURES ET LEURS MŒURS.

Tous les hameaux et les fermes isolées des Puy sont pittoresquement situés sur des éminences, sur des terrasses ou sur des pentes ensoleillées ; de tous, on jouit d'une vue superbe sur la vallée de la Durance, comme sur les bois de Boscodon et sur les montagnes de l'Embrunais et des Basses-Alpes.

Dans nombre d'excursion que nous avons faites dans les Alpes nous avons toujours constaté avec quel soin remarquable avait été fait le choix des emplacements des hameaux et surtout des fermes et des forêts de montagne. Nos aïeux, nous nous plaisons à le constater, avaient un sentiment exquis de l'esthétique. La recherche du beau et de l'agréable les a également guidés dans la construction et l'agencement des maisons. Presque toutes ont un double perron comprenant un balcon avec auvent du toit formant ainsi, devant la porte, un belvédère ou un cagnard ensoleillé.

Ces avancées des toits rappellent plus ici la recherche du bien-être, de l'agréable que de l'utile, tandis qu'au

Queyras et dans les hautes vallées de l'Ubaye ou de la Durance, des toits exubérants protègent de vastes galeries pour la dessication des récoltes pendant les automnes humides ou précoces.

Ces coquettes maisons des Puys, bien exposées, bien bâties, bien aménagées, annoncent cependant, par leur état fréquent de décrépitude, une aisance disparue. Beaucoup même de maisons tombent en ruines ou sont abandonnées. Hélas ! il en est ainsi dans la plupart des villages de nos Alpes !

Il nous tardait de connaître les descendants des hommes de goût qui avaient édifié ces demeures si bien exposées à travers la campagne. Mais il n'est pas toujours facile de se mettre en contact avec une population. Ainsi pendant les premières semaines que je passai au Puy, le village me parut désert. Les silhouettes que de loin je voyais aux portes et aux fenêtres, disparaissaient à mon approche.

Un lundi, à mon retour, les hommes me saluèrent, les femmes elles-mêmes ne quittaient ni la porte, ni la rue à mon approche, et répondaient d'une manière empressée à mes paroles. Comme j'exprimais mon étonnement de cette sauvagerie et de ce changement d'allures de la population, la brave femme, qui s'était chargée de m'berger, m'en donna la raison. Elle me remit ainsi en mémoire de vagues et vieux souvenirs d'enfance. Ces habitudes de sauvagerie des habitants des villages isolés sont le fait de l'éducation plutôt que de l'instinct. Les parents prêchent à leurs enfants, par leurs recommandations, comme par leur exemple, la défiance envers les passants et les étrangers. Ces sentiments de défiance sont sans doute considérés comme ridicules et déplorables par les voyageurs ; qu'ils ne se plaignent pas trop. Ils paient les indécitesses qu'ont pu commettre ceux qui les ont précédés.

Sans doute il y a peu de contrées dont les habitants soient purs de tout mélange, et aux Puys comme partout ailleurs, les types ethniques ne manquent pas. Et cependant, en examinant la population des villages, je fus surpris

de constater qu'une des formes de visage plus fréquemment rencontrée m'était familière : elle caractérise les populations des bords avals de la Durance, Remollon, Valserrès, Tallard et jusqu'à Mison. C'est un type brachycéphale accusé, avec inflexion en arrière de la courbure du front à partir des arcades ; les cheveux noirs ou d'un blond sombre, les yeux marrons, le nez comprimé et peu saillant à sa naissance, la région malaire large et en saillie, la taille moyenne ou peu élevée. Ces ressemblances des populations riveraines de la Durance sont surtout très accusées chez les femmes.

Il nous paraît naturel d'admettre que les bords de la Durance ont été colonisés de proche en proche par un même peuple ainsi que semblent le faire croire les caractères ethniques communs que nous avons signalés. On trouve d'ailleurs dans ces diverses populations des aptitudes, des goûts, des habitudes et jusqu'à des procédés similaires.

De temps immémorial ils ont cultivé la vigne, et fiers de leur vin clair et fort agréable d'ailleurs, ils se préoccupaient peu du laitage et de ses divers succédanés.

Le surplus de leurs autres travaux de culture et d'élevage se bornait au strict nécessaire ; quelques troupeaux pour avoir de la laine, des chevaux ou des mulets pour les transports et la culture du blé et de quelques prairies.

Dans ces conditions l'invasion du phylloxéra a été désastreuse, car, pour des terrains aussi pentueux et aussi ravinés que les talus qui dégringolent vers la Durance ou le Réallon, la reconstitution des vignobles est difficile. Aussi la lande stérile ou la ronce épineuse prend peu à peu la place des vignes.

Il reste le vaste territoire du plateau, trop étendu même pour la population. Mais les habitants, fidèles à leurs antiques habitudes, s'obstinent à la culture ruineuse du blé et à l'emploi exclusif du cheval, au lieu de faire des prairies et de pratiquer l'élevage comme leurs voisins des Rousses et des Méans.

La chose n'est presque pas croyable, il n'y a qu'une

vache au Villard et toute la commune du Puy-Saint-Eusèbe n'en compte que quatre¹.

Aussi le pays se dépeuple. Les deux Puys avaient en 1810 une population de 619 habitants qui se trouve réduite, d'après le recensement de 1896, à 471, soit une diminution de 22 pour cent en moins d'un siècle.

D'après les dires de ces braves gens, il est vrai, le pays serait peu favorable à l'espèce bovine, car les vaches y deviennent roides. Si le fait est vrai, il est peu surprenant par suite du nombre de petits marais qui coupent le territoire et qu'il serait si facile de faire disparaître, et surtout parce que le sol est constitué par des éléments glaciaires peu variés provenant presque uniquement de la trituration des grès siliceux du flysch. Quelques simples notions d'hygiène rurale et des engrais, auraient vite raison de ces inconvénients.

Il n'est donc pas étonnant qu'avec le vaste territoire, bien exposé au soleil, la vie y devienne difficile. Nous y avons entendu bien des plaintes et vu bien des misères.

Nous en sommes convaincu, il y aurait plus de bien être aux Puys si on convertissait plus de champs en prairies naturelles ou artificielles. Avec du gros bétails on aurait moins de peine et plus d'engrais, et la vente des élèves et des produits du laitage augmenterait sensiblement les ressources des familles, en attendant que les patriotiques recherches d'initiateurs dévoués au bien public, et du Conseil général, aient créé dans nos Alpes, des industries pratiques et rémunératrices.

Gap, le 17 novembre 1896.

¹ L'enquête de 1789 établit que Puy-Sanières possédait 30 paires de bœufs, 8 juments, 30 bourriques, et que Puy-St-Eusèbe avait 100 bœufs ou bêtes de charge.

NOUVELLE GAPENÇAISE

UNE PROMENADE

AUX ENVIRONS DE GAP

PAR M. E. SIBOUR.

Par un beau matin de ce printemps dernier, après une nuit d'insomnie, je quittais mon logis dans l'intention de faire une grande et bonne promenade. J'éprouvais le besoin de retremper un peu mon énergie dans un bain de ce soleil de mai, si délicieux, si vivifiant.

Ce n'était point pourtant une course de très longue haleine, une de ces rudes excursions, à travers monts et vallées, que parfois j'entreprends encore avec quelque vieux camarade, mais, simplement une sortie solitaire, apéritive, de quelques heures, que je voulais effectuer aux alentours si riants de notre chère et vieille cité. Car, malgré les assertions de certains détracteurs ignorants ou malveillants, le bassin gapençais est loin d'être dépourvu de charmes rustiques, d'agréments pittoresques. Il en foisonne au contraire, durant toute la bonne saison, depuis quelques années surtout qu'il est rafraîchi, embelli et fécondé par le canal du Drac, ce grand-œuvre qui a causé la ruine de son auteur. Toutes ses pentes et ses vallons, tous ses gradins et ses mamelons, au-dessous de son périmètre, sont maintenant couverts de prairies luxuriantes ; tous les bords de ses ruisseaux, de ses sentiers, sont émaillés de fleurs, d'où s'exhalent des senteurs énivrantes. De tous côtés l'eau circule en mille

petits canaux, semblables à de minces filets d'argent, se glisse en serpentant ou se précipite en d'innombrables et mignonnes cascades ; partout elle babille, clapote et murmure, à travers champs et sur le bord des chemins. Dans toute la vallée, ce n'est plus qu'une série ininterrompue de tableaux variés qui charment la vue ; c'est une symphonie continuelle, un bruissement général des eaux dans tous les tons qui enchante l'oreille et réjouit le cœur.

Je sortais donc, bercé du doux espoir de goûter tous ces charmes réunis, complété par la bonne paix des champs ; bien décidé à repousser le spleen, cette humeur noire qui nous envahit à mesure que les ans et les soucis pèsent davantage sur notre tête. Mais, comme l'a dit plus d'un poète philosophe, on a beau chasser l'ennui, partout il vous poursuit, le cavalier même ne peut l'éviter, il monte en croupe et galope avec lui. D'ailleurs, bien souvent, n'est-ce pas précisément au milieu des amusements, des distractions recherchées, qu'un incident fortuit, une rencontre imprévue vient ramener notre esprit aux pensées graves et, sombres, et nous rejeter dans une profonde mélancolie, surtout quand nous y sommes enclin par notre caractère ! C'est bien ce qui me survint dans cette mémorable matinée, au milieu même de mon agréable promenade.

Presque jovial à l'apparition des premiers rayons de soleil, satisfait de humer l'air frais et parfumé du matin, je m'acheminai à pas lents, pour mieux en jouir, le long de cette superbe avenue de Veynes qui débouche sur notre principal boulevard. C'est qu'elle est vraiment belle et ravissante cette grande route où les plus beaux points de vue changent à chaque pas, d'où l'on découvre tout le vaste bassin de Gap, à mesure que l'on s'élève presque insensiblement. Tandis que les deux grandes voies du fond de la vallée, comme d'ailleurs toutes celles en plaine, sont monotones, languissantes et ennuyeuses par leur uniformité, par la régularité de leurs lignes droites, celle-ci est attrayante et distractive par ses détours et ses contours, ses légers creux et ses douces pentes. Loin

d'être comme les autres, poudreuse ou boueuse suivant la saison, elle est toujours propre et nette, unie comme un parquet de dalles fraîchement nettoyé ; c'est qu'elle est constamment ensoleillée et bien exposée aux brises alpestres, à cause de son altitude, et qu'elle est aussitôt desséchée qu'humectée par la pluie. Aussi, en ai-je fait depuis lors, comme beaucoup d'autres amateurs de la belle nature, ma promenade favorite presque quotidienne.

Dès son début, à la sortie de la ville, on monte en cotoyant le flanc méridional de Puy-Maure, et l'on se trouve bientôt au premier contour en présence d'un tableau saisissant. On a devant soi, rassemblée au fond d'une immense cuvette, la ville de Gap toute entière, vaste amas de murailles blanchâtres, de toits gris et rougeâtres, tournés en tous sens, surmontés d'une multitude de cheminées bizarres qui la font ressembler à un énorme échiquier, d'où ressortent par leur frais badigeon les principaux édifices récemment construits. Car il est complètement dépourvu d'anciens monuments, notre pauvre chef-lieu !!! Au centre, s'élève majestueuse notre nouvelle cathédrale inachevée, ou plutôt privée encore d'un clocher, ce plus bel ornement d'une église, visible à distance. A l'Ouest et au Nord, ce sont deux superbes couvents d'une architecture grandiose, la coquette école normale des filles, le splendide lycée et nos trois vastes et belles casernes qui lui font une magnifique bordure ; à l'Est on distingue la petite église des Cordeliers, adossée à un couvent, avec son récent clocher octogone, blanc comme de l'albâtre, recouvert d'une élégante flèche noirâtre en ardoises ; plus loin, c'est notre modeste gare avec sa ligne unique qui traverse la plaine et fuit vers le Piémont.

Un peu au-dessus de cet horizon, sur le versant de la côte de Manse, on aperçoit le gentil village de Romette, qui, nonchalemment étendu, semble se chauffer au soleil, comme un immense lézard assoupi. Puis, tout autour ce sont les faibles et premiers contreforts de nos grandes Alpes, les collines de Puy-Maure et de St-Mens, de la

Rochette et de Ste-Marguerite qui l'enserrent comme au fond d'un vaste entonnoir. A cet aspect si bizarre et pourtant si gracieux de ma ville natale, illuminée par les premiers feux du jour, je restais quelques instants immobile à l'admirer ; mais, en abaissant mon regard à droite, je fus un peu désenchanté. J'avais presque à mes pieds le séjour du malheur et de la souffrance, l'hôpital, voisin de l'asile du grand repos, le champ des morts, qui me rappellèrent soudain aux tristesses du présent et à l'insondable mystère de l'au-delà.

Voulant éviter tout sujet de mélancolie et n'accorder ce jour là mon attention qu'aux choses agréables et riantes, je détournais les yeux et portant mon regard plus loin vers le Sud, je me pris à contempler les détails du beau paysage que présente la vallée, ses nombreuses et profondes ondulations inondées les unes d'une rose traînée de lumière, les autres plongées encore dans l'ombre. Alors, accélérant un peu le pas, pour m'éloigner de cet endroit qui venait de mêler une note discordante à l'enchantement de mes idées et vers lequel mon regard revenait malgré moi, j'étais bientôt sur le beau pont établi au-dessus de la voie ferrée. Penché sur sa balustrade, je jouissais un instant d'un coup d'œil fort curieux, presque effrayant. J'assistais au passage simultané de deux trains, dont l'un descendant à toute vitesse la pente excessive en cet endroit, s'engouffrait et fuyait sous mes pieds rapide comme l'éclair ; tandis que l'autre montait lentement, péniblement, poussé et remorqué par deux locomotives haletantes, soufflant et ronflant, lançant à droite et à gauche deux jets stridents de vapeur et poussant en l'air par bouffées saccadées de grands flocons de fumée qui leur faisaient à chacune un magnifique panache. Fasciné, hypnotisé pour ainsi dire par le sifflement des machines et le roulement des wagons après leur passage, les rails de la voie m'apparaissaient, au fond de cette énorme tranchée, comme de longs serpents noirs se déroulant sur un lit grisâtre de gravier.

Tout-à-coup, à peine a-t-on fait quelques pas, qu'à un

détour de la nouvelle route, à la jonction de l'ancienne, le paysage change de ton et d'aspect. Le tableau est bien plus restreint mais non moins attrayant. C'est un site ravissant par sa simplicité, un joli petit coin comme les aiment les peintres et les poètes. On se croirait à dix lieues de la ville, dans quelque endroit retiré dans la montagne, tant il est rustique et pittoresque. On a sous les yeux la belle chute d'eau du Turrelet qui se précipite en grondant doucement sous un petit pont de la nouvelle route et qui s'enfuit vers la plaine en glissant sur son lit de schiste noirâtre qu'il ne cesse de creuser et de polir depuis des siècles. Il est vraiment charmant ce petit torrent qui descend de Charance et que l'on côtoie quelque temps en suivant l'ancienne voie. Laissant de côté son petit air farouche, il devient en amont un gracieux ruisseau. Son onde assez abondante, pure et claire comme du cristal, coule plus paisiblement tout en se heurtant à de grands blocs erratiques intercalés dans son lit, au fond d'un petit ravin dont les bords tapissés d'un fin gazon et complantés au hasard de vieux troncs de peupliers tout nouveaux et tordus, sont admirables de verdure et de fraîcheur. Il se change parfois, comme ce matin là, en un délicieux tableau de genre, rempli d'animation, quand de jeunes et gentilles ménagères gapençaises, lavandières improvisées, viennent y laver leur linge et le faire sécher sur ses rives, en mêlant leur chant et leur babil à l'incessant murmure de ses mélodieuses cascates. La pente du vieux chemin est plus raide, il est vrai, mais l'agrément qu'on y goûte compense bien la fatigue et fait un peu diversion ; d'ailleurs, l'on ne tarde pas à atteindre le petit col de Chabanas, d'où l'on jouit d'un spectacle réellement féérique.

Tout en montant, l'horizon s'est splendidement élargi, on se trouve au sein d'un cirque immense d'où surgit presque au milieu le monticule de Puy-Maure semblable à une monstrueuse taupinière. Dans le fond on aperçoit encore quelques toitures de la ville ; tout autour à une distance de plusieurs lieues s'élèvent, comme une gigantesque et formidable ceinture de murailles, les montagnes

de Céüse, de Charance, la grande chaîne du Champsaur dominée par le pic presque toujours blanc de neige du vieux Chaillol, et par quelques grandes crêtes du Valgaudemar, l'Olan et le Sirac, celles de La Bâtie et de Chorges, toutes crénelées, déchiquetées et dentelées, enfin celles de l'Embrunais et du Queyras légèrement estompées dans le lointain. Puis, ce sont, à droite, les nombreuses collines des Basses-Alpes, groupées et entassées les unes contre les autres, pêle-mêle, absolument comme un troupeau de moutons gigantesques, dominant celles plus rapprochées des bords de la Durance, dont on aperçoit, dans un petit tournant, les sables miroiter au soleil, au point d'intersection du massif de Céüse. C'est le panorama le plus étendu, le plus imposant que l'on rencontre dans les Alpes; il n'en est qu'un, qui l'emporte sur lui, à mon avis, celui que l'on admire aux environs de Grenoble. Aussi, devant ce paysage sublime, si plein de grandeur et de magnificence, je demeurais de nouveau quelques instants en extase, confondu d'étonnement en pensant que je n'y avais jamais prêté qu'une légère attention. Je quittais ce superbe belvédère, les yeux éblouis, l'âme enchantée, et je reprenais ma promenade à travers le beau plateau de Charance, que la route borde à partir de ce point jusqu'au torrent de Mallecombe, qui lui sert de lisière à l'ouest.

De loin en loin je m'arrêtais pour contempler ce beau terroir, le plus fécond, le plus riche du bassin gapençais, tout parsemé de villas et de métairies, de belles prairies et de grands arbres; et, je me disais, en voyant sa position si favorable à tous les points de vue, qu'on eut mieux fait de le choisir jadis comme emplacement de notre chef-lieu.

En passant devant la petite villa du Séminaire, ce castel en miniature, flanqué de ses deux tourelles en forme de poivrières, presque au bord du chemin, je ne pus m'empêcher de la saluer. Mes souvenirs d'enfance me revenaient en foule. Je me rappelais cette époque déjà lointaine, où tout petit élève de la maîtrise, je venais en promenade le jeudi, jouer aux barres avec mes condisciples, à l'ombre de

son allée de jeunes marronniers. Je ne m'occupais guère alors à contempler les beautés de la nature, à m'extasier devant la magnificence des Alpes ; je ne pensais qu'à gambader, qu'à m'ébaudir. Tant il est vrai, que dans l'insouciance du jeune âge, on n'a nullement la compréhension de l'existence, et, que la perception des grandes et belles choses nous fait défaut. Complètement inconscient, on en jouit sans s'en apercevoir, sans s'en émouvoir ; tandis qu'au déclin de ses jours, on y prête attention, on les savoure, on les apprécie à leur valeur. C'est que nous sentons et pensons que nous allons être bientôt privés de leur vue pour toujours. Il était sans doute sous l'empire de cette pensée mélancolique, le grand peintre sentimental, le fameux Nicolas Poussin, lorsque, sur la fin de sa belle et noble existence, il écrivait de Rome, à un de ses amis à Paris, cette lettre qu'il terminait en disant : « C'est quand on commence à bien comprendre la vie, et à bien la mettre en pratique, qu'il nous faut la quitter ».

Je me remémorais avec un certain délice mêlé d'un peu d'amertume cette belle missive de notre Raphaël français quand, en me retournant, la vue de la superbe Villa métairie consacrée par son généreux donateur à une Œuvre essentiellement philanthropique vint changer l'ordre de mes idées. J'avais, en effet, derrière moi cette magnifique propriété rurale et d'agrément, que, dans son malheur, après la perte de ses deux enfants, l'un de nos plus dignes concitoyens, M. Œuf, se voyant privé de progéniture, avait transformé avant sa mort en un établissement agricole, exploité à leur profit, par douze à quinze orphelins du département.

J'étais heureux en ce moment de constater, qu'au milieu de l'avidité, de la cupidité de notre société, malgré le grand égoïsme qui caractérise notre époque, il est encore des esprits nobles et religieux, quelques cœurs généreux, qui touchés par l'infortune de leurs semblables, cherchent te réussissent à atténuer leurs maux et leur misère. Ah ! puisse un si bel exemple d'humanité, de véritable fraternité, être souvent imité ! !

Je continuais alors à poursuivre mon chemin, bien résolu à n'effectuer mon retour que pour l'heure du déjeuner.

J'arrivais presque sans m'en apercevoir à l'entrée du pont jeté sur ce torrent de Mallecombe dont le nom et les ravages expliquent et justifient bien l'effroi qu'il cause à ses riverains. Là, me détournant à gauche dans un petit sentier, ainsi que je me l'étais promis, je me disposais à faire une halte un peu plus longue. Ce n'est pas que j'eusse besoin de me reposer, mais je désirais saluer patriotiquement et visiter bien amicalement cette modeste habitation du Pornel qui se trouve au bord du torrent entre les deux ponts de la nouvelle et de la vieille route. Car, c'est dans ce petit coin de terre que s'écoula, moitié naïve, moitié sérieuse, l'enfance d'un charmant auteur gapençais, Augustine Depêtre, qui sous le pseudonyme d'Augustin Lion, le nom de son mari, a publié naguère plusieurs ouvrages de bon aloi. On ne saurait trop les louer et les recommander ces romans, d'une délicatesse exquise de sentiments, dont malheureusement on est peu porté de nos jours à rechercher la lecture : son *Castélou*, si plein d'amour de la nature, sa *Suzanne Aubriès*, animé d'un vif amour fraternel, sa *Gapiane*, brûlant d'un pur amour d'épouse, et son *Jean Depéret*, débordant d'amour filial. J'examinais successivement et pieusement tous ces alentours qu'elle avait si souvent parcourus, et qu'elle a si bien décrits ; cette petite prairie devant la maison toujours la même, ce jardinet et ce petit bosquet par côté dont-il ne reste que quelques vestiges, et sa chère et vieille demeure rustique devenue maintenant une ferme vulgaire.

Après avoir jeté un regard attendri sur tous ces coins et ces objets pleins de son souvenir, après avoir levé les yeux, une dernière fois vers ce bois taillis de chênes du côté des Estrégnous, où, pleine de poésie, elle montait quelquefois en compagnie de son vénérable grand-père et de son amicale chèvre pour assister au lever de l'aurore, je m'éloignais, le cœur agité d'une indicible émotion. Et

au lieu de revenir par la même route, pour conserver plus longtemps cette délicieuse impression, voulant en même temps varier ma promenade, je changeais de direction.

Je descendais le long de ce torrent, si terrible et impétueux parfois, dans ce moment presque à sec, marchant, tantôt dans son lit encombré d'un énorme cailloutis de calcaire, tantôt suivant ses bords désolés, complantés de vieux arbres tout rabougris, entremelés de broussailles lui servant de barrières. J'avançais lentement durant près de trois quarts d'heure, à travers tous ces obstacles déversés par les orages, au milieu d'une sauvage et triste nature, dont l'aspect faisait un violent contraste avec les paysages si riants qui venaient de me charmer. Je rencontrais enfin le chemin des Sagnières que je me proposais de suivre pour effectuer mon retour.

Et, cette fois, pour reprendre un peu haleine et laisser passer la sueur qui perlait sur mon front, je me décidais à faire une nouvelle station, à l'ombre d'une belle haie d'aubépines et d'églantiers, en fleurs, clôturant une villa et une métairie : quand, soudain, au débouché d'un chemin qui leur sert d'avenue, je me trouvais en face d'un étrange spectacle. J'avais devant moi une de ces grandes et splendides voitures, une de ces monumentales diligences à quatre compartiments des anciennes messageries Aubert et Poulin qui ont transporté plusieurs générations de voyageurs avant l'arrivée du chemin de fer dans nos Alpes. Mais, en quel état, grand Dieu !! Privée de toutes ses roues et de son timon, de ses vasistas et de ses portières, toute délabrée et dépenaillée à l'intérieur, ses coussins souillés d'ordures, assise sur son séant comme une vieille mendicante accroupie au seuil d'une chapelle, faisant pitié à voir. A l'extérieur pourtant, sauf quelques éraflures et bosselures, son vernis jaune était encore intact et luisant, et, les indications des principales villes de son parcours : *Gap, Turin, Marseille*, écrites en grandes lettres dorées, brillaient encore sur son pourtour, derniers reflets de sa grandeur déchue, avec l'inscription

fatidique au dessous : *Correspondance des chemins de fer P. L. M.* En ce moment, un train, descendant à toute vitesse, passait sur le magnifique viaduc de la Selle, à proximité de cet endroit, et, comme un bourreau sans pitié semblait me rappeler son arrêt de mort, et la narguer en siflant. Et je me disais : « ceci a tué cela, pour le remplacer. » Il est vrai, qu'il en est ainsi pour tout dans la nature !!! N'est-ce pas, en effet, une succession incessante, une substitution continuelle des êtres et des choses!!! — Oh ! quelle triste impression j'éprouvais en ce moment !! Quelles pénibles réflexions cette carcasse de voiture me suggérait !!!

Je tirais un carnet de ma poche, et je m'apprêtais à m'asseoir à son ombre pour les consigner, tout en cherchant à me rendre compte comment elle était venue s'échouer là. J'en avais déjà fait plusieurs fois le tour, examinant toutes ses blessures pour bien me pénétrer de son infortune ; et, je venais de constater qu'elle devait servir la nuit de niche aux chiens de garde de la ferme, à deux molosses, qui, dans une promenade ultérieure, ont failli me dévorer ; quand, ô miraculeuse trouvaille ! ô surprise incroyable ! je découvrais, écrite au crayon, sous le marchepied en auvent du postillon, la petite pièce de vers que voici :

A M^{elles} X..., Y..., Z...

Safut ! vieille voiture !
 Tes beaux jours sont passés.
 Ici-bas, rien ne dure,
 Quand l'heure a dit : assez.

Jadis, fraîche et jolie,
 Tu roulais fièrement ;
 Au rancart, avilie,
 On t'a mise à présent.

Longtemps tu fus utile
Et chère aux voyageurs ;
Tout est vain et fragile,
Vieilli on perd les faveurs.

Aux bons et longs services,
Au mérite élevé,
Le dernier des supplices
Est souvent réservé.

Tes flancs, si beaux naguère,
D'ornements dépouillés,
Servent de vil repaire,
Par les chiens sont souillés.

A quelle servitude
Te soumet le Destin !!
Oh ! quelle ingratitude !!
Et quelle affreuse fin !!

Devant tant de disgrâce,
De tristesse on est pris ;
On comprend que tout passe,
Que tout tombe en débris.

Mais, bien*que nul n'envie
Ton sort pénible à voir ;
Gloire ! à qui dans sa vie,
A rempli son devoir.

*
*

Ainsi, Mesdemoiselles,
Bientôt nous passerons ;
Songez-y, les plus belles
Deviennent laiderons.

Profitez du bel âge,
La saison des amours,
A dit plus d'un vrai sage,
Ne dure pas toujours.

Car, à tout, la jeunesse
Trouve et met de l'attrait,
Tandis que la vieillesse,
Plus rien ne la distrait.

Beau, fringant, plein de charmes,
Jeune on rit, on s'ébat;
Vieux, usé, plein de larmes;
Mourant on se débat.

*
**

Oui! chère diligence !
Comme toi l'Être humain
Passe son existence,
Fait beaucoup de chemin.

Mais, en vain il s'agite,
Ivre d'ambition ;
Il est réduit bien vite
A ta condition.

A cet état qui navre
Qu'on appelle la Mort ;
Son corps devient cadavre,
Subit ton triste sort.

Par force, devant elle
Nous nous courbons, flétris ;
Son dur sceptre nivelle
Les grands et les petits.

Un vieux rêveur de l'École buissonnière en passant.

24 mai 1896.

Après la lecture de ces quelques stances empreintes d'une mélancolie presque macabre, mitigée par un grain de gaieté gauloise, je demeurais quelque temps morne et pensif. J'éprouvais un moment l'illusion d'en être moi-même l'auteur, et, j'étais sur le point de les signer, tant je m'étais identifié aux sentiments de pitié naturellement exprimés qui les caractérisent. — N'est-ce pas, d'ailleurs, l'effet que nous produit souvent la lecture d'un ouvrage très intéressant, d'une poésie attachante qui fait battre plus vite notre cœur !! On arrive à croire, à se dire qu'on en eut fait autant, à s'imaginer que l'écrivain n'est qu'un plagiaire de notre idéal, où tout au moins un devin de notre pensée, de notre sentiment intime. Mais, on est bien vite rappelé à soi par la réalité, comme je le fus en relisant de mes propres yeux cette élégie que je m'empressais de relever. Je constatais, en effet, que j'avais eu absolument les mêmes idées, j'avais éprouvé les mêmes impressions qu'un autre à la vue de cette vieille et belle diligence abandonnée à toutes les ignominies. Puis, faisant un effort pour repousser le spleen qui revenait à la charge, je me mettais en route, non sans me retourner plusieurs fois pour dire un dernier adieu à cette épave de nos anciennes messageries.

Je reprenais ce sentier si poétique des Sagnières, qui, de même que tous les vieux chemins vicinaux, s'en va tout tortueux en serpentant à travers la vallée, suivant tous les plis du terrain, bordé, tantôt par une haie d'aubépines

ou de pruneliars, tantôt par de petits tertres de pierrailles et de gazon où quelque gentil ruisselet.

Et tout en avançant d'un pas moins lent au milieu de cette splendide campagne, je me remettais peu à peu de l'émotion profonde qui m'avait agité. Distract tout d'abord, j'étais bientôt séduit et charmé par la musique mystérieuse du grand orchestre de la nature toute en jubilation. De tous côtés se produisaient d'agréables murmures, de doux susurements ; c'était dans la ramure, le bruissement des feuilles, le pétilllement de la sève sous l'écorce se confondant avec le bourdonnement des myriades d'insectes qui cherchaient, en voltigeant, leur pâture au sein des fleurs ; et, dans l'herbe des prairies, l'incessant trémolo des sauterelles se mêlant au cliquetis continuel des grillons.

Je prenais plaisir surtout à entendre le gentil gazouillis des petits oiseaux. Je m'arrêtais de temps en temps pour les voir se poursuivre et se becqueter dans les buissons, pour contempler l'alouette s'élevant et s'abaissant par saccades dans l'air, en égrenant ses joyeux trilles ; tandis que les vigoureux coquericos des sultans emplumés alternaient d'une ferme à l'autre, et, que le chant de la faneuse en râtelant, répondait à celui du faucheur coupant les premiers sainfoins à peine déflouris.

Et, devant cette allégresse générale, en présence de ce témoignage unanime de satisfaction de l'existence, moi aussi, j'y reprenais goût, et je me disais, en cheminant : Ah ! qu'il fait bon parfois vivre encore !!

20 novembre 1896.

E. SIBOUR.

LA VIE

DE

M^{GR} ARBAUD¹⁾

Nous ne saurions passer sous silence le petit volume très intéressant que vient de publier M. le chanoine Zéphyrin Blanchard, membre fondateur et président honoraire de notre Société. Cet ouvrage, qui a pour titre *Vie de M^{sr} Arbaud, évêque de Gap*, est le fruit d'un travail long et consciencieux, poursuivi avec une méthodique sûreté, et même, on le sent, avec une véritable prédilection.

M. Blanchard, en effet, a connu et admiré M^{sr} Arbaud. Cet évêque, si éminent à tous égards, en qui s'était personifiée la restauration du siège de Gap, dut faire sur les jeunes séminaristes, parmi lesquels se trouvait alors M. Blanchard, une impression profonde — une de ces impressions qui, se produisant à un moment décisif de l'existence, demeurent ineffaçables.

Ce doit être un sensible plaisir, au soir de la vie, de s'enfermer de longs jours avec les souvenirs de sa jeunesse, d'évoquer les figures aimées et vénérées de ces temps lointains, d'en fixer les traits sous la forme durable du livre, et de transmettre ainsi aux générations qui viennent le modèle qu'on a soi-même imité.

Pourrait-on mieux employer une belle et verte vieillesse,

¹⁾ *Vie de M^{gr} Arbaud*, par le chanoine Z. Blanchard. — Gap, Imprimerie Richaud, 1896.

et ne risque-t-on pas, en pareille occurrence, d'être de moitié dans la mémoire que l'on fait revivre ? Il sera, désormais, bien difficile de séparer M^{re} Arbaud de son biographe.

Du reste, M. Blanchard ne dissimule pas le bonheur qu'il a éprouvé à écrire son livre. « Il m'a semblé, dit-il, que pour écrire ce qui a été si longtemps et constamment l'objet de ma légitime admiration, l'esprit et le cœur prennent un regain de jeunesse (p. 5.). »

Dans cet ouvrage, nous pouvons suivre sans fatigue la vie laborieuse et si bien remplie de François-Antoine Arbaud, premier évêque de Gap depuis la Révolution. M. Blanchard le prend à ses toutes premières années. Par quelques mots sobres mais expressifs, nous faisons connaissance avec la famille, composée du père et de la mère « recommandables par une constante charité envers les pauvres », et de huit enfants, dont le futur évêque était l'aîné et le *modèle*.

Nous assistons ensuite à l'éducation de cet enfant chez son oncle et au collège de Manosque, sa ville natale. Les succès de l'élève ne sont pas oubliés ; mais au premier plan se détachent les qualités et les vertus de l'adolescent : son amour du travail, sa retenue, sa modestie, son attention soutenue sur lui-même, le sévère emploi de son temps.

Le jeune Arbaud, un moment contrarié dans ses désirs, peut enfin suivre sa vocation. Il fait au séminaire d'Aix ses cours de philosophie et de théologie. Il y révèle de telles aptitudes, qu'il est nommé professeur de philosophie dans l'établissement même où, la veille, il était simple étudiant.

Son entrée dans les ordres se fit aux jours les plus troublés de la période révolutionnaire. Pendant assez longtemps, il dut vivre en Italie, suivant de près les événements qui se passaient en France et se faisant surtout remarquer par sa science théologique parmi les esprits subtils d'outre-mont.

Rentré en France au mois de juillet 1797, il se fixe à Manosque, où il exerce son ministère en cachette. En 1802, il est nommé curé de Villeneuve. Il reste sept ans à ce

poste, prodiguant son zèle et récoltant les plus beaux succès. Il est appelé ensuite au Grand-Séminaire de Digne, où, pendant quatorze ans (1809-1823), il pourra développer encore les merveilleuses ressources de sa dialectique et enseigner à d'autres ce qu'il avait si bien appris lui-même.

Mous remarquons ici que M. Blanchard n'a éprouvé aucune hâte à franchir ces années de modeste sacerdoce et d'enseignement pour arriver plus vite à la période éclatante de l'épiscopat. Utilisant tous les documents qu'il a pu connaître, puisant aux meilleurs renseignements, il a dit tout ce qu'il a su du simple prêtre et du professeur de théologie. C'est qu'à vrai dire, dans cette biographie où il a mis tout son cœur, l'auteur a voulu faire ressortir également le Chrétien, le Prêtre et l'Evêque, ou mieux encore, comme cela apparaît à plus d'un endroit, le Saint ! Voilà pourquoi, avant d'entrer dans le vif de la carrière épiscopale, il consacre tout un chapitre aux vertus les plus intérieures de M^{sr} Arbaud. Avec une pénétration de moraliste, M. Blanchard a considéré ces vertus comme la clef des trésors de science, d'activité et de prudence qui signaleront l'administration du pieux évêque. « Pour en parler avec ordre (des œuvres de M^{sr} Arbaud), j'ai cru devoir en exposer le principe que je trouve dans la sainteté de sa vie privée, comme le jardinier explique le brillant des fleurs et le parfum des fruits par le suc des racines » (p. 76). — Voilà pourquoi M. Blanchard ne craint pas de donner, en ses détails, le *Règlement* du prélat. Il dit notamment sur son habitude de la méditation : « Malgré les nombreuses et graves occupations qui l'attendaient, et, pour être plus dans le vrai, disons à cause de ses nombreuses et graves occupations, il était dans son oratoire comme Moïse sur la montagne ou devant l'arche d'alliance » (p. 79).

Voilà pourquoi encore M. Blanchard passe sous silence le côté tout extérieur de cette belle carrière épiscopale. A peine un détail, une allusion discrète aux devoirs de pure représentation. Cependant Mgr Arbaud, avec la grande distinction de son esprit et de son caractère, fit certainement figure dans le monde et rehaussa par ses

nobles manières la dignité de son siège. Mais son biographe, qui a été surtout préoccupé de l'œuvre vraiment apostolique, s'est contenté d'indiquer et de laisser deviner cet aspect pour ainsi dire profane de son héros.

D'importants chapitres sont consacrés à l'administration de Mgr Arbaud. M. Blanchard nous le montre également ferme et paternel, se faisant à la fois le surveillant et le défenseur de ses prêtres et s'acquittant de cette double charge avec délicatesse et dévouement. Sa sollicitude n'est pas moindre pour tout le diocèse en général. Il multiplie les visites et les instructions pastorales, il prend une part active aux luttes théologiques de son temps. Un chapitre traite de sa polémique contre les théories lamenaisiennes. « Sentinelle avancée des camps d'Israël, le premier il donne l'éveil à l'illustre épiscopat français » (p. 123). Enfin, Mgr Arbaud eut le bonheur et la gloire de fonder une œuvre durable : le couvent du St-Cœur de Marie. Telle fut, dans ses principaux linéaments, l'œuvre de cet évêque remarquable. Telle fut du moins son œuvre la plus apparente. Mais ce qu'il faut chercher encore dans l'ouvrage de M. Blanchard, c'est la page exquise dans sa fine discrétion et sa forte simplicité, qui traite des aumônes à la fois abondantes et cachées de cet homme vraiment apostolique. Charité inépuisable que ce seul trait suffirait à caractériser : Pour pouvoir donner davantage « il usait jusqu'à la « corde ses vêtements qu'il faisait retourner à l'envers « dès qu'ils étaient usés d'un côté » (p. 128).

Les derniers moments de Mgr Arbaud sont racontés d'une manière expressive et touchante. Cette maladie dont la cause est restée inconnue, sauf peut-être au seul malade, cette mort pressentie, enveloppée de mystère et auréolée de sainteté, amène tout naturellement sous la plume du biographe ces paroles émues : « Pour moi, j'ai été bien privilégié : séminariste, j'ai été admis à soigner Monseigneur pendant sa maladie et à prier près de lui dans la chapelle ardente, où était son cœur embaumé. Je suis l'heureux possesseur d'une mèche de ses cheveux

que j'avais coupée moi-même et d'un linge imbibé de son sang. Je les conserve comme de précieuses reliques ».

Je ne voudrais pas terminer cette trop courte analyse, sans dire quelques mots du style de l'ouvrage. L'auteur, avec cette bonhomie charmante qui le ferait reconnaître sous l'anonymat, demande grâce pour les imperfections de la forme. Sévérité excessive ! Ici comme dans toutes les œuvres mûries à loisir, la forme s'harmonise au fond. Pour louer cet évêque, aux qualités si éminentes et si solides, accomplissant fermement et sans fracas une tâche difficile et puisant dans la vie intérieure l'énergie nécessaire, il fallait une plume fine et discrète, habituée à raconter les faits de l'ordre spirituel, ne craignant pas le détail familial, et sachant pénétrer jusqu'au fond de l'âme le secret de toute une vie. Le style de M. Blanchard, avec sa lumineuse transparence, son dédain de toute rhétorique, son accent personnel, est une chose précieuse à notre époque tourmentée, fiévreuse, malade. En voyant cette inaltérable santé, cette franchise, cette droiture, cette fine douceur, on ne peut qu'aimer et admirer à la fois l'homme et l'écrivain.

BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages offerts à la Société sont numérotés).

90. — **Le vrai chemin d'Annibal à travers les Alpes**, par Louis Montlahuc.

91. — **La vie de Mgr. Arbaud**, par M. le chanoine Zéphyrin Blanchard.

LISTE DES PÉRIODIQUES

*reçus par la Société d'Études des Hautes-Alpes pendant
les mois d'octobre, novembre, au 5 décembre 1896.*

1^o PUBLICATIONS PÉRIODIQUES RÉGIONALES.

(Dauphiné-Provence).

- Gazette dauphinoise *Le Gratin*. — N^o 4.
 Le Clairon des Alpes. — N^o 40 du dimanche 4 octobre 1896 ;
 n^{os} 41, 42 et 43.
 Le Dauphiné. — N^o 1912 du dimanche 4 octobre 1896 ;
 n^{os} 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921.
 Bulletin de l'Académie delphinale. — 4^e série, tome 9, 1895.
 Annuaire n^o 21 de la Société des touristes du Dauphiné.
 — Année 1895.
 Bulletin de la Société départementale d'archéologie de la
 Drôme. — Année 1896, octobre, 119^e livraison.

2^o PÉRIODIQUES PUBLIÉS A PARIS.

- Le Magasin Pittoresque. — N^{os} du 1^{er} et 15 octobre, 1^{er} et
 15 novembre 1896.
 Le Journal des Cultivateurs. — N^o 40 du 8 octobre 1896,
 n^{os} 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48.
 Bulletin de la Société de topographie. — N^{os} 7, 8 et 9, 20^e
 année, juillet, août, septembre 1896.
 La feuille des jeunes naturalistes. — N^o 312, 313 et 314.
 Revue des travaux scientifiques. — Tome XVI, n^{os} 5, 6 et 7.
 Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques
 et scientifiques. — Année 1895, 3^e livraison.
 Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions et Belles-
 Lettres. — 4^e série, tome XXIV, bulletin de juillet-
 août 1896.
 Comptes-rendus du Congrès des Sociétés savantes de
 Paris et des départements, tenu à la Sorbonne en 1896.

3° PÉRIODIQUES PUBLIÉS EN PROVINCE ET AUX COLONIES.

- Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord. — Tome XXIII ; 5^e livraison.
- Revue des langues romanes. — 4^e série ; tome 9^e, n^{os} 7 à 10, juillet et octobre 1896 ; n^o 11, novembre 1896.
- Bulletin de la Société Languedocienne de géographie. — Tome XIX ; 3^e trimestre 1896.
- Revue tunisienne. — N^o 12, octobre 1896.
- Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest. — 2^e série ; tome VIII ; 2^e trimestre 1896.
- Bulletin de la société des amis des sciences et arts de Rochechouart. — Tome VI, n^o 3.
- Mémoires de la société des arts et des sciences de Carcassonne. — Tome VIII ; 1^{re} partie, 1896.
- Bulletin de la Société des sciences naturelles de Saône-et-Loire. — 22^e année, n^{os} 8 et 9 ; août-septembre 1896 ; n^o 10, octobre 1896.
- Bulletin de la Société d'étude des sciences naturelles de Nîmes. — n^o 3, juillet-septembre 1896.
- Bulletin de la Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France. — Tome 6 ; 3^e trimestre 1896.
- Revue Savoisienne. — 37^e année ; août-septembre-octobre 1896.
- Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers (Hérault). — 3^e série ; tome I ; 2^e livraison.
- Société de Borda-Dax (Landes). — 21^e année (1896) ; 3^e trimestre.
- Mémoires de l'Académie de Vaucluse. — Tome XV ; année 1896 ; 2^e et 3^e livraisons.
- Bulletin trimestriel de géographie de la province d'Oran. — Tome XVI ; juillet à décembre 1896.
- Annales de la Société d'émulation du département des Vosges, 1896.
- Bulletin de la Société de géographie de Marseille. — Tome XX ; n^o 3 ; 3^e trimestre 1896.
- Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres. — Tome IV ; n^o 54 ; 1896.

Revue de Saintonge et d'Aunis. — XVI^e volume ; 6^e livraison ; 1^{er} novembre 1896.

Bulletin de la Société d'agriculture du département de la Lozère. — Juillet-août 1896.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais. — 1^{er} trimestre 1896.

Bulletin de la Diana. — Tome IX ; avril-juin 1896 ; n^o 2.

Bulletin de la Société d'études des sciences naturelles d'Elbeuf. — 1^{er} et 2^e semestre 1895.

Bulletin de la Société de spéléologie. — 2^e année ; n^{os} 6 et 7 ; avril-juin et juillet-septembre 1896.

4^e PÉRIODIQUES PUBLIÉS A L'ÉTRANGER.

La Gazette numismatique. — N^o 1 du 1^{er} octobre 1896.

Rivista storica italiana. — Volume I, fasc. 4 ; juillet-septembre 1896).

Archivio storico lombardo. — 13^e série, fascicule XI ; septembre 1896.

Observations météorologiques faites pendant l'année 1895 à l'observatoire de l'Université Royale de Turin.

Actes de l'Académie Royale des sciences de Turin. — Vol. XXXI., disp. 6^a, 7^a, 8^a, 9^a, 10^a, 11^a, 12^a, 13^a, 14^a, 15^a ; 1895-1896 ;

TABLE MÉTHODIQUE DES MATIÈRES

ANNÉE 1896.

Histoire locale.

Notice historique sur l'Ecole normale d'instituteurs des Hautes-Alpes, par M. C. ROMIEU (1 ^{er} et 2 ^e trim.)	14,75
De la valeur historique de la chronique de la Novalaise, au point de vue de l'histoire des Alpes, par M. J. ROMAN (1 ^{er} trim.)	40
Une fausse citation de l'empereur Julien, à propos de la bataille de Mont-Seleucus, par M. J. ROMAN (1 ^{er} trim.)	54
Le Chevalier de Jarjays, par M. l'abbé ALLEMAND (2 ^e et 3 ^e trim.)	125,195
Maurice Garnier (notice biographique) par M. E. SIBOUR (2 ^e trim.)	179
Des anciens protestants de Briançon et de leur temple, par M. le Dr CHABRAND (2 ^e trim.)	147
Notice historique sur le prieuré de St-Maurice-de-Valsesres, par M. l'abbé ALLEMAND (4 ^e trim.)	299
Le Puy-St-Eusèbe, par M. David MARTIN (4 ^e trim.)	325

Linguistique.

Un Noël de Sigottier, par M. David MARTIN (1 ^{er} trim.)	9
Recherches étymologiques par M. F.-N. NICOLLET (3 ^e et 4 ^e trim.)	211,267
Traitement de A final atone en provençal et en Haut-Alpin, par M. A. DUMAS (3 ^e trim.)	239

De l'étymologie des noms de lieu des Alpes à propos de l'article de M. Nicollet, par M. J. ROMAN (4 ^e trim.).....	311
--	-----

Littérature.

Une première voiture automobile (nouvelle Gapençaise) par M. E. SIBOUR (2 ^e trim.)	115
Symphonie de la terre alpine (poésie) par M. J. MICHEL (3 ^e et 4 ^e trim.).....	235, 294
Une promenade aux environs de Gap (nou- velle Gapençaise), par M. E. SIBOUR (4 ^e trim.).....	337

Sciences naturelles.

Les Grottes de Sigottier, par M. David MARTIN (1 ^{er} trim.).....	1
Faucon Kobez, par M. David MARTIN (2 ^e trim.)..	176
M. Martel et la spéléologie, par M. A. DUMAS (3 ^e trim.).....	249

Documents.

Défense de la frontière des Alpes, pendant la campagne de l'an VII (1799), docu- ments publiés par M. F.-N. NICOLLET (2 ^e trim.).....	159
---	-----

Divers.

Chronique. — Découverte archéologique ; — Découverte scientifique ; — Nouvelle littéraire ; — Nouvelles locales ; — Orgue de chœur de la cathédrale de Gap, par M. Célestin ROCHE (1 ^{er} trim.)..	60
— La rue Pasteur ; — L'automobile ; — Objets acquis par le Louvre ; — Nos compatriotes, par M. A. DUMAS (2 ^e trim.).....	186

— Concours agricole et exposition régionale ; — Archéologie ; — Musées, par M. A. DUMAS (3 ^e trim.).....	245
Nécrologie. — Le capitaine Fiard ; — Ennemond Perrier ; — Auguste-Calixte Labastie ; — Mme la baronne d'Abel de Chevallet ; — Maurice Garnier, (1 ^{er} trim.).....	57
— Mourre ; — Burle (2 ^e trim.).....	185
— Honoré Pallias ¹ ; — Xavier Blanc (3 ^e trim.).....	255
Compte-rendu bibliographique. — La vie de Mgr Arbaud, par M. le chanoine Zéphirin BLANCHARD (4 ^e trim.).....	
Listes bibliographiques (1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim.).....	68,194,264.
Listes des périodiques (1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e trim.)	70,192,261.

Actes officiels de la Société.

Composition du Conseil d'administration au 1 ^{er} janvier 1896	III
Tableau des membres la Société.....	IV
Liste des Sociétés correspondantes	XVII
Procès-verbal de l'Assemblée générale de fin d'année 1895.....	XX
Compte de 1895 et budget de 1896.....	XXIV
Nouveaux Statuts de la Société.....	XXVII
Procès-verbal de la séance du 16 avril 1896....	177

¹ Dans cette notice nécrologique, une erreur s'est glissée relativement au nom de Mme Pallias, née Marie Saunier. Prière de rectifier.

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEURS

(ANNÉE 1896).

ALLEMAND (abbé). — Le chevalier de Jarjays (2 ^e et 3 ^e trim.)	125,195
— Notice historique sur le prieuré de St-Maurice de Valserres (1 ^{er} trim.)	299
CHABRAND (Dr). — Des anciens protestants de Briançon et de leur temple (2 ^e trim.)	147
DUMAS (Alfred). — Chroniques trimestrielles (2 ^e et 3 ^e trim.)	186,245
— M. Martel et la spéléologie (3 ^e trim.)	249
— Traitement de A final atone en provençal et en haut-alpin (3 ^e trim.)	239
MARTIN (David). — Les grottes de Sigottier (1 ^{er} trim.)	1
— Un Noël de Sigottier (1 ^{er} trim.)	9
— Faucon Kobez (2 ^e trim.)	176
— Le Puy-Saint-Eusèbe (4 ^e trim.)	325
MICHEL (J.). — Symphonie de la terre alpine (3 ^e et 4 ^e trim.)	235,294
NICOLLET (F.-N.). — Défense de la frontière des Alpes (documents) (2 ^e trim.)	159
— Recherches étymologiques (3 ^e et 4 ^e trim.)	211,267
ROCHE (Célestin). — Chronique trimestrielle (1 ^{er} trim.)	60
ROMAN (J.). — De la valeur historique de la chro- nique de la Novalaise au point de vue de l'histoire des Alpes (1 ^{er} trim.)	10
— Une fausse citation de l'empereur Julien à propos de la bataille de Mons-Selen- cus (1 ^{er} trim.)	54

ROMAN (J.) — De l'étymologie de noms de lieu des Alpes à propos de l'article de M. Nicollet (4 ^e trim.)	311
ROMIEU (C.) — Notice historique sur l'Ecole nor- male d'instituteurs des Hautes-Alpes (1 ^{er} et 2 ^e trim.)	14,75
SIBOUR (E.) — Une première voiture automobile (2 ^e trim.)	115
— Maurice Garnier (notice biographique) (2 ^e trim.)	179
— Une promenade aux environs de Gap (4 ^e trim.)	337

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 06851 2154

